

LA MISSION DE M. KISSINGER

Des « progrès » sont réalisés  
sur la Rhodesie  
et la Namibie

LIRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 b. ; Espagne, 16 p. ; France, 10 F ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 ¥ ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 100 roubles ; Royaume-Uni, 10 s. d. n.

Tarif des abonnements page 15  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS — CROISSANT 89  
C.C.P. 6297-25 Paris  
Y.B. 6297-25 Paris  
Tél. : 246-72-23

## Échec des sociaux-démocrates suédois

Trop de pouvoirs  
pendant  
trop longtemps ?

La victoire de la coalition « bourgeoise » suédoise a, en définitive, surpris tout le monde, y compris ses bénéficiaires. Après quarante-quatre ans de « règne », et malgré les chances incertaines que leur donnaient les sondages, les sociaux-démocrates faisaient encore figure d'adversaires redoutables. C'est le besoin d'« alternance », normal en démocratie, qui aura consommé leur défaite.

Les électeurs ont-ils été subjugués par un « programme » électoral qui ne leur promettait guère qu'une chose précise : la fin du glissement du pays vers la « collectivisation » ? Si l'argument a porté, c'est aussi parce que la pérennité même du régime avait fini par créer une saturation. « Trop de pouvoirs pendant trop longtemps », tel était l'avis de nombreux électeurs d'opinions parfois opposées.

Les Suédois ont dit « non » aux sociaux-démocrates parce que la machine d'un parti monopolistique sur les rouages du pays commençaient à leur paraître abusive. Mais ils ont aussi dit « non » à M. Palme. Le socialisme suédois, purifié, anticommuniste, teinté de religiosité, ne s'est pas toujours reconnu dans ce jeune intellectuel issu de la grande bourgeoisie qui bousculait, parfois sans précaution, des habitudes de pensée et de vie socialisées.

Démocratiquement et spirituellement, M. Palme a subi une bonne chance à ses adversaires heureux. Certains n'auraient pas manqué de voir quelque ironie dans son propos. La coalition « bourgeoise » n'a pas de programme de gouvernement, si ce n'est la nécessité d'arrêter le processus de socialisation du pays. La campagne contre les centrales nucléaires ne paraît même pas avoir été décisive dans la victoire, puisque son fer de lance, le parti centriste, a perdu du terrain par rapport au scrutin de 1973.

Les deux triumvirs, les conservateurs et les libéraux, ont des clientèles très différents. Les premiers risquent d'avoir des comptes difficiles à rendre à ceux de leurs électeurs qui espèrent un changement radical dans l'administration du pays, notamment en matière fiscale et sociale. Les libéraux, mis en appétit par leur « renommée », ne manqueraient pas de négocier chèrement leur participation au gouvernement et, ultérieurement, aux votes.

Enfin, et surtout, L.O., la grande centrale ouvrière, pressée sur sa gauche par une jeune génération impatiente, sera tentée de rompre, à la première occasion, le « modus vivendi » conclu avec le gouvernement social-démocrate après quelques graves sautes qui ont fait date.

Dans l'opposition, M. Palme va pouvoir donner libre cours à ses dynamismes et à une verve qui l'ont parfois servi au gouvernement. Il attendra sans doute les premières élections de la nouvelle majorité pour réaffirmer son rôle de chef de file.

Si la Suède a, jusqu'ici, traversé la crise économique, c'est que le reste de l'Europe occidentale, tout danger n'étant pas écarté, l'un de ses points faibles reste le déficit de la balance commerciale, largement dépassé par les importations pétrolières. Beau sujet de méditation pour les partis « anti-nucléaires » !

L'échec de la social-démocratie suédoise aura peut-être des répercussions sur les prochaines élections en Allemagne fédérale. Mais peut-être serait-il imprudent pour M. Kohl et Strauss de croire qu'il annonce l'échec d'un système de vie et de pensée qui a fait d'un petit pays un exemple.

## La coalition « bourgeoise » a battu le parti en place depuis quarante-quatre ans

Après quarante-quatre ans de régime social-démocrate, la Suède va être gouvernée par la coalition des trois partis « bourgeois » : les conservateurs, les libéraux et les centristes. Les résultats du scrutin du dimanche 18 septembre ne seront détaillés que dans un jour ou deux, mais, d'après les derniers chiffres connus, le « bloc socialiste » (social-démocrates et communistes) aurait cent soixant-neuf élus, soit six de moins qu'en 1973, et le « bloc bourgeois » cent quatre-vingt, soit cinq de plus qu'à la précédente consultation. Les élections municipales et provinciales

ont eu lieu le même jour. Pour la première fois, les immigrés résidant depuis trois ans au moins en Suède ont eu le droit d'y participer. Leurs résultats ne seront connus également que d'ici un jour ou deux.

M. Bildin, président du parti centriste, qui, au sein de la coalition, compte le plus grand nombre d'élus, s'est déclaré prêt à former un gouvernement avec les deux autres partis « bourgeois ». La composition du nouveau cabinet devrait être connue dans les premiers jours d'octobre.

De notre correspondant

de chef de gouvernement, « mais que, naturellement, cela doit faire l'objet de pourparlers en bonne et due forme ». Ses deux partenaires étaient, bien sûr, satisfaits du résultat, mais ne manifestaient pas non plus l'enthousiasme que l'on pouvait attendre de partis conquis dans l'opposition pendant plus de quatre décennies, et enfin victorieux. Quant au premier ministre, M. Olof Palme, profondément déçu, bien sûr, il a accepté sa défaite avec sérénité et diplomatie : « Conformément à la Constitution, nous allons présenter la démission du gouvernement. Mais il faut tout de même rappeler que nous avons abordé la campagne électorale dans des conditions extrêmement défavorables. Au printemps, l'opposition nous distançait de dix points. Nous avons peu à peu rattrapé le terrain perdu et le résultat de ce scrutin montre que nous étions très près du but. »

Selon les derniers résultats, les sociaux-démocrates ont obtenu

42,9 % des suffrages, soit 0,8 % de moins qu'en 1973. Les communistes enregistrèrent, eux, une baisse de l'ordre de 0,7 %, avec 4,7 % des voix, contre 5,3 % lors de la précédente consultation. Mais, étant donné la forte sensibilité égale des deux blocs depuis 1973, la moindre perte ou le moindre gain de voix peuvent entraîner des déplacements importants du nombre de sièges.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 2.)

## AVANT LE PLAN BARRE

- « ANTICIPATIONS », par Pierre DROUIN (p. 44).
- SECURITE SOCIALE : adapter la nature des ressources à celle des dépenses, par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (p. 21).
- Faux et vrais ramèdes au déficit, par JACQUELINE LAMBERT (p. 45).
- L'AIDE AUX AGRICULTEURS : vers des subventions systématiques aux paysans les plus pauvres, par ALAIN GIRAUDE (p. 23).
- La sécheresse n'est pas en soi une cause de déficit ou d'inflation, par PASCAL SALIN (p. 23).

## LE PRIX DE LA SANTÉ

Le déficit prévu de la Sécurité sociale atteint en France 13 milliards de francs, dont 9 milliards pour la seule assurance-maladie. Le conseil des ministres du 22 septembre étudiera les mesures d'économies médicales et de dégagement de ressources nouvelles pour remédier à ce déséquilibre financier qui semble inhérent au progrès social.

Dans tout le monde occidental, où la circulation des informations concernant les progrès techniques est rapide, le coût de la santé atteint une part à peu près identique du revenu national, et son augmentation continue (15 % à 17 % par an) suscite une inquiétude croissante. Les « systèmes », quels qu'ils soient, visant à assurer à toute la population un accès égal aux soins font l'objet de critiques et de remises en question.

L'enquête dont nous commençons aujourd'hui la publication donne un aperçu de ces systèmes

tels qu'ils sont vécus tant par le public que par les personnels de santé ou par les autorités gouvernementales en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Suède et en France.

En dépit des diversités des conceptions ou des régimes politiques qui les ont inspirés, il est frappant de constater que la croissance des dépenses de santé a été, partout, importante et identique, et que les résultats globaux appréciés en termes quantitatifs de diminution de la mortalité et d'augmentation de l'espérance de vie sont les mêmes.

Beaucoup plus que d'une option politique, c'est donc d'une réflexion éthique et prospective sur les liens entre les systèmes d'assurance-maladie et de distribution de soins et sur l'application de la technologie et la définition des priorités que relèvent les structures sanitaires idéales et les maîtres budgétaires auxquelles chacun aspire. — D. E. L.

## I. — Allemagne fédérale : un système coûteux et critiqué

par DANIEL VERNET

Bonn. — « La médecine allemande est mauvaise et chère. » Ce jugement sans appel est prononcé par un jeune médecin berlinois. Forte parole de ces confrères contestataires qui, il y a deux ans, ont pour la première fois depuis près d'un siècle troublé le congrès de la chambre fédérale des médecins, démentant aux représentants de l'ordre le droit de parler au nom de tout le corps médical. L'opinion de Mme Katharina Focke, ministre fédérale de la jeunesse, de la

famille et de la santé, n'est guère différente, même si elle s'exprime dans un langage plus modéré : « Je reconnais qu'il existe une disproportion entre les dépenses et les résultats (du système de santé) ne sont pas dans un rapport très favorable, même par comparaison internationale. » Et, de fait, le système médical ouest-allemand est critiqué de tous les côtés, par les patients, les caisses d'assurance-maladie, les hospitaliers, le gouvernement fédéral.

Seules les organisations officielles de médecins (1) paraissent garder leur bonne conscience. Elles affirment que « le système actuel est le meilleur, le mieux adapté aux besoins et le plus économique du monde entier ». Les chiffres, pourtant, ne parlent pas en leur faveur. Les dépenses des caisses sont passées de 23 milliards de deutschemarks en 1969 à plus de 40 milliards en 1974 (2). En 1975, elles ont encore augmenté de 10 milliards. Pour 1976, les prévisions des experts varient entre 38 milliards et 40 milliards de deutschemarks. Les cotisations, payées moitié par l'employeur, moitié par le salarié, représentent en moyenne 10 % du salaire brut. Les caisses équilibrent leur budget en augmentant régulièrement le taux des cotisations. Depuis 1965, le coût de la vie a augmenté de 50 % en R.F.A., le coût de la santé de plus de 200 %. Si la progression des dépenses continues

à ce rythme, les experts ont calculé qu'en l'an 2000 tout le salaire sera englouti par la cotisation d'assurance-maladie. « Alors, nous serons tous en bonne santé, mais nous mourrons de faim », ironise le directeur de la sécurité sociale de Francfort.

(Lire la suite page 12.)

## LE DERNIER FILM DE VISCONTI

### Un document d'après D'Annunzio

A propos de ce film — qui devait être le dernier du grand cinéaste — beaucoup se sont étonnés de l'absence contractée par Luciano Visconti avec Gabriele D'Annunzio. C'est que l'auteur de *L'Étant de volupté*, tant admiré de son vivant, a aujourd'hui mauvaise réputation. On lui reproche d'avoir été un des prophètes du fascisme, ses livres sont déclarés illégaux, et, de sa vie mouvementée, seules émergent ses extravagances (la « conquête » de Fiume, par exemple). Dans les quelques lignes de présentation qu'il avait rédigées pour *L'innocent*, Visconti protestait contre cette désaffection générale. « L'erreur, disait-il, est de confondre D'Annunzio et le d'annunzianisme. » Et il ajoutait :

« Ses romans sont une pépinière d'héroïsme pour le cinéma. Quant à l'homme, il concevait l'existence de façon étonnante moderne. »

Le document que les Neuf ont décidé de signer solennellement pour mieux souligner sa portée — comprend deux textes : une « déclaration » politique du conseil de la Communauté et un acte juridique. Dans sa « déclaration », le conseil des Neuf recommande aux États membres d'adopter l'acte juridique « conformément à leurs règles constitutionnelles » res-

pectives. Il rappelle qu'au conseil européen de Rome, le 2 décembre, les chefs de gouvernements s'étaient donné comme objectif de faire élire directement l'Assemblée de la Communauté à une « date unique en mai-juin 1978 ».

Le conseil indique enfin que les États membres « entendent mettre en œuvre » les conclusions du conseil européen de Rome. Autrement dit, les Neuf renouvellent, sans plus, leur intention d'aboutir à des élections européennes en 1978.

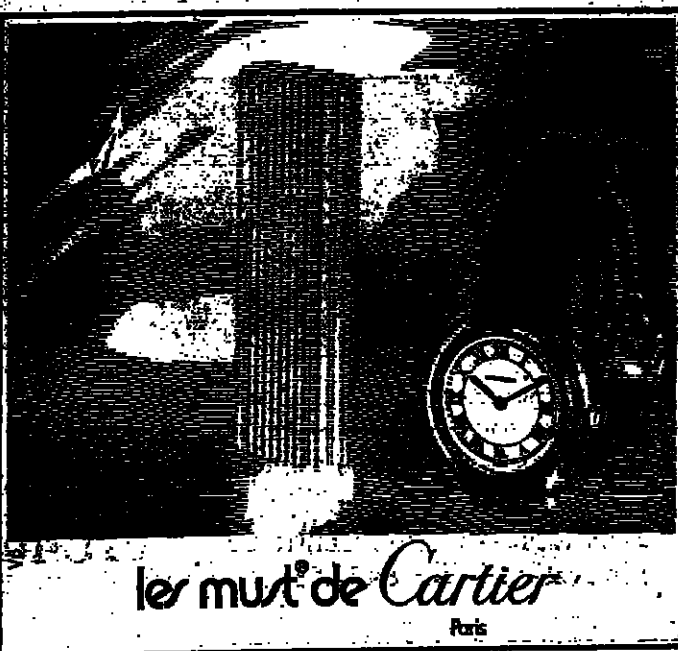
Pourquoi une formule aussi vague et alambiquée ? Parce que les Britanniques, tout en se disant favorables à des élections européennes en 1978, ne sont pas sûrs de pouvoir les organiser chez eux à une date aussi rapprochée et que les Français ne veulent pas prendre un engagement plus contraignant que les Britanniques. Les Danois ont d'ailleurs pris la même position que les Britanniques, mais comme leur défection n'affecte pas le même poids, une dérogation leur est d'avance consentie s'ils ne sont pas prêts en même temps que leurs partenaires.

L'acte juridique comprend seize articles. Il fixe à cinq ans le mandat des députés européens et indique qu'« la date « unique » du scrutin s'étendra sur une période de dix jours, mais le dépouillement ne commencera qu'une fois toutes les urnes closes. La répartition nationale des sièges sera celle que le conseil européen a arrêtée le 13 juillet : 81 sièges pour l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, 25 pour les Pays-Bas, 24 pour la Belgique, 16 pour le Danemark, 15 pour l'Irlande, 6 pour le Luxembourg. Cette ventilation ne pourra être modifiée que par accord unanime ».

Enfin, les Neuf déclarent que pour la première élection, chaque État membre adoptera le mode de scrutin de son choix. Pour les élections suivantes, la première Assemblée européenne élue proposera un mode de scrutin unique sur lequel le Conseil des Neuf se prononcera à l'unanimité. Les gouvernements, armés du « veto », garderont donc le dernier mot, ce qui promet encore quelques bagarres avant que l'Assemblée européenne atteigne son régime de croisière.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 5.)



le mur de Cartier

Paris

(1) Depuis 1965, l'association de tous les médecins à la chambre fédérale des médecins (anciennement chambre impériale) est obligatoire.

(2) Le DM vaut 1,36 franc environ.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 34.)

## EUROPE

### L'ÉCHEC DES SOCIAUX-DÉMOCRATES AUX ÉLECTIONS

Le parti le plus important depuis 1914

La coalition « bourgeoise » a battu le parti au pouvoir depuis quarante-quatre ans

Le parti socialiste suédois fut créé en avril 1889 à Stockholm. La première assemblée générale qu'il déclencha en 1901 pour obtenir l'introduction du suffrage universel se solda par la formation — réflexe de défense des patrons — de la Fédération nationale des employeurs. Mais dès les élections suivantes, le chef du parti, Hjalmar Branting, fut élu avec trois autres socialistes : un maçon, un cordonnier et un ouvrier d'usine. Aux élections de 1905, le parti gagna dix autres mandats (1).

Grâce à l'action commune avec les libéraux pour la conquête du droit de vote, une réforme constitutionnelle fut obtenue en 1907. En 1911, les socialistes avaient déjà soixante-quatre députés : ils constituaient un grand parti avec lequel les autres devaient compter. Aux élections de septembre 1914, avec soixante-trois députés, ils devinrent le parti le plus important de la Chambre des députés. En 1917, ils eurent quatre-vingt-sept représentants. Les socialistes sont alors entrés pour la première fois dans le gouvernement présidé par un libéral, M. N. Eden.

La coalition se maintiendra jusqu'en mars 1920. Le suffrage universel entre en application pour les élections municipales, et la Journée de huit heures est adoptée. En mars 1920, Branting forme le premier gouvernement socialiste homogène, qui ne durera que six mois. Un an plus tard, Branting relance deux gouvernements de fonctionnaires : il se préoccupe alors surtout du problème du chômage et tombe, en 1923, à propos d'une mesure d'assistance qu'il veut faire adopter. Un succès électoral ramène Branting au pouvoir à la fin de 1924. A sa mort, en 1925, R. Sandberg lui succède. Mais, en juin 1926, le gouvernement Sandberg tombe sur une affaire de subsides à des chômeurs.

La fin des années 20 et le début des années 30 sont marqués par une recrudescence des conflits sociaux, qui atteignent leur point culminant lors du fameux conflit d'Adalen, quand une patrouille militaire tire sur les manifestants. Le gouvernement libéral passe cette tempête en 1931, mais tombe peu après lorsque éclate le scandale financier de « l'empereur des allumettes » étranger. En 1932, les socialistes gagnent 14 sièges et, avec 104 députés à la Chambre, prennent le pouvoir.

P. A. Hansson, président du parti, modéré et réformiste, fils d'un maçon de Suède, adversaire de la violence, s'attaque hardiment au chômage et mène une politique anti-dépressionniste qui, dès, suscite l'intérêt dans le monde. Il tombe trois mois avant

les élections de 1936, pour avoir fait dépendre une augmentation des crédits de la défense de l'application de l'échelle mobile aux pensions de vieillesse. Les agrariens forment alors un gouvernement pour cent jours. La consultation est un triomphe pour les socialistes, ils gagnent 13 sièges et ont 112 députés. P. A. Hansson forme étonnamment un gouvernement de coalition avec les agrariens qui durera jusqu'en 1939.

Pendant la guerre, comme dans les autres pays scandinaves, tous les partis participent au gouvernement de coalition présidé par P. A. Hansson. Au lendemain de

(Suite de la première page.)

A quoi faut-il attribuer ce recul des sociaux-démocrates ? Pour M. Olof Palme, il n'y a aucun doute, la querelle sur l'énergie nucléaire est la raison principale de l'échec de son parti : « Nous avons dû faire face à un parti du centre qui dit « non » à l'énergie nucléaire, sans expliquer les conséquences pratiques que cette décision aurait sur l'emploi et la vie quotidienne du Suédois, sans en présenter la note. C'est ce qui nous a fait perdre. »

## SOCIALISME



(Dessin de KONK.)

la guerre, celui-ci forme à nouveau un gouvernement homogène ; en 1946, M. Tage Erlander lui succède ; il abandonnera volontairement le pouvoir à M. Olof Palme en 1969. De 1951 à 1967, M. Erlander dirigera une coalition avec les agrariens qui se désagrégera sur le problème de l'introduction d'un régime général de retraite. A part les cent jours du gouvernement agrarien en 1936, les socialistes sont demeurés au pouvoir en Suède sans interruption depuis novembre 1932. Depuis le début du siècle, ils ont eu cinq premiers ministres seulement.

(1) Voir le Parti socialiste suédois, par Raymond Fustier. Les Éditions ouvrières, Paris, 1964.

Ce débat, qui a dominé une grande partie de la campagne électorale, a sensibilisé l'opinion. Il l'a même un peu désorientée, puisqu'on évalue à trois cent mille environ le nombre d'électeurs qui ont modifié leur vote en raison des controverses sur ce sujet. Mais il ne semble pas du tout que le débat nucléaire ait profité à celui qui l'avait provoqué, le parti du centre. Celui-ci, en effet, perd des voix par rapport à 1973 : 24,2 % contre 23,1 %. Dans la commune de Ekselöv, dans le sud du pays, par exemple, où une centrale nucléaire a été construite, les centristes sont en nette ré-

gression. Les deux principaux bénéficiaires du scrutin sont, finalement, le parti conservateur et le parti libéral.

Les conservateurs passent de 14,3 % à 18,5 % des voix et les libéraux de 9,4 % à 11 %. Or ces deux formations approuvent entièrement ou partiellement le programme énergétique social-démocrate qui prévoit treize réacteurs nucléaires en 1985. L'une et l'autre ont insisté, dans leur campagne, sur d'autres thèmes que l'énergie, à commencer par « la liberté de choix dans une société de plus en plus centralisée et bureaucratique », « la pression fiscale » et « l'intégrité de l'individu ». Il semble donc que les

remous qui ont agité le mouvement ouvrier depuis le début de l'année — le projet Meldner, de la Confédération générale du travail (L.O.), qui tend à rendre les travailleurs copropriétaires des entreprises, le débat sur le sens du socialisme — aient eu une plus grande importance que prévu. Il n'est pas impossible non plus que des électeurs centristes, inquiets de la campagne antinucléaire de M. Fällin, juge d'ailleurs « irresponsable » par plusieurs administrations publiques, aient finalement reporté leurs voix sur les conservateurs qui adhèrent au programme énergétique décentralisé voté par le Parlement en 1975.

M. Palme devient donc le chef de l'opposition, une opposition très forte puisqu'elle disposerait, avec les communistes, de 189 sièges. Le parti social-démocrate, a-t-il dit, reste « le plus grand parti du pays. Nous n'avons absolument pas l'intention de réviser notre politique. Les électeurs ouvrier ont voté social-démocrate. Nous restons un parti fort et uni, le moteur politique de la société suédoise. Je suis persuadé que nous reviendrons au pouvoir aux prochaines élections. Nous sommes battus, les « bourgeois » doivent avoir maintenant l'occasion de réaliser le programme qu'ils ont promis aux électeurs ».

ALAIN DEBOVE

### La campagne antisocialiste

La veille des élections, la Confédération du patronat suédois (SAF) a déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'industrie de faire de la Suède « un parc national en matière énergétique ». La campagne antisocialiste s'était aussi intensifiée dans les jours précédant le scrutin. Le Rassemblement démocrate-chrétien (K.D.S.), un petit parti qui ne recueillait, aux derniers sondages, que 1,8 % des intentions de vote, a subi diverses pressions. Il a fini par recommander à ses sympathisants de voter « utile » le 19 septembre, pour renverser le régime social-démocrate. Il semble que cette campagne ait échoué partiellement puisque le K.D.S. a obtenu dimanche 1,3 % des voix.

Les communistes sont, eux aussi, victimes de la poussée antisocialiste, mais il semble que leurs dissensions internes aient joué un rôle dans ce résultat. Deux tendances s'opposent en effet, les orthodoxes, fidèles à Moscou, et les indépendants, qui s'attachent à l'« eurocommunisme ».

Pour le futur premier ministre, M. Fällin, la victoire des « bourgeois » va entraîner une relance de la vie politique suédoise : « Le nouveau gouvernement, contrairement à ce que prétendent les sociaux-démocrates, saura prouver aux électeurs qu'il sait aussi mener une politique de progrès social. » Mais il semble que les trois partis victorieux auront beaucoup de difficulté à s'enten-

dra. Plusieurs questions les divisent : la politique familiale, la politique fiscale et, surtout, la politique énergétique. M. Fällin a de nouveau déclaré, dimanche soir, qu'il était « impossible d'exiger des centristes qu'ils renoncent à leur politique antinucléaire », mais que « la plupart des obstacles ne sont pas insurmontables ».

Les progrès des conservateurs pourraient compliquer encore les pourparlers sur la formation du

### BIBLIOGRAPHIE

#### LA RÉVOLUTION SUÉDOISE de Gabriel Ardant

Le livre de Gabriel Ardant est un ouvrage d'économiste et de sociologue, mais il n'ignore pas pour autant les aspects politiques de la réalité suédoise. Pour l'auteur, l'originalité du système tient dans ce fait : « Beaucoup de socialistes se fient pour premier objectif les modifications de structures économiques, la transformation de la société devant en être l'effet naturel. Les Suédois ont une attitude inverse. Ils visent à transformer la société et les rapports entre les hommes, se réservant, si les structures économiques leur font obstacle, de faire passer sur elle le bulldozer de la loi. »

Chiffrés et datés, les événements politiques et économiques qui jalonnent la « longue marche » de l'un des pays les plus pauvres d'Europe vers une société d'abondance relativement égalitaire sont

évoqués avec minutie : l'auteur s'intéresse autant aux aspects quotidiens que techniques de la « révolution » : le plein emploi, les retraites, la stabilité des prix, la démocratie industrielle, mais aussi l'égalité des sexes, la solidarité des citoyens d'âges différents, l'amélioration du milieu de travail.

Mais pourquoi les Suédois sont-ils allés si lentement dans leur « révolution » ? Parce que « le parti socialiste n'a disposé que rarement de la majorité absolue des suffrages » et que « l'imposer des réformes dans une population ne ressent pas le besoin, c'est susciter dans l'organisme social l'apparition de ces anticorps (...) qui finissent par mettre fin aux révolutions les plus fastidieuses ».

(1) Robert Laffont, collection « Libération 2000 », 270 pages, 29 F.

# ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'avez jamais à râler.

### CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été simple et efficace? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire?

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CITY : \_\_\_\_\_  
PROFESSION : \_\_\_\_\_

### 1

L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2  
Nous renvoyons chaque année nos bâteaux en stage.  
Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3  
Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4  
Pour être sûrs d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons.

Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

**Avis.**  
**Profitez de nous.**



## EUROPE

### GÉNÉRALES SUÉDOISES

#### PORTRAITS

#### M. THORBJÖRN FALLDIN

##### Un paysan solide sans éloquence

M. Thorbjörn Fälldin est le type d'homme pour lequel les Suédois ont un certain faible, parce qu'ils s'identifient à sa personne. Comme eux, il n'est pas parfait. Il a ses qualités et ses défauts, mais « au fond, il est honnête et souhaite le bien de tout le monde ». Il ne s'exprime pas avec l'éloquence et la brio d'un Olof Palme. Il n'a pas toujours la réponse facile dans les débats, mais cela est loin d'être considéré comme un handicap. Au contraire, M. Svensson, le Suédois moyen, prend toujours le parti de la victime. N'est-on pas souvent reproché au dirigeant social-démocrate son cynisme, son goût pour l'ironie, un ton sarcastique ?

Ce que les Suédois aiment surtout chez Thorbjörn Fälldin, c'est la solidité et la stabilité physiques du personnage : 1,80 mètre, 92 kilos, un homme qui inspire confiance. Il parle comme eux, il s'habille simplement, et son petit accent campagnard ajoute encore à sa popularité. M. Thorbjörn Fälldin, à côté de ses activités politiques, a dû s'occuper personnellement de l'exploitation agricole (15 hectares de terre et 250 hectares de forêts) qu'il possède dans le centre de la Suède, à Ås, son village natal. Bien sûr, premier ministre, il est pourtant décidé à y passer tous ses week-ends : « Ma femme, qui restera à la ferme, l'espère, aura besoin d'aide ».

M. Thorbjörn Fälldin succède à la tête du parti cariste à un vieux routier de la politique suédoise, Gunner Hedlund, qui

partagea le pouvoir avec les sociaux-démocrates à deux reprises depuis la guerre. Après des débuts timides, son engagement personnel un peu trop sentimental, peut-être, dans la lutte contre l'énergie nucléaire devait susciter le respect même de ses adversaires. Il a finalement joué son avenir politique sur cette question. Il a gagné. Voilà qu'il va devenir chef du gouvernement. Beaucoup de problèmes se posent à lui, car il lui sera difficile de trouver un terrain d'entente acceptable avec ses deux partenaires bourgeois. Mais M. Fälldin a une grande qualité. Il sait écouter et il a dit après son succès : « Je saurai aussi écouter les propositions social-démocrates ».

A. D.

[Né le 24 avril 1923, dans la famille d'un paysan, M. Fälldin est un travailleur de la terre et en étant des années primaires supérieures pour entrer dans une école d'agriculture. Ce qui lui permit de finir son service militaire comme officier de réserve. Depuis 1952, il se consacre à la ferme familiale. Dès sa jeunesse, il a milité dans les rangs du parti cariste (qui a changé de nom et est devenu le parti cariste). En 1958, il est élu député pour sa province d'Ångermanland. Il perdit son siège en 1964, mais la resta quatre ans plus tard. Il devint président de son parti en 1971. Pendant toute la campagne électorale, il a traité des problèmes de politique étrangère. Il a été membre du parlement de non-alignement. Il a même travaillé à l'Union européenne, dans son parti on peut se fier à ses alliances, le soin de s'occuper des questions internationales.]

#### M. Olof Palme :

##### Une nouvelle dynamique social-démocrate

Le « règne » de M. Olof Palme aura donc duré, que sept ans. Ses prédécesseurs, les dirigeants sociaux-démocrates pendant vingt-trois ans.

Intellectuel brillant, grand bourgeois, créateur de talent, plus actif sur la scène internationale que bien des dirigeants de pays plus importants. M. Palme a sans doute fini par indisposer nombre d'électeurs. Après la figure patricienne de M. Erlander, l'arrivée au pouvoir du bouillant jeune homme qui était son secrétaire particulier depuis 1954 avait enthousiasmé les jeunes et flatté le mouvement ouvrier, mais aussi agacé et inquiété toute une génération de Suédois bourgeois, durs à la tâche et trop imprégnés des traditions rurales et religieuses de leur pays pour accepter sans arrière-pensée la nouvelle dynamique de la social-démocratie.

M. Palme est né. Il y a quarante-neuf ans. Dans une petite ville, dans une famille pauvre. Son père était directeur de compagnie d'assurance. Sa mère, une Allemande de Rigas, militante féministe, comptait plusieurs pasteurs dans ses ascendances. La jeune Palme fait de brillantes études de droit en Suède, puis à l'université de l'Ohio, aux États-Unis. En

1949, il adhère au parti social-démocrate et dirige pendant dix ans la Fédération nationale des étudiants de Suède. C'est comme responsable étudiant qu'il découvre les problèmes de l'Europe de l'Est et du tiers-monde, qui deviendra l'une de ses préoccupations majeures.

En 1954, M. Olof Palme est remarqué par le premier ministre de l'époque, M. Erlander, qui l'engage comme secrétaire. Devenu bientôt son chef de cabinet, il est élu sénateur en 1957, entre au gouvernement comme ministre sans portefeuille en 1961, devient ministre des communications en 1965, puis de l'éducation en 1967. Le 1<sup>er</sup> octobre 1969, lorsque M. Tage Erlander prend sa retraite, il désigne comme son successeur M. Palme, qui des élections confirmeront rapidement au pouvoir.

En sept ans, M. Olof Palme aura accéléré la socialisation de la Suède par plusieurs mesures : hardies, mais aussi même amélioré son niveau de vie, il lui a aussi permis de traverser sans dommages la crise économique que connaissent les autres pays développés et lui a fait jouer sur la scène internationale un rôle inédit.

N. B.

#### Espagne

##### La Coordination démocratique

##### se prononce contre

##### le projet gouvernemental de réforme politique

Madrid (A.P.P. U.P.I. Reuters). — La Coordination démocratique, qui regroupe quatorze partis d'opposition, s'est prononcée, le 20 septembre, contre le projet de réforme politique du gouvernement. Ce projet, qui ne sera pas voté par le parlement, est considéré comme une garantie sérieuse que l'usage pacifique de la violence ne sera pas autorisé par la police, déclare un communiqué de cette organisation. La Coordination démocratique appelle à la formation d'un gouvernement provisoire réunissant un « vaste consensus démocratique ». Il préconise une « période constitutive » au terme de laquelle le peuple élirait une Assemblée chargée de décider la forme de l'Etat et du gouvernement. La Coordination réclame une certaine autonomie pour les provinces basques, la Catalogne et la Galice. Enfin, elle demande que tous les partis politiques, y compris les formations

communistes et anarchistes, soient légalisés avant les prochaines élections législatives. De leur côté, deux organisations membres de la Coordination démocratique se sont prononcées sur le projet de M. Adolfo Suárez. Les fédérations des partis socialistes — formées de dix partis socialistes régionaux — estiment qu'il ne convient pas de « tolérer suffisamment ». Elles estiment que l'opposition n'a pas de raison d'accorder un crédit spécial aux offres de réforme faites par le pouvoir. Pour elles, les conditions requises pour des élections libres sont : « Les libertés de réunion, d'association et d'expression, la liberté des partis politiques sans censure, la liberté académique, l'annulation politique totale, la suppression du Mouvement national et des autres institutions répressives franquistes ».

Enfin, M. Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, a estimé, dans une interview que le projet de M. Suárez « ne répond pas aux programmes démocratiques » de l'opposition, et notamment à celui de l'opposition de gauche.

#### LES DIRIGEANTS ALLEMANDS ONT APPRIS LES RÉSULTATS EN PENSANT AUX PROCHAINES ÉLECTIONS EN R.F.A.

(De notre correspondant.)

Bonn. — A l'ambassade de Suède à Bonn, où s'étaient réunis dimanche soir 19 septembre des diplomates, des journalistes et des collaborateurs du parti social-démocrate allemand, les mines se sont tendues quand la victoire du « bloc bourgeois », à Stockholm, a paru certaine. Ce n'était pas sans avoir été surpris par le parti frère suédois, bien que des liens sentimentaux existent entre le S.P.D. et le parti socialiste suédois. M. Brandt et Palme sont deux amis intimes, mais les sociaux-démocrates allemands pensent aux conséquences que la défaite de leurs amis suédois pourrait avoir dans deux semaines sur le résultat des élections en R.F.A.

Certes, le socialisme à la suédoise ne passe plus, comme il y a sept ou quatre ans, pour être le modèle de société souhaitée par le S.P.D. Le parti allemand a même repoussé le socialisme de son vocabulaire, au moins le temps de la campagne électorale. A propos des nationalisations, des rapports avec les communistes, de la critique de la politique américaine, les sociaux-démocrates allemands ont toujours été beaucoup plus prudents que les socialistes suédois. Mais la Suède était considérée dans la gauche allemande comme un exemple de socialisme démocratique, de progrès économique, la justice sociale à la garantie des libertés.

#### « La liberté au lieu du socialisme »

La démocratie chrétienne, au contraire, pulvérisée dans la défaite de M. Palme de nouveaux arguments électoraux. Elle y verra une confirmation de la pertinence de son slogan : « La liberté au lieu du socialisme ». Elle fera valoir que ses craintes à propos de l'écroulement par la fiscalité, ou de l'empirisme bureaucratique, ne sont pas pure propagande, qu'elles sont partagées par des citoyens ayant fait l'expérience de quarante-cinq ans de socialisme. De même que l'expression « situation suédoise » est devenue en République fédérale synonyme de « chaos économique », la « situation suédoise » est devenue synonyme de « situation catastrophique ». La CDU-CSI, déjà préparé une campagne d'affiches conseillant aux électeurs allemands de « voter la liberté au lieu du socialisme », c'est-à-dire de chasser les socialistes du pouvoir.

Sans doute la victoire du « bloc bourgeois » à Stockholm ne déplaçait pas le S.P.D. à l'échelle des centaines de milliers de voix en R.F.A., mais si, comme l'indiquent tous les sondages, la démocratie chrétienne et la coalition libérale-socialiste ne sont séparées que par quelques points, le résultat du scrutin en Suède pourrait amener à voter pour l'actuelle opposition en Allemagne les électeurs encore hésitants, et qui finalement seront les arbitres. — D. V.

#### M. CLAUDE LABBÉ (U. D. R.) : le mythe d'un système idéal.

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale : « Même en son parti, dit suédois le socialisme est rejeté. C'est un déclinisme et situation importante dont il ne faut pas minimiser la signification. Ce modèle de socialisme a développé la bureaucratie et a entraîné l'effort individuel. Voilà la véritable raison de son échec après quarante-cinq ans. »

« Ainsi disparaît le mythe d'un système idéal, phare du socialisme mondial, ainsi apparaissent les tares du socialisme, même quand il ne fait pas appel au communisme, même quand il s'exprime dans un pays particulièrement prospère, civilisé et stable. »

« Quel sujet de réflexion pour ceux des démocrates qui se sentent attirés par l'expérience socialiste ? »

M. Labbé, ministre du pouvoir, a déclaré : « Les socialistes français ne tirent pas suffisamment leçon de la situation suédoise. L'erreur de pouvoir est la cause évidente d'un échec qui ne se traduit que par un tout petit recul. L'erreur de pouvoir en France nous conduit à ce que nous sommes prêts de faire. »

« La Suède n'est pas pour nous un modèle, mais c'est un exemple dont nous cherchons à nous inspirer sur des domaines précis. »

#### M. BREJNEV FERA UNE VISITE A BONN AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

(De notre correspondant.)

Bonn. — M. Leonid Brejnev se rendra en visite officielle en République fédérale avant la fin de cette année. La nouvelle a été annoncée en même temps, le dimanche 19 septembre, à Bonn et à Moscou. La date du voyage n'est pas encore fixée, mais il paraît certain que le secrétaire général du P.C. soviétique viendra à Bonn avant les élections du 3 octobre. M. Brejnev s'était rendu pour la première fois en R.F.A. au mois de mai 1975, au mois d'octobre de l'année suivante le chancelier Schmidt en visite à Moscou. L'avis était, ainsi que le chef du gouvernement, M. Konrad Adenauer, de montrer sur les bords du Rhin. Des difficultés concernant l'inclusion de Berlin-Ouest dans des accords culturels, juridiques et technologiques, n'avaient pas permis jusqu'à maintenant la réalisation de ce projet.

On estime à Bonn que l'annonce de la visite de M. Brejnev témoigne de la confiance des Soviétiques dans une victoire de la coalition libérale-socialiste aux prochaines élections. Dans la mesure où elle peut être considérée comme un succès de la politique à l'Est, elle constitue un atout pour les sociaux-démocrates.

D. V.

#### Grande-Bretagne

#### LE NOUVEAU CHEF DU PARTI LIBÉRAL, M. DAVID STEEL, SE DÉCLARE PARTISAN D'UN GOUVERNEMENT DE COALITION.

(De notre correspondant.)

Londres. — C'est avec la satisfaction d'avoir retrouvé en la personne de M. David Steel un véritable chef que le parti libéral britannique a élu samedi 18 septembre son congrès annuel. Apparaissant pour la première fois dans son nouveau rôle devant les mille cinq cents délégués réunis pour cinq jours à Llandudno, sur la côte nord du pays de Galles, le jeune député de trente-huit ans, élu en juillet dernier à la tête d'un parti malade, n'est pas la tâche facile. Il s'est efforcé à la fois de faire oublier la grave crise ouverte par la démission, en mai, de son prédécesseur M. Jeremy Thorpe, et de donner un visage nouveau à la troisième force de l'échiquier politique britannique.

Le nouveau leader s'est montré déterminé, dans un discours de plus d'une heure, à briser le système politique bipartite de son pays en appelant à la formation d'un gouvernement de coalition à l'issue des prochaines élections générales. Ce projet a été vivement acclamé par la majorité des congressistes, mais il a provoqué de sérieux remous dans le groupe des Jeunes Libéraux, qui ont brandi des pancartes aux cris de : « Jamais ! », « Vende ! », « Non à la coalition ! ».

« Ne craignons pas de nous séparer », ont paré les responsables du pouvoir, à répondre M. Steel. C'est ainsi que nous réalisons les changements que nous souhaitons. »

Beaucoup d'adhérents ont reproché au nouveau chef du parti libéral de s'être affirmé seulement dans son discours et d'avoir laissé se dérouler auparavant des débats souvent confus et sans ordre du jour. Une seule motion importante a été adoptée. Elle est relative à la réforme constitutionnelle indispensable à l'arrivée au pouvoir des libéraux. L'adoption de la représentation proportionnelle aux élections législatives. Avec 18 % des voix aux élections d'octobre 1974, le parti libéral n'occupe, en effet, à la Chambre des communes que 2 % des sièges avec treize députés.

Le projet de dévolution des pouvoirs aux différentes régions du Royaume-Uni a été par ailleurs qualifié par le congrès d'« inadéquat ». Celui-ci a proposé en échange l'adoption d'un système fédéral dans lequel l'Angleterre, l'Ecosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord seraient dotés d'assemblées législatives et de gouvernements séparés.

(Interim.)

● LONDRES A REFUSÉ L'autorisation au navire océanographique soviétique Océanograf de faire escale dans les ports écossais de Leth et d'Aberdeen, a annoncé un porte-parole du Foreign Office. Le ministre de la défense s'est refusé à commenter les informations selon lesquelles l'Océanograf serait un navire employé pour la mission de suivre les manœuvres de l'OTAN.

● L'OUVERTURE DE LA saison d'été a été marquée par la manifestation mondiale des hommes de science, prévue pour le samedi 19 septembre. L'événement a eu lieu dans la capitale de vingt délégués soviétiques, bulgares, est-allemands et coréens, a-t-on appris dimanche 19 septembre, à Londres.

#### Allemagne fédérale

#### Trois cents anciens SS se sont réunis à Wurtzbourg avec l'autorisation du maire socialiste

De notre correspondant

Wurtzbourg. — Dans une salle de gymnastique décorée de drapeaux allemand et français et de l'emblème de la HIAG (association d'entraide des anciens de la Waffen-SS) s'élevait une croix de fer, trois cents anciens soldats des divisions S.S. Horst Wessel et Charlemagne dont une quarantaine de Français, se sont réunis du vendredi 17 au dimanche 19 septembre à Wurtzbourg.

C'est une rencontre privée, comme une fête de famille, qui se tient à l'abri des regards indiscrets. M. Friedrich-Karl Welbel, un des trois porte-parole de l'association fédérale des anciens soldats de la Waffen-SS, consent toutefois à lire une déclaration à la presse. « C'est une réunion de camarades qui recherchent le droit de se revoir, dit-il, ils demandent la libération des condamnés encore détenus en Italie et aux Pays-Bas. Ils veulent aider les survivants, rechercher les disparus et défendre une image non faussée de l'histoire de la Waffen-SS. »

#### « Si c'était à refaire je recommencerais »

Sur une table s'empilent des livres de guerre, des recueils de chants SS et des calendriers à la gloire des héros du III<sup>e</sup> Reich.

« Notre organisation est strictement apolitique », déclare M. Welbel. C'est aussi l'avis de la municipalité social-démocrate de Wurtzbourg, qui ne voit pas comment elle aurait pu interdire une « réunion organisée par une association d'entraide légalement inscrite au registre des associations ». On boit, on chante, on discute, on se raconte peut-être les souvenirs du passé.

Une rencontre d'anciens combattants comme il y en a tant

d'autres ? C'est possible, mais pas de n'importe quels anciens combattants : des volontaires pour endosser l'uniforme SS. Ceux qui acceptent de parler ne regrettent rien. « Si c'était à refaire, je recommencerais avec le même enthousiasme, dit un Français qui a choisi de vivre en République fédérale. Je n'étais pas un tortionnaire, j'étais un soldat, le premier soldat européen. » Un autre ajoute : « Nous avons toujours été incompris, nous nous battons pour un idéal, pour l'Europe avec l'Allemagne, contre le bolchevisme. »

La population de Wurtzbourg témoigne de la plus grande indifférence. Deux cents policiers avaient été appelés en renfort de Munich, mais n'ont même pas à se montrer, quelques agents de ville suffisent à protéger la salle. Sur le soir, cent cinquante jeunes gens, surtout des communistes et quelques sociaux-démocrates attirant un groupe de Tagoras, viennent manifester sous les fenêtres, aux cris de : « Nazis assassins, hors de Wurtzbourg ! ». La grande foule est sur la place du marché où parle M. Willy Brandt. Dans les premiers rangs, des jeunes chrétiens-démocrates brandissent une pancarte portant le slogan : « S.P.D. = ruine de l'Allemagne ! ».

D. V.

#### (PUBLICITE)

La lutte contre l'inflation exige la confiance de tous les Français et de toutes les catégories sociales. Or

#### LE PATRONAT EST TROMPÉ

A un point tel qu'il paie des impôts sur des bénéfices FICTIFS affichés par la mensongère Comptabilité actuellement Légale. Ce qui est bien le plus criant des iniquités fiscales !

Voici ce qu'affirmait, en 1977, le Professeur Theodore Limperg, d'Amsterdam : « Limperg argued that during inflationary periods the exaggerated profits shown by historical costs accounting made credit for expansion too readily available, resulting in increased over-investment and inflation perpetuation. » Ce qui signifie que les bénéfices FICTIFS affichés, en cas d'inflation, par la mensongère Comptabilité « à partie double », page 68 du Mensonger Plan Comptable français, dit aussi Comptabilité « en coûts historiques ».

#### TROMPENT LES PATRONS

qui commettent l'erreur de faire

#### TROP D'INVESTISSEMENTS

(des Investissements prématurés) ce qui

#### PERPÉTUE L'INFLATION

Or, le 9 septembre 1976, le Patron des Patrons demandait au Premier Ministre de « SOUTENIR L'INVESTISSEMENT », alors que le Patronat a déjà fait trop d'investissements !

C'est, hélas, à bon droit, que la Confédération Générale des Cadres, le 24 avril 1976, dénonçait les ERREURS DES PATRONS dont les effets apparaissent à l'évidence : des Entreprises qui ne travaillent qu'à 70 % de leurs capacités, des Entreprises en déconfiture, et l'accroissement irréversible du chômage, accompagné d'habitudes de paresse et de délinquance !

Au surplus, depuis toujours, déjà avec C. Gignoux en 1929, le Patronat demande l'autorisation de révaluer les bilans. Comme ex-Patron, je sais que les prétendues « révaluations des bilans » (de Gaulle, 15 août 1945 ou Michel Debré 29 décembre 1958) ne sont pas des révaluations des bilans. Ce sont des attrape-nigauds.

#### NIGAUDS = PATRONS

Pour tenir compte de la continue évolution des divers indices de prix, généraux et spécifiques, il y a un moyen et un seul. C'est l'adoption de la

#### COMPTABILITÉ INDEXÉE

dont l'arithmétique moyen Emile Krieg est le promoteur, mais à laquelle le Ministre Valéry Giscard d'Estaing a notifié son veto par lettre du 24 octobre 1972. Or, la Comptabilité Indexée « traduit la réalité », selon l'expression de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing en 1958 (il n'était pas Ministre), lors d'une interview accordée à André Vigne « le Monde ».

Et comme le Patronat des autres pays est aussi naïf que le Patronat français, Emile Krieg multiplie gratuitement son enseignement dans les Universités allemandes, anglaises, belges, néerlandaises, suisses, espagnoles, portugaises, grecques, turques, etc.

Mon enseignement est donné selon mon Ouvrage intitulé :

#### SORTIR DE L'INFLATION

que je distribue par poste pour tous pays moyennant une participation de 50 francs typiques, versément à l'usage, par chèque bancaire, ou virement postal, ou chèque postal 5 virements, ou en espèces à mon domicile. No copyright. Reproduction autorisée !

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

C.F. PARIS 1039-11. — Tél. (1) 253-38-78

# ASIE

Loin des capitales

## Calcutta : la révolution germe sous Victoria

C'est qui donne un caractère surréaliste aux affiches de Calcutta, c'est qu'on se demande toujours à qui elles peuvent bien s'adresser. Dans la capitale du Bengale, le moyen de locomotion le plus répandu est le « rickshaw », petite charrette à bras tirée par un homme qui court et halète devant son client ; mais une compagnie aérienne britannique fait de la publicité pour les vols sur Concorde. À l'angle de Park Street et de Jawahar Road, les marchandes exhibent leurs enfants pour être plus convaincues ; au-dessus d'elles, un panneau représente un énorme garçonnet, la bouche pleine, entouré d'emballages de crèmes glacées. La firme Kwalita proclame : « Plus on en mange, plus on en veut. » Devant la principale gare routière, il y a cet autre panneau : « Qu'est-ce que Calcutta ? La capitale culturelle de l'Inde ? La ville de l'érotisme ? Calcutta est la cité de l'United Bank of India. » Qui, parmi les gens qui attendent ici, peut connaître le tableau de Cloris Trouille dont la légende farouche a inspiré les producteurs du spectacle déshabillé ? Qui se soucie de culture et de compte en banque ?

A deux heures de jet de New-Delhi, l'ancienne capitale des Indes britanniques n'est plus la métropole des arts et des lettres. Elle a cessé d'être le principal foyer industriel. Surpeuplée, polluée, elle préfigure, malgré l'effort des autorités, ce que sera l'Inde de demain si elle ne parvient pas à limiter les naissances.

« **C**ALCUTTA for ever » proclament d'autres affiches invitant la population à « garder » sa ville propre. Pour les Bengalis, beaux parleurs, émotifs et ouverts, la ville de Tagore a une « ambiance spéciale propice à la création artistique ». Les journaux et magazines occidentaux, récupérés par les hommes de peine qui nettoient les cabines d'avion ou les chambres d'hôtel, ont encore, un an après, valeur marchande sur les trottoirs. Dans un livre dont l'intelligentsia locale nourrit ses rêveries, Joseph Lelyveld, ancien correspondant du *New York Times*, raconte que Louis Malle, quand il tournait en Inde, a été autorisé à filmer une charge au *lathi* — long bâton qui sert à frapper les manifestants — parce que le chef de police responsable du maintien de l'ordre lisait les *Cahiers du cinéma*.

Enfin ! en matière culturelle, les « consommateurs » sont aujourd'hui moins nombreux que les producteurs. Nous avons rencontré Paritosh Sen, considéré comme un des plus grands peintres indiens. Ses toiles sont entassées dans l'école d'art graphique où il enseigne pour subsister. Neuf des arts, l'argent ne coule plus à Calcutta. Le peu qu'il en reste est « investi » dans les bijoux de la bourgeoisie la plus mas-tueuse du monde, qui les exhibe — avec des frissons peureux, depuis que les brigades du flic font la chasse aux richesses

non déclarées — au grand stand de l'hippodrome du Maidan.

Le gratte-ciel de Tata et les quatre-vingts clubs de la ville — de l'Arménien au Victoria, en passant par le Royal Calcutta Golf — ne doivent pas faire illusion. La géographie et l'histoire s'acharnent contre la ville. En 1947, la « partition » du sous-continent a porté à l'industrie du jute un coup dont elle ne s'est pas remise. Privées de leur source d'approvisionnement au Pakistan-Orientale — devenu le Bangladesh — des centaines d'usines ont fermé leurs portes à Calcutta.

Situé sur un affluent du Gange — la rivière Hooghly — le port est embourbé à cause du mauvais régime des eaux. Pour régulariser le débit de la rivière Hooghly, l'Inde a construit le barrage de Farakka, à une cinquantaine de kilomètres avant l'entrée du Gange au Bangladesh. Cet ouvrage permet de détourner une partie des eaux du fleuve dans la rivière. Le Bangladesh estime que l'irrigation de son propre territoire souffrira de ce prélevement. Les mauvaises relations qui existent actuellement entre Dacca et New-Delhi ne contribuent pas à faciliter les discussions que poursuivent les experts des deux pays pour trouver un compromis sur l'utilisation du barrage. Il y a vingt-cinq ans, pour plus de 40 %, le trafic maritime de l'Inde passait par Calcutta ; aujourd'hui, le port n'assure plus que 10 % de ce trafic.

L'INDUSTRIE du jute a été en partie remplacée par la sidérurgie. Les Indiens, qui aiment les comparaisons avantageuses, parlent du Bengale comme de « la Ruhr de l'Inde ». Une Ruhr où deux adultes sur trois sont sans emploi fixe, bien que, de l'est même d'un membre du Planning Board du Bengale, la production et le nombre d'emplois dans les usines soient inférieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans. Calcutta continue à attirer des centaines de milliers de « réfugiés ». Pendant longtemps, ceux-ci sont venus du Bangladesh. Aujourd'hui, il s'agit surtout de paysans indiens. Au Bengale, la densité de la population est de 504 habitants au kilomètre carré, contre 178 habitants en moyenne pour toute l'Inde. Quatrième Etat de l'Union par sa population — avec une cinquantaine de millions d'habitants — le Bengale n'arrive qu'au huitième rang pour la production de grains alimentaires. Pour tous les « paysans sans terre », le mirage de la ville est plus fort que jamais. Au recensement de 1971, il y avait 7 millions d'habitants à Calcutta. On en est aujourd'hui à 8 millions et demi.

« **J**e serais toujours heureux d'avoir vu Calcutta... parce que, à tout jamais, il ne sera plus nécessaire pour moi de la voir », écrivait déjà Winston Churchill à sa mère,

alors que la ville était encore sous intèlle britannique. Il n'y a, semble-t-il, à Calcutta que deux endroits où l'on peut respirer. L'un est d'un accès difficile : c'est le fameux Tollygunge Club, où les membres peuvent prendre un déjeuner qui se termine par du pudding en contemplant un parc si calme que les oiseaux migrants s'y posent. L'autre, le Maidan, immense pelouse entre la rivière Hooghly et les principales rues commerciales, est ouvert à tous les publics. Le Victoria Memorial attire toujours les chômeurs à la recherche d'un peu d'ombre et les collégiens de bonne famille en uniforme. Conflés dans le bronze, la vieille reine impériale observe la ville du haut de son trône, à l'entrée de l'immense mausolée de marbre érigé à sa gloire, grâce à une souscription des princes indiens en 1926. Ce monument surprenant abrite les portraits de la famille royale et ceux des célébrités mêlées à l'histoire des Indes britanniques. La belle Lady Mountbatten est là, en robe de soirée, et Kipling méditant à sa table de travail, entre sa pipe et le globe terrestre. Un professeur commente la visite pour les collégiens. A bien des égards, la société indienne est celle de la frustration, mais elle n'a pas le complexe du colonisé.

Ailleurs, dans la rue, on a toujours l'impression de passer au moment où une manifestation se disperse. Ce n'est pourtant qu'une population qui vague à ses occupations quotidiennes. Encore s'agit-il de la partie extérieure de la fourmillère. Enfants et femmes — à demi claudrées, sauf celles qui n'ont que le trottoir pour tout logis — s'entassent à huit par pièce. La densité au mètre carré augmente encore dans les quelques trois mille « slums » (bidonvilles) recensés officiellement.

Le tableau sinistre qui a été fait tant de fois des bidonvilles transformés en marécage pendant la mousson ne doit pas faire oublier le travail accompli par quelques hommes résolus. Prédé par M. Bholanath Sen, plus connu en ville que bien des politiciens, la C.M.D.A. (Calcutta Metropolitan Development Authority), qui dispose de fonds publics, a assaini la moitié des « slums » depuis 1970. On a créé des points d'eau, cimenté les rues de terre battue, installé des latrines collectives. Ces opérations de rénovation ont touché un million deux cent mille personnes.

Mais, aussitôt qu'un îlot est rénové, la spéculation sur le terrain commence. Les loyers augmentent. Une partie de la population est repoussée à la périphérie de la ville, où se créent de nouveaux bidonvilles.

L'autorité est presque absente des « slums ». Des caïds, souvent enrichis par la fabrication clandestine de boissons alcoolisées, font la loi, arbitrant les conflits entre citoyens honnêtes. Les partis politiques ont aussi leurs réseaux. Les Jeunesses

du Congrès, animées par Sanjay Gandhi, le fils aîné du premier ministre, ont renforcé leur implantation ces derniers mois. On commence à savoir à Calcutta que, pour trouver du travail, il vaut mieux pouvoir présenter la carte d'adhésion au parti gouvernemental.

Dans ce microcosme à l'échelle du sous-continent, le problème de la circulation n'est pas le moins aigu. « *Driving is fighting* » (« Conduire est un combat »), aime à dire les chauffeurs de taxi. Toutes sortes de véhicules sont pris dans une mêlée permanente. Les abords surpeuplés de la gare d'Howrah sentent le croûtin ; à Calcutta, on se déplace aussi en calèche. Il n'y a qu'un pont, suspendu parce que le sol est alluvial, et long de 450 mètres. Aux heures de pointe, on sent bouger l'ouvrage. La circulation s'y fait sur trois files. Séparés de la chaussée par des garde-fous, les trottoirs, sur ce pont, ressemblent aux couloirs du métro parisien à 18 heures s'il n'y avait pas, en plus, des troupes de chèvres. Autours et trauways tangents sous le poids des grappes humaines. Les classes aisées échappent à l'épreuve en utilisant des autobus à « un passager par place assise », mis en service par des transporteurs privés. Depuis des années, il est question d'installer le métro. Les études préliminaires, que les Français auraient voulu se voir confier, sont finalement menées par les Soviétiques. Quelques trous ont déjà été creusés. Les premières rames circuleront au plus tôt en 1982.

Les techniciens soviétiques sont visiblement mal à l'aise dans cette ville, qui correspond si peu à l'ordre moscovite. On perçoit toujours à Calcutta les tensions d'une « démocratie » où la proclamation de l'état d'urgence n'a pas encore tout « normalisé ». Les ouvriers se mettent en grève, malgré les interdictions. Les rares journalistes indiens qui font encore du « mazzette esprit » travaillent dans les organes de presse locaux. Sur les murs, les slogans des partis d'extrême gauche réapparaissent aussitôt effacés. Il y a cinq ans, étudiants, syndicalistes et troupes de choc des mouvements d'extrême gauche avaient, temporairement, ébranlé le pouvoir. Manifestations et attentats s'étaient succédés pendant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'une répression féroce rétablisse l'ordre. Il subsiste encore des habitudes de cette époque. Dans les quartiers populaires, les agents portent un mousqueton en bandoulière. Quand un avion civil se pose à l'aéroport de Dum-Dum, les passagers en sortent entre une hale de soldats l'arme à la bretelle.

Calcutta, qui a toujours un œil sur le Bangladesh, est elle-même observée de près par la Chine. Si la révolution a lieu un jour en Inde, nul ne doute qu'elle commencera ici.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### Seuls les ignorants savent tout...



### les autres vont au Sicob. Ils en reviennent plus riches.

La majorité des visiteurs du Sicob déclare (enquête IFOP février 1976) que leur entreprise a réalisé des économies importantes à la suite de leur passage au Sicob.

L'an dernier, 1676 firmes de 29 pays ont accueilli 282020 visiteurs de 97 nationalités. En revenant du Sicob, ils ne savaient pas tout, mais... seuls les ignorants savent tout.

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU.

# SICOB

25 septembre - 1er octobre  
de 10 h à 18 h 30 - CNIT-Paris-La Défense.

Convention Informatique : 20-24 septembre - Palais des Congrès - Porte Maillot.

### Le gouvernement ne censure plus les journalistes étrangers mais resserre son contrôle sur la presse locale

New-Delhi (A.F.P., U.P.I., Reuters).

Le gouvernement a annoncé, samedi 18 septembre, la levée des mesures de censure imposées aux journalistes étrangers en poste ou de passage en Inde, depuis la proclamation de l'état d'urgence en juin 1975. Cette décision a été prise sur la recommandation du ministre des affaires étrangères qui a entré à plusieurs reprises l'attention des responsables du ministère de l'information sur la détérioration de « l'image de marque » de l'Inde à l'extérieur. Sans doute les autorités ont-elles également constaté que les correspondants occidentaux ne tenaient pratiquement aucun compte des directives sur la censure. Ils doivent voyager « d'événement en événement » et rendre compte de la situation avec exactitude, sans malveillance, et d'une façon équilibrée », a déclaré le ministre de l'information, M. Shukla. Il a précisé que les nouvelles « inexactes et malveillantes » seraient considérées comme répréhensibles, mais que le gouvernement n'en ferait pas une affaire.

En revanche, la censure de la presse indienne demeure pleinement en vigueur, et la bataille engagée depuis plus d'un an par Mme Gandhi pour la mettre au pas se heurte à la résistance de l'Indian Express, de Bombay, et du Statesman, journal de Calcutta.

La censure et les pressions exercées par le gouvernement ne sont pas encore parvenues à faire céder les dirigeants de ces deux grands quotidiens nationaux, devenus les symboles de l'opposition à l'autoritarisme du pouvoir et du maintien des traditions d'indépendance de la presse indienne. Et le gouvernement a donné récemment des instructions afin qu'ils ne reçoivent plus aucune publicité payée par l'Etat, les entreprises nationales et les organismes para-gouvernementaux.

A la suite du refus des dirigeants du groupe Indian Express de céder aux autorités qui tentaient de s'assurer le contrôle du groupe, son propriétaire, M. R. N. Goenka, a été publiquement accusé, il y a quelques semaines, de fraude fiscale, dans un communiqué du ministère de l'information. Une telle accusation, venant de ce ministère, avait été jugée injuste et avait été appelée à se prononcer, avant de quoi surprendre.

Le ministère de l'information avait, d'autre part, invité M. Goenka à confier à M. K. K. Birla, président du conseil d'administration du quotidien The Hindustan Times, un contrôle total de la politique, rédactionnelle du groupe Indian Express... Il vient d'autre part de renoncer à poursuivre le Statesman. Le 20 août, les autorités avaient demandé la saisie de l'édition de New-Delhi de ce journal, sous prétexte que le mensuel Seminar était imprimé sur ses presses. La direction du Statesman assure que cette pratique se poursuivait depuis dix-sept ans sur des bases strictement commerciales. Le gouvernement demanda donc à Seminar de se soumettre à une censure préalable et porta plainte contre le Statesman. M. Romesh Thapar, directeur de Seminar et ancien conseiller de Mme Gandhi, préféra suspendre la publication du mensuel. Le gouvernement a retiré sa plainte, mais plusieurs autres poursuites restent en cours contre des journaux ou des journalistes.

Les publications du P.C. indien (pro-soviétique) — qui soutient l'action du gouvernement de Mme Gandhi depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975 — font, elles aussi, preuve d'un esprit frondeur, en particulier New Age, l'hebdomadaire du parti et Patria, son quotidien. Certains journaux modérés, c'est notamment le cas de l'Indian Express — publient dans le courrier des lecteurs des informations

qui, normalement, seraient interdites si elles devaient recevoir le visa de la censure. Certains lecteurs rappellent incidemment que « les faits sont sacrés et les commentaires ne sont pas libres ».

Enfin, depuis quelques semaines, le contrôle exercé sur les journalistes indiens a été renforcé. Ceux qui veulent se rendre en reportage à l'étranger doivent obtenir l'autorisation préalable des ministères de l'information, des affaires étrangères et de l'intérieur et subir un interrogatoire de police.

M. Birla est un puissant homme d'affaires. Les journaux dont il est propriétaire, et en particulier « The Hindustan Times », critiquaient le premier ministre jusqu'à la proclamation de l'état d'urgence. Depuis lors, et surtout après le limogeage de son directeur, M. Verghese, « The Hindustan Times » soutient les thèses officielles. « L'état d'urgence a apporté une transformation remarquable en Inde et engendré le sens de la discipline nationale », a déclaré récemment M. Birla à une assemblée d'industriels britanniques. Un rapport sur les méthodes d'intimidation utilisées par le gouvernement indien pour contrôler les petits périodiques conservant encore une relative indépendance a suspendu leur publication a été adressé à l'Institut international de presse, à Gênes, le 15 septembre. Depuis juillet, quatre journaux ont cessé de paraître : « Seminar », mensuel d'une haute tenue ; « Opinion », hebdomadaire d'information ; « Janata », hebdomadaire dirigé par une personnalité socialiste dans l'opposition, M. N. G. Gora ; « Sadhana », journal de langue marathi. Le rapport dit : « La plupart des petites feuilles qui ont été interdites ou suspendues ont été contrôlées de façon sévère. Celles qui survivent méritent une existence de plus en plus précaire. Le gouvernement a fait preuve d'une totale intolérance. »

Exité par la S.A.R.L. le Monde, Créants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration. Complémentaire périodique des journaux et publications : n° 57437.



## ASIE

## DIPLOMATIE

## Chine

DANS L'ATTENTE DE NOUVELLES NOMINATIONS DANS LA HIÉRARCHIE DU P.C.

## L'autorité du premier ministre, M. Hua Kuo-feng ne paraît pas contestée par les autres dirigeants

Pékin. — La capitale reprend progressivement sa physionomie normale, mais de nombreux signes de deuil étaient encore visibles dans les rues, lundi 20 septembre, le plus part des rutilants portait encore un brassard noir. Les émissions de la radio et tous les programmes de la télévision restent consacrés à la mort du président Mao.

Deux jours après la fin du deuil, les autorités n'ont encore rien dit du sort qui doit être réservé à la dépouille mortelle de Mao Tse-toung. Il y a peu de doute que, dans leur immense majorité, les Chinois souhaitent que son corps soit conservé. Tous les dirigeants de la révolution chinoise ont jusqu'à présent, été inclinés.

La cérémonie de samedi, place Tian-An-Men, a laissé un peu sur leur faim bon nombre d'observateurs. Le contraste est frappant entre le travail d'organisation qui exige la mobilisation d'un million de personnes et la remarquable brièveté de

De notre correspondant

la manifestation. Certes, celle-ci était empreinte d'un profond recueillement, et le régime y a donné de lui-même l'image d'une rare dignité. Il restait à s'attendre à l'hommage final au fondateur de la révolution dure plus de trente minutes.

De même, on cherchait en vain dans le discours du premier ministre, M. Hua Kuo-feng, le moindre élément saillant d'originalité. Si le chef du gouvernement a réaffirmé avec plus ou moins de vigueur la plupart des points qui figuraient déjà dans le message du comité central annonçant la mort de Mao, il en a gommé d'autres que l'occasion aurait pu permettre de développer. Ainsi la consigne qui figurait dans le message du 9 septembre « de soutenir résolument l'union et l'unité du parti et de servir les rangs autour de son comité central », a-t-elle complètement disparu. Plus qu'un discours-programme, l'allocution apparaît comme un discours de légataire qui se borne à présenter l'héritage qu'il recueille et à en assumer la responsabilité.

## Le contrôle de l'opinion

Ce deuil et de la cérémonie on peut tirer quelques enseignements. Le premier concerne le comportement de la population. Aucun peuple, sans doute, dans les temps modernes, n'a à ce point dépendu d'un seul homme à la fois pour son unité, son destin politique, son bien-être et son style de vie. Or le traumatisme que représentait la disparition de Mao a été supporté avec un sang-froid que peu d'observateurs osaient prévoir. On sait peu de choses de ce qui s'est passé en province. Mais l'absence à Pékin du moindre signe de désordre est significative.

Dans la mesure où ce sang-froid est le résultat d'une opération d'entraînement matériel et psychologique, la réussite de l'opération est un succès de taille pour les héritiers du pouvoir. Démonstration est faite que l'équipe en place a les moyens de « tenir » l'opinion, d'en guider et d'en contrôler les manifestations à travers une épreuve décisive. Les membres de cette équipe ont-ils, dans cette circonstance exceptionnelle, fait faire les différences qui les séparent sur d'autres sujets ? Sans doute, mais on n'en doit pas moins constater que, en l'absence de l'arbitre suprême, les mécanismes de transmission de l'autorité — parti, armée, milices, administration — ont fonctionné à la perfection.

Ces constatations s'inscrivent au crédit de M. Hua Kuo-feng, qui occupe la position de numéro un à la tête de la hiérarchie du parti et du gouvernement. La population, qui connaît mal le premier ministre

Il y a quelques mois, découvre en lui un dirigeant dominant toutes les apparences de l'autorité et de la solidité.

Cette autorité et cette solidité dépendent beaucoup de soutiens que M. Hua Kuo-feng va trouver auprès de ses collègues. Rien de ce qu'il a dit dans l'allocution funèbre de samedi n'est de nature à susciter la moindre controverse au sein du bureau politique. Ce n'est pas toutefois en s'en tenant à des mots d'ordre anciens qu'il parviendra à gouverner. Outre les tâches économiques, sur lesquelles tout le monde est à peu près d'accord, l'une des premières urgences est de combler les vides créés dans les organismes dirigeants du parti. Des choix sont inévitables qui affecteront la stature politique. La question est de savoir si le nouvel équilibre se fera au bénéfice de M. Hua Kuo-feng.

Encadré, samedi, par le vieux maréchal Yen Chien-ying et le jeune vice-président du comité central, M. Wang Hong-wen, le premier ministre semblait s'appuyer sur les deux générations extrêmes représentées au pouvoir, sur deux hommes dont les inclinations politiques sont différentes. En même temps, les télespectateurs ont été frappés — la télévision en direct est révélatrice et c'est la première fois qu'un événement de politique intérieure pouvait être ainsi observé en Chine — par des débats montant non seulement M. Hua Kuo-feng agissait en homme sûr de lui, mais encore ceux qui l'entouraient lui reconnaissaient une prééminence certaine. Dans l'ignorance où l'on demeure des rapports internes du pouvoir, de tels détails ne peuvent être négligés.

ALAIN JACOB.

## CORRESPONDANCE

## Le sort des médecins cambodgiens

Le docteur Le Peletier, ancien professeur associé à la faculté de Médecine de Phnom-Penh, a été arrêté en 1971, attire notre attention sur le sort de ses collègues cambodgiens restés dans leur pays.

Tous n'étaient pas, loin de là, des artisans du régime Lon Nol, et plusieurs d'entre eux avaient déjà eu des difficultés avec les autorités. Leur situation semble dramatique; encore serions-nous heureux de savoir s'ils n'ont pas été surpris purement et simplement.

À propos de ceux qui se sont réfugiés en France, le docteur Le Peletier écrit :

Plusieurs de ces médecins, dont certains étaient professeurs à la faculté de Phnom-Penh, ne possèdent qu'un diplôme d'université. Ceci est dû à la formation qui existait à une certaine période pour les médecins d'origine cambodgienne. Ces médecins, dont la valeur professionnelle est certaine, ne peuvent exercer en France, et leur situation, pour être moins dramatique que celle de leurs collègues restés au Cambodge, n'en est pas moins extrêmement difficile.

Il faudrait que la France ne se contente pas du rôle théorique de pays d'accueil et que l'on permette aux exilés de gagner leur vie dans notre pays.

## LES TEMPLES D'ANGKOR

ONT ÉTÉ SOUVERTS AUX TOURISTES DE MARQUE. — Radio-Cambodge a rapporté dimanche 19 septembre que les ambassadeurs en poste à Phnom-Penh, et notamment les trois nouveaux diplomates représentant le Sénégal, la Guinée et l'Égypte, arrivés dans la capitale au début de septembre, ont visité les célèbres temples. C'est la première fois depuis 1970 que des hôtes étrangers visitent Angkor. Le radio cambodgienne avait rétrospectivement indiqué que « les temples n'avaient pas trop souffert de la guerre ». La conservation et la restauration des sites d'Angkor avaient été confiées par le prince Sihanouk à l'école française d'Extrême-Orient, qui a été expulsée du Cambodge par le nouveau régime. — (A.F.P.)

## Laos

LE PRINCE SOUVANNA PHOUMMA, ancien premier ministre et actuel conseiller du gouvernement laotien, a quitté samedi 18 septembre Vientiane pour la France où il se reposera pendant plusieurs semaines. Agé de soixante-quatre ans, il avait été victime d'une crise cardiaque en 1974. — (A.F.P.)

## L'ACCORD DE BRUXELLES

(Suite de la première page.)

Les Neuf ont longtemps hésité sur la forme à donner à cet accord électoral. Amendement, nouveau traité conventionnel ? Finalement, ils s'en tiennent à la plus simple, du moins en apparence : une « décision » du Conseil mettant en œuvre l'article 138 du traité de Rome. Le gouvernement français a pensé que cette formule valait l'avantage de ne pas créer de nouveau précédent et de ne pas ouvrir la porte à un accroissement supranational des pouvoirs de l'Assemblée. « Épouvantail » des gaullistes (1).

## Une décision contestée

Bien qu'une ratification parlementaire ne soit pas formellement requise pour une « décision » du Conseil, le gouvernement ne cherchera nullement à éviter le débat devant le Parlement. Le vaudrait-il d'ailleurs, qui ne le pourrait pas, le vote d'une loi étant de toute façon nécessaire pour organiser le scrutin.

Les adversaires des élections européennes ne manquent pas d'arguments. Pour M. Debré, la Constitution n'en faisant pas mention, elles sont illégales. Le Conseil constitutionnel devra se prononcer. D'autres font valoir que la « décision » de Bruxelles n'est nullement conforme au traité de Rome. Il est vrai qu'en interprétant à leur façon l'article 138 plutôt qu'en l'amendant, les Neuf ont préféré le byzantinisme à la clarté. Cet article fixe une répartition des sièges des députés européens. Il ne prévoit d'élection directe que « selon une procédure uniforme dans tous les États membres ». Les partisans du suffrage direct répondent que la « décision » des Neuf est une simple étape vers cette procédure uniforme. Ils ajoutent qu'en fixant une répartition des sièges pour l'Assemblée « désignée » actuelle, le traité n'en interdit pas une différente dans la future assemblée « élue ». Celle qui a été retenue est la plus simple, la plus facile pour la France. Enfin le même article 138 précise que le Conseil arrête « à l'unanimité » pour l'élection directe de l'Assemblée.

Les déclarations d'un représentant de l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles « respectives ». C'est bien ce qu'il a fait. D'autres difficultés porteront sur le mode de scrutin national de la première élection. De son choix dépendra probablement l'appoint socialiste dont le gouvernement aura besoin pour composer des élections gaullistes. Notons que si le gouvernement semble enclin à inclure dans le scrutin européen une certaine dose de représentation proportionnelle dans des circonscriptions ad hoc, il se réserve à tout hasard la possibilité d'user du scrutin majoritaire à deux tours, actuellement pratiqué en France.

Dans ce cas, le scrutin à deux tours, c'est le premier tour qui coïnciderait avec la date « unique » des élections européennes.

Enfin, les élections projetées ont ravivé le problème de Berlin. C'est une déclaration annexée à la « décision », le gouvernement de Bonn indique son intention de faire place dans le contingent allemand à des députés désignés par le nombre des représentants de Berlin-Ouest. Les Soviétiques ont déjà protesté, comme ils ne manqueront jamais de le faire dès qu'on touche à l'ancienne capitale allemande. Territoire juridiquement détaché mais politiquement très attaché à l'Allemagne fédérale.

MAURICE DELARUE.

## UN FONDS A LA MÉMOIRE DE CHRISTOPHER EWART-BIGGS

Il y a deux mois, le 21 juillet, était assassiné, à Dublin, le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, Christopher Ewart-Biggs, qui venait de Paris où il avait été ministre plénipotentiaire. Un certain nombre de personnalités britanniques, parmi lesquelles le cardinal Conway, M. Fitzgerald, ministre des affaires étrangères, M. Jack Lynch, leader de l'opposition, M. Conor Cruise O'Brien, secrétaire et membre du gouvernement, ont décidé de créer un fonds à sa mémoire, en vue de promouvoir les idées auxquelles il était consacré. Ce fonds servira au financement d'une œuvre contribuant à promouvoir la compréhension entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et à resserrer la coopération entre les pays de la C.E.E. Ce seraient créés des comités nationaux. M. Maurice Schumann a donné son adhésion au comité français.

Les dons sont reçus à : The Christopher Ewart-Biggs Memorial Fund, compte n° 04064205, International Westminster Bank Ltd, 18, place Vendôme, 75001 Paris.

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

## L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur casierière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

## L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut espérer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrite. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les

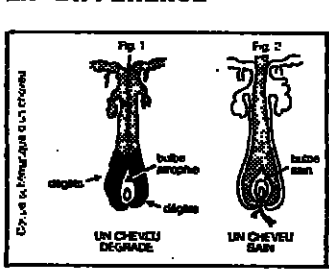
## DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

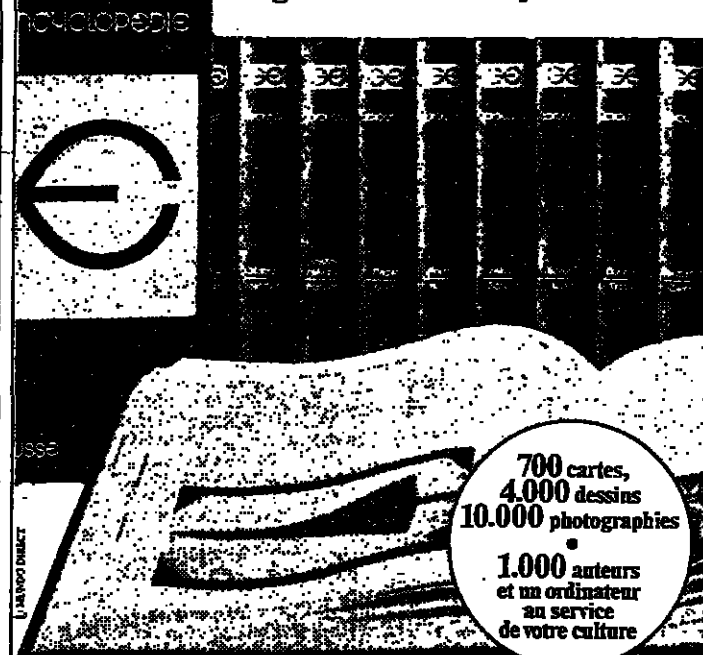
## DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne ne procède de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits préventifs, le « cuir chevelu » et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

## LA DIFFÉRENCE



EUROCAP  
INSTITUTS CAPILLAIRES  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>re</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 16, rue Falckherbe  
BORDEAUX : 24, place Gambetta  
TOULOUSE : 42, rue de la Fraternité  
Tél. : 23-29-84

1976 : Larousse achève un chef-d'œuvre qui fera pendant 50 ans  
Porgueil de tous les foyers cultivés.

## Découvrez en famille La Grande Encyclopédie Larousse

merveilleusement illustrée en couleurs

Pour que les Français soient les gens les plus cultivés du monde, Larousse a battu tous les records de l'édition.

Larousse a décidé d'engager toute son énergie, toute son expérience et toute sa science dans la réalisation d'une prodigieuse Encyclopédie, entièrement nouvelle, à la mesure du savoir des années 80. La seule qui soit entièrement illustrée en couleurs ; la plus facile d'accès, car un ordinateur a permis d'obtenir une clarté d'exposition impossible à atteindre jusqu'alors ; la plus savante enfin : 1000 universitaires, chercheurs, médecins, ingénieurs, techniciens, vous communiquent le meilleur de leur savoir pour que vous dominiez toutes les questions qui déroutent la majorité de vos contemporains.

Tout le savoir de demain à votre portée.

La Grande Encyclopédie Larousse présente l'avantage d'être la plus récente. Elle donne la priorité aux faits de civilisation actuels, qui sont les plus difficiles à interpréter, et vous permet de comprendre leur évolution à venir. Grâce à La Grande Encyclopédie, votre savoir et votre culture ne seront jamais « dépassés » par les événements.

La Grande Encyclopédie va multiplier les chances de réussite de vos enfants.

Vos enfants seront fascinés par l'étendue des connaissances auxquelles la Grande Encyclopédie donne accès et par la supériorité qu'elle assure à ses lecteurs : ils auront le goût d'en savoir plus que les autres, et ce libre accès aux sommets du savoir jouera un grand rôle dans leur réussite aux examens, leur épanouissement, la réussite de leur vocation.

Alors n'hésitez pas : faites connaissance dès aujourd'hui avec la Grande Encyclopédie en profitant de cette offre gratuite qui ne vous engage en aucune façon... et qui vous fera passer un excellent moment.

en cadeau

Ce magnifique index qui constitue le 21<sup>e</sup> volume de la Grande Encyclopédie, vous aidera à mener à bien les recherches les plus approfondies : il contient 400.000 termes ! Il est offert gratuitement à tous les souscripteurs.

REPONDEZ VITE !

## Bon pour une documentation gratuite

à retourner à la Librairie Larousse, 17 rue de Montparnasse 75280 Paris Cedex 06.

J'aimerais découvrir sans engagement de ma part votre prodigieuse Encyclopédie de 64 pages avec 72 illustrations en couleurs... et connaître les facilités qui me seront accordées pour l'achat de la Grande Encyclopédie.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

## EN HOMMAGE A MAO TSE-TOUNG

## MEETING

de soutien à la révolution chinoise

MARDI 21 SEPTEMBRE

A 20H30

A LA MUTUALITE

5, rue St Victor Paris 5<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Maubert-Mutualité

organisé par :

Organisation Communiste Révolution

Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire

## AMÉRIQUES

### États-Unis

AU CONGRÈS, AU GOUVERNEMENT ET DANS LES MILIEUX D'AFFAIRES

#### Plusieurs projets sont en discussion contre la prolifération nucléaire

Washington. — Le problème de la prolifération nucléaire reste au premier plan des préoccupations du gouvernement et du Congrès. Le groupe d'études spéciales récemment créé par le président Ford et réunissant, sous la direction de M. F. J. administrateur adjoint de l'Agence pour la recherche et le développement de l'énergie (ERDA), un certain nombre de représentants des principaux ministères intéressés à accélérer ses travaux pour les conduire avant que le Congrès discute, au cours de sa présente session, divers projets de loi contre la prolifération.

Les conclusions du groupe F. J. n'ont pas encore été publiées, mais elles prévoient, entre autres, la création d'une force internationale de police, chargée de contrôler la combustion nucléaire en excès pouvant servir à la fabrication de bombes. Cet organisme serait placé sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui, jusqu'à présent, n'a que des pouvoirs de surveillance. Le groupe F. J. recommanderait aussi un effort d'information visant à alerter l'opinion des pays alliés vendeurs d'installations nucléaires, comme la France et l'Allemagne, pour l'amener à mieux comprendre les préoccupations américaines concernant la non-prolifération. Les États-Unis devraient insister pour que le combustible irradié soit traité uniquement par les vendeurs, non par les pays acheteurs de centrales et d'usines nucléaires. Enfin, Washington devrait renégocier les contrats déjà passés avec ses clients pour y inclure de plus strictes garanties, car les accords conclus dans les années 60 ne sont pas aussi rigoureux que ceux d'aujourd'hui.

Il ne s'agit là que de recommandations soumises au président Ford, qui reste libre de les considérer ou non. Le groupe F. J. a, en tout cas, rejeté une des options à l'étude, qui consistait à créer les ventes américaines d'installations nucléaires.

Le rapport F. J. a inspiré la légis-

De notre correspondant

gislation que la commission mixte du Congrès pour l'énergie nucléaire met actuellement au point. Du côté de la Maison Blanche, on considère le sénateur du Connecticut et ses amis comme des « puristes », manquant de réalisme. Le président, dit-on, opposerait son veto au projet Ribicoff (qui, en fait, a déjà été bloqué au Sénat), car toute initiative unilatérale aurait pour seul résultat d'affecter les intérêts des constructeurs américains d'installations nucléaires au bénéfice de ceux des autres pays. Les États-Unis, n'ayant pas le monopole de la technologie nucléaire, ne peuvent se permettre une « isolationnisme nucléaire ».

Le point de vue officiel est soutenu par les milieux industriels et les hommes d'affaires. Un groupe privé, le comité pour le développement économique, groupant environ deux cents représentants de sociétés, aboutit à des conclusions à peu près identiques à celles du gouvernement. Dans un rapport qui vient d'être publié, il recommande que les États-Unis maintiennent leur position de principal fournisseur de réacteurs, de technologie et de combustible nucléaire, mais qu'ils s'efforcent de réduire le désir des autres pays de fabriquer leurs propres armes.

Néanmoins, les hommes d'affaires estiment que les mesures envisagées aussi bien par eux-mêmes que par le gouvernement sont « effrayamment inadéquates », compte tenu des périls grandissants de la prolifération nucléaire. « Des explosifs nucléaires », déclare le rapport, « sont fabriqués dans des laboratoires et aux stocks de plutonium, sont ajoutés une terrible dimension aux dangers internes et aux guerres civiles ». Le comité propose la création à l'échelon du cabinet d'une nouvelle administration supervisant la politique de l'énergie nucléaire américaine sous tous ses aspects, nationaux et internationaux.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

De notre correspondant

gisation que la commission mixte du Congrès pour l'énergie nucléaire met actuellement au point. Du côté de la Maison Blanche, on considère le sénateur du Connecticut et ses amis comme des « puristes », manquant de réalisme. Le président, dit-on, opposerait son veto au projet Ribicoff (qui, en fait, a déjà été bloqué au Sénat), car toute initiative unilatérale aurait pour seul résultat d'affecter les intérêts des constructeurs américains d'installations nucléaires au bénéfice de ceux des autres pays. Les États-Unis, n'ayant pas le monopole de la technologie nucléaire, ne peuvent se permettre une « isolationnisme nucléaire ».

Le point de vue officiel est soutenu par les milieux industriels et les hommes d'affaires. Un groupe privé, le comité pour le développement économique, groupant environ deux cents représentants de sociétés, aboutit à des conclusions à peu près identiques à celles du gouvernement. Dans un rapport qui vient d'être publié, il recommande que les États-Unis maintiennent leur position de principal fournisseur de réacteurs, de technologie et de combustible nucléaire, mais qu'ils s'efforcent de réduire le désir des autres pays de fabriquer leurs propres armes.

Néanmoins, les hommes d'affaires estiment que les mesures envisagées aussi bien par eux-mêmes que par le gouvernement sont « effrayamment inadéquates », compte tenu des périls grandissants de la prolifération nucléaire. « Des explosifs nucléaires », déclare le rapport, « sont fabriqués dans des laboratoires et aux stocks de plutonium, sont ajoutés une terrible dimension aux dangers internes et aux guerres civiles ». Le comité propose la création à l'échelon du cabinet d'une nouvelle administration supervisant la politique de l'énergie nucléaire américaine sous tous ses aspects, nationaux et internationaux.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.

Henri Pierre.



## PROCHE-ORIENT

Liban

POINT DE VUE

### CHRÉTIENS ET MUSULMANS

par  
SALAH EDDIN BITAR (\*)

La genèse de la crise libanaise ne peut être appréhendée, dans sa réalité profonde, qu'à partir d'une approche nationale arabe, dont il m'apparaît intéressant de dégager, à la veille de l'échéance du 23 septembre, les jalons essentiels :

● L'indépendance et la souveraineté du Liban reconnues par le consensus réalisé en 1943 entre les deux parties, musulmane et chrétienne, appelées à cohabiter dans ce pays. Le Liban, dans sa réalité historique et géopolitique, est partie intégrante du monde arabe.

● La question palestinienne est à la base de la crise du Proche-Orient. Tout le monde, y compris les deux plus grandes puissances, s'accorde sur ce point. La dimension arabe de ce problème est, d'autre part, essentielle. Enfin, le Liban, pays arabe, se devait d'assumer — dans le respect, certes, de sa souveraineté et de son indépendance — sa part de responsabilité dans la lutte commune contre l'agression israélienne.

Tant que ces évidences ont été acceptées comme telles, le Liban a pu sauvegarder sa stabilité et sa prospérité. Mais la référence à ces vérités est devenue de plus en plus platonique et formelle, ce qui a abouti à une constante et dangereuse dégradation de la situation.

Les causes de cette dégradation se trouvent à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Le Liban n'a cessé d'être l'objet d'ardentes convoitises et il a constaté, depuis 1980, un terrain fertile pour les complots destinés à attiser les brèches des contradictions confessionnelles. Ce qui se passe aujourd'hui au Liban, c'est bel et bien une répétition, mais à un degré de férocité, d'horreur et d'hypocrisie plus élevé de ce qui s'est passé en 1988.

On se souvient qu'à cette époque une révolte s'était déclarée, au Liban, contre l'autorité du président de l'époque, C. Chamoun. La chance, alors, fut que l'armée libanaise put constituer l'ultime et décisive réponse. Elle avait, à sa tête, un grand chef patriote, le général Chehab, chrétien maronite et libanais arabe, qui parvint, en épargnant à ses troupes l'alignement sur l'un ou l'autre des deux camps, à gagner l'estime de toutes les communautés libanaises. Et président de la République, il se comporta en homme politique réaliste et n'hésita pas à tendre la main au président Nasser, dont il savait l'ascendant sur les masses populaires libanaises. C'est dans ces conditions que le Liban a retrouvé sa unité, sa stabilité et sa prospérité.

Ce eurent huit malheurs successifs qu'un temps, et l'on vit se cristalliser les courants centrifuges qui minent la cohésion nationale du pays et dont l'existence constitue la deuxième cause — la cause intérieure — des désastres libanais. Ces courants reprisent le dessin, et les assauts des forces centrifuges atteignent leur paroxysme au lendemain de la guerre de juin 1987.

Le pluralisme libanais se trouvait, peu à peu, menacé par d'inquiétantes lézardes que les étonnés, enhardis par leur victoire, s'allaient pas tarder à exploiter. Ben Gourion ne rêvait-il pas, dès 1954, dans une lettre aujourd'hui connue et adressée à M. Sharrif (alors président du conseil), de la création d'un Etat maronite greffé au flanc du Liban ?

En semant et en entretenant le vent des idéologies confessionnelles, c'est bel et bien la tempête de la guerre civile que l'on risquait de récolter. Pourtant, en dépit de cette inquiétante montée des périls confessionnels, les hommes politiques libanais continuèrent à s'adonner à leurs subtils jeux politiciennes et à laisser les mauvaises herbes de l'affairisme, du népotisme et du clientélisme envahir les allées du pouvoir. On put ainsi l'habitude, au fil des mois et des combinaisons parlementaires et ministérielles, de se considérer comme maronite avant d'être libanais, chrétien avant d'être libanais, musulman avant d'être libanais. La trame du tissu national libanais, qui s'était sensiblement raffermie durant la période où eurent chehabisme, se relâchait dangereusement.

#### Une ingérence intolérable

C'est en partant de ces réalités qu'il convient d'analyser les autres maux qui ont frappé ce pays, aujourd'hui moribond.

Il faut partir tout d'abord de l'ingérence intolérable des régimes arabes qui, systématisant une tradition déjà ancienne, ont fait du Liban, durant la période qui a précédé la guerre civile, le terrain de prédilection de leurs affrontements. La guerre froide larvée qu'ils ont fini par instaurer s'est malheureusement appuyée sur les forces vives liba-

naises. Financiers parisiens et journaux, transformant l'échiquier politique en un maquis de chasses gardées et de zones d'influence, ils ont bénéficié, de la part de l'Etat libanais, d'une mansuétude et d'une tolérance d'autant plus grande que la majorité des formations se réclamant de ce qu'il est convenu d'appeler « la droite » et « la gauche » libanaise se prêtait complaisamment à une telle ingérence. Ce climat politique a donné toute sa virulence au syndrome de l'extrémisme maronite.

Pour aborder cette question, qui constitue le facteur crucial du conflit libanais, il faut établir une distinction très nette entre les chrétiens maronites et ceux qu'il est plus conforme à la réalité d'appeler les « maronites chrétiens ».

Nul ne conteste le rôle prépondérant des premiers dans la communauté libanaise. Cela tient aux circonstances historiques. Confrontés à cette réalité et soucieux de ne pas insulter l'avenir, je me dois d'être attentif à certains des propos du patriarche maronite Khorriché et du chef des Phalanges, Pierre Gemayel. Ces derniers font, en effet, état de la psychose qui s'est emparée de la communauté maronite, mais ils reconnaissent aussi l'existence, et l'aggravation de distorsions sociales et de pratiques discriminatoires qui ont engendré, au sein des communautés musulmanes, l'amertume et le ressentiment. On peut dire que les Phalanges ne représentent pas l'extrémisme et l'irréductibilité maronites.

Les « maronites chrétiens » puisent, par contre, leur inspiration à des sources plus douteuses. S'appuyant sur l'idéologie confessionnelle maronite, ils ont développé une forme de nationalisme maronite xénophobe et farouchement anti-arabe. Ils ne veulent pas seulement remettre en cause la présence palestinienne, mais ils visent aussi à « désarabiser » le Liban. La responsabilité principale, et de très loin, de l'escalade meurtrière leur est imputable.

Les allures de pogrome et de génocide prises par les affrontements de Tell-El-Zattar et ailleurs illustrent, de tragique manière, leur fanatisme. Leur objectif avoué est d'enfermer le Liban dans une insoutenable alternative : ou le Liban domine le monde dans le cadre d'une formule isolationniste, non arabe, voire anti-arabe, ou c'est l'éclatement, la partition par la fondation d'un Etat maronite.

Significatives sont, sur ce point, les appréciations convergentes de trois des principaux protagonistes : Kamal Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste ; Raymond Eddé, figure importante de la communauté maronite, et enfin Yasser Arafat, qui dénonce, au nom de la résistance palestinienne, « les maronites qui veulent créer un second Israël au sein de la nation arabe ».

#### Un pouvoir solitaire

Le problème posé par la présence palestinienne constitue, justement, le facteur qui a, apparemment, cristallisé les antagonismes. Cela nécessite quelque explication. Les Palestiniens ne se sont rassemblés de façon aussi massive, au Liban, qu'après les tueries du « Septembre noir » jordanien de 1970. Les dirigeants syriens n'ont guère voulu d'eux et les ont même incités à trouver refuge au Liban. Leur présence au Liban, dictée par la nécessité, n'a d'autre finalité que leur besoin d'une terre d'accueil, d'où ils pourront continuer à interpeller la conscience universelle et à lutter pour la libération de leur patrie. Ils n'ont pas l'intention de motayer leur patrie pour tout l'or du monde, et pas seulement celui du monde arabe, ils demandent, à tout le moins, d'être traités comme le fut la révolution algérienne en Tunisie.

Il est insensé de les dénoncer comme des « agents de la subversion internationale ». La lutte palestinienne légitime aujourd'hui, après tant d'années d'hostilité et de aliénation, par la communauté internationale suppose des formes d'organisation populaire et militaire autonomes. Or, face à leurs destructeurs, qui rejettent le principe même de leur présence armée au Liban, les Palestiniens n'ont bénéficié d'aucun soutien résolu que des seules forces progressistes. Leurs leaders n'ont, cependant, pas cessé d'affirmer que leur présence au Liban ne peut être considérée que comme provisoire. Leurs rencontres avec tous les représentants de la communauté maronite ont toujours été axées sur cette idée essentielle. Enfin, et sans nier l'existence d'erreurs qui ont pu être, de temps à autre, commises par certains secteurs ou leaders de la résistance, comment ne pas tenir compte de l'état d'esprit des Palestiniens, hantés par le spectre d'une nouvelle tentative de liquidation comme ce fut le cas en Jordanie ?

De cessez-le-feu non respecté en trêve manquée, la guerre civile n'a cessé de s'aggraver semant la mort et la désolation, creusant le fossé entre les communautés libanaises et accentuant, au fil des semaines, les risques d'un embrasement généralisé de toute la région.

Alors quel dénouement peut-on attendre et espérer ?

Au sein de la communauté maronite, le temps joue apparemment en faveur des « ultras ». Chaque épisode renforce leur emprise sur leurs autres partenaires. Ceux des chrétiens maronites qui ont été entraînés dans cette aventure risquant, dans ces conditions, de devenir — et de façon irréversible — les prisonniers ou les otages de l'alle Irédentisme et jusqu'au-boutisme dont l'effarante ivresse chaque jour s'empare des milieux politiques européens les plus modérés. Je suis pourtant convaincu que la majorité des Libanais maronites se refusent à être définitivement entraînés dans la voie périlleuse à laquelle les « ultras » continuent de s'accrocher.

L'intervention de l'armée syrienne ne peut, en aucun cas, résoudre la crise libanaise. Seule une offensive de paix, menée par une action collective des Etats de la Ligue arabe peut contribuer à rétablir la concorde dans un Liban meurtri, mais décidé à promouvoir une société arabe, démocratique et laïque dans le respect de son indépendance et dans la sauvegarde de son intégrité territoriale et de sa souveraineté. Cela suppose, évidemment, que soient définies, d'un commun accord, les modalités de la présence palestinienne dont le principe ne peut, d'aucune manière, être remis en cause.

Les différentes variantes de « décentralisation » — un euphémisme qui ne saurait leurrer sur les intentions de ses auteurs — ou de « fédération » dans le sillage des chars et des blindés ne peuvent contribuer à la réconciliation libanaise. Bien au contraire.

Après son offensive militaire, la cruauté de ses agissements contre le mouvement national progressiste libanais et contre la résistance palestinienne, la rigueur du blocus imposé aux villes et aux camps soumis à un pillage incessant, le régime syrien, enlisé dans le marécage libanais, ne peut guère plus faire illusion. D'ailleurs les maîtres du pouvoir à Damas ne peuvent ignorer que toute entreprise qui consiste à vouloir en finir avec les Palestiniens est non seulement criminelle, mais qu'elle est aussi, à terme, vouée à l'échec.

Restent un certain nombre de questions et lancinantes questions : comment la Syrie, qui fut et demeure le cœur battant de l'arabisme, s'est-elle pu en arriver à un tel reniement ? Comment s'est-elle été entraînée, elle qui est si profondément unitariste, à accepter l'alliance avec des forces agressivement isolationnistes ? Comment le régime au pouvoir à Damas s'est-il pu contraindre à ses traditions et à sa vocation ?

La réponse réside dans la nature même du pouvoir en Syrie. Un pouvoir solitaire, coupé du peuple et étouffant toute vie politique démocratique et authentiquement nationale. Si la Syrie a perversité de la sorte les idéaux qui furent les siens et fait à sa mission nationale arabe, c'est dans les incandescences du pouvoir régnant sans partage à Damas qu'il faut en rechercher les causes.

Sans l'indispensable appui populaire, tout régime arabe — et le régime syrien en particulier — ne peut, à l'heure des choix décisifs concernant le conflit qui rongé depuis vingt-huit ans le Machrek arabe, qu'opter pour le « banco » et la fuite en avant dans les projets et les alliances les plus insensés.

Aujourd'hui, le retrait des troupes syriennes du Liban peut effectivement être le prétexte à un dénouement de la tragédie libano-palestinienne. Notre peuple, la cause palestinienne et celles de la liberté et de l'arabisme ont tout à y gagner.

(\*) Ancien président du conseil de la République arabe syrienne.

# L'EXPRESS

## A la recherche de la confiance

Pas de victoire sur l'inflation sans qu'on ait fait renaître la confiance des Français. M. Barre est-il sur la bonne voie ? Quelques erreurs ont déjà été commises... Si l'obsession électorale, bien prématurée, continuait à prévaloir sur la volonté urgente d'unir les Français devant le danger commun, l'inflation ne pourrait être vaincue. Les jours qui viennent diront si le gouvernement est à la hauteur des circonstances.

## Prix : que peuvent les consommateurs ?

Les consommateurs sont les premières victimes de la hausse des prix. Que font-ils pour se défendre ? Ils essaient de s'organiser, mais... L'Express dénonce, à travers des exemples concrets, les six verrous qui freinent leur action.

## Chinois, si vous saviez...

Alors que Mao meurt divinisé, d'autres voix révèlent l'existence, en Chine, d'une opposition démocratique. L'Express publie le premier texte rédigé par des Chinois qui dénoncent l'inhumanité du régime.

# L'EXPRESS

EST EN VENTE DÈS CE LUNDI  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**CHATOU :**  
16, rue des Garennes  
400 m<sup>2</sup> R.E.P.

**Villa Les Garennes**  
studio au 5 pièces  
standing, quartier résidentiel  
réalisation : ERIMO  
359.25.00

à Chatou : s.s. H. LE CLAIR  
65, av. Foch, 978.30.02

## LA FRANCE «RUBAN BLEU» DES FAILLITES

C'est ce qui ressort d'une toute récente étude de la Communauté Européenne, à Bruxelles.

En vertu de la Loi Décret du 23 décembre 1959 rendant obligatoire le mensonger Plan Comptable français et la mensongère Comptabilité « à partie double », page 68 de ce Plan, les Ecoles de Comptabilité les plus prestigieuses ne peuvent enseigner qu'à faire des

## BILANS FAUX

affichant des

## BÉNÉFICES FICTIFS

et le prétexte que le Gouvernement ose invoquer est que les bénéfices FICTIFS sont un « IMPÉRATIF FISCAL ».

## ACTIONNAIRES

alors qu'il est ILLICITE de distribuer des Dividendes avec des bénéfices FICTIFS, il est tout aussi ILLICITE de payer des impôts sur des bénéfices FICTIFS.

Exigez que les Ecoles de Comptabilité enseignent le Calcul du montant des impôts sur les bénéfices FICTIFS, et exigez que les Entreprises exigent du Fisco la

## RESTITUTION DE CES IMPOTS

pour les 3 derniers Exercices écoulés !

Toutes les données nécessaires figurent dans mon Ouvrage :

## «SORTIR DE L'INFLATION»

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 50 F français, versément à l'avance, par chèque bancaire, ou virement postal, ou chèque postal à volets, ou en espèces à mon domicile. No Copyright. Reproduction autorisée.

Le paiement d'impôts sur des bénéfices de plus en plus fictifs a contribué à mettre à sec les Trésoreries des Entreprises et c'est en partie pour payer ces impôts qu'elles sont maintenant dangereusement endettées !

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

C.F. Paris 1938-11 — TEL. (3) 265-55-76

## AFRIQUE

### LA MISSION DE M. KISSINGER EN AFRIQUE AUSTRALE

- RHODÉSIE : le « processus de clarification » pourrait aboutir
- NAMIBIE : des « progrès considérables » auraient été accomplis

M. Kissinger était attendu, lundi 20 septembre, à Lusaka, où il devait rencontrer le nouveau président Kannda avant de se rendre mardi à Dar-Es-Salaam, où il s'entreprendra avec le président Nyerere, puis, mercredi, à Kinshasa. Le secrétaire d'Etat américain doit faire escale à Londres mercredi soir avant de regagner Washington.

Avant de quitter Pretoria, M. Kissinger a eu un dernier entretien avec le premier ministre sud-africain, consacré à la Namibie, qui aurait permis, selon un membre de l'entourage du secrétaire d'Etat américain, d'enregistrer des « progrès considérables ». Selon une source

proche de M. Kissinger, un accord serait imminent sur la convocation par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une conférence internationale, sans doute à Genève. A celle-ci participeraient l'Afrique du Sud, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), principale organisation de libération de Namibie, et des représentants de la conférence constitutionnelle de la Namibie (Windhoek), qui réunit des délégués de tous les groupes ethniques namibiens. M. Smith a regagné, dimanche soir, Salisbury, où il devait réunir ses ministres et la direction de son parti pour les informer du résultat de ses discussions.

De notre correspondante

A la question : « Êtes-vous plus optimiste après vos entretiens sur la possibilité d'un accord sur la règle de la majorité », le secrétaire d'Etat a répondu : « Si l'on n'y croit pas, on n'a rien à dire à son cabinet ».

Il est important maintenant de savoir si ce « progrès » suffira aux responsables africains. Dimanche soir, M. Joshua Nkomo, président de l'Assemblée nationale du mouvement nationaliste noir, l'ANC (African National Congress), souvent présenté par les Blancs et l'étranger comme l'homme du dialogue, n'a pas laissé beaucoup de liberté d'action à M. Ian Smith ou à M. Kissinger, en déclarant que la règle de la majorité devrait être appliquée après une période transitoire de six mois à un an.

De nombreux observateurs à Pretoria expriment leur crainte de voir la montagne « accoucher d'une souris ». Ils se souviennent des lendemains d'entretiens entre les représentants britanniques et M. Smith, il y a plusieurs années, où chacun se félicitait d'être parvenu à un consensus, en fait sans lendemain.

### Un violent discours contre l'apartheid

Il est probable que M. Smith se rend compte que son pays est engagé dans un processus d'isolement inévitable, et qu'il est prêt à des concessions importantes. Encore faut-il qu'il parvienne à convaincre les membres de son parti, le Front rhodésien, au sein duquel il est très souvent critiqué pour ses positions « trop libérales ».

Le premier ministre sud-africain a joué un rôle de médiateur. C'est après un compte rendu de ses entretiens avec M. Smith que M. Kissinger a décidé de rencontrer ce dernier premier ministre d'un gouvernement que les Etats-Unis refusent de reconnaître de-  
« Les Noirs d'Afrique du Sud demandent des droits et l'égalité (avec les Blancs), pas des biens un peu plus confortables », a dit M. Gatscha Buthe, premier ministre du hantoustan du KwaZulu, « M. Vorster, dans ses récents

discours a tué notre espoir de voir des changements ».

M. Sonny Leon, dirigeant du parti travailliste métis, a expliqué que son parti ainsi que d'autres mouvements demandent la réunion d'une convention nationale rassemblant des représentants de toutes les races et de tous les partis existant déjà au Parlement. Les chefs de file métis ont, quant à eux, réaffirmé leur opposition à l'indépendance du territoire qui leur a été assigné par le gouvernement sud-africain.

« Nous sommes, ont-ils expliqué, citoyens de l'Afrique du Sud entière ».

Pendant ce temps, M. William Schaaf, assistant de M. Kissinger pour les affaires africaines, recevait, pendant deux heures en tête à tête M. Manas Buthe, président de l'Association des parents noirs (B.P.A.). La B.P.A., créée au lendemain des premières révoltes lycéennes du mois de juin, bénéficie de la confiance des jeunes manifestants africains.

« J'ai surtout répondu aux questions de M. Schaaf », a expliqué M. Buthe, et je me suis fait l'écho des manifestants ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

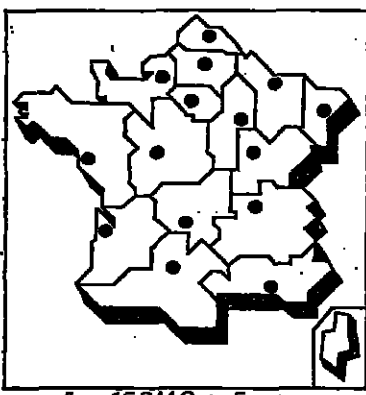
M. George Busch, directeur de la Central Intelligence Agency (C.I.A.), a déclaré, dimanche 19 septembre, à la télévision américaine, qu'on pouvait redouter un bain de sang en Rhodésie en cas d'échec de la mission de M. Henry Kissinger.

« Je suis préoccupé, et tous ceux qui ont accès au renseignement le sont également, par la détérioration de la situation rhodésienne. Le statu quo apparaît insupportable », a-t-il dit. (Reuter.)

M. Armond Dali, missionnaire américain emprisonné depuis un an au Mozambique, a été libéré, a annoncé samedi 19 septembre le département d'Etat. — (A.F.P.)

## Des bruits courent sur S.M.O.:

## «C'est une Multinationale.»



Il y a 15 S.M.O. en France.

Au sens propre, c'est faux. Mais littéralement, c'est vrai : S.M.O. est bien multinationale et nationale.

Regardez cette carte pour vous en convaincre. Chaque point correspond à une S.M.O. Il y en a 15. Chacune localisée dans les centres nerveux régionaux de décision. Et chacune sur le territoire national. Cela veut dire que les qualités de service et de maintenance sont les mêmes pour chacune des firmes qui ont fait confiance à S.M.O. Quelles soient installées en province ou dans la région parisienne. Et pour S.M.O., il ne suffit pas de le dire. Mais de le faire. Et aujourd'hui, c'est fait.

On peut ajouter que multiple et nationale, S.M.O. l'est aussi pour deux

autres raisons structurelles : son capital appartient en majorité à trois Sociétés nationales (A.G.F., C.G.V. et U.A.P.) et les matériels qu'elle préconise (facturiers électroniques ADLER, photocopieurs APECO, contrôleurs électroniques de gestion OMRON, duplicateurs et sélectifs ORMIC, ordinateur de bureau SMO 400, calculateur en temps réel pour l'optimisation permanente de l'ordonnement-lancement et machines pour le traitement des textes WORDPLEX) sont allemands, américains, français, japonais... Cités par ordre alphabétique. Pour ne gêner personne. Et rester ouvert à tous. Aux meilleurs.

**SMO**  
Au SICOB  
Niveau 3, Zone E, Stand 3509.  
Et niveau 2, Zone B, Stand 2204.

Pour mieux connaître S.M.O. envoyez ce bon à nos bureaux :  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
S.M.O. BP 93  
91040 Evry  
M

### Angola

LA FINLANDE ET L'ANGOLA ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (Reuter.)

### Bolivie

LE COMITÉ DE RESISTANCE ANTIFASCISTE a dénoncé le 18 septembre, à Paris, l'arrestation récente, dans la ville de Santa-Cruz, de M. Guillermo Capolano, journaliste et responsable syndical de la centrale ouvrière bolivienne.

### Corée du Nord

M. CHOI YONG KUN, VICE-PRESIDENT DE LA CORÉE DU NORD, est décédé, dimanche 19 septembre, à l'âge de soixante-seize ans. Il avait adhéré au parti communiste chinois en 1928 et combattu dans ses rangs contre les envahisseurs japonais. Après leur défaite, il commanda la police secrète nord-coréenne et devint ministre de la défense dans le premier gouvernement de Pyongyang constitué en 1948. Membre du comité central du parti des travailleurs de Corée du Nord, il exerça la fonction de ministre de l'Intérieur de 1957 à 1972, alors que M. Kim Il Sung était premier ministre. — (Reuter.)

### Corée du Sud

UNE IMPORTANTE MANIFESTATION s'est déroulée, samedi 18 septembre, à Séoul, pour la première fois depuis la proclamation de l'état d'urgence, il y a un an et demi. Une centaine de travailleurs demandaient la libération d'un dirigeant syndical arrêté pour avoir suscité une grève « illégale ». — (A.F.P.)

### Guinée-Bissau

LE CONSEIL D'ETAT a pris, samedi 18 septembre, des mesures de sévérité à l'égard des détenus de droit commun et des détenus politiques condamnés pour « collaboration avec l'ennemi » pendant la guerre de libération. Les condamnations à mort ont été commuées en peine de dix

### A travers le monde

ans de travaux forcés. Les condamnés aux travaux forcés ayant déjà purgé deux tiers de leur peine seront libérés, à condition qu'ils aient eu une bonne conduite pendant leur détention. Les autres voient leur peine réduite de moitié. — (A.F.P.)

### Irlande du Nord

DIX A QUINZE MILLE PERSONNES ont défilé à l'appel du mouvement Femmes pour la paix, samedi 18 septembre à Newry, petite ville située près de la frontière avec l'Eire. Une seule des deux fondatrices du mouvement était présente, Mme Mairead Corrigan, Mme Betty Williams animant une autre manifestation qui a rassemblé cinq mille personnes à Liverpool. (Corresp.)

### Japon

ONZE EXPERTS AMERICAINS et une cinquantaine de techniciens japonais ont commencé, dimanche 19 septembre, à démonter le Mig-25 soviétique qui s'est posé il y a deux semaines sur l'aérodrome d'Ekadokata. — (A.F.P.)

### Tchad

LE CONSEIL SUPERIEUR MILITAIRE a rendu public, dimanche 19 septembre, les résultats de son enquête sur la disparition de trente-cinq personnes arrêtées sous le régime du président Tombalbaye. Le lieutenant Mahmoud Abderraman, ministre de la justice, dans un communiqué lu à la radio tchadienne, a cité le cas de deux prisonniers, morts à la suite des tortures qu'ils avaient été infligées, soit directement par l'ancien président Tombalbaye lui-même, soit par d'autres personnes, et enterrés en des lieux non précisés. Les trente-trois autres détenus, a poursuivi le ministre de la justice, furent transportés hors de N'Djaména dans la nuit du 15 au 16 juillet 1973, puis exé-

tés et enterrés dans trois fosses communes. — (A.F.P.)

### Union soviétique

LES SERVICES DE SECURITE SOVIETIQUES (K.G.B.) ont arrêté la semaine dernière deux dissidents soupçonnés d'avoir peint des slogans ant-soviétiques sur des bâtiments et sur des autobus de Leningrad, apprend-on dimanche 19 septembre à Moscou de sources dissidentes. Cette affaire des slogans remonte aux mois d'avril et d'août derniers. MM. Youri Rybakov et Oleg Volkov, peintres non conformistes, ont été arrêtés le 13 septembre. Plusieurs autres personnes, tant à Leningrad qu'à Moscou, ont été appréhendées et relâchées après trois jours d'interrogatoire. — (A.F.P.)

### Uruguay

RESISTANCE OUVRIERE ET ETUDIANTINE (R.O.E.), organisation d'extrême gauche, a fait savoir, le 14 septembre, que l'un de ses fondateurs, le leader syndicaliste Gerardo Gatti, quarante-cinq ans, enlevé à Buenos-Aires le 10 juin dernier, a fait l'objet d'une demande de rançon de la part d'un groupe de personnes qui le détenaient et paraissent appartenir aux forces de répression de Montevideo. Cette révélation a été faite par M. Washington Foras, ancien dirigeant syndical des ouvriers du caoutchouc de l'Uruguay, à son arrivée en Suède. Ce pays a accordé le droit d'asile à M. Perez après qu'il eut quitté l'Argentine où, depuis deux ans, il vivait avec sa famille, comme réfugié. Les ravisseurs de M. Gatti ont tenté d'utiliser M. Perez comme intermédiaire dans leur demande de rançon.

### Yougoslavie

UNE LETTRE PERSONNELLE DU PRESIDENT GISCARD D'ESTAING au maréchal Tito et souhaitant un prompt rétablissement au chef de l'Etat yougoslave a été remise samedi 18 septembre par l'ambassadeur de France à Belgrade. — (A.F.P.)

Je m'excuse 150



# POLITIQUE

## Des gaullistes de gauche apportent leur soutien à M. Chirac

Deux mouvements de « gaullistes de gauche » ont fait savoir qu'ils approuvaient l'action politique de M. Jacques Chirac. L'Union de la gauche V. République, que préside M. Georges Denis (2501, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), assure, dans un communiqué :

« Compagnons de gauche du gaullisme, depuis le départ du général de Gaulle et la mort de »

### M. CHABAN-DELMAS : l'U.D.R. doit agir dans la loyauté.

M. Jacques Chaban-Delmas prenant la parole dimanche 19 septembre, à Bordeaux, à l'occasion de la « Fête de l'Union gaulliste », a déclaré :

« Pour l'U.D.R., l'action s'est dégradée depuis la mort de Georges Pompidou, l'élise, puis Mitterrand lui ayant échappé. Dans ces conditions, la modération des dispersés des efforts serait néfaste. »

Se félicitant de l'entrée de M. Giscard d'Estaing au gouvernement, le maître de Bordeaux a estimé que le premier serait « chargé de faire en sorte que cesse le temps des ténés et des piques britanniques », ajoutant : « Cela nous préoccupe, du moins pour le moment, et il faut être rigoureux, contre ce qui pourrait être de la part de quelques-uns une tentation vaine de l'U.D.R. mais pas en sa faveur. »

L'U.D.R. doit ensuite agir dans la loyauté, d'abord vis-à-vis d'elle-même, puis face aux institutions nouvelles par de Gaulle, et approuvées par le peuple. »

Enfin, pour le maître de Bordeaux, l'U.D.R. doit agir dans la liberté. « La liberté requiert une l'union libre de son secrétaire général qui doit engager ceux qui veulent quitter l'U.D.R. à y revenir. »

M. Chaban-Delmas a conclu : « La liberté d'expression doit s'exercer aussi à l'égard du gouvernement dont les paroles comme les actes sont appréciés en fonction de leur conformité aux objectifs essentiels du gaullisme. L'U.D.R. est dans la majorité, mais elle est d'abord gaulliste. »

### A l'assemblée de l'U.F.E.

### LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ATTENDENT DE NOUVEAUX EFFORTS EN LEUR FAVEUR

L'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger, réunie depuis dimanche 19 septembre à Paris, étudie ce lundi les problèmes de l'information et de la fiscalité. Examinant les projets de loi approuvés le 23 juin dernier par le gouvernement, de nombreux orateurs, tout en exprimant leur satisfaction, considèrent qu'il ne s'agit d'une étape. Concernant le régime de la sécurité sociale, ils demandent que la possibilité d'y souscrire ne soit pas réservée aux salariés. En ce qui concerne l'éducation, ils ont pris acte de l'intention du gouvernement d'ouvrir des écoles françaises de l'étranger des sommes équivalentes par tête à celles qui sont engagées pour les élèves scolaires en France.

M. Louis Joxe, président de l'Union, a exprimé dans son discours d'ouverture ses préoccupations pour les Français du Liban ; une motion de solidarité a été votée.

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait s'entretenir, lundi 20 septembre en fin d'après-midi, avec M. Raymond Barre, premier ministre, après avoir reçu, dans la matinée, M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, et, en début d'après-midi, le professeur Jean Bernard, membre de l'Académie française.

● M. Georges Chavanes, président du comité économique de Poitou-Charentes. — A l'initiative des présents, M. Georges Chavanes a été reçu ce lundi matin 20 septembre par le comité économique et social de Poitou-Charentes. Les trois vice-présidents, MM. Octave Renaud (Deux-Sèvres), Constant Buisson (Charente-Maritime), et Dominique Machet de La Martinière (Vienne), ont été reconduits dans leurs fonctions ainsi que tout le bureau (13 membres). — (Corr.)

● La Grande Loge féminine de France (1) a tenu, les 18 et 19 septembre à Paris, son conseil annuel à l'issue duquel Mme Gilberte Colandré a été élue aux fonctions de Grande Maîtresse. Au cours de son allocution, Mme Colandré a mis l'accent sur le rôle essentiel et indispensable de la Loge maçonnique dans la prise de conscience par la femme de sa propre personnalité et de sa place dans la société et dans le monde. « La femme, a-t-elle dit, est plus que tout autre capable, ainsi que viennent de le démontrer les Françaises, de faire entendre aux hommes la voix de l'amour et de la paix. Et la franc-maçonnerie féminine est là pour lui donner les moyens de sa mission. »

(La Grande Loge féminine, créée en 1945, comprend une soixantaine de loges et trois mille cinq cents membres.)

(1) 71 bis, rue La Condaminie, Paris-17, et 7, rue Saulnier, Paris-9.

## LES PROCHAINS TRAVAUX DU SÉNAT

Au Sénat, comme à l'Assemblée nationale, l'ouverture de la session parlementaire, le samedi 2 octobre, sera purement formelle. La conférence des présidents a fixé ensuite l'ordre du jour suivant :

mardi 5 octobre : Déclaration du gouvernement (sans débat) ; jeudi 7 : Prévention des accidents du travail (deuxième lecture) ; mardi 12 : Protection du public dans les opérations de crédit et projet sur le renouvellement des baux commerciaux ; jeudi 14 : Projet sur l'imposition des Français de l'étranger ; mardi 19 : Projet de loi de finances rectificative (mesures de redressement financier).

## DANS LES GABINETS MINISTÉRIELS

● Au cabinet de Mme Francoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, que dirige M. Jean-Pierre Lecoq (le Monde du 4 septembre), sont nommés conseillers techniques MM. Jean-Claude Berthet, conseiller technique à la Cour des comptes (chargé des questions budgétaires et financières) et François Dolé, administrateur civil (chargé de l'architecture, des musées, des inventaires et des fouilles).

Il rejoint Mme Anne-Marie Resette, chef de cabinet, Mme Christine Charette, chargée des questions juridiques concernant notamment le personnel, le cinéma, la direction du livre, les bibliothèques, Mme Boivin-Champeaux, chargée des relations avec la presse et le Parlement, Mme Sylvie Pierre-Brossollet, ancienne collaboratrice de Mme Francoise Giroud au secrétariat d'Etat à la condition féminine, chargée (à titre officieux) de l'occupation des organisations internationales et des relations avec les musiciens.

## Les élections municipales...

### HAUTE-GARONNE : Auterive (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 3 318 ; vot. 2 393 ; suff. expr. 2 300.

M. Simorre (Int. communiste), tend rad. de g., 729 voix. ELU. M. Fauriol (P.S.), élu conseiller général comme socialiste indépendant, 1 001.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Palodier, 614 ; Simorre, 515 ; Clamagranz (sans étiqu.), 480 ; Rieu, P.C., 370 ; Bastiani (maï), prés., 114.

Il s'agissait de remplacer le maire, M. Froudhon, P.S., décédé le 16 juillet. Le secrétaire de la section du parti communiste français d'Auterive nous signale que le journal « la Dépêche du Midi » n'a pas soutenu le candidat de son parti au premier tour.

### SEINE-SAINT-DENIS (Le Raincy) (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 3 664 ; vot. 3 749 ; suff. expr. 3 672.

Liste d'union locale, soutenue par la majorité : MM. Gérard Bernard, 2 294 voix, et Marc Le-long 2 296, élus ; liste d'union de la gauche : MM. Roger Vié, P.C., 1 346, et Pierre Caville, P.S., 1 371.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès, survenu le 14 juillet, du maire, Lucien Boudet, mod. maï, vice-président du conseil général. Outre celui du maire, le siège de Roger Renault, conseiller municipal, décédé, était à pourvoir.

### ...et cantonales

#### ISERE : Canton de Morestel (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 10 152 ; vot. 5 880 ; suff. expr. 5 785. MM. José Vitiac, P.C., 1 270 voix ; Roger Belmont, P.S., 1 135 ; Théodore Durand, cent., 1 117 ; Jean-François Perrin, mod., prés., 842 ; Pierre Piney, R.L., 856 ; Bernard Faguet, U.D.R., 464 ; Julien Trolliet, sans étiqu., 1. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Joseph Bortel, P.S., récemment décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 000 voix contre 1 917 au conseiller général sortant, M. Jean Bedet, R.L., 1 250 à M. Théodore Durand, mod., et 721 à M. Cholat, dir. g. Au premier tour, M. Bedet devançait ses adversaires avec 1 120 suffrages contre 925 à M. Durand, 899 à M. Bortel, 762 à M. Durand (P.C.), 739 à M. Cholat et 417 à M. Faguet (U.D.R.). Le candidat du parti communiste, M. Vitiac, obtint 0,98 % des suffrages exprimés, alors qu'en 1973 M. Durand, candidat du P.C., n'avait totalisé que 1,58 % de voix.

En application de la loi du 19 juillet 1976 modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale, qui stipule que « nul ne peut être candidat au deuxième tour (d'une élection cantonale) (...) s'il n'a pas obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits. »

Pour cette élection complémentaire, le scrutin du bureau de vote principal avait été organisé de façon à distinguer les électeurs de plus de quarante-cinq ans et ceux âgés de dix-huit à quarante-cinq ans. Il a été constaté que les électeurs les plus âgés avaient été plus nombreux à se rendre aux urnes (69,7 %) que les plus jeunes (58,9 %).

#### MAINE-ET-LOIRE : Segré (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 4 097 ; vot. 2 821 ; suff. expr. 2 537. Liste modérée, soutenue par la municipalité : MM. Georges Pelletier, 1 564 voix, André Mélay, 1 421, et Pierre Pierre Lecoq (le Monde du 4 septembre), sont nommés conseillers techniques MM. Jean-Claude Berthet, conseiller technique à la Cour des comptes (chargé des questions budgétaires et financières) et François Dolé, administrateur civil (chargé de l'architecture, des musées, des inventaires et des fouilles).

Il rejoint Mme Anne-Marie Resette, chef de cabinet, Mme Christine Charette, chargée des questions juridiques concernant notamment le personnel, le cinéma, la direction du livre, les bibliothèques, Mme Boivin-Champeaux, chargée des relations avec la presse et le Parlement, Mme Sylvie Pierre-Brossollet, ancienne collaboratrice de Mme Francoise Giroud au secrétariat d'Etat à la condition féminine, chargée (à titre officieux) de l'occupation des organisations internationales et des relations avec les musiciens.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paul Grimaud, Centre démocrate, décédé accidentellement le 15 juillet. Paul Grimaud avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 625 voix contre 2 332 à M. Bertin, P.S., et 431 à M. Dupont, P.C. Alors qu'un mois de mars les deux candidats se réclamaient de la gauche avaient obtenu 3,11 % des suffrages exprimés, ils n'en totalisent plus cette fois que 19,81 %.

Seuls MM. Sechet et Antier, tous deux favorables à la majorité présidentielle, purent se présenter au second tour, en application de la loi du 19 juillet 1976, qui n'autorise à faire acte de candidature au second tour que les candidats qui ont obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits.

#### MOSELLE : canton de Phalsbourg.

Inscr. 10 488 ; vot. 6 513 ; suff. expr. 6 292.

M. Gérard (réf.), maire de Phalsbourg, 4 168 voix, réélus ; MM. Kaess (maï), prés., 1 778 ; Walter (P.C.), 246.

M. Gérard avait été élu le 7 mars dernier, par 3 867 voix contre 1 911 à M. Thomas (anc. dév. M.R.P.), 1 599 à M. Schenness (sans étiqu.), 434 à M. Albert Jung (sans étiqu.) et 348 à M. Huser (P.C.). Son élection avait été ensuite invalidée par le tribunal administratif de Strasbourg pour « diffusion de tracts hors délais ». »

#### VAB : Canton de Brignoles (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 8 954 ; vot. 6 331 ; suff. expr. 6 005. MM. Jean Marcel, P.S., maire de Brignoles, 3 699 voix, réélus ; Pierre Mattel, ind. maï, maire du Val, 2 308.

[L'élection de M. Marcel, en septembre 1972, avait été annulée par le Conseil d'Etat, et un certain nombre d'électeurs n'ayant pas passé par l'isoloir. Au premier tour, M. Marcel avait obtenu 2 072 voix contre 1 911 à M. Pierre Mattel et 1 765 à M. Marius Barlier, P.C. Lors du second tour des élections cantonales de septembre 1973, M. Marcel, avec 2 723 suffrages, l'avait emporté de 59 voix sur M. Mattel, qui avait obtenu 2 734 voix. Cette fois, l'écart est de 1 393 suffrages.]

#### VAUCLUSE : canton d'Avignon-Nord (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 12 287 ; vot. 7 752 ; suff. expr. 7 548.

MM. Edgès Derhoulle, mod. maï, 4 149 voix, réélus ; Edgar Bousquet, P.S., 3 399.

[L'élection du 7 mars 1976 avait été annulée par le tribunal administratif de Marseille en raison d'un différend portant sur une voix : le compte des bulletins, déduction faite des blancs ou nuls, avait fait apparaître qu'il y avait un suffrage de trop en faveur de M. Derhoulle par rapport au nombre des votants. Les résultats avaient été les suivants : MM. Derhoulle, 3 828 voix ; Bousquet, 3 917 ; Mme David, P.L., 1 624, et M. Bonyol, P.S.U., et Ligue communiste, 254. Lors du premier tour, M. Derhoulle était arrivé en tête avec 3 264 voix contre 1 815 à M. Bousquet, 877 à Mme David (P.C.) et 86 à M. Bonyol (P.S.U. et Ligue communiste). M. Derhoulle, bien qu'il ait obtenu plus de 84 % des suffrages au premier tour, n'atteignait pas le quorum légal du quart des inscrits ; aussi a-t-il été nécessaire d'organiser un second tour de scrutin.]

● M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, dimanche 19 septembre au micro de France Inter, à l'occasion d'une émission diffusée à partir de Saint-Denis-de-la-Réunion, que le fait qu'il soit né à la Réunion ne fera pas bénéficier cette île d'un plus grand nombre d'avantages. Il a ajouté : « Il est bien entendu que je porterai à mon tour l'attention sur les problèmes de l'Union, mais je ne puis que les délégués et les sénateurs de la Réunion ont une action entièrement utile. (...) Je voudrais rendre un hommage particulier à l'action qui a été menée par Michel Debré (N.D.R. : député U.D.R. de la Réunion depuis mai 1963), mais j'exprime tout mon respect pour la lucidité et le courage dont il n'a jamais cessé de faire preuve. »

## IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

## IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est là toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

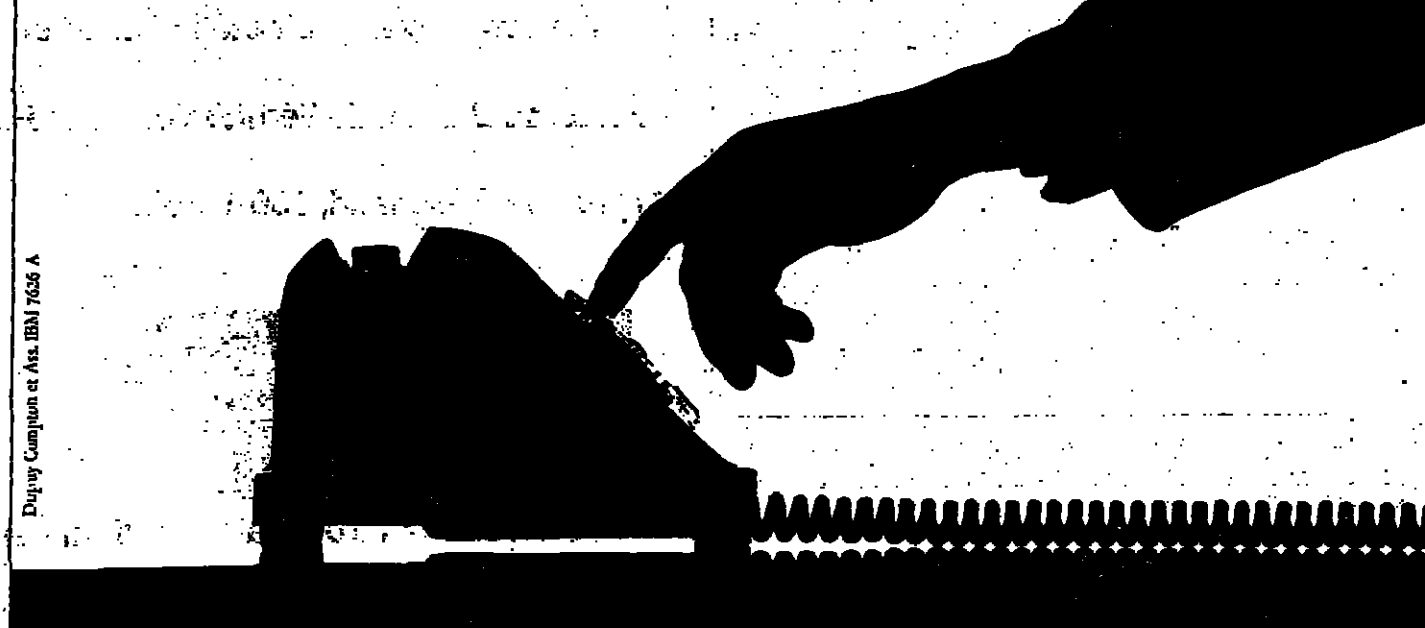
Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

### IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.



Dupuy Campan et As. IBM 7638 A

# POLITIQUE

## Le P.S. propose de faire des communes un contrepoids face à l'État

Le comité directeur puis le bureau exécutif du parti socialiste ont adopté, à l'unanimité, un « manifeste municipal » qui se présente comme un « appel aux citoyens ». Dans ce document le P.S. s'applique à définir « l'action municipale des élus socialistes et les réformes sociales du système municipal », et se propose d'« inventer », avec les Français, « les formes nouvelles de la démocratie locale de demain ».

Le parti socialiste propose comme objectifs à une réforme communale : la conquête de l'autonomie (le « droit à la différence ») ; une décentralisation qui ne laisse « à l'État et à son administration que ce qu'ils sont seuls à pouvoir faire » ; la participation à la planification ; la suppression de la tutelle afin que « le conseil municipal et le maire exercent pleinement leurs responsabilités ». Une procédure juridictionnelle doit permettre d'assurer a posteriori le contrôle de constitutionnalité, de légalité, de conformité au plan des actes municipaux », précise le P.S.

Le manifeste socialiste réclame en outre que de nouveaux moyens administratifs et financiers soient accordés aux communes et qu'elles cessent d'être gouvernées par la subvention et, plus précisément, par ceux qui le donnent et ceux qui savent, ou prétendent savoir, l'obtenir. Le P.S. propose de « faire passer de 19 % à 30 % la part de la fiscalité locale dans la fiscalité totale, ce qui ne ferait que nous aligner sur le niveau atteint dans

tous les pays où l'autonomie locale est la règle ». Toutefois, ajoute-t-il, « pour assurer une plus grande justice entre les communes, une part de la fiscalité nationale restera affectée à l'ensemble des collectivités locales pour servir entre elles de caisse de répartition, les conditions de répartition étant fixées à l'occasion de chaque plan, sur la base de critères objectifs établis par le Parlement ».

Les socialistes se prononcent également en faveur du développement de la coopération intercommunale sans que des fusions soient imposées. Ils estiment que la commune doit être responsable « à l'égard de son territoire et pour son exercice, à ce moment-là, qu'elle soit gardienne du paysage, qu'elle ait une large part de responsabilité en matière d'habitat ». Enfin, ils précisent qu'en matière économique la commune doit être saisie en temps utile sur les difficultés d'entreprises installées sur son territoire et pour exercer, à ce moment-là, un droit de regard sur leur fonctionnement. « Elle doit pouvoir éventuellement créer des entreprises d'intérêt local ou en susciter la création », concluent, sur ce point, les socialistes.

### La pratique autogestionnaire

La seconde partie du manifeste socialiste, intitulée « La pratique autogestionnaire », précise l'esprit dans lequel le P.S. propose ses réformes :

« Face à un appareil d'État, qui n'a cessé d'accroître son emprise, la commune renouée apparaît comme un contrepoids essentiel, dirigé non contre l'unité politique de la nation mais contre la centralisation, l'uniformité et l'irresponsabilité. Mais la commune réformée peut à son tour devenir un abus. C'est pourquoi l'autogestion est nécessaire, car elle permet à chaque citoyen de devenir corresponsable du corps social auquel il appartient. L'autogestion, c'est d'abord, tout simplement, la citoyenneté en pratique ».

Le P.S. se propose, en conséquence, de développer la confon-

taison et le travail en commun des élus avec les représentants des groupes et associations qui animent la vie sociale, tout en rappelant à ce propos que « nul n'a le droit de se substituer aux élus du peuple ».

En conclusion, le P.S. rappelle que ses propositions en faveur des communes exigent « une renouée des institutions », notamment du département et de la région.

### A Saint-Etienne

#### L'U.D.R. soutiendra

M. MICHEL DURAFOUR

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La Fédération U.D.R. de la Loire vient de faire savoir qu'elle soutiendrait M. Michel Durafour, maire sortant de Saint-Etienne (radical), ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, aux prochaines élections municipales. En 1971, l'U.D.R. avait apporté son appui à la liste présentée contre le maire sortant par M. Lucien Neuwirth, député U.D.R., qui sera candidat à Cannes en 1977.

La position de la Fédération U.D.R. est vivement critiquée par le Mouvement des démocrates de la Loire, mouvement animé par M. Robert qui juge impensable qu'après la violente campagne menée en 1971, en collaboration avec les républicains indépendants, mettant en doute les capacités de gestionnaire du maire de Saint-Etienne et allant jusqu'à l'accuser de certaines indélicatesses, l'U.D.R. soutienne la même personne. De même, l'U.J.F. (Union des jeunes pour le progrès) déclare avoir appris le soutien de l'U.D.R. à M. Durafour avec d'autant plus « d'indignation et de consternation » que « M. Lucien Neuwirth, président fédéral de l'U.D.R. par le P.S. », a été élu à la présidence de la Fédération nationale des républicains indépendants.

## M. FRANÇOIS MITTERRAND : pas de carcan.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, dimanche 19 septembre, à Grande-Synthe, près de Dunkerque : « Nous sommes de bons Français. Nous avons passé un contrat politique, nous discutons avec ses signataires, pas avec les autres. C'est pourquoi le P.S. refusera sur ses listes ceux qui se classent dans la majorité. Mais discuter ne veut pas dire que nous soyons d'accord pour nous enlever dans un carcan. Je me refuse à décrire de Paris qu'il doit y avoir une alliance dans toutes les communes de France. Quand cette alliance peut être faite dès le premier tour, c'est parfait. Mais qui peut en juger, sinon ceux qui sont sur place : les sections et les fédérations ».

## M. FITERMAN : nous n'entendons pas réaliser l'union à la carte.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré, samedi 18 septembre, à Chalon-sur-Saône, que les reproches adressés par M. Mitterrand à son parti à propos d'affiches placardées dans les Bouttes-du-Rhône, n'avaient eu pour but que de relayer simplement d'une réunion du comité de liaison de la gauche et non d'une polémique nationale.

Rappelant que, le 28 juin, les trois partis de gauche ont décidé d'engager leurs organisations de base à rechercher le « meilleur accord possible » dès le premier tour, dans toutes les communes où elles sont présentes, M. Fiterman a ajouté : « Comme le commun des mortels, nos camarades ont estimé que, si on décidait d'engager des négociations dans toutes les communes, c'était avec l'objectif d'aboutir. C'est ainsi que nous, communistes, voyons les choses. Nous l'avons dit, nous le réaffirmer, il y a deux semaines, lors de la réunion de notre comité central. Il apparaît que tel n'est pas le point de vue du parti socialiste ».

« Disons que cela ne peut nous conduire qu'à redoubler d'efforts pour vaincre les résistances à la constitution de listes d'union de la gauche partout, dès le premier tour, sur les bases définies par l'accord. »

« Nous n'entendons pas réaliser l'union à la carte, c'est-à-dire vendre notre place dans des listes communes là où cela nous est favorable et refuser de telles listes là où nos partenaires sont plus favorisés. Cela n'est pas notre politique ».

## A TOULON

## La majorité et l'opposition n'ont pas encore choisi leurs candidats

De notre correspondant

Toulon. — M. Jacques Chirac invite la majorité à se rassembler. Son appel sera-t-il entendu à Toulon ? Il est permis d'en douter.

Les élections cantonales du mois de mars ont ravivé bien des blessures et mis en lumière bien des rivalités. Pour chaque siège, giscardiens et gaullistes se sont affrontés en l'échec de M. Henri Fabre, premier adjoint au maire (Centre républicain) battu par un communiste dans le huitième canton, a illustré la profondeur des divergences.

Le délai qui sépare les deux consultations est trop court pour éponger le contentieux. Pourtant, le maire, M. Maurice Arreckx, nouveau président de la Fédération varoise des Républicains indépendants, souhaitait la constitution d'une liste à l'image de la majorité gouvernementale. Mais dans son entourage des voix se sont élevées pour demander que la porte soit seulement entrebâillée. Du reste, les exigences de l'U.D.R. — quinze sièges au moins, dont le poste de premier adjoint — n'étaient pas faites pour faciliter la médiation (1).

Remis du grave accident d'automobile dont il avait été victime en décembre 1975, le benjamin de l'Assemblée nationale, M. Aymeric Simon-Lorière, député U.D.R. de la troisième circonscription du Var (Toulonville) et actuel maire de Sainte-Maxime, était tenté de s'engager dans une nouvelle bataille. Ses amis l'en pressaient vivement. Parmi les plus ardents, M. Marcel Bayle, ancien député, secrétaire fédéral de l'U.D.R., et deux conseillers généraux de Toulon : le docteur Maitre et M. Bernardi.

D'autres encouragements lui étaient prodigués. Peut-être même du côté de M. Ficher qui vitime une Fédération R.I. dissidente frappée d'ailleurs d'excommunication par M. Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants.

Encouragé à en découdre, le député U.D.R. a voulu tâter le terrain car il a pris de nombreux contacts en dehors de l'U.D.R. D'abord auprès de M. Olivier Guichard, ensuite à l'hôtel Maitignon. Le mardi 14 septembre, M. Simon-Lorière était reçu par le premier ministre.

Depuis, à Toulon, on est convaincu que le parlementaire a obtenu le feu vert, bien qu'il n'ait

par encore annoncé publiquement ses intentions.

M. Maurice Arreckx n'en perd pas pour autant sa sérénité. Il dispose des atouts sérieux que confèrent dix-huit années de présence ininterrompue à l'hôtel de ville. Le maire laisse aussi entendre que certains gaullistes pourraient être à ses côtés. On cite le nom de M. Bernard Kurzman, un ingénieur qui fut candidat U.D.R. et battu dans le troisième canton. Pourtant, M. Marcel Bayle, affirme dans un communiqué : « Si aucun cas il n'y aura pas d'U.D.R. sur la liste de la municipalité ». Les rapports, on le voit, sont assez tendus, d'autant plus que M. Pouladowski, ministre de l'Intérieur, avait pratiquement désigné M. Arreckx, comme candidat de la majorité au cours d'une visite à Toulon (Le Monde du 28 juillet).

A gauche, la situation n'est pas non plus totalement clarifiée. Des contacts ont eu lieu au niveau des sections entre le P.S. et le P.C. en vue de la constitution d'une liste commune.

Les socialistes ont soumis à leurs partenaires communistes les bases d'un accord portant sur trois points :

— Le programme municipal, les modalités unitaires de la campagne, et la parité en effectifs et en responsabilités sur une liste commune.

La tête de liste étant socialiste (le professeur Jean-Paul Ferrier), le premier adjoint serait communiste et aurait la charge des finances.

Jeune agrégé de l'université, M. Jean-Paul Ferrier avait affronté M. Arreckx aux cantonales et au premier tour, fait sans précédent, le P.S. avait désigné le P.C. dans ce secteur (8<sup>e</sup> canton).

D'autres rencontres sont prévues entre partenaires du programme commun, mais on sait déjà que le P.C. préférerait voir en première position sur la liste de la gauche Mme Danielle Colonna. Cette jeune militante, qui siège au comité central est la suppléante du député communiste, maire de La Seyne, M. Philippe Giovannini.

CHARLES GALTRE.

(1) Le conseil municipal de Toulon comprendra désormais quarante-trois membres ; il en avait jusqu'à trente-sept.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VILLE DE PARIS  
Adjudicat. Chambre des Notaires Paris, le mardi 12 octobre 1976, 14 h. 30

**APPARTEMENT 2 PIECES - LIBRE**  
5<sup>e</sup> étage avec balcon  
3-3 bis, rue des BEAUX-ARTS. — PARIS (6<sup>e</sup>)  
MISE A PRIX : 128.000 F

**APPARTEMENT 2 PIECES - LIBRE**  
Rez-de-chaussée avec jardin  
2 CHAMBRES INDÉPENDANTES LIBRES  
1-3-5, place du TERTRE. — PARIS (18<sup>e</sup>)  
MISES A PRIX : 254.000 F - 36.000 F - 43.000 F

Consignation pour enchérir 20 % des mises à prix par chèques certifiés  
M<sup>rs</sup> MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLAGENT LIEVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, Paris (1<sup>er</sup>), tél. 260-31-12 ; Visites sur place les mercredis de 10 à 12 h. et vendredis de 15 à 17 h.

Vente de biens immobiliers après liquidation de biens à l'audience des Crises du Tribunal de Grande Instance de Nîmes, le jeudi 7 octobre 1976, à 14 h. 30

**D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER A USAGE INDUSTRIEL**  
avec terrain sis à  
**NIMES (30), 8, rue de Berne**  
Pour une superficie bâtie et non bâtie de 25 A. 53 CA. et porté aux titres de propriété pour 22 A. 54 CA. comprenant notamment divers vastes bâtiments à usage de bureaux et ateliers, logement de gardien, avec chauffage central, sanitaire, central téléphonique, etc.  
**MISE A PRIX : 700.000 F**  
En cas de carence d'offres, la mise à prix sus-indiquée pourra être abaissée dans la proportion de CINQUANTE POUR CENT. Enchères par ministère d'avocat. Pour tous renseignements et pour visiter s'adresser à M<sup>rs</sup> Pierre SABLON, avocat, poursuivant la vente en son cabinet sis à NIMES, 1, rue Cité-Poulet, ou consulter le cahier des charges déposé au greffe du Tribunal de Grande Instance de NIMES.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazières, le mardi 28 septembre 1976, à 14 h.

**D'UN APPARTEMENT**  
5 pièces avec cave, sis à  
**GRIGNY II (91)**  
12, rue Massena  
MISE A PRIX : 18.000 FRANCS  
Consignation pour enchérir. Pour renseignements s'adresser à M<sup>rs</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 498-30-28 et 498-14-18.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE le mardi 28 septembre 1976, à 14 h. AU PALAIS DE JUSTICE A EVRY, rue des Mazières (ESSONNE)

**UN APPARTEMENT**  
SIS A  
**SOISSY-SUR-SEINE**  
23, rue du Bas-de-Rue, 84m. A. escalier à 2<sup>e</sup> étage droite.  
**MISE A PRIX : 25.000 F**  
Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements : M<sup>rs</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats associés, 51, rue Champollion, 91100 CORBEIL-ESSONNES, tél. 498-30-28 et 498-14-18.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, au Palais de Justice, le mercredi 6 octobre 1976, à 10 h.

**D'UN APPARTEMENT**  
avec cave, séchoir et parking  
à **RUEIL-MALMAISON (92)**  
11 allée des Charmes  
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS  
Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>rs</sup> GUILHERMOS, avocat, 21, rue des États-Généraux à Versailles, 94, r. de tous autres avocats de VERSAILLES.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 7 octobre 1976, à 14 heures

**UN LOGEMENT**  
composé d'une pièce, entrée avec placard, cuisine - C.A.V.E. au sous-sol dans l'IMMOBILIER A PARIS (19<sup>e</sup>)  
**114, rue de l'ABBE-GROULT**  
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS  
S'adr. à M<sup>rs</sup> Marcel BRAXIER, avocat, 178, bd Haussmann, Paris, 17<sup>e</sup>, et à tous avoc. pr. les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le mardi 28 septembre, à 14 h. 15. FONDÉ SOCIÉTÉ D'IMPORTATION - EXPORT.

**DRUIT AU BAIL des LOCAUX**  
dép. d'un immeuble à PARIS (2<sup>e</sup>)  
**44, rue N.-D.-DES-VICTOIRES**  
comp. 4 p. us. comm. du vestib. cuis. et W.C. et de l'install. chauff. cent. dépend. d'un APPARTEMENT au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét. (p. et b.) 20.000 F. C. 10.000 F. S'adr. à M<sup>rs</sup> Durand et Jouve, not. 10, r. D. Cassanova ; Meille, synd. 78, r. Temple.

Adj. Tribunal de Commerce de Paris, le JEUDI 30 sept. à 14 h. 15. FONDÉ SOCIÉTÉ D'IMPORTATION - EXPORT.

**GROS, DÉTAIL TS ART. TEXTILES**  
ou autre matière confection ou non à Paris (10<sup>e</sup>). 22, rue René-Boncompagni  
**BAIL compr. plus locaux. M. à Px (p. et b.) 20.000 F. Cons. 10.000 F. S'adr. : M<sup>rs</sup> Durand et Jouve, not. 10, r. D. Cassanova ; Meille, synd. 78, r. Temple.**

Vente s. sais. immob. Pal. Just. Evry, rue des Mazières, mardi 28 sept. 14 h.

**APPART. « LE PARC DE CHILLY »**  
**CHILLY-MAZARIN (Essonne)**  
4<sup>e</sup> ét. comp. 3 C. comp. entr. et plac. d'ég. 60, 2 ch. de bus, W.C. cuis. Loggia - Celler - Parking  
**MISE A PRIX : 7.000 FRANCS**  
Consignat. pour enchérir 5.000 F. S'adr. à M<sup>rs</sup> DU CHALARD, avoc. immob. LE MAZIERE, EVRY, tél. 071-51-57.

Adjudication Rinde de M<sup>rs</sup> VALLÉE, notaire à Paris, 204, bd Voltaire (11<sup>e</sup>), le jeudi 7 octobre 1976 à 14 h. 30 - EN SIX LOTS

de 326 PARTS de la S.C.I. SURESNES-PLATEAU donnant vocation à 1) MAGASIN ; 2) DEPOT ; 3) W.-C. ; 4) DEBARRAS ; 5) C.A.V.E. et 6) dans l'immeuble

**UN APPARTEMENT**  
SIS A  
**SURESNES**  
51 et 53, rue des Nouvelles, et rue Victor-Dieudonné, sans numéro  
Mises à prix : 25.000 F ; 25.000 F ; 2.500 F ; 1.500 F ; 5.000 F et 10.000 F (ne pouvant être baissées). Consignat. oblig. pour ench. (ch. certif.). S'adr. à M<sup>rs</sup> VALLÉE, not. 371-43-44 ; M. COHEN, synd. coprop. 11, r. du Renard, Paris.

**LA PUBLICITE EST VRAIE.**

La publicité est vraie dans la plupart des cas.

Mais il y a parfois des exceptions à la règle : les quelques publicités mensongères et déloyales de certains irresponsables.

C'est pourquoi le BVP existe.

Dans l'intérêt du public et des fabricants eux-mêmes, le BVP pourchasse les publicités mal intentionnées.

Vous pouvez nous aider.

Si vous croyez avoir été induit en erreur par une publicité, écrivez au Bureau de Vérification de la Publicité (BVP), 27/29, rue St-Amand, 75015 Paris.

**BVP**

Pour une publicité loyale, véridique et saine.



## POLITIQUE

### MUNICIPALES

#### Lille et Hellemmes ont officiellement décidé de fusionner

Lille. — M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, et M. Arthur Cornette, député socialiste, maire d'Hellemmes, ont signé, dimanche 19 septembre à midi, la convention officielle qui consacre l'association de leurs deux communes, selon les textes prévus par la loi du 16 juillet 1971. Cette cérémonie a suivi une réunion extraordinaire du conseil municipal de Lille, qui a approuvé la convention à l'unanimité moins une voix. Elle avait été précédée, le 17 septembre, par une réunion du conseil municipal d'Hellemmes, qui avait émis, lui aussi, un vote favorable à l'unanimité, sans avoir, au préalable, lancé une campagne d'information auprès des habitants.

Cette association, qui n'est que le premier pas du projet d'extension de la ville de Lille, s'inscrit sur la toile de fond des élections

municipales de 1977 et oppose vivement M. Pierre Mauroy et M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., qui, on le sait, veut tenter de conquérir la mairie de Lille. Mais cette querelle risque de ne pas se limiter à un débat local et peut prendre une ampleur beaucoup plus vaste, dans la mesure où il appartient maintenant à l'autorité de tutelle — autrement dit le préfet du Nord — de prendre l'arrêté qui donnera plein effet à la convention signée dimanche. Intervient-il dans les semaines qui viennent, ainsi que cela s'est fait souvent en vertu de la loi de 1971 ? Attendra-t-on, pour geler la situation, jusqu'aux élections municipales ? En ce cas, avertit M. Mauroy, « s'ouvrirait un combat entre le pouvoir communal et l'Etat, et il serait symbolique que ce soit précisément pour le beffroi de Lille ».

### CORRESPONDANCE

#### Le P.S. en Seine-Saint-Denis

M. Marcel Debarge, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, nous écrit :

Suite à votre article paru dans le Monde du 18 septembre, je tiens à vous faire savoir qu'aucun reproche n'a été fait par le secrétariat national du parti socialiste à la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, pour la simple et bonne raison que rien ne peut lui être reproché.

D'ailleurs, une assemblée des militants socialistes de la Seine-Saint-Denis, qui s'est tenue en présence de Claude Estier, secrétaire national du P.S., le 13 septembre (date convenue depuis longtemps), nous a permis de constater que nos sections appliquaient dans leur localité les dispositions prévues par le congrès de Dijon et l'appel commun du 28 juin.

[Lors de la réunion du comité directeur du parti socialiste, samedi 12 septembre, des responsables du P.S. ont estimé que la fédération de la Seine-Saint-Denis ne se montrait pas assez ferme dans ses négociations avec le P.C.F. Ce reproche a même été développé par un responsable de la Seine-Saint-Denis, Mme Josette Soulier, adjoint au maire de Livry-Gargan.]

● M. Marcel Martin, maire de Nancy, ancien sénateur, non inscrit, a fait savoir, samedi 18 septembre, qu'il solliciterait le renouvellement de son mandat. « Je suis décidé, a-t-il dit, à poursuivre l'œuvre entreprise à Nancy depuis maintenant six ans ».

GEORGES SUEUR.

#### De notre correspondant

fusion concertée et volontaire de Lille avec les villes de Roubaix, Hellemmes, Lesennes, Villeneuve-d'Ascq et Mons-en-Barœul. Ce projet était d'ailleurs l'un des éléments du contrat municipal proposé aux Lille lors de l'élection de 1971. C'est cette proposition que M. Mauroy veut faire aboutir maintenant, estimant qu'il est logique de poser toutes ces questions au moment où les électeurs vont être appelés à désigner leurs nouveaux élus. L'appel renouvelé aux cinq communes en cause a été entendu de manière diverse. Hellemmes, dont le maire est socialiste, a répondu : « Ou verra plus tard ». Mons-en-Barœul, municipalité centriste, ouvre le dossier et engage le dialogue : Villeneuve-d'Ascq, dont le maire est le sénateur G.N.I. Jean Desmarest, a dit non.

La réponse positive d'Hellemmes peut s'expliquer par le fait que cette commune de dix-sept mille habitants se trouve maintenant « coincée » entre la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, en plein développement, et Lille.

#### La tactique des petits pas

Mais les interférences politiques sont évidentes, sans pourtant être déterminantes. Si M. Cornette, le maire d'Hellemmes, ne cache pas et se félicite même que cette association renforce les positions de la gauche dans un Lille agrandi, il faut bien constater que la solidarité socialiste, voire de la gauche, n'a pas empêché les refus de Roubaix et de Lesennes, dus aux particularismes locaux.

M. Ségard ne voit pourtant dans l'association Lille-Hellemmes qu'« une manœuvre politique qui vise à apporter à M. Mauroy un appoint de voix de gauche dont il aura besoin aux prochaines municipales en raison de son alliance avec les communistes ». Il est vrai qu'à Hellemmes la gauche a obtenu en 1971 plus de 70 % des suffrages. Le secrétaire d'Etat, dans un article publié récemment, affirme que « les Hellemmois feront les frais de la population » et propose de réaliser lui-même, s'il est élu maire, un grand Lille par fusion ou association des communes de la périphérie. Sans dire pourtant pourquoi, à ce moment, les Hellemmois pris dans cet engrenage seraient plus heureux.

La tactique adoptée actuellement par M. Mauroy, un peu par la force des choses, il faut en

**OLIVIER GUICHARD**  
LE RESTAURANT  
DES PURES TRADITIONS  
DE LA TABLE  
LA CAVES LA PLUS COMPLÈTE  
OUVERT  
tous les jours  
SALONS  
pour réceptions  
PARKING  
gratuit assuré  
9, PLACE DE LA MADEIRAINE  
RÉSERVATION :  
265-22-90

**"ECRIT AVEC PASSION  
A LIRE AVEC PASSION"**

**OLIVIER GUICHARD**  
Un chemin tranquille  
d'OLIVIER GUICHARD  
chez Flammarion.

224 pages  
32,20 F



## Le "Livre Rouge" de Mao Tsé-Toung en édition de bibliophile

Pour la première fois, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la longue marche (1936), le texte contemporain le plus célèbre du monde fait l'objet d'une édition d'art. Texte intégral en chinois et en français. Illustrations par des artistes de la République Populaire de Chine. Reliure pleine peau de mouton dorée à l'or fin.

Pour en lire un livre dont les pensées inspirent un milliard d'êtres humains.

Ce maître livre est plus qu'une simple œuvre littéraire. Huit cents millions d'hommes plus ou moins alphabètes ont appris à lire en déchiffrant les pictogrammes calligraphiés par Mao Tsé-Toung. Huit cents millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été façonnés, éduqués, unis par ces citations que chaque Chinois est en mesure de réciter par cœur comme on récite, en France, les proverbes de La Fontaine ou les maximes issues du sens commun.

40 000 kilomètres de livres : un milliard de lecteurs ! C'est vrai, on pourrait faire le tour de la terre en continuant tout à bout les exemplaires du Livre Rouge. On ne peut s'empêcher de rêver devant ce chiffre hallucinant, peut-être avec un peu d'appréhension. Il est impossible de comprendre quoi que ce soit à la Chine moderne sans avoir lu ce livre qui a fait d'un immense peuple déchiré, une des plus grandes puissances du monde.

Une longue marche qui fut une longue prière. Il peut paraître audacieux d'employer le mot de prière pour ce long calvaire de 12 000 kilomètres, accompli par Mao à la tête de ses troupes. Des étapes quotidiennes de 40 kilomètres à pied dans des contrées sauvages et désertiques, 18 chaînes de montagnes franchies sous les rafales de neige, 24 fleuves à traverser à la nage ou sur des ponts de fortune, une randonnée à travers 12 provinces immenses et parfois hostiles où une population rare et hébété par le servage regardait passer ces soldats décharnés et en haillons, 368 longs jours de souffrances indicibles sous le harcèlement des troupes de Chang K'ai-Shek.

Il y avait 130 000... 30 000 seulement arrivèrent au but ! C'est alors qu'on s'interroge. Quelle force portait ces hommes qui auraient pu se rendre à tout moment pour retrouver aussitôt nourriture, chaleur et paix ? Quelle énergie galvanisait ces ombres trébuchant dans les déserts glacés ? Quelle passion soutenait ces hommes qui s'écroulaient, épuisés, sur le sol au terme de chaque étape, en se demandant s'ils auraient la force de se relever le lendemain ? C'est dans ces campestres du désespoir et de la peur que naquirent, comme un chant, les stances du Livre Rouge. Les phrases lentes et sourdes roulaient de bouche en bouche, les pensées d'espoir réveillaient les courages défaillants, les mots imprégnaient les esprits prêts à l'abandon, harmonisaient les affaires, pansaient les blessures...

Le Livre Rouge n'est pas un recueil de slogans. Pour nous, Occidentaux, les pensées de Mao Tsé-Toung ouvrent toutes grandes les portes d'une Chine dont l'immensité profonde nous surprend et nous charme. On y retrouve, sous une forme nou-

velle et moderne, ce parfum subtil et inimitable qui imprégnait autrefois les œuvres mémorables de la sagesse chinoise. C'est à ce titre et en dehors de toute idéologie que j'ai voulu vous restituer ce texte qui est et restera un chef-d'œuvre de la pensée de notre siècle.

Notre édition : une grande première mondiale. Aujourd'hui, en première mondiale, le « Livre Rouge » entre en bibliophilie. Pour la première fois, dans le monde, le Livre Rouge vous est offert en édition d'art. Pour la première fois, en version bilingue, chinois et français. Pour la première fois, illustré par des artistes chinois.

Il a été réalisé avec l'enthousiasme et le soin que l'on doit à une œuvre qui est pour l'humanité entière un témoignage de profonde philosophie et de grande sagesse.

La reliure est en pleine peau de mouton, couleur rouge, découpée au tranchet d'artisan, sans aucun joint, ni couture. Les plats sont décorés « à froid ». Le dos reproduit un portrait en pied du Président Mao Tsé-Toung et, comme la tranche supérieure, il est doré à l'or fin tiré 22 carats.

L'ouvrage est vendu seulement à notre siège, soit directement, soit en envoyant le bon ci-contre par la poste.

**BON D'EXAMEN GRATUIT**  
(à renvoyer à Jean de Bonnot, 719 Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08).

Je désire recevoir, en vision et sans aucun engagement, le "Livre Rouge" de Mao, en édition d'art illustrée. Si je désire garder cet ouvrage, je vous en régleverai son prix, soit : 85,50 F (+ 4,80 F de frais de port).

Si, par contre, il ne me plaît pas, je m'engage à vous le renvoyer dans son emballage d'origine, dans les 8 jours suivant sa réception.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

Le livre contient les "Citations" du Président Mao Tsé-Toung est appelé communément le "Livre Rouge" de Mao.  
Note de Jean de Bonnot

**GARANTIE** Il vous sera remboursé le montant de votre achat si le livre ne vous plaît pas. Les livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et doivent à l'acheteur la garantie de satisfaction inconditionnelle. Jean de Bonnot ne peut que vous garantir que les plus belles éditions qui existent de ce livre sont chez lui. C'est pourquoi il s'engage à les racheter au même prix, sans aucune perte.

JEAN DE BONNOT

Editeur de livres rares et précieux.  
7, Fg Saint-Honoré - 75392 Paris - Cedex 08.

## ENQUÊTE

# LE PRIX DE LA SANTÉ EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

(Suite de la première page.)

Si les critères de la santé sont difficiles à définir et surtout à quantifier, quelques chiffres incitent au scepticisme quant à l'efficacité du système médical allemand : la mortalité infantile est de 23 pour 1 000, la R.P.A. se situe ainsi au deuxième rang en Europe. La mortalité périnatale est de 51,8 pour 100 000 nouveau-nés, contre 43 en R.D.A., 24,7 aux États-Unis, 10 en Suède et 8,5 au

Danemark. Ces moyennes cachent évidemment de grandes différences. Les Allemands ne sont pas égaux devant la maladie et la mort. À Berlin-ouest, par exemple, la mortalité infantile est de 32,9 pour 1 000 dans les quartiers ouvriers et de 17,1 pour 1 000 dans la banlieue résidentielle de Zehlendorf. Alors qu'aux États-Unis le nombre de victimes d'infarctus du myocarde diminue, il continue à augmenter en Allemagne fédérale.

pour inciter les assurés à plus de retenue. Certains médecins pensent que le ticket modérateur ne suffit pas si l'on continue à payer pendant six semaines son salaire

l'acte à eu pour conséquence que la plupart des médecins essaient d'avoir le plus de patients dans le minimum de temps et d'effectuer les actes les plus rémunérateurs. Il suffit de bien savoir remplir le

l'acte à eu pour conséquence que la plupart des médecins essaient d'avoir le plus de patients dans le minimum de temps et d'effectuer les actes les plus rémunérateurs. Il suffit de bien savoir remplir le

l'acte à eu pour conséquence que la plupart des médecins essaient d'avoir le plus de patients dans le minimum de temps et d'effectuer les actes les plus rémunérateurs. Il suffit de bien savoir remplir le

### Le monopole médical

Le système de santé ouest-allemand comprend :  
• 3 505 hôpitaux comportant 707 000 lits, employant près de 55 000 médecins, 500 000 employés administratifs, laborantins et infirmières, traitant environ 10 millions de patients par an. La plupart des hôpitaux sont publics ou administrés par des institutions reconnues d'utilité publique comme les églises. Il n'existe que 5 % d'hôpitaux privés ;  
• 52 000 médecins de cabinet, généralistes et spécialistes, et 31 000 dentistes. Selon l'ordonnance impériale sur l'assurance « remises en 1953, ces médecins ont le monopole du traitement ambulatoire des assurés sociaux. C'est ce que l'on appelle la « mission garantie ». Les malades doivent obligatoirement se présenter à eux avant de consulter un spécialiste ou d'entrer à l'hôpital. La dénomination « médecin de cabinet » est trompeuse. Ces praticiens sont, en fait, les piliers de la médecine libérale. Ils ont simplement passé un accord avec les caisses de maladie pour avoir le droit de soigner les assurés. Mais ils ne sont pas les employés des caisses et

parmi lesquels dix grandes sociétés représentent 53 % du marché allemand du médicament. Les pharmacies d'officine sont au nombre de 22 000 ;  
• 333 bureaux de santé employant 4 000 médecins (médecins-conseils, médecins d'entreprises, etc.) ;  
• 1 500 caisses d'assurance-maladie, comptant 57 millions d'assurés, soit 94 % de la population, auxquelles s'ajoutent 50 sociétés d'assurance privée.

Chaque assuré reçoit de sa caisse un carnet de chèques, dits chèques-maladie. Il peut aller chez le médecin de son choix, à condition que celui-ci soit agréé par sa caisse. La durée moyenne d'attente chez le généraliste est de deux heures, la durée moyenne de consultation de trois minutes. Le patient ne paie pas. Il remet un chèque-maladie à son médecin qui le remplira en fonction des actes effectués. Tous les trimestres les caisses versent aux médecins les honoraires correspondant à leurs actes. Ceux-ci sont identifiés grâce à des chiffres codifiés dans la nomenclature des actes, qui contient plusieurs milliers de postes. La rédaction des chèques-maladie demande un travail considérable aux médecins, qui bien souvent engagent des auxiliaires à cette seule fin. « Vous sommes les scribes des caisses de maladie », assure un vieux praticien berlinois.

L'assuré ne paie pas les médicaments ordonnés par le médecin. À la pharmacie il verse une somme forfaitaire qui ne dépasse pas 250 DM par ordonnance. De même à l'hôpital, il remet un chèque-maladie. Il devra seulement payer les prestations non couvertes par son assurance, ainsi s'il désire être en deuxième classe (chambre à deux lits, nourriture améliorée, téléphone dans la chambre) alors que son assurance ne couvre que la troisième classe.

### LES RÉMUNÉRATIONS DES MÉDECINS EN EUROPE

La comparaison entre les rémunérations des médecins, comme toutes les comparaisons internationales, est particulièrement difficile. Elle a cependant été récemment réalisée, pour les neuf pays de la Communauté européenne, par trois chercheurs, D. Delège, M. J. Lieveux et Ch. Zeegers-Doreman, de l'université de Louvain (Belgique). D'après leurs résultats, les revenus annuels avant impôt, frais professionnels déduits, étaient, en 1973, pour les médecins de cabinet, les plus élevés en Allemagne (22 500 à 16 100 livres sterling) (1) et au Luxembourg (11 000 à 14 000 livres). Puis venaient les médecins belges (10 800 à 12 700 livres) et français, ces derniers, pour lesquels il est difficile de connaître les revenus nets, ayant, selon cette enquête (2), des revenus bruts comparables à ceux de leurs collègues belges. La liste, on trouve les médecins anglais (5 800 à 5 900 livres).

(1) 1 livre sterling équivaut à 8,32 francs français.  
(2) Selon une autre enquête, française celle-ci (Crédit 1972), le revenu moyen des praticiens français était de 17 000 francs avant impôt, mais frais professionnels compris.

L'enquête belge (« Medical doctors in the nine countries of the Common Market - Systems of payment and levels of remuneration ») est éditée par Ciscu, Louvain.

complet au patient en congé de maladie : « En cas de maladie, il faudrait que les revenus diminue d'environ 20 %, afin que l'incitation à recouvrer la santé soit suffisante », déclare le président de l'Association des médecins conventionnés du Wurtemberg.

Avant de songer à revenir sur des avantages sociaux acquis depuis longtemps, il conviendrait peut-être, estiment quelques jeunes médecins, de réformer le système médical, afin de supprimer les causes internes à l'explosion des coûts. Au cours des dix dernières années, le revenu moyen des « médecins de cabinet » a augmenté de 230 % (le coût de la vie de 50 %). En 1974, leur chiffre d'affaires moyen était de 200 000 deutschmarks par an, leur revenu de 130 000 deutschmarks.

Un sondage d'opinion a révélé que le premier souci des médecins en dehors de leur travail, pouvait se formuler ainsi : « Où placer mon argent ? » Le paiement à

Certaines organisations de médecins donnent des « trucs » à leurs adhérents. Chaque ordonnance remplie par un assistant apparaît sur les chèques-maladie comme une « consultation » remboursée entre 4,5 et 8,5 deutschmarks selon les caisses. Une réponse au téléphone est une « consultation téléphonique » (de 9 à 12,50 deutschmarks). L'entretien avec le malade, le diagnostic, la recherche des causes ou des antécédents « ne payent pas ». Au contraire, les analyses de toutes sortes, les radiographies, les plâtres sont rémunérés.

Aussi les généralistes sont-ils de plus en plus nombreux à développer leur petit laboratoire, à engager des aides médicales qui, de toute manière, seront indirectement rémunérées par les caisses (leur salaire représente un tiers des honoraires médicaux). Les visites à domicile ne sont pas suffisamment honorées. Beaucoup de médecins les supplément et grâce à un répertoire automatique dirigent leurs clients vers le service d'urgence, la nuit et les week-ends à partir du vendredi midi.

E. 1976, les honoraires médicaux négociés entre l'Association des caisses et l'Association des médecins conventionnés ne devaient augmenter que de 2,5 %, pourtant les revenus des praticiens ont augmenté de 15 %, grâce à une progression des analyses et des travaux de laboratoire. Des médecins qui s'efforcent de pratiquer une médecine moins technicienne sont financièrement pénalisés. Ils traitent moins de malades et effectuent des actes moins bien considérés. Il en résulte que leur revenu est de 30 % inférieur à la moyenne.

L'âge élevé des médecins de cabinet (75 % ont plus de cinquante ans et beaucoup ont fait leurs classes sur les champs de bataille de la seconde guerre mondiale), l'insuffisance des études médicales (jusqu'à une date récente on pouvait obtenir son diplôme sans jamais avoir vu de malade) et de la formation continue, la mauvaise répartition géographique, ne favorisent pas une médecine de qualité. Si, dans l'ensemble de la République fédérale, il y a un médecin pour cinq cent soixante habitants, 75 % des communes de Basse-Saxe n'ont pas de médecin, 77 % en Bavière et 79 % en Rhénanie-Palatinat.

Pour supprimer ces goulets d'étranglement provisoires, l'ordre des médecins propose que les généralistes qui voudraient s'installer dans une campagne bénéficient d'un terrain gratuit, de crédits publics bon marché pour construire leur maison, d'un chiffre d'affaires annuel garanti et de dégrèvements fiscaux pour les visites à domicile ou les consultations du week-end. Mais

l'on ne doit pas toucher à la « liberté d'établissement ». Les syndicats ouvriers et les jeunes médecins contestent la suppression de la stricte séparation entre traitement ambulatoire et hospitalier, la création de polycliniques et de centres de soins itinérants. Les organisations professionnelles de médecins ne veulent pas en entendre parler. La fin du monopole du traitement pour les « médecins de cabinet »,

l'ouverture des hôpitaux aux soins ambulatoires, sont pour elles synonymes de « socialisation » de la médecine. Il est vrai que le corps médical allemand est en général très conservateur. Il a porté à sa tête, il y a trois ans, un ancien membre du parti national-socialiste, le professeur Sewering, qui déclarait : « Où la libre pratique médicale est abolie, c'est la liberté elle-même qui sera bientôt supprimée. »

### Des solutions politiques ?

Dans le secteur hospitalier aussi, il est question d'explosion des coûts. Au cours des dix dernières années, deux cent mille lits ont été construits, souvent grâce à des subventions publiques d'environ 3 milliards de DM par an. Les dépenses de personnel

montent de 450 %, passant de 40 à 180 DM par an et par assuré. Périodiquement, le gouvernement de Bonn évoque des projets de réforme : suppression du monopole des « médecins de cabinet », limitation du revenu des médecins, contrôle du marché des mé-

## LA GRANDE MISÈRE PSYCHIATRIQUE

La grande misère de la psychiatrie ouest-allemande est attestée par un rapport officiel publié en novembre dernier par le gouvernement de Bonn. 250 000 patients sont assignés chaque année. La R.F.A. dispose de 114 000 lits, dont les deux tiers dans des asiles géants de plus de 1 000 lits. Plus de 30 % des bâtiments datent d'avant 1900, 30 % encore ont été construits entre 1900 et 1925. Plus l'hôpital psychiatrique est grand, plus le bâtiment est vieux, plus il y a de lits par salle. Les chambres comptent plus de 20 lits ne sont pas rares. La moitié des lits se trouvent dans des départements dits « fermés », où le malade ne peut franchir une porte ou ouvrir une fenêtre sans autorisation. C'est le personnel soignant qui détient les clés.

Selon les statistiques officielles, les malades se classent ainsi : troubles psychiques dus au grand âge et autres maladies organiques 13 % ; schizophrénies 30,7 % ; psychoses 8,2 % ; névroses et troubles de la personnalité 4 % ; intoxications (drogue, alcool) 0,5 % ; débilité 18,5 %.

La moitié des malades de plus de soixante-cinq ans se trouvent dans des hôpitaux psychiatriques, parce qu'ils n'ont pas trouvé de place dans des maisons de retraite. 17 000 handicapés mentaux sont dans la même cas : à cause du manque d'institutions spécialisées, ils restent parfois jusqu'à dix ans dans des asiles.

Vingt pour cent des patients sont libérés avant trois mois, 12 % entre trois mois et un an, mais 67 % restent plus d'un an, dont 31 % plus de dix ans. L'hospitalisme sévit partout.

L'encadrement est insuffisant. Il n'y a en R.F.A. que 1 651 médecins dans les hôpitaux psychiatriques, soit 1 pour 60 lits. La moitié seulement sont des spécialistes (psychiatres ou neurologues). Dans quelques années la situation sera encore plus catastrophique, car plus de 60 % des médecins des hôpitaux psychiatriques ont plus de 50 ans. Il y a qu'un psychologue pour 600 lits. Parmi les 23 300 auxiliaires, 42 % seulement possèdent un diplôme d'Etat et 6 % ont une formation psychiatrique.

représentent 70 % des dépenses des hôpitaux et le prix de journée moyen atteint 140 DM (jusqu'à 250 DM dans les cliniques universitaires). Là aussi, il faut rentabiliser. La durée moyenne d'hospitalisation est de dix-sept jours alors qu'elle n'est que de treize en Italie, en Suède, en Grande-Bretagne ou au Danemark. Certains lits sont occupés par des malades chroniques, d'autres par des vieillards qui n'ont pas trouvé de place dans les maisons de retraite.

Sur la consommation de médicaments aussi, les caisses d'assurance-maladie pourraient réaliser des économies. Mais il n'existe aucun contrôle des prix. Le gouvernement fédéral a récemment adopté un projet de loi qui devrait aboutir à une baisse de 2,3 % du prix des médicaments. Un institut indépendant d'études économiques estime, quant à lui, que ces prix pourraient baisser de 20 % sans que les capacités de recherche de l'industrie pharmaceutique allemande soient entamées. Il constate que les prix des médicaments sont en Allemagne de l'Ouest, plus élevés que dans les autres pays industrialisés. De 1960 à 1972, les dépenses des caisses pour les médicaments ont aug-

dicaments. Mais les organisations médicales et l'industrie pharmaceutique sont des « lobbies » puissants qui se soutiennent mutuellement. Le président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Wehner, est venu au secours de l'ordre des médecins en déclarant qu'il ne saurait être question d'ouvrir les hôpitaux aux soins ambulatoires. Rien ne sera décidé avant les élections législatives d'octobre. Après, il faudra bien prendre une décision, car le gouvernement ne peut laisser grimper constamment les cotisations sociales. Que les patients fassent les frais de la réforme — par l'introduction par exemple du tiers payant — ou que les pouvoirs publics taillent dans les privilèges, la solution ne peut être que politique.

DANIEL VERNET.

Prochain article :

EN HONGRIE  
UNE ÉTATISATION  
COMPLÈTE



les  
★★★  
**BONS POINTS**  
★★★

de la rentrée  
au 2<sup>e</sup> étage des  
**TROIS QUARTIERS**  
BOULEVARD DE LA MADELEINE  
à l'AMPHI

- ① MANTEAU en drap, laine et polyamide imperméabilisé. Marine. **325 F**
- ② PULL ras du cou, pure laine shetland. **55 F**
- ③ KILT pure laine, importé de Grande Bretagne. 4 clans différents. **155 F**

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS, Place de la Madeleine en métro (station CONCORDE-MADELEINE) en autobus (N° 42 - 94 - 24) en R.E.R. (station AUBER) et pour les automobiles : 4 parkings GRATUITS (Concorde, Madeleine, Malesherbes, Georges de Paris)

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE  
Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 692  
**ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**  
Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat  
7, rue des Petits-Champs, 75004 PARIS - CDEX 02

**NOTRE Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous avez le téléphone vos messages. Mais les télégrammes correspondent aux dépendances par écrit : nous vous téléphones.  
**Service Télex**  
345.21.82 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES  
**SIMMONS**  
présente toutes ses literies chez  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
Seule adresse de vente :  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> • Métro Parmentier  
Tél. 357.48.35

(Publitél)  
**FORMATION A LA CONDUITE DE GROUPES DE PSYCHOTHERAPIE ANTAGONISTE ET BIO-ÉNERGÉTIQUE**  
18 mois compatibles avec un travail à plein temps.  
Nombre de places limité à 12.  
Renseignements et inscriptions préliminaires :  
Georges GUELFAND, Roland GUENOUN et Alain WONES  
CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPERIMENTELLE TRIBU  
105, rue des Poissonniers, 75018 PARIS  
Tél. : 235-97-21

Je paye 150



## ÉDUCATION

Les suites de la grève du deuxième cycle

### Deux U.E.R. vont échapper à la tutelle de l'université d'Amiens

Les « retombées » des grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle universitaire ne sont pas terminées. Après la « désaffectation » des études de droit à Nanterre et l'annonce de celle des sciences à Orsay, le secrétariat d'État aux universités a décidé de faire échapper les enseignements de droit privé d'Amiens et ceux de sciences de Saint-Quentin (Aisne) à la tutelle directe de l'université de Picardie dont ils font partie.

La 1<sup>re</sup> octobre doit être présenté au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) un projet de décret créant deux unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) « à dérogation ». Celles-ci, l'institut des sciences juridiques appliquées d'Amiens (ISJA) et l'U.E.R. de sciences et techniques de Saint-Quentin, bénéficieront d'un régime spécial. Elles établiront elles-mêmes leur budget (au lieu que celui-ci soit décidé par le conseil de l'université) et le montant de leurs crédits d'équipement et de fonctionnement sera fixé directement par le secrétariat d'État aux universités.

Les deux directeurs exerceront « les pouvoirs confiés par la loi d'orientation au président de l'université » pour « l'organisation des enseignements », le « contrôle des connaissances » et les conditions d'admission des étudiants. — Le conseil de l'université conservant la définition des « orientations générales », ils choisiront, aussi les enseignants sur proposition de commissions de spécialistes (mais sans avoir à en référer au conseil d'université).

Les deux cas sont différents. L'U.E.R. de Saint-Quentin existe déjà (sans dérogation). Elle assure des enseignements de premier cycle scientifique, depuis la rentrée 1975, une formation complémentaire (dont huit semaines de stages) d'un an en mécanique et électricité, qui a reçu vingt-cinq étudiants l'an passé. Celle-ci serait transformée en « licence de sciences de l'industrie », — des stages complémentaires permettant d'obtenir un diplôme d'ingénieur technicien. Une quatrième année conduirait à une maîtrise ou, de la même façon, à un titre d'ingénieur de production, dans deux options : mécanique ou électricité.

La dérogation au régime « normal » des U.E.R. est justifiée, selon le secrétariat d'État par « le caractère expérimental » de cette formation, l'isolement de l'U.E.R. et par « son financement, largement assuré par les entreprises locales ». Une telle situation, qu'elle peut passer avec les entreprises concernées de la région ». Il faut ajouter que toutes les écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) qui sont des U.E.R. universitaires bénéficient d'un régime dérogatoire.

L'institut de sciences juridiques appliquées, lui, a été créé, sur le papier, par un arrêté du recteur de l'académie d'Amiens daté du 31 juillet, mais dont le président de l'université n'a eu connaissance, que...

le 18 septembre, et indirectement. Ce institut doit préparer à des matières spécialisées : droit des affaires ; carrières judiciaires ; carrières administratives.

#### Expérimentation...limitée

Le caractère « expérimental » de l'enseignement tient, selon le rapport de l'administration au CNESER, à « la conception des cours. L'institut rejette la notion de cours indépendants au profit de cours en liaison les uns avec les autres. Ainsi l'histoire du droit est conçue comme une introduction historique à l'enseignement du droit positif ». Les travaux dirigés doivent traduire « la même préoccupation de liaison entre les matières », assurer « une participation plus active des étudiants » et « être conçus comme une initiation aux pratiques professionnelles ». « Expérimental » que l'on aurait cru faire partie de toutes les études de droit, les stages prévus en premier et deuxième cycle ne sont-ils pas expressément prévus dans les textes réglementaires ? Seules innovations, l'institution d'un « stage » de sélection des étudiants, qui permettra de supprimer les cours magistraux, et l'entrée directe de non-bacheliers.

En fait, en 1976-1977, cet institut préparera essentiellement à une licence de droit privé. Sa création répond au désir de la quasi-totalité des enseignants de droit privé (et de quelques autres) de « sortir » de l'université d'Amiens. Hostiles aux grèves des étudiants contre la réforme du deuxième cycle soutenues par le conseil d'université, ils avaient au printemps dernier continué leurs cours hors du campus universitaire grâce à l'appui du recteur. Celui-ci avait aussi organisé en juin les examens correspondants, contre la volonté du président de l'université.

Les deux U.E.R. semblent donc n'avoir qu'un point commun : on n'y a pas fait grève au printemps dernier. Comme dans le cas de Nanterre, il s'agit de sauver les « bons éléments » contre des enseignants (ou un président) qui ont appuyé les grèves d'étudiants du printemps dernier. Cette sensibilité particulière aux doléances des enseignants « antigrévistes » qui ont soutenu le secrétariat d'État, et cette rapidité d'action contrastent avec l'indifférence persistante de l'administration aux doléances de bien d'autres enseignants qui essayent de rénover. Les formations universitaires. Cet interventionnisme (aucune instance de l'université de Picardie n'a été consultée) est aussi une curieuse façon d'appliquer le renforcement de l'autonomie des universités prévu par le président de la République en mai dernier.

GUY HERZLICH.

### DES MANIFESTATIONS D'ENSEIGNANTS SONT PRÉVUES DU 22 AU 24 SEPTEMBRE

Une « coordination nationale » des maîtres auxiliaires au chômage s'est réunie dimanche 19 septembre, à Paris, à l'appel du Mouvement national des non-titulaires en lutte. A pris part également à cette réunion le Comité de liaison des auxiliaires, qui groupe notamment des militants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S., trotskiste). Quatre-vingts maîtres-auxiliaires sans emploi ont participé à cette réunion, dont un petit nombre venus de province. Les participants ont décidé de réunir des « coordinations » régionales d'enseignements en lutte » chargées d'organiser des mouvements de protestation pour le mercredi 22 septembre.

Ce jour-là aura lieu à Paris une manifestation devant le ministère de l'éducation, suivie en fin d'après-midi d'une assemblée générale au centre universitaire Juséou. Les participants ont également décidé de se joindre aux manifestations organisées les 23 et 24 septembre par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), qui a lancé pour ces deux jours un mot d'ordre de grève nationale (le Monde daté 12-13 septembre). Rappelons que le syndicat général C.G.T. des personnels de l'éducation nationale appelle les personnels non enseignants à se mettre en grève aux mêmes dates (le Monde du 18 septembre). Cette double grève pourrait perturber la vie de certains établissements secondaires, où risquent de n'être assurés ni les repas ni certains cours.

### LES PROFESSEURS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE VEULENT COLLABORER AVEC LA PRESSE

Les professeurs d'histoire et de géographie souhaitent établir un dialogue avec la presse. Sans doute n'ont-ils pas parmi les premiers à utiliser des journaux dans leur enseignement, et certaines initiatives ont servi de base à des travaux de recherche menés par l'ancien Institut de recherche et de documentation pédagogique. Les responsables de l'association des professeurs d'histoire et de géographie plaident dans le numéro 35 du bulletin de liaison « Historiens et Géographes » pour « qu'une connaissance réciproque et des relations saines et fructueuses s'établissent entre deux mondes encore très fermés ».

M. Daniel-Jean Jay, secrétaire général, et Hubert Tison, membre du comité, rendent compte de leur participation, le 23 avril dernier, au séminaire du Groupement des directeurs en chef des quotidiens de province consacré au « Journal dans l'enseignement » (« le Monde » du 6 mai). Après avoir évoqué la crise de la presse, ils conclurent : « Nous croyons que des liens existent entre nos disciplines et la presse... Les méconnaissances cesseront encore davantage la fois entre deux mondes qui s'ignorent. Il est donc nécessaire d'établir un dialogue sans doute malaisé et long, surtout avec la presse régionale (...). Cela nous paraît possible : c'est une longue démarche. » — J.-M. C.

\* Historiens et Géographes : 9, Le Parc, 91000 Evry.

### SAUVER LES ÉCOLES DE VILLAGE

Cette rentrée, environ trois cent soixante-cinq écoles primaires rurales à classe unique sont supprimées en France. C'est le chiffre qu'avait proposé la commission de la carte scolaire réunie en juin dernier. Trois cent soixante-cinq, cela semble beaucoup, et pourtant ce nombre confirme la politique poursuivie depuis maintenant quatre ans par le ministère de l'éducation : freiner le plus possible le mouvement de fermeture des écoles rurales à classe unique et par là, empêcher la désertification des campagnes.

Les chiffres retracent à eux seuls cette évolution : 930 fermetures à la rentrée 1970 — c'est le point culminant — 724 en 1971, 776 en 1972, 742 en 1973, 697 en 1974, 480 en 1975 et enfin 376 cette année. Il reste pourtant encore 13 290 écoles à classe unique en France, mais rien ne dit qu'elles seront un jour fermées. La circulaire parue le 22 mars dernier au Bulletin officiel de l'éducation a ramené de seize à douze élèves le seuil de fermeture des écoles uniques. Ce seuil de douze n'entraîne d'ailleurs pas obligatoirement la fermeture de la classe : chaque fois, la situation géographique, climatique et démographique du village est prise en considération, et c'est ainsi qu'il reste 2 953 classes uniques de moins de douze élèves ouvertes actuellement.

M. Deygout, directeur des écoles au ministère de l'éducation, explique ce changement de politique : « Quand la population française s'est déplacée des zones rurales vers les villes et leur périphérie, le ministère de l'éducation a été obligé de transférer un certain nombre de postes budgétaires des campagnes en milieu urbain, faute de pouvoir multiplier les postes. Cette politique a été moins rapide à l'éducation que dans d'autres ministères : celui des P.T.T., par exemple. Il ne reste plus beaucoup de bureaux de poste à fermer un jour ».

De toute façon, ce mouvement est allé trop loin. Nous encourageons actuellement toutes les opérations de regroupement des enfants de deux ou trois villages par village : dans un village, les enfants de telle classe ; dans un village voisin, ceux de la classe supérieure, etc. Cette formule a l'avantage de maintenir toutes les écoles ouvertes, d'utiliser les bâtiments existants et souvent aussi de provoquer la création d'une école maternelle.

M. Deygout, qui garde un excellent souvenir de ses études primaires dans une école à classe unique, se rend compte que la carte scolaire est souvent l'un des éléments de la survie pure et simple d'une petite collectivité humaine. — C. C.

Après la publication du projet de « plan pour l'éducation »

### L'enseignement catholique reproche au P.S. de « relancer la querelle scolaire »

Après la publication du projet de « plan pour l'éducation » qui est actuellement soumis aux militants du parti socialiste (le Monde du 14 septembre), le secrétariat général de l'enseignement catholique se demande si le P.S. ne prend pas « le risque grave de relancer la querelle scolaire ».

Le secrétariat général déclare notamment : « A côté de dispositions d'ordre éducatif qui méritent d'être étudiées, force est de constater non sans stupéfaction que ce projet envisage à nouveau la nationalisation de l'enseignement privé. Une fois de plus, les vieux démons de la recherche semblent l'avoir emporté. (...) »

« En cette semaine de rentrée, 100 000 maîtres des écoles catholiques accueillent dans un esprit de service 1 900 000 élèves ; 800 000 familles leur ont fait de nouveaux dons. Il ne faut pas s'illusionner qu'eux-mêmes, et avec eux de nombreux Français, quelle que soit leur appartenance politique, ressentent les solutions radicales et autoritaires préconisées par ce plan comme une atteinte à leur profession, à leurs options et à leurs droits. »

« Les auteurs du projet auraient dû prendre acte de l'évolution intervenue dans les mentalités et les comportements du peuple français à l'égard de l'enseignement privé et, particulièrement, à l'égard de l'enseignement privé catholique. (...) »

« Aujourd'hui, la liberté scolaire n'est ni de droite ni de gauche, car l'option des parents dans le domaine éducatif n'est plus liée à des choix politiques ; et pour rénover l'éducation il y a mieux à faire que de songer à supprimer les écoles catholiques. »

« Pour sa part, l'enseignement catholique continuera de promouvoir le paix scolaire et de contribuer au service national de l'éducation. Mais, et les responsables du parti socialiste retiendront le projet de nationalisation des écoles catholiques, il faut qu'on sache que celles-ci s'opposeraient aux menaces de destruction qu'il ferait peser sur leur avenir. »

« La grève continue au lycée François-Joseph-Paule de Brunoy (Essonne). La grève a commencé dès le jour de la rentrée scolaire par la majorité des enseignants du lycée P.-J.-Paule de Brunoy pour réclamer la création de plusieurs sections et l'octroi de postes d'enseignants continus ce lundi 14 septembre. Reçu vendredi 17 septembre au recteur de Versailles, une délégation s'est vu signifier que la reprise des cours était un préalable à l'extension de la grève. Une manifestation d'autre part rassemblée cent personnes samedi 18 septembre dans les rues de Brunoy et d'Yerres. Pour la Fédération de parents d'élèves Lagaude et la grève ne peut être un préalable à la concertation. Elle déplore que les élèves aient été « privés d'un certain nombre de jours d'enseignement auxquels ils avaient droit ».

### CATASTROPHES


#### UN BOEING-727 DE LA COMPAGNIE TURKISH AIRLINES S'EST ÉCRASÉ SUR LES PENTES DU TAURUS (147 morts).

Il n'y a aucun survivant parmi les cent quarante-sept passagers et les sept membres d'équipage du Boeing-727 de la compagnie Turkish Airlines qui s'est écrasé, dimanche soir 19 septembre, près d'Isparta, en Turquie. Dans l'appareil qui reliait Milan à Antalya, via Istanbul, avaient notamment pris place soixante-neuf touristes italiens.

L'avion qui se dirigeait vers Antalya, station balnéaire de la côte méditerranéenne turque, a percuté contre la pente d'un sommet du massif du Taurus, à 1 900 mètres d'altitude. Selon des témoins, une explosion se serait produite à bord avant que le Boeing-727 ne s'écrase en flammes.

« Le Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole (CASODOM), nous a adressé l'appel suivant : « Pour venir en aide à la population de la Guadeloupe, durablement ébranlée par la situation créée par le volcan. Une manifestation d'outre-mer rassemblée cent personnes samedi 18 septembre dans les rues de Brunoy et d'Yerres. Pour la Fédération de parents d'élèves Lagaude et la grève ne peut être un préalable à la concertation. Elle déplore que les élèves aient été « privés d'un certain nombre de jours d'enseignement auxquels ils avaient droit ».

(Publi-Info)  
Formation permanente  
**CYCLE DE REFLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION**  
(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)  
A l'intention des formateurs, travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.  
120 heures (30 semaines de 4 heures)  
Le samedi de 9 heures à 13 heures  
Du 23 octobre 1976 au 23 juin 1977  
Enseignements et inscriptions :  
Service de la Formation Permanente, Université de Paris VIII, route de la Touraille, 75017, Paris Cedex 12. Tél. 374-95-26 ou 374-12-50, poste 383.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
  
**Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Électronique**  
**FORMATION A LA CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ASSISTANCE A LA CRÉATION D'ENTREPRISE**  
● ouvert aux titulaires d'une maîtrise scientifique, aux ingénieurs récemment diplômés et aux cadres de l'industrie ;  
● durée : octobre à juin, plein temps ;  
● Bourses d'études ;  
● sanction des études : certificat de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.  
Renseignements et candidatures à :  
SERVICE DE DÉVELOPPEMENT E.S.I.E.E.  
81 et 91, rue Falguière - 75015 PARIS - Tél. : 567-55-54.

**TRANCHE DES VENDANGES**  
  
**TIRAGE 22 SEPTEMBRE GROS LOT 1,5 MILLION DE F**

**EXCLUSIF PAN AM**  
**Au mois d'octobre, une semaine à New York, hôtel compris, va coûter moins cher qu'un simple aller-retour!**  
2221 Francs pour un voyage de 9 jours de Paris à Paris! (Un aller-retour normal coûte 3310 Francs).  
Ce prix de 2221 Francs\* comprend :  
Le séjour (chambre double avec salle de bains) à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigeux.  
\* Sous réserve d'homologation gouvernementale.  
3 dates de départ : 2, 16, 30 octobre.  
Adressez-vous à un Agent de voyages ou appelez Pan Am : 266.45.45 à Paris.  
  
**PAN AM**  
La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde.

**SC.PO**  
Préparation annuelle sur place ou par correspondance :  
● Baccalauréat 1<sup>re</sup> année :  
● Procédure admission 2<sup>e</sup> année :  
● Soutien en cours d'A.P. :  
● Concours E.N.A.  
**3 CENTRES CEPES**  
Groupe de professeurs  
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly  
Tél. : 723-94-44 ou 723-94-19

## RELIGION

## Les travaux du comité central du Conseil œcuménique des Églises

Le comité central du Conseil œcuménique des Églises, réuni à Genève, et dont le monde a rendu compte à diverses reprises, faisait suite, rappelons-le, à l'assemblée mondiale de Nairobi en 1975. Nous avons demandé au pasteur André Appel, ancien collaborateur direct du pasteur Marc Boegner, actuellement président de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine, de faire le bilan de cette réunion.

L'importance de cette première session du nouveau comité central du Conseil œcuménique des Églises n'échappait à personne. Certains se sont étonnés de ce que les conférences magistrales qui marquèrent Nairobi, celle par exemple de l'évêque méthodiste bolivien Mortimer Arias sur l'évangélisation ou celle du biologiste australien Charles Birch sur l'avenir de l'humanité, aient été peine citées. Le comité central ne s'était pas réuni pour rediscuter les divers thèmes de l'assemblée, mais pour en tirer les conséquences. Il ne s'agissait pas de regarder en arrière, mais de projeter et de préparer les six années à venir, période pour laquelle le comité central actuel aura à rendre compte à la prochaine assemblée.

Dans son rapport moral, le secrétaire général Philip Potter avait d'ailleurs prévenu son auditoire en lui rappelant que la cinquième assemblée ne se réunirait qu'avec cette session du comité central. On comprend alors pourquoi ce furent le rapport du comité du programme et des orientations de l'assemblée et celui élaboré depuis par le comité d'examen qui constituèrent les plats de résistance de cette session. Au désespoir d'ailleurs de certains qui attendaient de cette réunion un souffle prophétique, un niveau moins terre à terre.

## Un champ miné

En fait, il s'est agi d'une véritable session de travail, au cours de laquelle on a beaucoup parlé « boutique ». A n'en juger que superficiellement, on pourrait croire que, contrairement au passé, les questions d'actualité n'ont joué qu'un rôle secondaire puisque les résolutions sur l'Afrique du Sud et le Liban ne représentent qu'une part minime du travail de ces dix jours, que d'embellie le comité central avait demandé que le nombre de déclarations publiques soit limité et que les problèmes de Chypre, de

## UN REGARD SUR L'AVENIR

l'Éthiopie et de l'Ouganda ne furent discutés qu'en comités restreints.

En tout cas, les questions des droits de l'homme et de liberté religieuse, elles, ne furent pas escamotées ; loin de là ! On avait cependant l'impression que les nouveaux responsables du C.O.E. s'avançaient là aussi à pas feutrés ou du moins avec grande prudence, comme dans un champ miné dans lequel une explosion inconsidérée aurait pu faire des dommages irréparables. On se rappelle qu'à Nairobi une discussion sur l'accord final d'Islam (Conférence pour la sécurité et la coopération européenne) avait soudain dévié sur le problème des libertés religieuses dans les pays socialistes, particulièrement en Union soviétique, que le secrétaire général avait été chargé de présenter un rapport au comité central de Genève et que, pour ce faire, il avait engagé une correspondance avec les Églises membres des pays socialistes et convoqué récemment une consultation à ce sujet.

Le compte rendu de cette consultation de Montreux s'appuie sur deux

affirmations : il faut étudier le problème particulier de la liberté religieuse dans le cadre général des droits de l'homme ; il ne faut pas traiter les pays socialistes à part, mais voir les violations des droits fondamentaux pour l'ensemble des pays signataires de l'accord d'Islam. Le C.O.E., quant à lui, se situant au plan mondial, il doit évidemment se préoccuper aussi des autres continents. On reconnaît le danger de se perdre dans des généralités, mais aussi l'hésitation à toucher le ver la où il est chaud. La résolution finalement votée laisse toutes possibilités ouvertes. Elle est assez vague pour ne pas trop lier le comité consultatif nommé à cet effet, mais elle est pourtant assez précise pour qu'on puisse déjà demander des comptes, dès l'année prochaine.

Beaucoup en attendaient plus : peut-être n'était-ce pas réaliste quand on sait les répercussions qu'un débat international de ce genre a dans la vie des Églises de républiques socialistes. Nairobi a levé un malaise qui pesait lourd sur le mouvement œcuménique. Jus-

qu'ici, on parlait facilement de violations de droits de l'homme dans les pays occidentaux ou du tiers-monde, mais jamais ouvertement de ce qui se passe dans le deuxième monde. La question est donc à l'ordre du jour du comité central du C.O.E. et ne saurait en être rayée.

## Une nouvelle curie ?

Sur le plan des principes, l'accord est considérable, bien que les Églises se doivent encore de donner une réponse plus claire à la différence des libertés fondamentales telles qu'elles sont définies dans une société libérale et dans une société socialiste. L'obstacle qui demeure touche à l'interprétation des faits. Nous disposons d'une série d'études récentes sur la liberté religieuse dans les pays socialistes d'Europe. Elles ont évidemment été publiées en France, en Suisse ou en Italie, et non en U.R.S.S. Les faits y sont décrits avec un grand effort d'objectivité. Mais c'est sur l'interprétation de ces faits que les représentants des Églises de l'Est ne sont pas toujours d'accord avec leurs frères de l'Ouest. On jugera la valeur de la décision

de Genève à l'écoute mutuelle et à la franchise du dialogue qui va s'instaurer maintenant. Il y va aussi de la crédibilité du Conseil œcuménique.

Les six rapports de sections de Nairobi représentent à eux seuls une centaine de recommandations. Si l'on y ajoute celles des comités de directives et celles qui sont issues directement de séances plénières, on comprend que la tâche du comité central consistait essentiellement à fixer les priorités pour le travail du C.O.E. lui-même et pour ses relations avec les Églises. On a souvent critiqué le C.O.E. lui reprochant de devenir une autre curie et de développer son propre centre de gravité, en dehors de celui de ses Églises membres. La récente session de Genève a montré que le comité central élu à Nairobi n'entendait être manipulé par personne. Il est décidé de veiller à ce que le mot des différentes Églises ne fasse entendre au C.O.E. et que l'on en tienne compte.

Le rapport moral du pasteur Philip Potter avait d'ailleurs donné le ton en reprenant les trois lignes directrices formulées par l'assemblée de Nairobi comme étant les objectifs de recherche du C.O.E. : la qualité d'une communauté réellement œcuménique — l'incarnation de notre foi — la lutte pour une humanité authentique. Tous les programmes d'avenir du C.O.E. sont à voir dans cette optique : ils viennent d'être revus et fixés pour une période allant jusqu'au début de 1979, date à laquelle ils seront réévalués.

La crise financière, qui touche d'ailleurs tous les organismes internationaux dont le siège est en Suisse et dont les budgets calculés en dollars ont subi une perte sèche de plus de 20 %, s'est révélée être un stimulant positif dans cette concentration des efforts du C.O.E. Au cours de ses trente ans d'existence, il avait développé des activités aussi nombreuses que variées. Aussi était-il bon de se rappeler qu'il est impossible de répondre à toutes les demandes qui viennent des quatre coins du monde et qu'il fallait avant tout veiller à l'essentiel.

## La « communauté conciliaire »

La session du comité central a-t-elle agi dans ce sens ? Cela était certainement son intention. L'avenir montrera si les aiguillages ont été bien placés. D'ici à 1979, la section foi et constitution s'efforcera de poursuivre et de clore deux importantes études, l'une sur Rendre raison de l'espérance qui est en nous, l'autre sur Comment s'exerce le magistère dans l'Église d'aujourd'hui. Elle engagera les travaux sur « la communauté conciliaire ».

D'autres études ont été autorisées, l'une sur les sociétés multinationales, l'autre sur militarisme et désarmement. C'est à la section Église et société qu'il reviendra de préparer pour 1979 une conférence sur le thème d'une société juste et viable fondée sur la participation. Si l'on ajoute que les sections chargées de l'entraide et du développement ont été priées de concentrer leur réflexion sur le problème d'un partage plus équitable des ressources de notre planète, que le comité central attire à nouveau l'attention des gouvernements et des Églises sur la misère croissante des réfugiés, qu'il a fixé des critères précis pour l'utilisation du fonds spécial pour la lutte contre le racisme, dont l'aide ne peut que se situer au plan humanitaire — on peut se faire une idée des domaines dans lesquels le C.O.E. essaie de concentrer le témoignage universel des Églises.

Peut-on déjà poser la question des résultats concrets, de l'efficacité de tels efforts ? Un témoignage ne recherche pas d'abord l'efficacité : il découle d'une conviction profonde et de la nécessité de dire et de vivre ce qui est vrai. La résolution sur le Liban montre la difficulté d'une intervention efficace, mais aussi la nécessité de ne pas se taire. Celle sur l'Afrique du Sud nous touche autant et engage les Églises à se faire, auprès de leur gouvernement, l'avocat des populations opprimées et exploitées sans renforcer le pouvoir de celles qui ne cherchent qu'à maintenir privilèges et injustices.

Il me semble que les décisions du comité central de Genève se situent entièrement dans la ligne de l'assemblée de Nairobi. Le programme mis en place reste dans les limites du possible. Il faudra voir dans quelle mesure les diverses Églises y participeront activement. Les Églises orthodoxes n'ont pas caché leur jeu : elles ont demandé à être représentées dans tous les comités et se sont déclarées prêtes à prendre leurs responsabilités. Le nouveau comité mixte entre le C.O.E. et Rome n'a pas encore été créé, mais l'Église catholique participe déjà pleinement aux réflexions théologiques de la section foi et constitution et est consultée dans toutes les autres. Le prochain bilan est prévu dans deux ans et demi. C'est la participation œcuménique de la base qui durera finalement si le bilan est positif.

ANDRÉ APPEL

# Envoyez-nous votre carte. Nous vous enverrons la nôtre.



La carte du Diners Club fait gagner partout du temps. C'était la moindre des choses que d'abréger la demande d'inscription. Téléphonez-nous au 225.28.37 ou faites-nous envoyer votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre documentation et une demande d'inscription.

Avec votre carte vous gagnerez du temps dans vos déplacements professionnels. Avant votre départ, vous pouvez demander à votre secrétaire d'utiliser l'agence de voyages du Diners Club. Sur simple communication de votre numéro de carte, votre billet peut être pris. Votre hôtel réservé. Une voiture louée.

Sur place, pas de temps perdu à chercher des devises. Partout où il y a le sigle Diners Club, vous pouvez présenter votre carte (350.000 affiliés dans le monde). Changement de programme. Peu importe. Pas de coup de téléphone affolé à votre bureau. Vous avez une carte du Diners, on vous fait confiance.

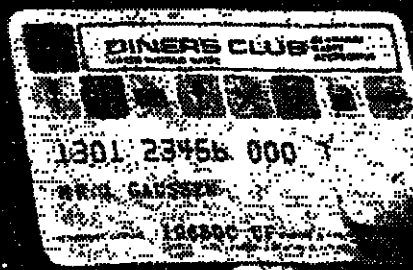
Un coup d'œil sur la liste des affiliés Diners. Vous louez chambre d'hôtel, voiture, faites le plein d'essence, vous invitez vos interlocuteurs à des repas d'affaires ; dans 143 pays. Vous pouvez même ramener des cadeaux et prendre votre billet de retour. Au retour, vous recevez un relevé mensuel accompagné des justificatifs. C'est encore du temps de gagné pour la comptabilité de votre entreprise.

Avoir une carte du Diners Club, c'est être aussi efficace en dehors du bureau qu'on peut l'être au bureau.

Diners Club, 18-20 rue François 1<sup>er</sup>  
75008 Paris - Tél. 225.28.37.

**Diners Club**

Acceptée dans 143 pays.



150



## SOCIÉTÉ

### QUITTANT LES ÉTATS-UNIS

#### Sun Myung Moon va s'installer en Europe

De notre correspondant

Washington. — Au cours d'un grand meeting qui a attiré, le 18 septembre, cinquante mille personnes sur la place du Monument à Washington, le révérend Sun Myung Moon a pris congé de l'Amérique : il va prochainement traverser l'Atlantique, accompagné de son état-major et d'une importante équipe de fidèles pour tenter de mettre sur pied un mouvement semblable à celui qu'il bâtit aux États-Unis depuis 1972. Trente mille personnes seulement sur les cent mille attendues s'étaient rendues au meeting organisé, en juin, au Yankee stadium de New-York par l'Eglise de l'Unité.

Le rassemblement de Washington fut précédé par une impressionnante campagne menée à la télévision, à la radio et dans la presse. Un important service d'ordre avait été prévu.

Plusieurs manifestations hostiles se déroulèrent — l'une organisée par les « hippies » qui conseillaient « de fumer la marijuana plutôt que d'écouter les histoires de Moon », d'autres par des parents dont les enfants auraient été victimes d'un « lavage de cerveau » et « rappelés contre leur gré dans les rangs des moonistes » — à quelque cent mètres de là, sans qu'on ait eu à déplorer des incidents violents comme ceux qui avaient été enregistrés au Yankee Stadium.

Comme à son habitude, Moon

parla en coréen mais son discours était traduit en anglais au fur et à mesure : « Le temps est venu, dit-il, pour l'Amérique de se réveiller et d'accepter ses responsabilités globales. S'appuyant sur le thème (gondim), elle doit libérer le monde du communisme et bâtir le paradis sur Terre. Dieu l'a choisie pour porter son drapeau. »

L'Eglise de l'Unité, fondée par Moon en 1964, proclame que « Jésus avait échoué dans sa mission » et annonce « la venue d'un nouveau Messie — coréen — en réalité le troisième Adam » chargé de sauver l'humanité.

Récemment, les services d'immigration des États-Unis décidèrent d'expulser six cents adeptes de Moon qui, selon eux, ne se trouvaient pas là pour des motifs religieux mais pour « faire des affaires ». On pense qu'ils prendront le chemin de l'Europe où leur chef spirituel les rejoindra prochainement.

Une sous-commission du Congrès avait mené une enquête sur des liens possibles existant entre l'organisation des moonistes et la C.I.A. sud-coréenne. Elle ne parvint pas à les établir, mais dans les milieux officiels, le climat semble décidément être moins propice aux entreprises de Moon et cela expliquerait sa décision de s'installer, avec armes et bagages, en Europe.

LOUIS WIZNITZER.

## ARMÉE

#### LE COMITÉ DE SOLDATS DE LA BASE AÉRIENNE DE TOURS RÉCLAME LE DROIT DE GRÈVE.

Présentant ce qu'il appelle « une plate-forme de lutte pour les appelés », le comité de soldats de la base aérienne de Tours vient de réclamer le droit de grève parmi une liste de vingt revendications.

Dans un récent bulletin intitulé *Cigogne en rogne*, le comité de soldats de la base aérienne de Tours exprime une vingtaine de revendications, parmi lesquelles l'augmentation immédiate de la solde de 500 F pour tous, la double solde le dernier mois de service pour faciliter le retour à la vie civile, le retour des forces françaises de la République fédérale d'Allemagne et « les libertés démocratiques d'information, d'expression, de réunion et d'association ».

Cette dernière revendication inclut « le droit de s'organiser, de se grouper en comité, syndicat ou toute autre structure dont les formes seraient décidées par les soldats eux-mêmes, ainsi que le droit de grève ».

La revendication du droit de grève par le comité de soldats de Tours constitue une nouvelle escalade dans l'expression du mouvement des appelés depuis l'appel des cent lancé durant la campagne pour les élections présidentielles de 1974 et soutenu par diverses organisations gauchistes. A ce jour, les organisations politiques et syndicales, qui se sont exprimées en faveur de l'instauration, dans les armées, d'un système représentatif des cadres ou des appelés, n'ont en aucune façon retenu le droit de grève.

#### L'AMIRAL SANGUINETTI : à gauche, on trouve davantage de partisans de l'indépendance nationale.

Durant les deux dernières années, la continuité d'une politique de défense, axée sur la dissuasion nucléaire, a été réaffirmée à maintes reprises par des hautes autorités de l'Etat. Cette semaine encore par le premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale. Celles d'entre ces hautes autorités, qui étant à l'O.D.E. se veulent gauchistes, tentent de dissimuler devant l'opinion, en la faisant contre-argumenter, la tradition des principes qu'ils prétendent être à la base de leurs convictions et de leurs mandats, à notamment déclaré, samedi 18 septembre, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti à l'occasion d'une des conférences de Samois (Seine-et-Marne), présidée par M. Jacques Daur (gauchiste de gauche).

« Il est saisissant », a ajouté l'amiral, mis à la retraite d'office en juillet dernier pour manquement au devoir de réserve, qui le seul qui n'ait opposé aucun démenti au changement de politique de défense soit justement le président de la République, en effet, de faire remarquer que « l'évidence de nos origines communes (est) un élément de fraternisation, d'élargissement de la conscience morale (...) et donne une base scientifique au concept de fraternité ».

Dans son message de conclusion, M. Sanguinetti s'est également félicité de « la part importante » que la France occupe dans le développement des sciences préhistoriques et

## SCIENCES

#### DANS UN MESSAGE AU CONGRÈS DE NICE

#### M. Giscard d'Estaing : la préhistoire témoigne de l'unité de l'espèce humaine

Nice (A.F.P.) — « L'archéologie et la préhistoire sont des sciences fondamentales pour l'homme moderne : elles apportent une contribution capitale aux questions qu'il se pose sur lui-même, sur son origine, sur sa nature, sur sa destinée. Dans un monde divisé, elles témoignent de l'unité de l'espèce humaine. »

Telle est la conclusion que M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu à apporter au IX<sup>e</sup> congrès international des sciences préhistoriques et protohistoriques, qui s'est achevé le 18 septembre, à Nice. Le président de la République, dans le message qu'il a adressé aux trois mille congressistes et qui a été lu par M. Jacques Médecin, maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme, a exprimé une idée identique à celle de deux spécialistes. Le Dr Philip V. Tobias (Afrique du Sud) et le Dr Cheikh Anta Diop (Sénégal) venaient, en effet, de faire remarquer que « l'évidence de nos origines communes (est) un élément de fraternisation, d'élargissement de la conscience morale (...) et donne une base scientifique au concept de fraternité ».

Dans son message de conclusion, M. Giscard d'Estaing s'est également félicité de « la part importante » que la France occupe dans le développement des sciences préhistoriques et

protohistoriques. Il a assuré que notre pays « entend poursuivre son effort et participer plus efficacement encore aux travaux de la communauté scientifique internationale (de façon) à contribuer à la découverte de tout ce qui peut éclairer la connaissance des origines et du développement de l'homme ».

#### Aux Etats-Unis

#### CONTROVERSE SUR LES DANGERS DES DÉCHETS RADIOACTIFS

M. Mason Willich, directeur des relations internationales de la Fondation Rockefeller se plaint de l'« utilisation fautive » qui a été faite par la presse du rapport qu'il a rédigé à la demande de l'ERDA sur la gestion des déchets radioactifs. Il précise que ce rapport ne sera remis à l'ERDA que le 15 octobre et que « l'ébauche sur laquelle les propos de la presse furent basés a été mise en circulation sous la réserve formelle qu'elle ne devait être reproduite ou distribuée sans son approbation, l'organisation « Critical Mass » (1), qui a diffusé le rapport à la presse, n'était pas parmi les organisations qui en avaient reçu copie ».

Dans une déclaration faite au Forum américain de l'industrie nucléaire, M. Willich estime que : « isolés de leur nécessaires commentaires, les propos de la presse apportent plus de passion que de clarté sur l'importante question du développement futur des centrales nucléaires aux Etats-Unis ».

(1) Organisation écologiste liée à M. Ralph Nader.

#### ANCIENS COMBATTANTS

#### A Tarbes

#### AU CONGRÈS NATIONAL DE LA « SEMAINE DU COMBATTANT »

Tarbes. — Prenant la parole à Tarbes, dimanche, à l'assemblée plénière du congrès national de la Semaine du combattant, association de coordination comptant deux cent quatre-vingt mille membres, et qui fut fondée en 1923 au Havre par M. Gaston Manent, ancien sénateur des Hautes-Pyrénées, M. Lucien Beguin, président national de l'association et de l'U.F.A.C., a déclaré au sujet du plan quinquennal qui sera, après quatre années d'attente, proposé une nouvelle fois au gouvernement : « L'effort qui serait demandé au pays apparaît insuffisant. Avec nos propositions, le budget des anciens combattants pour 1977 se situerait en pourcentage à un niveau inférieur au budget de 1974, pour 1978 à un niveau inférieur au budget de 1973, en 1979 à un niveau à peine supérieur en référence à ce même budget de 1973, et enfin, pour 1980, à un niveau encore inférieur au budget de 1972 ».

« Nous disons qu'un net refus des pouvoirs publics serait le témoignage d'un mépris à l'égard des anciens combattants ».

Le congrès national de la Fédération nationale des anciens combattants d'Afrique du Nord (FNACA) aura lieu à Lorient du 23 au 26 octobre. Le comité national de la FNACA a « décidé d'amplifier la campagne de cartes-litres au président de la République pour réclamer les avantages qui doivent être conférés par la carte du combattant en application de la loi ».

Le XXV<sup>e</sup> congrès national de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre aura lieu à Reims du 14 au 17 octobre.

## UNESCO

Le Comité international pour l'universalité de l'UNESCO (1) organise, le samedi 3 octobre, à l'Hotel Hilton-Suffren, à Paris, un colloque sur la politisation croissante de l'UNESCO, qui se manifeste, selon le Comité, par des pratiques hostiles à l'Etat d'Israël, visant à l'exclusion de la communauté des nations. Le Comité avait déjà organisé une réunion internationale sur ce thème en mars 1975 à Paris.

(1) 130, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris.

## Aujourd'hui seul National Semiconductor suit votre logique personnelle.

National Semiconductor n'a qu'une seule ambition. Mettre entre les mains de ses clients les calculatrices les plus fiables et les mieux adaptées à leurs besoins quels que soient le prix et le niveau de performances.\*

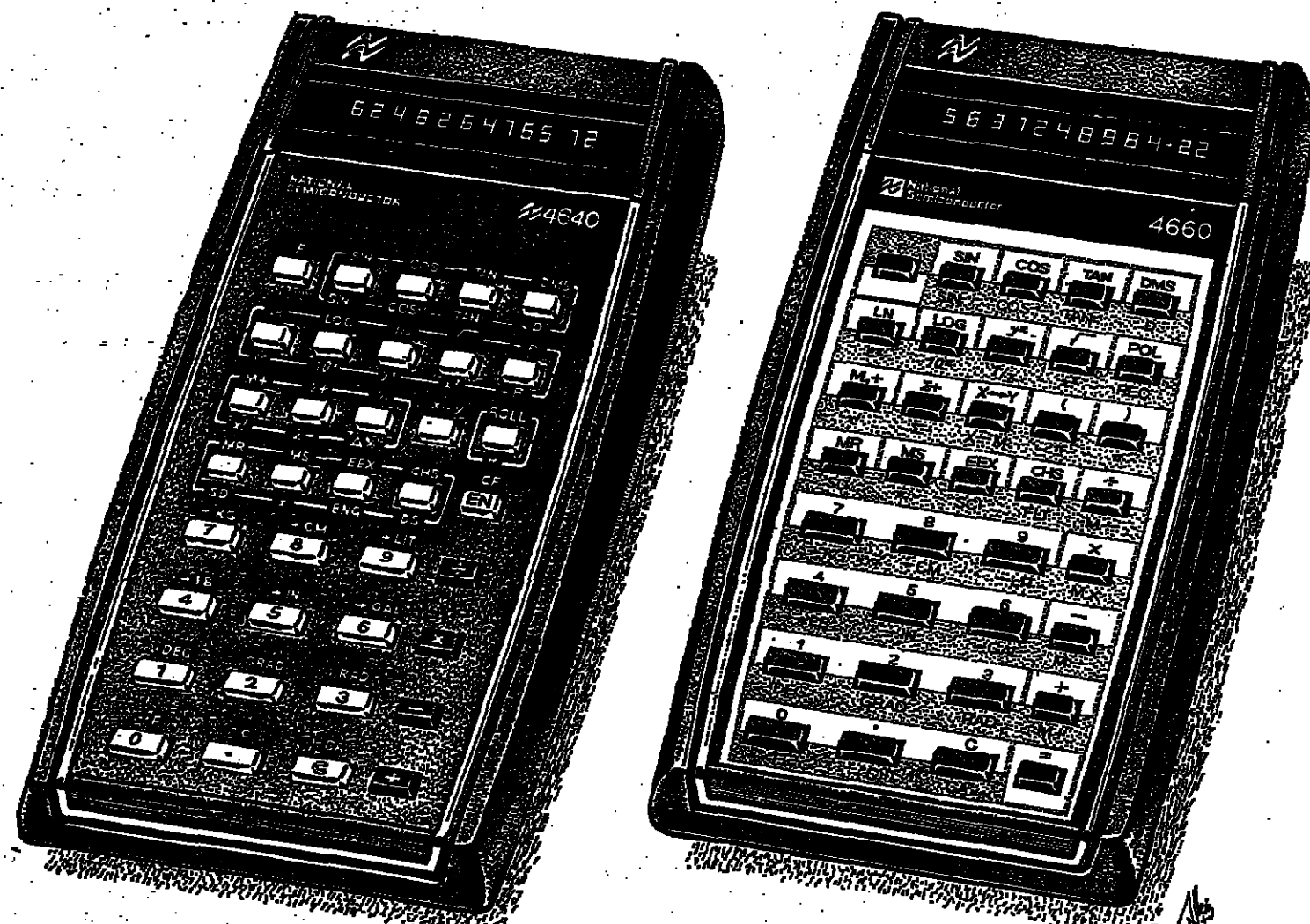
Sans essayer d'imposer ses préférences ou ses méthodes d'utilisation.

Ainsi, National Semiconductor présente aujourd'hui deux machines scientifiques de haut niveau. Equivalentes au plan des performances,

elles vous laissent libre de choisir votre logique préférée. Polonaise inverse pour la 4640. Algébrique pour la 4660.

Connaissez-vous d'autres grandes marques qui vous offrent ce choix ?

\*Toutes les calculatrices de National Semiconductor, celles destinées à l'écolier ou à la maîtresse de maison comme celles qui s'adressent aux statisticiens ou mathématiciens, ont été conçues selon cette même philosophie.



NS 4640. Logique Polonaise Inverse. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.

NS 4660. Logique Algébrique. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.

National Semiconductor au Sicob • Niveau 4 • Zone B • Stand 4202

Toutes nos calculatrices sont en vente chez les papeteries et mécanographes à l'enseigne KOREA, et dans le commerce moderne.

**National Semiconductor**  
Les grandes idées sont toujours simples.

National Semiconductor Division Grand Public  
28 rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation détaillée sur vos produits.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_

## FAITS DIVERS

**Le sauvetage de soixante-douze personnes à Grenoble**

**LE TÉLÉPHÉRIQUE DE LA BAS- TILLE AVAIT ÉTÉ INAUGURÉ QUELQUES HEURES AVANT L'ACCIDENT.**

Les sauveteurs ont mis plus de cinq heures, samedi 18 septembre à Grenoble, pour évacuer soixante-douze personnes bloquées dans les cabines du téléphérique de la Bastille. La plupart des passagers ont été secourus par l'hélicoptère de la protection civile, qui les a transportés à son bord grâce à un treuil.

Les nouvelles installations du téléphérique de la Bastille, qui enjambe l'Isère et conduit les visiteurs à 270 mètres d'altitude, n'avaient été inaugurées que quelques heures auparavant. « Le système n'est pas en cause », a affirmé M. Jean-Louis Schwartzbrodt, adjoint au maire de Grenoble. Ce serait l'indiscipline d'un visiteur qui aurait causé l'accident : un homme de forte corpulence aurait pénétré de force dans la cabine, juste après le départ ; le déséquilibre de celle-ci aurait alors provoqué le déraillement.

Cependant, les autorités admettent qu'il faudra améliorer le système de sécurité du téléphérique. Les opérations de sauvetage auraient pu être terminées en une heure si l'on avait pu recourir à des techniciens compétents. De plus, la liaison par haut-parleurs, prévue entre la gare et les nacelles, n'était pas encore installée.

● Cinq morts près de Mont-de-Marsan dans une collision. — Cinq occupants d'une voiture ont trouvé la mort lundi matin 20 septembre dans une collision avec un camion près de Mont-de-Marsan (Landes). Le non-respect d'un stop serait à l'origine de cet accident, survenu près de la localité de Maurrin.

**A Paris**

**TENTATIVE MANQUÉE DE HOLD-UP AVEC PRISE D'OTAGE**

Deux malfaiteurs armés de pistolets ont échoué dans une tentative de hold-up, samedi 18 septembre, dans une succursale de la Banque régionale d'épargne et de dépôts (BRED), 111, avenue Ledru-Rollin, à Paris-12. Surpris par le signal d'alarme déclenché par le caissier de l'agence et par l'arrivée très rapide d'un car de police-secours, les deux hommes ont voulu fuir, mais un policier est parvenu à capturer l'un des bandits. Son complice prenait alors une cliente en otage, contrainignant le policier à relâcher son prisonnier.

Les deux bandits sont sortis de la banque avec l'otage qu'ils devaient libérer un peu plus loin dans l'avenue. Une fusillade a ensuivi, sans provoquer de victime, puis les malfaiteurs ont forcé un automobiliste à les prendre dans sa voiture, en sont descendus avenue Parmentier avant de disparaître dans le métro.

**ATTENTATS CONTRE DES AGENCES DU CRÉDIT AGRICOLE**

Un attentat par explosif a été commis pendant la nuit du dimanche 19 au lundi 20 septembre, vers minuit, contre une succursale du Crédit agricole, à Vitry (Me-et-Vilaine). Plusieurs bâtons de dynamite avaient été placés dans une boîte aux lettres ; la déflagration a complètement détruit l'un des bureaux de la banque.

Une autre succursale du Crédit agricole a été visée par un attentat, c'est l'agence située 164, rue de la Croix-Nivert, à Paris (15<sup>e</sup> arrondissement). Une bombe a explosé et brisé de nombreuses vitres de la banque et des immeubles voisins ; de plus, trois voitures en stationnement ont été endommagées. Les deux attentats n'ont pas été revendiqués.

**A Paris**

**MISE A SAC DES LOCAUX DES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS**

Les locaux des Éditeurs français réunis et de la revue « Europe », 21, rue de Richelieu, à Paris (1<sup>er</sup>) ont été mis à sac dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 septembre par des inconnus. Ceux-ci, après avoir fracturé la porte, ont ouvert tous les tiroirs et répandus le contenu des dossiers sur le sol. Une certaine somme d'argent, qui se trouvait dans un coffre, a été dérobée.

Les responsables de cette maison d'édition, dont le président-directeur général est M. Louis Aragon, membre du comité central du parti communiste, ont déclaré, dans un communiqué, qu'il s'agit d'un acte de provocation qui paraît inscrite dans une entreprise délibérée dont témoignent plusieurs faits récents, parmi lesquels le sac des locaux du M.R.A.F. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), le 22 août, et la tentative de cambriolage du siège du Syndicat du livre, le 14 septembre.

Mme Braun, directrice des Éditeurs français réunis, y voit « une volonté délibérée de faire peur ».

**M. PAUL JARGOT SÉNATEUR DE L'ISÈRE (P.C.) GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION**

Le sénateur communiste Paul Jargot, maire de Crolles (Isère), a été grièvement blessé dans un accident dimanche 19 septembre sur l'autoroute Lyon-Grenoble à la hauteur de l'aéroport de Lyon-Satolas. Le véhicule conduit par M. Jargot avait emprunté la bretelle autoroutière à contre-courant de la circulation. La collision survenue à la suite de cette méprise a fait un mort et trois blessés graves.

## JUSTICE

**L'affaire de Vathaire**

**« TRIBUNE-JUIVE » ÉVOQUE LE RÔLE PEU AMICAL DE MARCEL DASSAULT ENVERS LES ISRAËLIENS**

L'hébdomadaire Tribune juive de l'actualité affirme que « le scandale provoqué par Herod de Vathaire suscite des remous à Jérusalem » et explique en ces termes son commentaire : « Depuis l'embarquement du 3 juin 1967, Marcel Dassault est devenu encore un peu plus insupportable pour les diplomates et officiels israéliens de passage à Paris. Même la présence sournoise de son fils Serge, qui, malheureusement pour Israël, ne participe pas activement à la direction de l'industrie aéronautique de son père mais se cantonne dans l'administration de la société Dassault Electronique, n'a pu faire oublier aux Israéliens le rôle peu amical de Marcel Dassault ».

Aussi, la nouvelle des accusations lancées par M. Herod de Vathaire contre son ancien patron, dont il devait régler les fraudes fiscales, a surpris mais n'a pas déçu à l'homme de la rue. Pour la grande masse des Israéliens, Marcel Dassault est, à tort ou à raison, synonyme d'embarquement. Dans les milieux de l'aéronautique israélienne, on est moins sévère à l'égard du vieil homme, qui dit-on, aurait essayé d'aider ses clients Israéliens, mais sans prendre trop d'initiatives, ni risquer de déplaire au gouvernement français ».

● Manifestant condamné à perpétuité. — Un jeune homme âgé de vingt-deux ans, François Selez, accusé d'avoir frappé un policier vendredi 17 septembre, lors de la manifestation de l'UNEF devant le Conseil national des universitaires, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et à une amende de 500 francs par le tribunal de Paris, siégeant en audience de flagrant délit. Le jeune homme n'a pas nié les faits qui lui sont reprochés, mais a affirmé qu'il avait frappé involontairement le représentant des forces de l'ordre.

**A Brest**

**UN INFIRMIER DE PRISON EST CONDAMNÉ POUR « SORTIE FRAUDULEUSE DE CORRESPONDANCE »**

Un infirmier de la prison de Brest, M. Roger Congeon, a été condamné, vendredi 17 septembre, par le tribunal correctionnel de cette ville à huit mois de prison avec sursis pour « sortie frauduleuse de correspondance de la maison d'arrêt ».

M. Congeon, âgé de trente ans, infirmier agréé par le ministère de la Justice à la maison d'arrêt de Brest, ne refusait pas à l'occasion de rendre service aux détenus en leur servant de facteur pour leurs communications personnelles et quelques fois pour remettre du courrier aux parents et amis. L'infirmier a déclaré au tribunal qu'il avait agi de façon parfaitement déléguée.

Mais le substitut a estimé que « cette générosité s'exerce au détriment du règlement de la prison » avant d'ajouter : « Les contrôles de correspondance ont un but bien précis. Ils tendent à empêcher qu'un détenu puisse clandestinement donner l'alerte à ses complices éventuels, préparer une évasion, se procurer des armes... ».

● Mme Brigitte Bardot a chargé M. Gilles Dreyfus d'assigner Spéciale dernière pour demander 100 000 francs de dommages et intérêts au tribunal civil de Paris après la publication, le 18 juin dernier, d'un article intitulé « Ma vie avec B.B. Pour la première fois, Guy Baran, le gardien de la Madrague, dit tout ».

**Dans le Tarn**

**UN DÉTENU SOUS TUTELLE PÉNALE PORTE PLAINTE POUR COUPS ET BLESSURES**

Affirmant avoir été battu par deux surveillants, un détenu placé sous le régime de la tutelle pénale au centre de semi-liberté de Saint-Sulpice (Tarn), Emmanuel Dessy, quarante ans, devant par l'intermédiaire de son avocat déposer plainte contre X, ce lundi 20 septembre, auprès du procureur de la République à Castres, pour coups et blessures volontaires.

Condamné à quatre reprises, dont la dernière à dix-huit mois d'emprisonnement pour vol, Emmanuel Dessy déclare avoir été frappé à coups de poing et de pied par deux gardiens au moment où il rentrait au centre après sa journée de travail, le 17 septembre. Le lendemain, il s'est échappé du centre pour se rendre à Toulouse, où il a fait constater ses blessures par un médecin. Emmanuel Dessy, qui souffre de divers hématomes au visage et au buste, s'est ensuite présenté à la prison Saint-Michel de Toulouse, après avoir consulté son avocat, M. Marie-Christine Riehl. Emmanuel Dessy, qui a suivi des études de droit, après sa détention, avait publié dans le Monde du 30 juin une correspondance sur « l'échec » du régime de la tutelle pénale.

[Au ministère de la Justice, on indique qu'Emmanuel Dessy était ivre en rentrant de son travail et que, réprimandé, il a frappé un des gardiens. Celui-ci, blessé à main, a fait ensuite appel au procureur pour saisir Emmanuel Dessy et le conduire dans une cellule.]

## SÉCURITÉ CIVILE

**Un terminal d'ordinateur dans chaque brigade, en 1987**

**LE GENDARME ET L'INFORMATIQUE**

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, s'est fait présenter, le jeudi 16 septembre, au fort de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le « système organisé d'informations », dont la gendarmerie nationale va se doter afin de mieux adapter ses moyens aux nombreuses missions qui lui sont confiées.

Circulation routière, lutte contre la criminalité, surveillance de l'application des 1300 lois et décrets et des 5000 arrêtés parissant annuellement, telles sont les principales tâches des 75 000 gendarmes, répartis en 4 500 unités et employant un important matériel : 25 000 véhicules, 20 000 postes radio. Ces moyens n'ont rien d'excessif si l'on considère que la gendarmerie traite chaque jour 180 000 « informations » émanantaires.

L'introduction de l'informatique devrait permettre d'aboutir à deux objectifs : l'accroissement de l'efficacité opérationnelle par l'élimination des tâches improductives et l'utilisation de techniques modernes : l'application de nouvelles méthodes de direction et de gestion.

Les études préalables au passage de l'informatique, commencées en 1970, s'achèveront en 1987. A cette date, la France sera couverte d'un réseau téléinformatique très dense reliant, par fil ou radio, 10 000 terminaux — 4 500 dans les unités, les autres à bord de véhicules — entre eux et avec le système central, permettant ainsi plus éloigné des détachements de disposer instantanément à la demande des multiples d'informations emmagasinées dans la « mémoire de la gendarmerie », à Rosny-sous-Bois.

## AUTOMOBILE

**Alfasud Sprint : pourra encore mieux faire**

Il y eut l'Alfa Sprint fabriquée au Nord, il y aura désormais une Alfa Sprint fabriquée au Sud. Présentée en Italie voici une quinzaine de jours, ce coupé à tendance sportive frappé du trèfle à quatre feuilles sera livrable en France après le salon de Paris, au prix de 94 500 francs.

L'Alfasud Sprint est un coupé deux portes aux lignes avant tyantes et à l'arrière haut et tronqué dont la silhouette heureuse rappelle celle de l'Alfa GT. Destinée pour cinq places, trois passagers et un conducteur tiendront à l'aise avec leurs bagages dans cette voiture qui ne manque pas d'attraits. Son moteur est un quatre cylindres avec arbre à came en tête, celui de la 11, mais poussé à 1 286 cm<sup>3</sup>. Il est alimenté par un carburateur double corps inversé et agit sur les roues avant. La suspension avant est à roues indépendantes. A l'arrière, on trouve un essieu rigide à barre Panhard.

Mais une Alfa Romeo, c'est surtout sur la route qu'il faut la goûter. Un constat : un remarquable silence de fonctionnement à haut ou à bas régime, une boîte cinq vitesses bien étagée et d'une maniabilité sans reproche, des freins à disques disposés à l'avant, en sortie de différentiel, qui réclament un peu d'usage pour être pleinement efficaces.

Une impression : un moteur un peu « trébuchant » en regard de l'homogénéité et de la sécurité de conduite de la voiture.

Pourrait mieux faire, donc. Comme si l'on avait en mains une version sage qui devrait plus tard libérer d'autres chevaux ne demandant qu'à galoper.

Alfa, d'ailleurs, ne s'en cache pas qu'il a, d'ailleurs, volontairement limité les performances de cette « sprint » du Sud, pour en faire une sportive familière raisonnable et très sûre. Rien ne manque au tableau de bord, et le volant est réglable, mais l'habillage des sièges, où triomphe un tissu écossais, est moins séduisant. Un souhait de la clientèle allemande, disent les mauvaises langues, pour qui ce drap rappelle Porsche et Volkswagen. On fermera les yeux sur ce choix en espérant que cette voiture, déjà séduisante à p.p., d'un titre, nous amènera des lendemains encore plus enchantés.

CLAUDE LAMOTTE.

★ CARACTÉRISTIQUES :

Moteur : 4 cylindres horizontaux opposés, type boxer super carré 98 x 64 mm, 1286 cc, cylasse en fonte monobloc, vilebrequin sur trois paliers, refroidissement sans compression : 9:1. Puissance CV SAE/1000 (kw) : 87/6300 (64). Couple moteur km 845/tour (Nm) : 12,1/3500 (118,7). Alimentation : us carburateur double corps inversé. Consommation donnée : à 100 km/h, 1/100 km, 7,2 ; à 120 km/h, 1/100 km, 8. Boîte à cinq vitesses. Freins à disques sur les quatre roues avec servofrein. Suspension avant : indépendantes type McPherson, amortisseurs hydrauliques télescopiques à double effet, ressorts hélicoïdaux, barre stabilisatrice. Suspension arrière : A axe rigide par deux parallélogrammes de Watt, amortisseurs hydrauliques télescopiques à double effet, ressorts hélicoïdaux, barre Panhard.

Longueur : 4,019 m. Largeur : 1,61 m. Hauteur (volant à vide) : 1,26 m. Empattement : 2,45 m. Vitesse avant et arrière : 1,23/1,25 m.

**Galerias Lafayette**  
**Equipement Ménager,**  
**17 Septembre 1976**

**les étiquettes deviennent des fiches techniques, les vendeurs des conseillers, les acheteurs des investisseurs.**

**Maintenant les meilleurs prix s'entourent des meilleurs conseils**

Image 150



مركز الدراسات

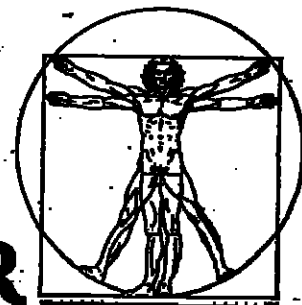
... LE MONDE — 21 septembre 1976 — Page 17

# UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND  
LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



# La région parisienne

## Des hôtels disparaissent

On les appelle des « hôtels de préfecture » par opposition aux hôtels dits « de tourisme », comme si un fonctionnaire un jour de grande décision avait souhaité marquer la frontière entre celui qui voyage et celui qui ne cherche qu'à s'abriter.

Et c'est vrai, dans ces établissements laissés à leur sort, les misères, les solitudes et les à-coups de l'existence se remarquent davantage que les joies. Ils sont pourtant des refuges et des providences pour un grand nombre de personnes dont la ville n'a pas su, ou voulu, encore admettre la présence.

En 1973, leur nombre atteignait 2 627; ils étaient, en 1975, 2 394 sur les 3 600 hôtels que compte la capitale. Quel est leur avenir ?

ES hôtels, en fait, se divisent en deux catégories : l'une est composée d'établissements simples, familiaux, sans prétention, « où, parfois, dans la nuit se mélange l'odeur de la cire avec celle du pot-au-feu » ; l'autre est fréquentée par les travailleurs immigrés dans les quartiers périphériques de la capitale. On est « de passage » ou « sédentaire » dans l'une ou l'autre caté-

## LES SANS-ÉTOILE

gorie. Pourquoi disparaissent-ils ? La rénovation, achevée ou en cours, dans les vieux foyers de Paris n'épargne pas ces hôtels situés entre des immeubles promis à la démolition. Un certain nombre de ces établissements sont notamment transférés du centre, dans les zones d'habitat collectif, à un prix qui varie entre 800 francs et 1 000 francs, alors qu'une chambre ne rapporte au mois que 250 à 300 francs.

Propriétés d'une famille et bien souvent gérés par celle-ci, les « hôtels de préfecture » sont naturellement à la merci d'un décès. La succession est difficile. « Je ne vois pas venir la relève », déclare M. Robert Rabier, président du Syndicat national de l'hôtellerie « non homologuée » et propriétaire d'un établissement rue du Dragon. Les femmes ne s'intéressent pas à un métier qui nécessite une présence constante de l'exploitant sur son lieu de travail. M. Rabier ajoute : « On peut vivre correctement, en condition d'être bricoleur. »

La vie économique, enfin. Pourquoi les hôtels classés « tourisme » paient-ils une T.V.A. de 7 % alors que les petits hôtels « non homologués » sont astreints à 17 % ? Interroge M. Rabier. Certains hôtels de préfecture, face à cette situation, engagent des frais pour atteindre les normes leur permettant de posséder une étoile et devenir ainsi « tourisme ». D'autres ne peuvent consentir à de tels investissements. Et l'on en arrive à cette situation paradoxale que l'on trouve, par exemple, dans la capitale, des hôtels « non homologués » possédant l'ascenseur alors que certains « étoilés » n'en possèdent pas.

### PORTRAITS

## Une famille rue Baudricourt

UNE tour, une maison, un terrain vague, une petite usine : entre la rue de Tolbiac et la porte d'Italie, le XIII<sup>e</sup> arrondissement est devenu une sorte de puzzle.

Devant, c'est le café. Les habitués n'ont même plus à commander leurs consommations, et, lorsqu'un client réclame un crème, la patronne va faire réchauffer une énorme cafetière dans son arrière-cuisine. Au-dessus, c'est l'hôtel. Aussi loin que le patronne s'en souvienne, le 67 rue Baudricourt a toujours été un hôtel. Bien entendu, lorsqu'elle est arrivée, il y a quarante ans, elle « aurait pu louer à la journée, ou même... à l'heure », mais elle « ne veut pas avoir d'ennuis ». Elle a aménagé ses trois pièces et fait élever une cloison dans chacune d'elles. Ses clients restent des mois, des années même, car « les logements ne courent pas les rues ». Là-haut, il y a « une fille mère et ses trois enfants », « un célibataire », et, au premier, « les Gallien ».

Is sont là depuis 1974. « Lorsque nous nous sommes mariés en 1960, nous vivions chez mes beaux-parents, explique-t-elle, je ne pouvais pas travailler, car j'ai tout de suite attendu un premier enfant, puis un second. Le salaire de mon mari ne nous permettait pas de « passer par une agence » pour trouver un appartement, verser deux mois

de loyer d'avance, la commission, puis 800 F par mois. Mais je ne m'attendais pas avec mes beaux-parents, nous n'étions pas libres d'organiser notre vie comme nous l'entendions, et j'étais obligée de placer mes deux filles ».

Lorsque j'ai commencé à travailler, comme tapenneuse dans l'imprimerie d'en face, j'ai fait une demande de H.L.M. En attendant, une de mes amies qui travaillait avec moi à l'imprimerie m'a indiqué l'hôtel où elle logeait.

« Depuis deux ans, nous sommes ici. Les deux années couchent dans un petit lit dans notre chambre. La plus petite est dans la cuisine. La patronne n'a rien dit lorsque le seul allée chercher les enfants. Mais quand la troisième est née, elle n'était pas contente. Elle se lève à 5 heures du matin, seule une porte nous sépare de sa chambre et la petite crie beaucoup la nuit. Pour la même raison, il nous est difficile de sortir car la porte est fermée le soir et nous devons nous glisser dehors sans faire de bruit. »

« 350 F par mois, 150 F de chauffage l'hiver, l'électricité est comprise dans le prix du « loyer » ; aussi n'avons-nous pas le droit d'employer des appareils électriques, seul le fer à repasser, est toléré. Car, sans réfrigérateur, nous n'avons pas pu tenir ».

Ce qui leur manque ? un peu

de confort et de liberté. « Les toilettes sont au rez-de-chaussée. Les enfants ne rentrent que pour dîner, le mercredi elles vont à la garderie : elles ne peuvent ni jouer ni sauter ici, nous sommes au-dessus du ciel. »

« Nous attendons toujours notre H.L.M. Mon amie également. »

Mais nous voulons rester toutes les deux à proximité de notre emploi. On lui a proposé un logement à Noyes-le-Grand. Mais comment aurait-elle fait ? Car elle aurait été obligée d'abandonner son travail, pour en chercher un autre : qui aurait nourri ses enfants pendant ce temps-là ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### ANGLAIS DE PASSAGE

ROBERT S., Anglais, 1,80 mètre et des cheveux blancs. Lorsque l'association dans laquelle il est permanent lui a demandé de traverser la Manche et de venir s'installer à Paris, il a dû chercher un logement.

« Un journal, à Londres, avait publié il y a quelques mois la liste des hôtels parisiens bon marché. Un de mes amis y était descendu, le seul allé lui rendre visite... et j'y suis resté. J'ai fait dans cet hôtel deux séjours de plusieurs semaines. La plupart des clients étaient des touristes, ils prenaient une chambre pour quelques jours. Un certain nombre d'étrangers cependant s'installaient pour trois ou quatre mois, le temps de suivre des cours dans une faculté parisienne.

« Je n'ai pas eu beaucoup de relations avec mes voisins. Je

ne prenais pas mes repas à l'hôtel, je n'allais pas regarder la télévision dans la salle commune ; en revanche, j'ai beaucoup discuté avec le gérant.

« L'hôtel était très bien, il venait d'être refait à neuf. Les chambres étaient petites mais agréables. En général, les hôtels bon marché sont si déprimants qu'on ne veut pas y rester et qu'on sort dépenser à l'extérieur tout l'argent qu'on a pu économiser en y descendant. Ce n'était pas le cas. Et puis, les gérants désiraient maintenir un certain « standing », ils n'acceptaient de coucher plusieurs personnes par chambre que pour quelques nuits.

« Habituellement, le porte-malheur aux hôtels des qu'on s'arrête se bouchent, l'ascenseur tombe en panne, là, je n'ai rien du tout. » M.-C. R.

### POINT DE VUE

## Plus d'autoroutes urbaines !

par JEAN-CLAUDE DELARUE (\*)

QUATRE-VINGTS POUR CENT des banlieusards qui viennent travailler chaque matin à Paris, prennent les transports en commun : ce simple chiffre devrait redonner ses justes proportions au débat interminable qui oppose partisans et adversaires du péage sur les autoroutes urbaines.

La vraie question n'est en effet pas de savoir si la construction d'autoroutes urbaines doit être financée par le péage ou par l'impôt, mais si il convient de construire des autoroutes urbaines.

A cette question, nous répondons : non.

D'abord, parce que les autoroutes urbaines ne facilitent pas les déplacements dans une agglomération comme la région parisienne, qui compte dix millions d'habitants, autant que toute la Belgique. Bien au contraire, elles provoquent un « appel » de voitures qui viennent encore accentuer les difficultés de circulation à Paris et même en banlieue.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le passé récent. En banlieue sud, par exemple, on a successivement construit l'autoroute A 6, transformé la nationale 20 en voie semi-rapide, élargi l'autoroute A 8

jusqu'à en faire l'autoroute la plus large d'Europe ; mais plus on coule de béton et plus les embouteillages s'aggravent.

Un peu plus à l'ouest, on a réalisé la voie rapide F 18 (qui relie l'autoroute A 10 au pont de Sèvres), avec la bénédiction des habitants de la vallée de la Bièvre, qui pensaient voir diminuer le trafic dans leurs communes. Mais aujourd'hui, non seulement la F 18 est bloquée aux

heures de pointe, mais, de plus, les routes de la vallée de la Bièvre sont plus encombrées que jamais.

C'est instruits de ces échecs récents que les habitants d'une douzaine de communes de la banlieue sud se sont opposés à la construction de l'autoroute A 10 dans sa partie urbaine. Avec l'appui, révélateur, de la ville de Paris, notamment des conseils généraux des Hauts-de-Seine et de l'Essonne.

### Dormir dans les couloirs

Mais les autoroutes urbaines ne sont pas seulement inefficaces. Elles sont également néfastes.

Elles provoquent, en effet, des nuisances souvent intolérables (et à côté desquelles les désagréments causés par l'installation de postes de péage sur l'autoroute A 4 paraissent bien minimes). A L'Hay-les-Roses, on s'a dit et répété, des riverains de l'autoroute A 6 dormaient dans le couloir de leur appartement, suite « pièce » qui n'a pas de fenêtre. Il a fallu qu'ils dressent un barrage de pneus enflammés pour obtenir un mur anti-bruit.

Mais le long du périphérique, (où certains dorment dans des placards, d'autres dans leur berçoire), de l'autoroute A 3, de l'autoroute A 1, les problèmes demeurent.

De plus, les autoroutes urbaines gaspillent le bien le plus précieux dans nos villes densifiées à l'excès :

l'espace. Avons-nous vraiment trop d'espaces verts à Paris et en banlieue pour qu'on puisse se permettre de mobiliser des hectares et des hectares au profit de nos autoroutes ?

Dans ces conditions, il serait temps que l'on donne enfin quelque substance à la politique de priorité aux transports en commun que l'on dit vouloir appliquer depuis des années.

Si l'autoroute A 4 n'avait pas été construite dans sa partie urbaine, on aurait pu consacrer des crédits plus importants au développement des transports en commun. Par exemple à la construction du R.E.R. est-ouest.

### Les cinquante mille signatures du carreau du Temple

L'Association S.O.S. Paris déclare : « Au printemps dernier, l'association a été constituée par des habitants du quartier du Temple, qui ont voulu défendre l'édifice acquis, s'émancipant à juste titre d'une consultation de ce genre fut proposée après dévotion du

permis de construire et à quelques mois seulement avant la mise en chantier d'une opération décidée par le Conseil de Paris depuis 1970. »

Ce résultat est aujourd'hui publié. Tel que les associations l'avaient prévu, quelques chiffres, certes, évidemment invérifiables, assortis de pourcentages crânement proclamés prouvent que leurs craintes étaient justifiées. S.O.S. Paris, le comité des habitants de troisième, le syndicat des marchands du Temple et la récente association locale « Sauvez le carreau du Temple » appellent que la pétition lancée pour la sauvegarde du carreau du Temple a recueilli très exactement 48 974 signatures. »

Les cours par correspondance, les cours oraux, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE FONDÉ EN 1953

régi par la loi du 12/7/1971 vous permet de découvrir les sciences humaines et la graphologie ou de vous y perfectionner

Prépar. à la profession de graphologue (inscriptions reçues toute l'année)

Frais d'études comptabilisés dans dépenses formation permanente

Inscriptions gratuites

L.-M. CHAMBLAY

12, villa Saint-Pierre, B-2, 94220 CHARENTON

Tél. : 385-72-01

Analyses et sélections par professeurs

**MAISON DU DAIM**

11, RUE AUBER

le cuir, la peau les peaux laines

VESTES - BLOUSONS MANTEAUX

HOMME - FEMME

**Les cinquante mille signatures du carreau du Temple**

L'Association S.O.S. Paris déclare : « Au printemps dernier, l'association a été constituée par des habitants du quartier du Temple, qui ont voulu défendre l'édifice acquis, s'émancipant à juste titre d'une consultation de ce genre fut proposée après dévotion du

**Ne soyez pas handicapé dans la guerre des contrats...**

L'Institut de Commerce International organise un

**CYCLE DE PERFECTIONNEMENT** où vous pourrez actualiser ou élargir vos connaissances dans le domaine des affaires internationales.

Il est un point de rencontre entre les besoins des entreprises et les aspirations des cadres responsables, et permet la mise en commun des expériences très diverses vécues par les participants.

Par un enseignement complet, pratique et dynamique, vous vous perfectionnerez pendant un an, sans pour cela interrompre votre activité professionnelle.

**Le commerce international, cela s'apprend !**

Pour toute information concernant les conditions d'inscription et le programme des cours, téléphonez à : Marie-Hélène DELTEIL, 723 61 23, ou écrivez-nous : 5, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie, 75013 Paris.

ICI, Institut de Commerce International, établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat.

Journal 150





## PRESSE

Après les incidents de jeudi au siège de la F.N.P.F.

M. BUJON PROTESTE AUPRÈS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française, a protesté, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, contre les conditions dans lesquelles le service d'ordre est intervenu jeudi au siège de la Fédération sans s'être informé au préalable, auprès des responsables, de ce qu'il convenait de faire et surtout de ne pas faire.

« On sait, ajoute un communiqué de la Fédération, diffusé samedi 18 septembre, qu'à la suite de cette intervention la première victime fut M. André Beyler, vice-président de la Fédération, et que des manifestants du Syndicat du Livre C.G.T. ont été également blessés. »

Rappelons que ces incidents ont eu lieu le 16 septembre au siège de la F.N.P.F. où des ouvriers du Livre étaient venus réclamer à M. Amaury, « patron »

du *Parisien libéré*, l'ouverture de négociations. Ce dernier ayant refusé de recevoir une délégation, la police arrivait soudain « sans que nous l'ayons appelée », affirmait, jeudi, M. Gaston Gaudy, directeur de la Fédération. Des bagarres s'ensuivaient tandis que des dirigeants de la F.N.P.F. tentaient de s'interposer.

D'autre part, la Fédération nationale de la presse française et le Syndicat national de la presse quotidienne régionale ont publié, samedi, le communiqué suivant : « A la suite de la tentative de viol avec effraction au siège du Syndicat du Livre C.G.T., boulevard Auguste-Blanqui, à Paris, la Fédération nationale de la presse française et le Syndicat national de la presse quotidienne régionale demandent aux pouvoirs publics de mettre tout en œuvre pour faire plaine lumière sur cette affaire. »

## RAPATRIÉS

UNE « OPÉRATION-SOUVENIR » EST ORGANISÉE A MARSEILLE

La ville de Marseille organise, à l'intention des rapatriés d'Algérie vivant dans l'agglomération, une « opération-souvenir », autrement dit, un voyage à destination d'Algérie et d'Oran, à l'occasion des fêtes de la Toussaint. Les municipalités de ces deux villes, ainsi que le consulat d'Algérie à Marseille, ont assuré les organisateurs que toutes facilités seront accordées aux participants pour qu'ils puissent aller se recueillir sur les tombes de leurs parents inhumés à Alger et à Oran.

Pour la première de ces deux destinations, le coût du voyage est de 661 F, et de 790 F pour la seconde. La gratuité est accordée aux rapatriés de plus de soixante-cinq ans et bénéficiant déjà d'une aide publique. Le départ aura lieu dimanche 31 octobre et le retour mardi 5 novembre.

Les dossiers d'inscription doivent être retirés auprès du service « Opération-souvenir » de la mairie de Marseille.

(Les rapatriés — particulièrement nombreux à Marseille, où certains font observer qu'ils constituent une force électorale décisive — ont très souvent déploré de ne pouvoir se rendre sur les tombes de leurs morts

autre-Méditerranée. Beaucoup se sont alarmés ou indignés au récit des destructions et profanations de sépultures de « pieds-noirs », qui auraient marqué, dans certaines localités algériennes, la fin de la guerre et l'indépendance.

L'initiative de la ville de Marseille et le geste des autorités d'Algérie et d'Oran trouvaient toute leur portée si les Français rapatriés pouvaient, à l'occasion de ce voyage, se rendre également dans tout autre cimetière où sont enterrés les leurs.)

● M. Mohammed Laradji, président de la Confédération nationale des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a demandé jeudi 16 septembre à Strasbourg, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement français « sorte de son inertie et négocie rapidement avec le pouvoir algérien l'application de la loi de la France pour tous les Français musulmans ». M. Laradji a, d'autre part, dénoncé le racisme dont sont victimes les Algériens harkis en estimant : « Il est très difficile d'être Français quand on s'appelle Mohammed. »

## Libres opinions

### LA SOLIDARITÉ NATIONALE AVANCÉE

Par PIERRE LAFFONT (\*)

DEPUIS que les journaux ont annoncé l'intention du gouvernement de majorer l'impôt sur le revenu de 10 % pour venir en aide aux victimes de la sécheresse, toutes les catégories sociales tiennent le même langage : « D'accord pour la solidarité nationale, mais ce n'est pas à nous de payer. »

Les chiffres varient tellement qu'il est difficile de s'y reconnaître. Est-ce 30 %, 50 %, 70 % de la récolte qui sont perdus ? Ces trois pourcentages sont probablement tous les trois exacts suivant le lieu où l'on se trouve, mais voici une nouvelle difficulté : pourquoi admettre un département et pas son voisin, la pluviométrie ne respectant que rarement les limites administratives.

Ce que l'on peut, sans crainte, affirmer, c'est que — la loi du marché jouant — ce qui reste de la récolte se vendra mieux. Ne parle-t-on pas déjà du kilo de pommes de terre à 10 F. Le montant des pertes subies sera diminué d'autant, c'est-à-dire qu'il se situera entre 15 et 30 % de la récolte, d'une récolte. Or il existe une catégorie de Français — un général, et non des moindres, les a qualifiés de Français à part entière — qui n'a pas perdu une récolte ni dix, mais toutes ses terres, toutes ses maisons, ses usines et même ses journaux sans que l'élection nationale se soit manifestée autrement que par une loi provisoire et tiquée.

Ces Français, vous l'avez deviné, ce sont les Français d'Algérie, qui n'habitaient pas un quelconque protectorat mais — qu'on le veuille ou non — trois, puis douze départements français. Je sais que l'on va m'objecter : « En Algérie, tout le monde était riche. » Le retour d'un million de gens de toutes conditions sociales, et souvent démunis de tout, n'a pas réussi à tuer ce mensonge comode. En fait, le niveau de vie y était inférieur de 20 % à ce qu'il fut dans la métropole, et les grandes fortunes, il y en avait, qu'étaient-elles comparées aux grandes fortunes françaises ? D'ailleurs, les projets d'indemnisation des paysans français (de France) ont-ils prévu d'exclure les betteraviers du Nord et les grands céréaliers de la Brie ou de la Beauce ? J'ai peut-être mal lu, mais je ne l'ai lu nulle part.

Ainsi des hommes et des femmes qui, en 1962, ont vu le travail de toute une vie anéanti par une spoliation acceptée par la France, et qui, à force de privations et de travail, ont pu repartir dans la vie, vont devoir payer pour d'autres Français, dans l'ensemble infiniment moins pitoyables qu'eux (voir la hausse prodigieuse du prix de la terre) parce qu'une récolte a été mauvaise, alors qu'il y a quatorze ans ils perdaient tous leurs biens dans l'indifférence nationale.

Si l'états, ce qu'à Dieu ne plaise, dirigeant d'une association de rapatriés, le verrait dans cette mesure l'occasion de rompre un silence incompréhensible pour prêcher à mes adhérents la grève de l'impôt. Cette incitation n'est pas sans risques et peut entraîner la comparution devant un tribunal. Mais, depuis Gérard Nicod, qui, lui, prend des risques, il en faut beaucoup plus pour être condamné.

Et si cette confrontation avait lieu, quel beau dialogue : « Ainsi, monsieur le prévenu, vous incitez vos adhérents à se soustraire aux devoirs de la solidarité nationale ? » — Monsieur le président, n'existe-t-il pas dans la Constitution un principe solennel qui veut que tous les Français soient égaux en droit, c'est-à-dire bénéficient d'une protection identique de la nation ? La réponse du président, qu'elle pourrait-elle être ? S'il était au fait de la vie politique, il dirait simplement : « La France est grande et généreuse, mais la solidarité a des limites qui sont celles des rivières, nord de la Méditerranée. » Et, baissant la voix, il ajouterait : « Les grands principes, dans le monde moderne, ne s'appliquent plus. Egalité et Fraternité, mais valeur électorale et groupe de pression. Si vous représentez sept millions de voix, votre problème serait depuis longtemps réglé, mais vous n'êtes qu'une minorité sans intérêt législatif. Il faut le savoir. »

Nous voilà donc avertis.

(\*) Dernier directeur de *l'Echo*

LA GRÈVE DES SIGNATURES A « FRANCE-SOIR »

M. Winkler s'élève contre les accusations de « censure » et de « caviardage »

A *France-Soir*, une rencontre devait avoir lieu lundi 20 septembre après-midi entre M. Paul Winkler, directeur-rédacteur en chef du quotidien, et les représentants de la rédaction. Les journalistes ayant décidé de ne plus signer leurs articles, à compter du 18 septembre et jusqu'au 24, pour protester contre les interventions de leur nouveau « patron » (le *Monde* daté 19-20 septembre), ce dernier s'étonne à son tour des termes de « censure » et de « caviardage » employés dans le communiqué de la rédaction.

Pour sa part, M. Winkler demande si une pareille terminologie est admissible « quand il s'agit d'apprécier l'exercice normal des fonctions d'un directeur-rédacteur en chef qui oriente son équipe conformément aux plus anciennes traditions du journalisme ».

M. Winkler relève d'autre part que l'incident qui a déclenché le différend actuel soulève un autre problème. Il explique : « A la suite de l'interview d'un commandant de bord critiquant le politique ferme et efficace des autorités françaises à l'égard des pirates de l'air croates, j'ai fait paraître l'annonce suivante, précisant notre position : « France-Soir ne partage pas son avis. » Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que la politique de fermeté peut seule faire échouer l'action des terroristes. En menaçant les pirates de représailles armées au cas où ils mettraient en danger la vie des passagers en immobilisant notre appareil, dont les pneus avaient été crevés par des tireurs d'élite, le ministre de l'Intérieur a puissamment contribué à décourager l'entreprise française d'un commando « fanatique ».

« A la suite de cette prise de position, précise M. Winkler, j'ai entendu affirmer par certains membres de l'équipe que nous modifions ainsi le caractère de quotidien d'information de *France-Soir* en le transformant

en journal d'opinion. Or ce dernier terme ne s'applique qu'à des organes de presse défendant les thèses politiques de tel ou tel parti. Il ne s'applique nullement à ceux qui s'efforcent en toute liberté des grands problèmes d'intérêt général pour tous les citoyens. Quelle belle confusion de langage ! Ou est-ce le fait que, cette fois-ci (mais sera-ce toujours le cas ?), notre thèse coïncide avec celle du ministre de l'Intérieur qui nous rend suspect ? »

Pour sa part, le conseil national du Syndicat des journalistes français C.N.J.F., réuni samedi 18 septembre, a renouvelé dans un communiqué son « soutien à la rédaction de *France-Soir* en lutte unitaire contre l'emprise du trust Héraud ». Le syndicat regrette que les journalistes de *France-Soir* n'aient pas pu insérer dans leur journal une explication de la « grève des signatures » qu'ils ont déclenchée.

● Les deux quotidiens de Pau, la *République des Pyrénées* et *l'Echo-Pyrénées*, n'ont pu paraître le lundi 20 septembre en raison d'une grève de vingt-quatre heures observée par leur personnel technique, pour obtenir un aménagement des accords passés au mois de juillet dernier lors de la création de ce groupement d'intérêt économique, dont le but est l'impression des deux journaux par le même atelier.

● « *Tribune socialiste*Tribune socialiste indique que le prix de revient de chaque numéro est désormais de 33 000 francs, et estime à 5 000 le nombre de nouveaux abonnés qu'il doit gagner avant la fin de l'année pour assurer sa survie.

★ *Tribune socialiste*, 9 rue Bormont, 75015 Paris.

## CARNET

### Décès

— Font-Romeu. M. et Mme Rudi Alb et leurs fils. Les familles Alb, Amigues, Muller, Poujois.

M. l'abbé Jean-Marie de la Motte, ancien directeur de la paroisse de la Madeleine, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu, lundi 20 septembre, en l'église d'Odéon. La famille ne reçoit pas. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Sydney Barlow. M. et Mme Eric Barlow et leurs enfants.

M. et Mme Willy Barlow et leurs enfants.

M. et Mme Yvonne Barlow et leur fille.

— M. et Mme Paul Thévenin, ses enfants.

M. et Mme Yvonne Thévenin, ses enfants.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— Les obsèques de M. Georges THÉVENIN, ancien conseiller municipal de Paris (communiste), membre du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants, il était président d'honneur de l'Association des combattants de la Seine.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— Les obsèques de M. Jean-Louis SIMON, ancien directeur de la paroisse de la Madeleine, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— M. et Mme Paul Simon. M. et Mme Lucie Simon. Et leur famille.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— M. et Mme André SIMON, contrôleur financier honoraire à la Compagnie de Saint-Gobain, survenu subitement, le 13 septembre, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— M. et Mme Anna Stoyko, son épouse. Mlle Tatiana Stoyko, sa fille. Mlle Marie Stoyko, sa sœur.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— M. et Mme Nicolas STOYKO, astronome honoraire de l'Observatoire de Paris, membre correspondant du bureau des longitudes, chevalier de la Légion d'honneur, survenu, le 14 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, après une longue maladie.

Les obsèques religieuses auront lieu dans l'intimité, le mercredi 22 septembre, à 11 heures, au cimetière de Saint-Genève-des-Bois (Rezonville).

Cet avis tient lieu de faire-part. Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges THÉVENIN, ancien conseiller municipal de Paris (communiste), membre du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants, il était président d'honneur de l'Association des combattants de la Seine.

Les obsèques ont eu lieu, le 18 septembre, à Paris, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— Nos obsèques, bénéficiant d'une réduction sur les incartons de « *Carnet de Monde* », sont priés de joindre à leur envoi de recte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

### Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire du décès de Jean L'AVAYSE, une affectueuse pensée est adressée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

### Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de M. Paul PARINIS, une messe sera dite le 23 septembre 1976, à 19 heures, dans la petite chapelle de l'église de l'Immaculée-Conception, à Boulogne. On est prié de se réunir ou de s'unir en pensée et en prière.

### Avis de messe

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera dite à la mémoire du R.P. Pierre-Marie de CONTESSON, O.P., le vendredi 24 septembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 18, rue des Tanneurs, Paris-19.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon : c'est sa pulpe qui est renaissante.

# “ En direct du FINANCIAL TIMES ”

...les grands événements économiques tels que les voit le « FINANCIAL TIMES » maintenant régulièrement publiés en français dans le quotidien

## l'agence nouvelle

Les abonnés du quotidien financier « L'AGENCE NOUVELLE » sont les seuls à pouvoir lire régulièrement dans leur journal, à compter du 21 septembre, une sélection d'articles spécialement réalisés sur demande, par les rédacteurs du plus prestigieux des quotidiens économiques en Europe, le « FINANCIAL TIMES ».

C'est en effet à « L'AGENCE NOUVELLE » que le « FINANCIAL TIMES » a donné en exclusivité le droit de publier en France les articles du service « news features » consacrés aux grands événements économiques et à l'actualité des affaires dans le monde.

L'équipe londonienne du « FINANCIAL TIMES » dont l'autorité et l'originalité de pensée sont mondialement reconnues, dispose, parmi les quotidiens anglais, du plus important réseau de correspondants dans le monde ; elle couvre de façon pénétrante tous les secteurs spécifiques de l'économie internationale.

BON POUR UN ABONNEMENT D'ESSAI

GRATUIT

DE DEUX SEMAINES A « L'AGENCE NOUVELLE »

à renvoyer dès aujourd'hui à « L'AGENCE NOUVELLE », service « abonnements », 2, rue du Pont-Neuf, 75001 PARIS.

Oui, je désire recevoir votre quotidien « L'AGENCE NOUVELLE » gratuitement pendant deux semaines, sans aucun engagement de ma part.

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

LM 12



Journal de l'ISO

# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL :

### le rapport annuel souligne la vulnérabilité de la situation financière du tiers-monde

Nouvelle et forte augmentation des liquidités internationales, instabilité persistante, quelque peu en voie d'atténuation, des cours de change, vulnérabilité de la situation financière de bon nombre de pays pauvres par suite de l'accroissement vertigineux de leur endettement : tels sont trois des principaux faits qui se dégagent de la lecture du rapport annuel que vient de publier le Fonds monétaire international.

L'ASSEMBLÉE générale du Fonds monétaire (et de la Banque mondiale) qui se tiendra cette année à Manille, du 4 au 8 octobre, sera la première à avoir lieu depuis qu'il a été décidé d'une importante réforme des statuts du Fonds monétaire. Cette réforme, adoptée à la Jamaïque au mois de janvier dernier, se présente sous la forme d'un amendement aux statuts du Fonds monétaire, mais cet amendement,

comme on le sait, bouleverse complètement l'économie du système élaboré à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1944. Les nouveaux statuts n'entreront en vigueur que lorsque les trois cinquièmes des cent vingt-huit membres de cette institution, disposant des quatre cinquièmes du nombre des voix, auront notifié leur ratification.

Dans son rapport annuel, le F.M.I. rappelle les grands principes — nous dirions plutôt l'absence de principes — qui gouverneront une fois la réforme adoptée, l'évolution des dispositions de change. Chaque pays aura le droit de choisir son régime de change sous l'importante réserve que, s'il veut rattacher sa monnaie à un « dénominateur » extérieur, il devra choisir ou bien une autre monnaie (le dollar, par exemple), ou bien le D.T.S. (droit de tirage spécial), lui-même défini en termes de monnaies, et par conséquent flottant, ou bien toute autre référence de son choix, à l'exception de l'or.

ensuite, lorsqu'il s'est produit un réajustement des différences d'intérêt, le taux est resté à l'intérieur d'une bande relativement étroite jusqu'à ce qu'il prenne la forme d'un taux de la livre et de la livre sterling et a amené la France à quitter le dispositif européen de marges communes, a provoqué un mouvement de hausse du taux du dollar E.-U. À la fin de mai 1976, le taux de change effectif du dollar était de 6 % à 9 % plus élevé qu'en janvier 1975 (selon l'indice de mesure employé).

### Nouveaux excédents et nouveaux déficits

Les changements survenus pendant la récession dans le commerce mondial ont provoqué de nouvelles altérations dans ce que le rapport appelle « la structure globale des excédents et déficits en compte courant des balances de paiements ». De 1974 à 1975, le changement le plus frappant a été la réduction de plus de 30 milliards de dollars — de 97 à 67 milliards de dollars — de l'excédent des pays exportateurs de pétrole. Ce changement a eu pour contrepartie principale un renversement complet de la balance des pays industriels qui, de déficitaire, est devenue excédentaire (mais avec d'énormes différences d'un pays à l'autre, puisque l'excédent global des pays de l'O.C.D.E. était presque entièrement imputable aux États-Unis et à l'Allemagne fédérale). Quant aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole, leur déficit global a encore augmenté, passant de 42,9 à 51,5 milliards de dollars (dont 14,3 milliards pour les pays les plus développés d'entre eux, parmi lesquels se rangent le Mexique, le Brésil, etc.).

Un cours de l'année 1976, l'excédent des pays industriels devrait se réduire substantiellement, tandis qu'un contraire celui des pays de l'O.P.E.P. devrait s'améliorer (c'est une expression employée par les experts du Fonds pour désigner ce qui demeure un des déséquilibres fondamentaux des paiements internationaux). Quant au déficit des pays en voie de développement non producteurs de pétrole, il devrait diminuer d'une manière appréciable.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 22, 1<sup>re</sup> col.)

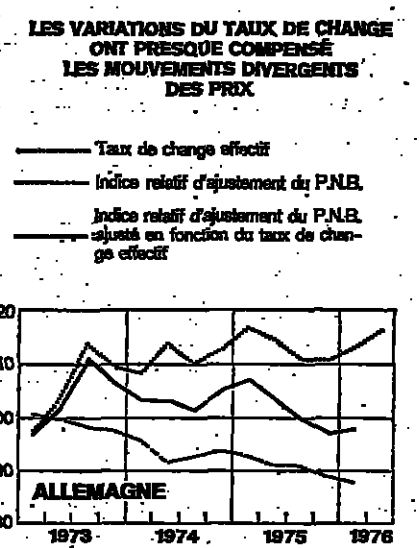
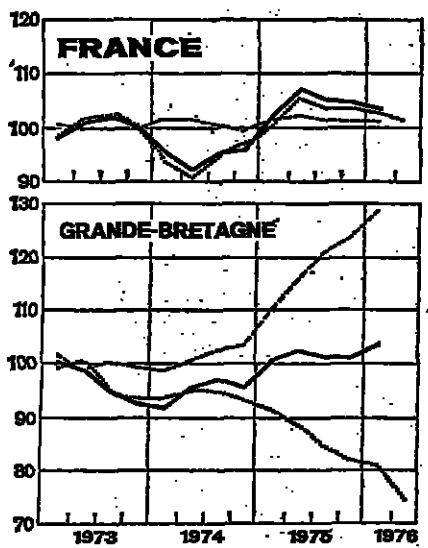
### Une « ferme surveillance » sans fermeté

« Au lieu de prévoir des dispositions expressives relatives aux pratiques en matière de change, le projet d'arrêté, lu dans le rapport, met l'accent sur l'obligation générale pour chaque membre de collaborer avec le Fonds et avec les autres membres, pour assurer la stabilité des dispositions de change ordonnées et promouvoir un système stable de taux de change. Pour se conformer à cette obligation, les membres devraient poursuivre des politiques de change compatibles avec les objectifs convenus qui sont la stabilité économique et financière et le fonctionnement effectif du processus d'ajustement. »

De cette rédaction, qui rappelle les termes vagues des accords et des déclarations d'intentions récentes, du type de celle qui a été publiée lors de la conférence de Rambouillet (novembre 1975), retenons qu'il n'existe plus et qu'il n'existera pas dans l'avenir de règle de fonctionnement pour le système multilatéral des paiements. Le Fonds est bien chargé d'exercer une « ferme surveillance » sur les politiques de change suivies par ses membres et d'adopter des « principes directeurs » pour guider les décisions. Mais il reste au Fonds à élaborer ces principes, et l'expérience récente montre qu'aucun pays n'est disposé à se laisser « guider », surtout par un organisme qui, en réalité, a perdu

Le rapport s'efforce de dresser « avec un certain recul » un bilan du régime actuel des changes flexibles en vigueur depuis mars 1973, et « surtout » de porter un jugement sur l'évolution de ce régime avec le temps. Malheureusement, l'analyse s'arrête à juin 1976, c'est-à-dire à un moment où la scène monétaire internationale était caractérisée de nouveaux remous avec la chute du franc, la spéculation à la hausse du deutschemark à l'intérieur du « petit serpent » et un certain affaiblissement du dollar.

Après avoir noté que le degré des interventions sur le marché des changes a varié d'un pays à l'autre, et qu'ainsi bien les pays du « serpent » vis-à-vis des non-participants, et les États-Unis vis-à-vis du monde extérieur ont limité (surtout ces derniers), leurs achats de devises étrangères, le rapport examine les fluctuations au jour le jour d'une semaine à l'autre, ainsi que les mouvements à court terme. Dans les deux cas, les experts du Fonds croient pouvoir déceler une tendance à l'atténuation des variations de change. Mais cette constatation d'ordre général est assortie de tellement d'exceptions qu'on peut se demander quelle est sa portée réelle. La longue stabilité constatée en 1975, par exemple pour la livre et le dollar, a été



Les graphiques ci-dessus, tirés comme ceux de la page 22 du rapport du F.M.I., illustrent le rapport entre les variations des taux relatifs d'inflation et les variations de taux de change. L'indice d'ajustement du P.N.B. qui mesure l'écart entre le P.N.B. exprimé en valeur nominale et le P.N.B. exprimé en valeur réelle, a été choisi par les experts pour mesurer le change effectif résulte du calcul des mêmes expôts, qui se basent sur les fluctuations de cours constatées sur le marché pour chaque monnaie particulière vis-à-vis des autres mais en faisant intervenir un coefficient de pondération pour tenir compte des courants commerciaux. Quant à la double « sur-tout » pleine du million, elle est censée mesurer la position concurrentielle de chaque pays, compte tenu à la fois de la hausse de ses prix intérieurs et de la tendance sur une période de trois ans à compenser les variations de prix intérieurs.

tout son prestige depuis l'effondrement du système de Bretton-Woods et n'est plus qu'une institution destinée à consacrer des prêts complémentaires aux pays en mal de paiements.

La réforme future consistera donc à entériner la pratique actuelle. Sur cette dernière, le rapport du Fonds monétaire émet le jugement suivant, qui pourra paraître quelque peu optimiste : « Au cours de l'année examinée, l'économie mondiale a poursuivi son adaptation à un système monétaire dans lequel les pays jouissent d'une plus grande liberté dans le choix de leurs dispositions de change. » La cohérence logique exigée par les termes de cette phrase soient renversés, puisque, manifestement, c'est le système monétaire qui s'adapte tant bien que mal à l'économie mondiale.

suivie, au début de 1976, par des ajustements brutaux. Depuis le printemps 1976, on a assisté à un fort accroissement de la valeur de change dite « effective » (mais qui résulte du calcul que font les experts sur la base d'une moyenne pondérée pour tenir compte de l'importance des échanges) du dollar des États-Unis. La seule valeur « effective », est-il besoin de le rappeler, est celle qui est rentable, sur le marché des changes.

À la faveur de la plus grande stabilité qui a caractérisé le taux entre le dollar et le deutschemark, les variations de taux d'inflation entre New-York et Francfort semblent avoir exercé une influence plus grande sur le marché des changes. « La monnaie du dollar s'est arrêtée en courant du mois d'octobre 1975 et,

## SÉCURITÉ SOCIALE :

### adapter la nature des ressources à celle des dépenses

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (\*)

TOUTE médaille a son revers : tout succès du nouveau gouvernement dans sa lutte prioritaire contre l'inflation se traduira par une aggravation de la situation financière de la Sécurité sociale. De toute façon, la croissance continue des dépenses maladies et des dépenses vieillesse rendent déjà cette situation fort préoccupante. Les premières, qui, depuis 1970, connaissent une progression annuelle de 8 à 9 % (en francs constants), auraient l'an dernier fait un bon de 13 %. Et les secondes se sont mises à croître à un rythme annuel comparable — près de 9 % — en raison des différentes réformes accomplies au titre de l'abaissement de l'âge de la retraite et d'une forte augmentation des allocations de base. De sorte que, pour le seul régime général, on évoquait il y a quelques mois un « déficit » de près de 4 milliards pour 1976, de plus de 12 pour 1977. Mais, compte tenu de divers décalages entre des rentrées directement indexées sur les salaires et certaines dépenses réajustées par à-coups, parfois en fonction de la seule évolution des prix (prestations familiales, par exemple), l'inflation permettrait de limiter les dégâts (1).

Sur cette aide insolite et malsaine, qui dissimule les vrais problèmes sans les résoudre, il faudra donc moins compter dans l'avenir ; et les choses risquent alors de se gâter sérieusement. Côté dépenses, il convient en effet de ne nourrir aucune illusion : elles continueront à croître à grande vitesse. Ainsi, compte tenu des effets d'un progrès scientifique inexorable, des retards de notre équipement hospitalier, de la multiplication vertigineuse du nombre, des médecins — 140 000 dans moins de dix ans — il est extrêmement peu probable que les dépenses de santé puissent être freinées, quelles que soient les réformes qui seraient apportées à notre

système de distribution des soins. D'ailleurs, sans même qu'il soit nécessaire de faire des calculs prospectifs au niveau de chaque branche, il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation des pays voisins. Si l'on en croit certaines estimations, encore officieuses, établies par les services de la C.E.E., les dépenses de sécurité sociale représentaient, en 1975, plus de 34 % du revenu national en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas, plus de 33 % au Danemark. Avec 27 à 28 % seulement, la France — en tête avec l'Allemagne il y a vingt ans — n'occuperait plus que la septième place sur les neuf pays, devant l'Angleterre et l'Irlande. Bientôt lanterne rouge ?

### Qui paie pour qui ?

Cette évolution suffit à montrer que contrairement à certaines fables, ces dépenses sont loin d'avoir atteint chez nous un volume extravagant : c'est leur faiblesse relative, qui étonne toujours les experts étrangers. Il faudra, bon gré mal gré, procéder sur parti d'une irréversible ascension du montant de la facture et dégrager des ressources nouvelles pour la payer.

Le grand public devrait se sentir directement concerné par un tel problème. Or, très paradoxalement, les Français eux-mêmes ont prélevé, sous forme de cotisations sociales, des sommes globales quatre fois plus élevées que celles représentées par l'impôt sur le revenu, s'en désintéressant largement : notre éducation nationale se garde bien de leur donner la moindre lumière sur cette gigantesque redistribution, alors que les modalités de son financement sont connues de façon à décourager l'effort de compréhension et l'intérêt.

(\*) Directeur du département de droit du travail de Paris-Assas.

En gros, en effet, le régime général des salaires tire la plus grande part de ses ressources de cotisations patronales assises, en principe, sur des salaires plafonnés, mais doit contribuer à alimenter les autres régimes (Allocations de base, par exemple) au titre d'une « compensation démographique ». L'Etat lui rembourse cette contribution et supporte, d'une part, l'essentiel des dépenses du régime agricole... Dans ces conditions qui paie pour qui ? Personne n'en sait plus rien. Les cartes sont brouillées de telle façon que cette énorme imposition finit par être plus ou moins « indolore » pour bon nombre d'assurés. Ainsi, pour le salarié de base, pas de problème : sa sécurité sociale est payée par des charges sociales patronales ; ce n'est pas son affaire !

Devant une situation aussi brumeuse, il n'est que deux directions. Celle de la facilité ou celle du courage. Ou bien épaisir encore le rideau de fumée par des impositions suffisamment indirectes pour être indolores et continuer de détourner l'attention des Français, tenus pour incapables de supporter la moindre vérité. Ou bien tenter, avant toute autre démarche, de réaliser une opération préalable de clarification et de démythification.

Un excellent numéro récent de Notes et arguments (2), consacré aux charges sociales, nous montre que, quand un salarié dont les gains sont inférieurs au plafond de la Sécurité sociale reçoit 100 F net, l'employeur débourse effectivement, toutes charges sociales comprises, 168,53 F. C'est ce qui coûte le travail de ce salarié, les 68,53 F constituant, selon le mot excellent du commentateur, « la tache cachée du salaire ». Et de conclure : « La véritable salaire, c'est l'ensemble. » C'est une évidence ; encore faut-il aller jusqu'au bout de cette évidence.

Si la véritable salaire, c'est l'ensemble, c'est cet ensemble qui devrait figurer comme tel sur la feuille de paie des intéressés. Et toutes les charges sociales devraient être imputées sur ce salaire, de la même façon que les cotisations assumées par les indépendants s'imputent sur leurs gains. Salaire : 100 F... Salaire net, après déduction de l'éventail de toutes les charges sociales : 100 F... Ce qui signifie, en clair, qu'un salarié au-dessous du plafond verserait son « salaire réel » amputé d'environ 37 %. A vrai dire, point ne serait besoin d'aller jusque-là. On pourrait plus simplement — ne serait-ce que pour éliminer la difficulté des problèmes techniques que soulèverait un tel renversement (3) — le limiter aux cotisations du régime général et considérer comme salaire réel (mentionné comme tel à côté de la présentation classique sur les feuilles de paie) la somme du salaire net et de ces cotisations légales.

(Lire la suite page 22, 3<sup>e</sup> col.)

(1) Sur les effets de l'inflation sur les cotisations de la Sécurité sociale : voir Droits sociaux, mars 1975.  
(2) Juillet 1976 (publié par le C.N.F.P.).  
(3) Les difficultés techniques seraient nombreuses, tant sur le plan des innombrables charges sociales qu'au plan fiscal ; mais elles ne sont pas insolubles. En revanche, le véritable problème que soulèverait semblable opération serait peut-être d'ordre psycho-social. Comment réajuster les catégories salariales les moins bien payées, et notamment les femmes, encore peu concernées par la maladie, les charges familiales et encore moins par leur retraite, en réalisant que leur salaire réel est amputé, à ce titre, d'une fraction considérable ?

## BULLETIN

### Inquiétudes britanniques... et françaises

La décelération lente et continue de la progression du coût de la vie qu'on enregistrait en Grande-Bretagne depuis un an a connu un brusque coup d'arrêt au mois d'août dernier. L'indice des prix au détail, dont le rythme de hausse s'était ralenti pendant deux mois consécutifs, a accusé au mois d'août une augmentation de 1,4 %. L'expérience apprend qu'on ne peut se fier aux résultats d'un seul mois pour juger d'une tendance. Mais l'une des raisons principales, sinon la plus importante, qui expliquent le comportement récent des prix britanniques est de nature à justifier, en effet, des inquiétudes que les Français seraient bien avisés de partager avec leurs voisins d'outre-Manche.

Comme cela arrive presque toujours en pareil cas, les experts ne sont pas en peine d'attribuer les variations imprévues de l'indice aux comportements « aberrants » ou « exceptionnels » de telle ou telle catégorie de prix, présente comme responsables du mouvement d'ensemble. En l'occurrence, ce sont les produits alimentaires qui sont montrés d'un doigt accusateur. Mais cette présentation des faits risque d'être trompeuse. La seule chose que nous apprennent vraiment les spécialistes quand ils nous désignent les principaux articles sur lesquels a porté la hausse la plus forte, c'est le canal par lequel l'inflation, phénomène général dans les circonstances actuelles, s'est transmise dans tout le corps économique.

Il semble bien en réalité que le renchérissement ait été en grande partie provoqué par l'augmentation des prix des produits importés due à la baisse de la valeur de la livre sterling. S'il est une « loi » qui se dégage de l'observation des faits économiques, depuis le déclenchement de la formidable vague d'inflation qui submerge le monde capitaliste depuis 1973, c'est que le degré de violence que atteint cette inflation dans chaque pays en particulier est en liaison étroite avec la tenue de sa monnaie sur le marché des changes. Les économistes de toutes les grandes organisations internationales sont d'accord sur ce point qu'il illustre pour sa part le rapport du Fonds monétaire, dont nous présentons ci-contre l'analyse accompagnée d'un graphique propre à montrer cette corrélation.

On peut penser que, dans une première phase, c'est l'inflation intérieure qui entraîne tôt ou tard la baisse du change, mais celle-ci à son tour devient un puissant facteur qui pousse à la hausse des prix intérieurs. Une politique des revenus comme celle qui est pratiquée en Grande-Bretagne se révèle inpuissante à briser l'engouement, car, comme cela est le cas, la nécessité de financer par la création monétaire un énorme déficit budgétaire fournit constamment les liquidités propres à alimenter la spéculation contre la devise nationale.

## SÉCURITÉ SOCIALE

**(Suite de la page 21.)**

Pour un salaire de 100, ce « salaire réel » serait alors d'environ 140. Coût de la sécurité sociale légale pour le salarié sous-plafond : un prélèvement de près de 30 % sur ce salaire (pourcentage diminuant au fur et à mesure que les salaires s'élevaient au-dessus du plafond).

Une telle présentation ne résoudrait évidemment pas d'un coup de baguette magique tous les problèmes de la Sécurité sociale : mais l'élimination de la notion même de cotisation « patronale » permettrait de poser de façon beaucoup plus claire les termes de certains de ces problèmes. Citons ainsi le problème du plafond : à partir du moment où la confrontation des

en faveur de paix mettrait directement au relief la dégressivité de l'imposition sociale pour les salaires élevés, la discussion sur les avantages et les inconvénients de cette dégressivité revêtirait un tour nouveau. Le problème des modes de gestion des institutions du régime général : bien des chefs d'entreprise se demandent et le principe d'une gestion partitale, fructueuse dans d'autres cas, n'a pas été, ici, un « cadeau de Grac », et s'il était bien dans leur rôle d'employeurs de gérer une fraction des salaires. Le problème de l'*honnêteté* qui constitue l'un des trois axes du nouveau plan français de sécurité

social(e) (4) = = généralisation - harmonisation - compensation = = dont la mise en place effective doit être achevée avant la fin des années quatre-vingt, en partant du constat que les modalités préexistantes pour affronter les modalités négatives du prélevement social opéré sur les salaires « réels » et de celui effectué sur les gains professionnels non salariaux. Si l'on considère que le salaire réel comprend les cotisations patronales légales, les pourcentages patronaux correspondent à diverses cotisations rapportées au salaire réel, on réduirait sérieusement... Exemple : la cotisation prestations familiales de 9 % est alors une cotisation inférieure à 7 % (alors que les indépendants acquittent bien une cotisation de 9 % sur leurs gains). Et ce pourcentage baisse encore si l'on fait entrer dans le calcul les cotisations sociales patronales : Assédic, régimes complémentaires, etc. Ce préalable permettrait de substituer de vrais débats à des dialogues de sourds.

On peut alors aisément prévoir les orientations dont ces débats clarifiés devraient être tôt ou tard générateurs. On s'apercevra en effet, notamment en confrontant les prélèvements sur les salaires et sur les gains professionnels non

(4) Voir la grande loi du 24 décembre 1974.

salariaux, qu'il faut faire une distinction absolument fondamentale entre deux types de prestations sociales, correspondant respectivement aux deux fonctions de la Sécurité sociale : garantie du revenu profes-

siennel ou garante d'un minimum social.

Les premières sont des prestations de remplacement, destinées, par définition, à compenser le partie, provisoire ou définitive, totale ou partielle, du revenu professionnel : indemnités de maladie, rentes d'invalidité, pensions de vieillesse, prestations en espèces en cas d'accidents du travail. Il s'agit alors, par un mécanisme d'assurance plus ou moins déformé, d'étaier sur les périodes d'activité et les périodes d'inactivité les gains acquis pendant les premières.

Tout naturellement cet étalonnage doit être financé par un prélèvement sur le revenu garanti : la relation triangulaire entre revenu professionnel, revenu de remplacement, cotisation assise sur le premier est d'une parfaite cohérence. Peu importe que cette garantie soit assurée par un régime légal ou un régime complémentaire : la problématique du piedfort est ici, somme toute, relativement secondaire. Aussi secondaire le problème de la sous-évaluation du revenu professionnel, notamment par les professions non salariées : cette sous-évaluation se répercutant sur le montant des prestations, le *foveador* sera pénalisé. Tout ne va pas pour le mieux.

— Avec les autres prestations — prestations — en nature — de l'assurance maladie, prestations familiales, allocations de base pour personnes âgées indigentes — changement total de décor ! En effet, tout *rapport logique* entre ces prestations et le *revenu professionnel des intéressés disparaît complètement* : les prestations de l'assurance maladie sont assés sur ce *revenu professionnel* à diverses explications historiques, mais n'est plus aujourd'hui qu'un anachronisme aberrant. De toute façon, l'idée d'assurance à laquelle certaines organisations de cadres entendent toujours se référer pour l'assurance maladie est une idée totalement étrangère à l'entre la contribution et le *revenu professionnel* : personne n'a jamais songé à établir un tel lien entre ce *revenu* et, par exemple, les primes d'assurance automobile. Et cette idée d'assurance devient carrément *nope* pour les prestations familiales ou pour les allocations de *revenu* de personnes âgées indigentes.

En réalité, ces prestations du deuxième type traduisent une autre conception de la Sécurité sociale : il ne s'agit plus de garantir un revenu professionnel, mais de garantir un minimum social par l'attribution de prestations de base, à caractère alimentaire et de le garantir à tous : en application du principe de généralisation, tous ceux qui

en l'absence d'une véritable ou suffisante activité professionnelle, ne relèvent d'aucun régime — religieuses, prostituées, etc. — devraient recevoir vocation à ces prestations à compter de 1975.

Ces prestations alimentaires expriment donc une **solidarité nationale** à l'endroit des malades, des enfants, des vieillards indigents, etc., la contribution de chaque citoyen à ces politiques nationales de la santé, de la famille, du troisième âge, doit être établie en fonction de ses capacités contributives, et deux questions relatives à l'imposition sont alors inévitables : pour-quoi un plafond qui la rend **dégressive** pour les hauts revenus ? Pourquoi l'assiette sur les seuls revenus professionnels ? On a souvent souligné combien il était

normal qu'un retraité très aisé — retraites complémentaires, perception de loyers, etc. — soit exonéré de toute participation aux charges du plus « social » de tous les services publics, alors que le smicard subit un tour de vis écrasant. Mais il faut maintenant aller plus loin dans ce genre d'analyse.

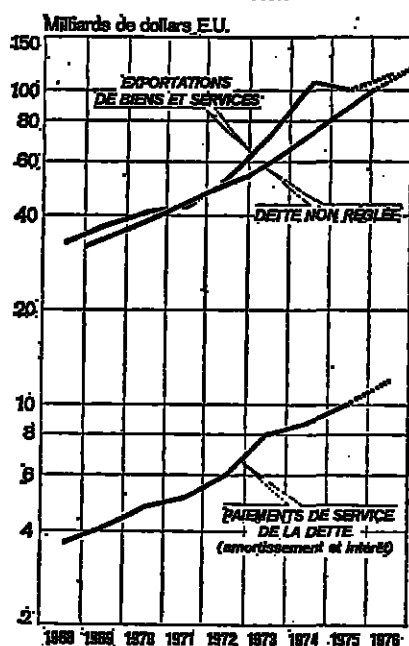
Si, en effet, les salaires constituent la quasi-totalité des revenus des salariés, de récentes études ont montré qu'il en allait très différemment pour les professions non salariées : le revenu professionnel est loin de représenter la totalité des revenus de ces catégories ; et la différence échappe à toute imposition sociale. Or, contrairement à ce que nous avons vu à propos des prestations prenant la forme de revenus de remplacement, la sous-évaluation n'entraîne ici aucune pénalisation : si ce n'est celle du voisin... et l'alignement des cotisations, perd toute signification réelle.

Pour cet ensemble de raisons, il convient donc certainement de conserver le revenu professionnel comme assiette des contributions pour les prestations de remplacement : en revanche, pour les autres, il faudrait demander moins aux cotisations professionnelles et s'engager expressément, serait-ce à pas mesurés, dans la voie de la fiscalisation des profits.

Enfin, nous avons, enfin, dépassé. Et si l'on veut mettre nos structures sociales à l'heure européenne, en nous inspirant des exemples que nous fournissons nos voisins les plus dynamiques, c'est à l'impôt sur le revenu — malgré tout le plus démocratique, si l'on voulait bien procéder à certaines réformes toujours remises — qu'il faudra faire appel de façon de plus en plus systématique. Sans complexe.

(Lire page 45 la libre opinion de Jacqueline Lambert : « Faux et vrais remèdes au déficit de la Sécurité sociale. »)

## L'ENDETTEMENT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT CROIT PLUS VITE QUE LEURS EXPORTATIONS



Au cours des premières années de l'actuelle décennie, le montant des exportations des pays en voie de développement non producteurs de pétrole avait tendance à augmenter plus vite que leur endettement, mais notons que la forte hausse des prix enregistrée par les matières premières. Mais, depuis le milieu de 1974, ces pays ont dû massivement emprunter pour faire face à leur déficit extérieur tandis que la tendance des prix leur était moins favorable. Le pourcentage du service de la dette par rapport aux exportations, qui avait diminué fortement de 1970 au milieu de 1974, s'est depuis lors fortement redressé.

liards de dollars), « demeurera substantiel ». En forte augmentation depuis 1973, les emprunts ont beaucoup augmenté en valeur absolue, mais ils ont depuis cette date été contractés à travers des canaux nouveaux. L'appel aux banques commerciales est le fait le plus notable.

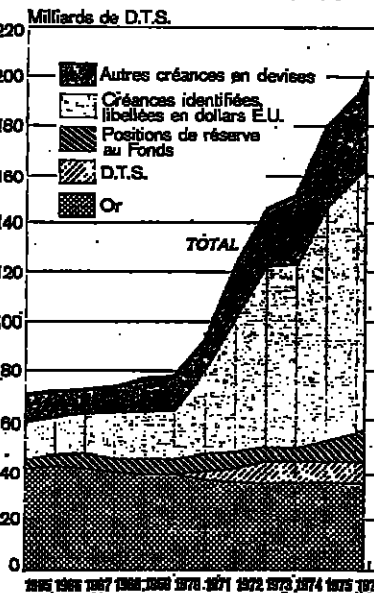
Le recyclage des capitaux s'est donc opéré largement par l'intermédiaire du

marqué. Il en est nécessairement résulté un allourdissement des charges du service de la dette et un raccourcissement de l'échecance moyenne. Alors qu'avant 1974 le déficit de la balance en compte courant était réglé pour plus de moitié par des flux non liés à l'endettement extérieur, les flux liés ont pris un développement tel que, d'après l'avis de l'Institut, on s'attend à ce que, d'ici la fin de l'année, le déficit de la balance en compte courant atteigne 27 milliards de dollars. Dix milliards ont été fournis par la voie classique, alors que les 17 milliards ont été couverts par des emprunts sous la forme de liquidations d'avoirs de solf, pour la majeure partie, par des emprunts officiels (notamment auprès du Fonds et de son mécanisme pétrolier) et, surtout, privés.

« l'amélioration modeste en compte courant actuellement en cours pour 1976 — concentrée principalement dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes — ne rend pas moins difficile ni moins vulnérable la position financière externe dans laquelle bon nombre de pays en voie de développement non producteurs de pétrole ont été placés par les événements des dernières années », déclarent les experts du Fonds monétaire dans leur rapport.

Ces derniers notent encore ceci, à propos de ce qui constitue désormais un des traits marquants non seulement de la scène monétaire internationale, mais des relations politiques entre les pays du Nord et ceux du Sud (la revendication du moratoire des dettes est sur la place publique depuis la conférence de Jambou) : ce jour, nombreux sont les pays qui ne trouvent dans l'impossibilité d'assurer le service de leur dette externe, gérée en partie à l'effet modérateur de l'inflation sur la dette encourue précédemment. Nombre de pays emprunteurs sont cependant devenus vulnérables à tout changement important dans leur accès aux crédits externes ou à une diminution grave de leurs recettes d'exportations. Leur vulnérabilité se trouve renforcée par les effets d'érosion de l'inflation sur la valeur réelle de leurs réserves externes, lesquelles sont, à l'heure actuelle, très faibles par rapport à leurs importations courantes et projetées. La possibilité d'atténuer des difficultés éventuelles sera largement fonction de la production d'efforts mondiaux et de la croissance des recettes d'exportations des pays en développement non producteurs de pétrole.

## LES RÉSERVES MONDIALES ONT CONTINUÉ D'AUGMENTER FORTEMENT



accords de la Jamaïque, de 29,2 à 39 milliards de D.T.S. En attendant cette augmentation, le Fonds pourra accorder des crédits plus importants grâce à la décision qui a été encore prise à la Jamaïque d'augmenter les tranches de crédit de 45 % (à l'exception de la tranche or, dont l'utilisation est inconditionnelle). Dans le monde tel qu'il est, les institutions officielles concourent à leur façon, et par des méthodes de plus en plus sophistiquées, à l'alimentation de l'inflation.

**PAUL FABRA**

## EXIGEZ L'AGENDA DE L'EXPANSION

**le seul agenda conçu spécialement pour les responsables,  
le seul qui rivalise avec les grands agendas américains.**

**L'AGENDA-GUIDE DE L'EXPANSION** vous rendra des services exceptionnels et fera honneur à votre bureau. Format 210 x 220, élégante reliure rehaussée par la gravure au fer à dorer du millésime et des initiales. 192 pages dont 110 sont consacrées au semainier, 32 au guide de l'Economie qui contient des références indispensables réunies par l'Expansion, et 47 au Guide touristique, gastronomique et pratique de l'homme d'affaires. Planning annuel et répertoire alphabétique de 32 pages. amovible.

**NOUVEAU**

**Complément indispensable de  
l'Agenda-Guide**

**TIRAGE LIMITÉ  
RÉSERVEZ VOS AGENDAS.  
DÈS AUJOURD'HUI,  
sans aucun engagement de votre part.**

**BON pour une magnifique documentation  
en couleurs GRATUITE et une pré-réservation  
sans obligation d'achat.**

Je désire recevoir une documentation détaillée, et le contenu des agences  
de connaître exactement : la présentation et le contenu des agences  
conditions d'achat, les possibilités de personnalisation au nom des entreprises qui achètent.

offrir l'agenda en cadeau.  
Cetle demande de documentation ne m'engage pas.

M. \_\_\_\_\_ (Nom) \_\_\_\_\_  
Mlle \_\_\_\_\_  
Mlle (Prénom) \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

**Envoyez à retourner à L'AGENDA DE L'EXPANSION**  
10, rue de Valenciennes - 75017 Paris

67 JUL 11 1968

**AGM**



سوالی و جوابی

LE MONDE  
SOCIAL

DE L'ECONOMIE

... LE MONDE — 21 septembre 1976 — Page 23

## L'AIDE AUX AGRICULTEURS

### Vers des subventions systématiques aux paysans les plus pauvres ?

**L**e dispositif du plan d'aide aux revenus des agriculteurs victimes de la sécheresse doit être adopté mercredi 22 septembre, en même temps que les mesures de lutte contre l'inflation, le collectif budgétaire pour 1976 et le projet de loi de finances pour 1976. Bien que la commission des comptes pour l'agriculture ait évalué à 5,8 milliards de francs la baisse du revenu agricole, il semblait, quelques jours avant le conseil des

ministres, que le montant global des aides à l'agriculture (y compris les 2,2 milliards à valoir décaissés le 25 août) atteindrait quelque 6,2 milliards de francs. Comment cette enveloppe globale sera-t-elle répartie ? Les subventions correspondraient-elles vraiment à une nécessité pour l'agriculture française ? (Voir aussi, ci-contre, l'article de Pascal Salin sur les conséquences de la sécheresse).

Les pouvoirs publics auraient décidé de prendre en compte plus largement (500 millions de francs) les effets sur 1976 de la baisse de la productivité laitière. L'enveloppe globale des aides atteindrait donc 6,2 milliards de francs. Outre les 2,2 milliards déjà alloués, le gouvernement se réserverait une enveloppe de l'ordre de 1 milliard de francs pour rétablir la prise en charge des bonifications d'intérêts de certaines catégories et une dernière enveloppe de l'ordre de 3 milliards destinée aux départements. La ventilation de cette dernière se ferait en fonction des déficits pluviométriques et fourragers (le critère de l'altitude n'a finalement pas été retenu). Ce coefficient est de 0 pour les quinze départements méridionaux non affectés par la sécheresse et évolue de 17 pour les zones faiblement affectées à 50 pour les deux départements les plus étiés, l'Orne et la Manche.

La détermination de ces chiffres a donné lieu à de sévères engagements entre les services du ministère de l'Agriculture et les dirigeants professionnels, notamment en ce qui a concerné l'Auvergne, dont le taux était jugé trop faible. *Grosso modo*, le mécanisme de distribution entre départements devrait permettre un doublement des primes à l'U.G.B. (unité de gros bétail) décidées le 25 août. Autrement dit, les éleveurs toucheraient au moins environ 400 francs par U.G.B. en Bretagne, Basse et Haute-Normandie, Pays de Loire, Poitou-Charentes (zone 1) ; 300 francs en Auvergne, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie (zone 2) ; 100 francs en Alsace, Franche-Comté, Rhône-Alpes, ainsi que dans certains départements de l'Aquitaine, du Languedoc-Roussillon, du Midi-Pyrénées et de Provence-Côte d'Azur (zone 3).

Le ministère de l'Agriculture proposait que ces aides soient distribuées sous une

condition de revenu — les 100 000 exploitants ayant les plus forts revenus devant être exclus — et pour un nombre maximum de têtes de bétail seulement. On aurait souhaité garder, rue de Varenne, le plafond de 30 U.G.B. déjà institué le 25 août. Toutefois, les dirigeants de la Fédération des exploitants (F.A.S.E.A.) seraient intervenus auprès de l'Idéal Maiton pour obtenir un relèvement de ce plafond à au moins 45 U.G.B.

L'enveloppe globale n'étant pas élastique, cela reviendrait à diminuer le montant des primes, autrement dit à pénaliser les petites troupeaux. A moins que les sommes affectées à la prise en charge des intérêts des prêts aux jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux élevage ne soient amputées pour grossir l'enveloppe départementale.

Enfin, le reliquat à la disposition des départements après la distribution des aides aux agriculteurs pour le revenu est le plus faible. Les exploitations végétales auraient, de leur côté, essentiellement recours aux prêts calamités d'une durée de sept ans à taux bonifiés avec un différé d'amortissement.

Est-il bien nécessaire de venir en aide aux agriculteurs sinistrés par la sécheresse au moyen de subventions ? Au-delà de la polémique sur le financement de cette aide, qui pose le problème de sa-

voir s'il est équitable de prendre dans le portefeuille d'une catégorie sociale pour remplir la cassette d'une autre, il apparaît, en effet, que l'agriculture devrait pouvoir d'elle-même surmonter ses difficultés, en augmentant ses prix et en diminuant ses consommations intermédiaires, par exemple selon le schéma exposé ci-contre par le professeur Salin. Trancher la difficulté en ces termes revient à dire que l'économie agricole est en prise directe avec l'économie de marché telle qu'elle est définie dans les traités et les manuels. La réalité agricole est fort différente à l'intérieur des frontières de la Communauté économique européenne. Parce que les coûts des denrées agricoles ne sont pas librement déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. Chaque année, les ministres de l'Agriculture des Neuf fixent une grille de prix, applicable à la quasi-totalité des produits agricoles, qui tient compte de deux éléments quasiment opposés : contenir la hausse des prix alimentaires ; améliorer le revenu des exploitants, qui est, en moyenne, inférieur à celui des autres catégories sociales. A gros traits, le prix effectivement perçu par le paysan varie entre un cours-plancher d'intervention et un cours-planche de seuil qui correspond au prix d'importation des denrées achetées sur le marché mondial. Cette charge est *grosso modo* de l'ordre de 10 %.

#### Deux inconvénients

Un gouvernement mis devant la situation actuelle de la France pourrait certes tourner la difficulté en procédant à une dévaluation de sa « monnaie verte », ce qui reviendrait à augmenter d'un taux équivalent les prix agricoles exprimés en monnaie nationale. Mais la procédure a deux inconvénients : atténuer la faiblesse de la monnaie nationale ; mais surtout aggraver les disparités entre les agriculteurs. C'est le fond du problème. Et la sécheresse n'est qu'un « révélateur », selon l'expression du ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, dans ces colonnes.

Depuis 1974 et 1975, ce sont 4 milliards d'aides exceptionnelles au revenu qui ont été distribuées aux agriculteurs. Si l'on ajoute vraisemblablement 6,2 milliards de francs cette année. Les conséquences directes de la sécheresse n'interviendront pas pour moins de la moitié de ce chiffre. A noter d'ailleurs que le président de la République s'était engagé au maintien du revenu paysan en 1976 à ce niveau de 1975 avant même que le manque d'eau ne se fasse sentir.

L'explication la plus courante pour justifier ces aides est que les charges de production ont augmenté plus vite en France que les prix européens fixés à Bruxelles sur la base d'évaluation moyenne aux neuf Etats membres. Il faut ajouter que le niveau du revenu de plus de la moitié des exploitants est trop faible pour être sensiblement amélioré par une hausse des prix, celle-ci supérieure à 15 %.

Un groupe de travail constitué par la commission de l'Agriculture et de l'Alimentation du VII<sup>e</sup> Plan a en effet constaté que 45,7 % des exploitations ont un revenu brut inférieur à 10 000 F, 28,9 % entre 10 000 F et 25 000 F, 15,9 % entre 25 000 F et 50 000 F, 6,4 % entre 50 000 F et 100 000 F, 3,1 % plus de 100 000 F. Outre les conditions naturelles, et la compétence technique du chef d'exploitation, ce groupe de travail a souligné que ces écarts tiennent à deux facteurs :

● LA SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS : de 10 à 15 hectares le revenu d'une exploitation est de 10 000 F en moyenne, de 35 à 50 hectares de 25 000 F, de 70 à 100 hectares de 50 000 F, de 100 à 200 hectares de 100 000 F, et pour plus de 200 hectares de 250 000 F ;

● LE SYSTEME DE PRODUCTION : de 10 à 20 hectares une exploitation de grande culture (céréales-béteaves) a un revenu brut de 21 700 F pour celle de bovins à viande

de 18 100 F, pour celle de bovins à lait de 13 300 F ; lorsqu'elles ont entre 20 et 50 hectares, ces trois types d'exploitations ont respectivement un revenu brut de 37 900 F, 22 100 F, 23 300 F. (Ces chiffres portent sur l'année 1970, mais le groupe de travail a noté qu'il ne semble pas que la répartition des revenus d'exploitation se soit sensiblement modifiée dans les années récentes.)

Bref, la subvention paraît inévitable pour soutenir le revenu du plus grand nombre. Mais, au-delà des difficultés conjoncturelles provoquées par la sécheresse, et indépendamment de la politique des prix agricoles, réapparaît donc l'exigence d'une politique des structures d'exploitation qui a été ébauchée depuis les inconvénients du plan Maiton et du rapport Vadel. Car il ne saurait être question de « liquider » purement et simplement les exploitations, les moins rentables pour « faire de la place » à celles qui sont déjà pourvues. Mais l'idée est née, dans certains milieux paysans jeunes, d'instaurer une allocation aux bas revenus en contrepartie d'engagements sur la libération des terres et la commercialisation des produits par des circuits organisés. Ces positions s'étaient jusqu'à présent heurtées à une opposition farouche de M. Chirac. L'ancien premier ministre craignait que ces pratiques ne reviennent « à gonfler les rangs du Mouvement des exploitants familiaux (MODEF) en désignant expressément les « petits ».

Relancer cette idée à l'heure actuelle n'est guère plus facile pour les mêmes raisons politiques. Finalement, les choix seront faits selon que la vision des pouvoirs publics sera plus ou moins imprégnée par l'aspect économique, ou social, ou électoral de la question paysanne.

ALAIN GIRAUD.

#### ERRATA

Le dernier paragraphe de la première colonne de l'article de Gilbert Bégin paru dans « Le Monde de l'Economie » du 14 septembre 1976, devait commencer par la phrase suivante, qui a été omise par erreur : « Faire la répartition et augmenter la production. Ce slogan... » Le reste sans changement.

Dans le tableau qui accompagnait l'article, les chiffres de production alimentaire et d'importation de grains étaient en millions de tonnes ; le réseau ferroviaire en kilomètres.

La Voie choisie, la longue marche de l'économie, 1946-1974, de Gilbert Bégin, F.U.P., coll. « I.R.D.E.S. ».

### La sécheresse n'est pas en soi une cause de déficit ou d'inflation

par PASCAL SALIN (\*)

**L**a sécheresse exceptionnelle qui a sévi cette année dans certaines régions de France a évidemment des conséquences économiques, qui sont d'ailleurs actuellement l'objet des préoccupations de bien des Français. Du point de vue de l'économiste, il est utile d'utiliser un schéma maintenant traditionnel pour analyser ces conséquences : il y a des aspects d'allocation, des aspects de répartition et des aspects macro-économiques ou encore conjoncturels.

● EFFETS D'ALLOCATION. — L'eau est devenue un bien plus rare qu'il n'était habituel dans les régions concernées. La distribution de l'eau étant évidemment organisée en fonction de la situation des années « normales », un problème d'allocation des ressources disponibles entre des utilisateurs exprimant globalement une demande trop importante s'est donc posé. Deux types de techniques ont été utilisées à cet effet :

— la persuasion : les moyens d'information ont fait appel au « civisme » des citoyens, leur demandant de ne pas gaspiller d'eau et de la réserver, par conséquent à ceux qui en avaient vraiment « besoin », par exemple les agriculteurs ;

— la réglementation, le contrôle et le châtiment : c'est ainsi qu'il a été parfois interdit, sous peine d'amende, de laver sa voiture ou d'arroser son jardin.

Pour un économiste, ces deux moyens sont contestables ou, tout au moins, sont d'une efficacité inférieure à un autre instrument, à savoir le mécanisme des prix. Si l'eau devient plus rare par rapport à la demande, il faut que son prix monte. Contrairement à l'utilisation de ce mécanisme simple et efficace, le recours à la persuasion et à la réglementation sont injustes, coûteux et finalement peu efficaces : injustes si l'on pense, par exemple, que le citoyen qui fait preuve de « civisme » est placé dans une situation moins favorable que l'égoïste, ou encore que celui qui peut laver sa voiture dans une arrière-cour est favorisé par rapport à celui qui ne peut guère utiliser que la rue, celui qui a un jardin clos par rapport à celui qui a un jardin ouvert aux regards de tous, etc. Le recours à la persuasion, mais encore plus au contrôle, est coûteux puisqu'il faut utiliser des hommes et d'autres facteurs de production aux tâches d'information et de contrôle. En pratique, d'ailleurs, il y a bien un choix entre les dépenses ainsi engagées et le rendement obtenu : une efficacité « totale » ne peut être obtenue qu'à un prix pratiquement infini, qu'aucune société ne peut évidemment supporter.

Pour un économiste, le système des prix est plus efficace, tout d'abord parce qu'il est moins coûteux, ensuite parce qu'il n'oblige pas à résoudre un problème insoluble, à savoir de comparer les « besoins » respectifs de différents individus ou de différentes catégories sociales. Mais, dira-t-on, le recours au système des prix est socialement injuste, car il défavorise les plus pauvres, qui ne pourraient pas supporter le coût d'une augmentation du prix de vente de l'eau. Ne voit-on pas pourtant que le recours à la persuasion et au contrôle est encore plus injuste : pourquoi vendrait-on à bas prix un bien rare à un « riche incivil » qui ferait couler des fontaines dans ses parcs, alors que le petit cultivateur, son voisin, ne pourrait pas irriguer son champ ?

En d'autres termes encore, on ne doit pas pratiquer une politique de répartition en offrant à tous un certain bien à un prix sous-évalué, mais en agissant directement sur le revenu de ceux que l'on considère comme particulièrement défavorisés, tout en laissant la liberté de choisir entre l'achat d'eau et l'achat de vin. Examinons donc ce que peuvent être les modalités d'une politique de répartition.

● EFFETS DE REPARTITION. — Ces derniers sont évidemment les mieux connus et les plus largement discutés, et la presse a fait un large écho au débat entre l'utilisation de l'impôt et l'utilisation de l'emprunt pour financer l'effort de solidarité nationale en faveur des agriculteurs. Nous ne reviendrons pas sur certaines caractéristiques choquantes du recours à l'impôt, par exemple le fait que ceux dont les revenus sont déclarés par des tiers devront faire un effort particulier en faveur d'une catégorie sociale qui ne contribue pas régulièrement aux dépenses de la nation en proportion de sa capacité contributive. La sécheresse de cette année pose un problème plus général : dans quelle mesure l'Etat doit-il assurer une responsabilité d'« assureur » ? Dans une économie qui n'est pas totalement statique, en effet, le risque économique est partout présent. Il est couvert, dans beaucoup de cas, par des systèmes d'assurances, de sécurité sociale, de caisses de chômage, etc., dont les ressources proviennent en général des bénéficiaires éventuels.

Il est certain que les risques encourus par les agriculteurs sont plus importants que ceux de beaucoup de producteurs, et qu'il n'existe, bien sûr, aucun système privé ou public d'assurance contre les mauvaises récoltes. Faut-il pour autant pratiquer un transfert de revenu définitif en faveur des agriculteurs ? Dans la discussion entre le financement par l'impôt et le financement par l'emprunt des indemnités à verser aux agriculteurs, on a fait valoir que le financement par l'emprunt n'aboutissait qu'à reporter la charge financière sur les générations futures. Cela est exact. Mais quelles catégories, parmi ces générations futures, auraient à supporter ce poids ?

On pourrait tout d'abord s'attendre que les agriculteurs paient dans le futur des montants d'impôts qui soient mieux en rapport avec leurs revenus. On peut aussi se demander s'il ne serait pas plus normal que les sommes allouées aux agriculteurs soient remboursées par eux. Leurs charges de remboursement et d'intérêt entraveraient alors dans leurs coûts de production et c'est sur cette base que l'on pourrait éventuellement discuter de la « parité » du revenu agricole.

Le fait que l'activité agricole, soit particulièrement variable selon les années n'implique pas nécessairement que les autres catégories sociales financent les mauvaises années, mais peut-être plutôt que toutes les discussions sur la « solidarité nationale entre les catégories sociales » prennent en considération le revenu moyen sur une période de temps relativement longue. Le passage d'une mauvaise année à une bonne année est alors effectué au moyen du crédit. Une telle conception relève sans doute de la logique, elle peut-être aussi pour avantage d'éviter de dresser les catégories sociales les unes contre les autres.

#### Un phénomène global

Il est généralement admis que la sécheresse devrait accroître l'inflation et déséquilibrer la balance commerciale. Il n'en est rien en réalité. L'idée selon laquelle la sécheresse serait inflationniste vient d'une extension abusive d'un raisonnement relevant de la micro-économie au domaine macro-économique : puisque, dit-on, l'offre de produits agricoles est plus faible que la demande, le prix des produits agricoles doit augmenter. Puisque ces prix entrent dans l'indice général des prix, il y aura une augmentation plus rapide de celui-ci. Mais l'inflation est un phénomène global : il y a inflation si la demande en monnaie est supérieure à l'offre. Or, il n'y a aucune raison que les mauvaises récoltes accroissent cet écart entre l'offre globale et la demande globale : si les agriculteurs supportaient entièrement les conséquences de la sécheresse, la demande globale en serait diminuée d'autant ; s'ils bénéficiaient d'un transfert, la diminution de la demande globale prend son origine dans les catégories qui supportent ce transfert, soit sous forme d'impôt, soit sous forme d'emprunt.

Il n'y a, bien sûr, d'effet inflationniste que dans la mesure où le transfert aboutit à une augmentation des crédits distribués à l'économie sans compensation en un autre point : cela serait le cas, par exemple, si les transferts étaient payés par l'Etat par simple financement monétaire, la Banque de France acceptant une augmentation de la masse monétaire égale au montant des transferts. En sens inverse, si les transferts étaient financés, par exem-

ple, par le recours à l'emprunt et si la Banque de France faisait en sorte que ces émissions nouvelles ne se traduisent pas par une augmentation plus importante de la masse monétaire, il n'y aurait pas plus d'inflation que s'il n'y avait pas eu de sécheresse. C'est dire, une fois de plus, que l'inflation ne dépend que d'une chose : de la politique monétaire de la Banque centrale.

On peut analyser d'une manière semblable les effets de la sécheresse sur la balance commerciale : celle-ci ne se modifie pas si l'accroissement des importations de produits agricoles est compensé par la diminution des importations. Il en est ainsi si le financement du transfert au profit des agriculteurs (que celui-ci soit effectué au moyen de l'impôt ou au moyen de l'emprunt, que le transfert soit ou non définitif) ne conduit pas la Banque centrale à adopter une politique monétaire plus laxiste, c'est-à-dire si le transfert financier correspond effectivement à un transfert réel. C'est dire encore que la balance commerciale ne dépend pas de tel ou tel événement sectoriel (les importations de produits agricoles, les importations d'énergie, d'I.D.E., etc.). Et il faudrait enfin peut-être ajouter que, particulièrement en régime de changes flexibles, la situation de la balance commerciale n'a strictement aucune importance : son solde n'est que le reflet de la mesure dans laquelle l'étranger finance notre pays ou notre pays finance l'étranger.

(\*) Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

parlez  
ANGLAIS...

LOGOS  
centre privé de formation  
4 Villa Ornano 75018  
PARIS TEL: 855.09.05  
TOURS TEL: 80.88.81  
NANTES TEL: 47.70.90  
ORLÈANS TEL: 82.94.90

SACHEZ INVESTIR  
SUISSE  
VALAIS

Groupes de promotions immobilières  
en station d'hiver et d'été  
à OYRONNAZ  
et aux COLLONS/THYON  
offrant

SÉCURITÉ : capital pierre  
acte notarié immédiat

ACCESSIBILITÉ : à partir  
de 65.000 Francs Suisses

AVANTAGES : ou vous  
l'achetez, comme résidence  
secondaire, ou vous confiez  
la gestion à notre Société.

FACILITÉS FISCALES

COUPON RÉPONSE

NOM .....  
Adresse .....  
Ville ..... TEL. ....

A retourner à GROUPE DE  
PROMOTIONS IMMOBILIÈRES  
DUMAS, P.A. BANQUE  
POPULAIRE SUISSE  
c/o du Midi  
1950 SION/VALAIS  
SUISSE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
LE CENTRE DE FORMATION CONTINUE DU C.E.S.A.  
(H.E.C., I.S.A., C.F.C.)

vous propose deux journaux d'études sur :

**LA MINI-INFORMATIQUE  
AU  
SERVICE DE LA COMPTABILITÉ**

- dans les cabinets experts comptables
- dans les P.M.I.
- dans les entreprises décentralisées

**cfc**

20 et 21 octobre 1976  
Centre de Formation Continue  
1, rue de la Liberté - 93550 Joiny-le-François  
Tél. : 956-80-90, poste 742.

## La mobilisation de l'opinion contre l'inflation

## Pas dupe...

Il n'est pas nécessaire d'être un expert en économie pour trouver qu'il y a quelque chose de bizarre dans cette manière de mobiliser soudain l'opinion pour lutter contre l'inflation. Est-ce parce que le déséquilibre de l'économie était trop fort que M. Chirac est parti pour céder la place à M. Barre ? Ou n'est-ce pas plutôt parce que M. Chirac devait partir pour d'autres raisons, plus politiques qu'on se sert du thème de la lutte contre l'inflation pour mettre en scène son successeur, et tenter de renforcer la cohésion nationale, condamnant les partenaires sociaux à faire patte d'oie devant une population sensibilisée aux risques qu'elle court.

Car enfin, le simple citoyen, lorsqu'il garde encore les yeux ouverts pour observer les indicateurs les plus élémentaires de la situation qu'on lui décrit, ne peut pas comprendre pourquoi, il y a deux ans, au début de 1974 et jusqu'à la fin de l'année, en pleine crise du pétrole, au début d'une récession mondiale, avec un déficit de la balance des paiements maximal et un taux d'inflation « à deux chiffres », tel qu'il n'a jamais plus été atteint depuis, on lui expliquait qu'il n'y avait rien à craindre et qu'aucun sacrifice ne lui serait demandé (ne roulait-on pas fièrement le dimanche sur les autoroutes, tandis que dans les autres pays européens on allait à la messe à pied) ; aujourd'hui, en revanche, au moment où les experts du monde entier saluent « la reprise économique », où les équilibres internationaux dus à l'augmen-

tation du prix du pétrole sont à peu près rétablis, et où, tout compte fait, tout va plutôt mieux dans l'ensemble, c'est la mobilisation générale. Pourquoi ?

A qui la faute, si, depuis deux ans, comme le dit M. Raymond Barre, « la France vit au-dessus de ses moyens » ? La stratégie de « docteur tant mieux » choisie malencontreusement par l'Elysée au moment où l'arrivée d'un nouveau chef de l'Etat aurait pu faire avaler bien des pilules doit se payer aujourd'hui. Si le franc s'affaiblit, si la reprise des investissements laisse à désirer, si la compétitivité des entreprises françaises vis-à-vis de l'étranger se détériore, c'est parce qu'elles ont été les seules cibles des mesures « de refroidissement » prises en 1974 et au début de 1975, à un moment où elles étaient déjà en posture délicate. Les effets de la récession mondiale se sont trouvés amplifiés par les potions de M. Fournier, sans que l'inflation s'en trouve pour autant suffisamment ralentie. On ne peut pas vivre tous sur la laine de quelques moutons, surtout si on la tond avant même qu'elle pousse.

Réagir aujourd'hui en regardant la situation en face n'est pas inutile. Mieux vaut tard que jamais. Mais peut-on reconnaître ses erreurs publiquement ? C'est la réponse à cette question qui explique que le citoyen ne s'y retrouve plus : au moment, où on fait appel à son sens des responsabilités, il se sent doublement irresponsable.

JACQUELINE GRAPIN.

## DESTINÉE A DÉFENDRE LE FRANC

## La hausse des taux d'intérêt en France est-elle terminée ?

PARMI les problèmes que devra résoudre M. Barre dans les semaines ou les mois qui viennent, il en est un qui intéresse au premier chef les banquiers, les entreprises et les particuliers : c'est celui des taux d'intérêt. La hausse des taux à court terme provoquée par les autorités monétaires pour défendre le franc va-t-elle se trouver confirmée, entraînant celle des taux à moyen et long terme et renchérissant ainsi l'accès au crédit ? Ou, au contraire, les taux à court terme vont-ils être abaissés ? La réponse n'est pas simple, trois paramètres devant être pris en considération : la nécessité de rétablir l'écart normal

entre taux à court terme et taux à long terme, trop réduit actuellement ; celle de ne pas pénaliser l'investissement productif en renchérissant son coût de financement ; l'obligation, enfin, de contenir la demande des particuliers dans des limites raisonnables en ne leur facilitant pas outre mesure l'accès au crédit. Ce sont tous ces impératifs que M. Barre et ses conseillers devraient combiner pour éviter d'imprimer aux taux d'intérêt des fluctuations si déconcertantes et si nuisibles que la formule des taux flottants pour le long terme, encore peu répandue, commence à rencontrer un intérêt grandissant.

La montée des taux d'intérêt à court terme est un phénomène récent en France, tout au moins depuis vingt mois. Après la vertigineuse flambée de 1974, les pouvoirs publics ayant décidé de freiner brutalement la demande, une lente dérive s'est produite tout au long de l'année 1975 : le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire revint graduellement de son niveau record de 14 % jusqu'à 6,50 % au début de 1976, soit les conditions prévalant à l'automne 1972. On assista même, en ce début d'année, à un phénomène assez curieux : les taux du marché monétaire sur les échéances moyennes (six mois à un an) qui n'avaient pas entièrement suivi dans sa baisse le taux du très court terme (jour le jour) fléchissaient brusquement.

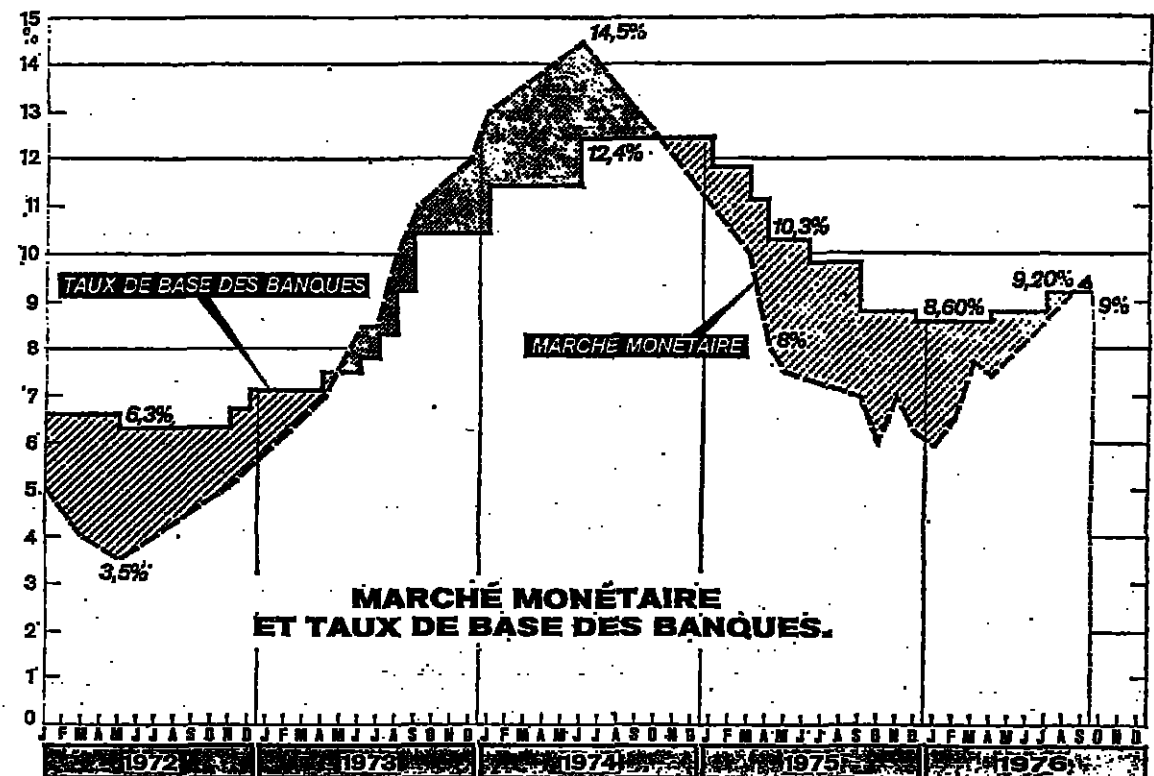
L'ensemble des opérateurs, qui s'accordaient auparavant à prévoir une remontée des taux dans le courant de

octobre, ont ralenti le rythme de l'expansion de toutes les prévisions, notamment celle d'une hausse des taux de base des banques (prime rate).

Las ! le début des attaques contre le franc, considéré comme surévalué depuis sa rentrée dans le « serpent » monétaire européen en juillet 1975, allait remettre tout en question. Dès la fin du mois de janvier dernier, la Banque de France commençait à utiliser l'arme des taux pour défendre notre monnaie, tout en intervenant massivement sur les marchés des changes. L'ampleur du relèvement du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire demeura néanmoins assez limitée, puisque, au lendemain de la mise en flottement du franc le 20 mars 1976, ce loyer n'avait atteint que 7,50 %, et se maintenait aux alentours de ce palier jusqu'au milieu de juillet. Devant faire face à une nouvelle attaque contre le franc, la Banque

des capitaux à court terme. Une telle situation développe alors ses effets « pervers » : en période de hausse des taux, l'emprunteur se hâte de s'endetter, craignant l'accélération du processus, tandis que le prêteur ralentit ses opérations, pour les mêmes raisons. En période de baisse des taux, c'est l'inverse, le tout prenant un caractère essentiellement spéculatif. S'il y a un gagnant, il y a nécessairement un perdant, le plus souvent le prêteur, c'est-à-dire l'épargnant.

Très rapidement, la nécessité de neutraliser de tels effets « pervers » est apparue, notamment sur le marché des eurodollars, où les crédits bancaires d'abord, puis certaines émissions obligataires ensuite, furent dotés de taux flottants, indexés sur le fameux LIBOR (taux intermédiaire des dépôts en eurodollars à six mois sur la place de Londres). Dans ce genre de formule, l'emprunteur



l'année 1976 en liaison avec le développement de la reprise économique et un renouveau de l'inflation, lâchaient pied subitement en constatant que la reprise s'essouffait et que la demande de crédits ne s'emballait pas. Le même phénomène était enregistré aux Etats-Unis,

de France résolut de ne plus intervenir sur les marchés des changes, et fit monter rapidement le loyer de l'argent au jour le jour, qui, en trois semaines, passa de 7,50 % à 9,50 %, le taux officiel de l'escompte étant élevé, au préalable, de 8 % à 9,50 %.

l'assurance de voir ses charges diminuer en cas de baisse des taux, s'il s'est engagé à un niveau élevé, et le prêteur la certitude de bénéficier de la hausse des taux lorsqu'il a placé ses capitaux au creux de la vague. Depuis quelques mois, presque toutes les grandes banques françaises l'ont utilisée, la réservant toutefois au marché des eurodollars.

Sur le marché intérieur, la formule des taux fixes a, jusqu'à présent, été pratiquement la seule utilisée. Les acheteurs institutionnels d'obligations, compagnies d'assurances, caisses de retraite, etc., n'aiment pas les taux variables et préfèrent un rendement sécurisé, pratiqué sans surprise. Le particulier est inhibé aux emprunts traditionnels et ne perçoit pas « a priori » l'avantage des taux flottants.

Son attitude pourrait peut-être changer. Coup sur coup, depuis le début de 1976, trois établissements français viennent de lancer un emprunt à taux flottant, dont les caractéristiques essentielles sont une durée réduite à sept ans, un rendement indexé égal ou supérieur à la moyenne mensuelle ou semestrielle du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris, un taux plancher voisin de 7 % et, surtout, la possibilité d'obtenir le remboursement à la valeur nominale à partir de la deuxième année.

Cette faculté de mobilisation peut ne pas rassurer l'emprunteur, mais elle convient très bien à des prêteurs, particuliers ou établissements qui veulent se dégager éventuellement. Elle suppose, de même que l'indexation, que l'emprunteur ait quelque lien avec le marché monétaire : c'est ce qui explique que les trois derniers émetteurs aient été des banques, notamment le Crédit commercial de France, dont l'emprunt de 350 millions de francs, placé auprès de sa clientèle, aurait été rapidement couvert. Ajoutons que ces emprunts permettent aux établissements de consentir, hors encadrement, des crédits à due concurrence.

Ces limitations et les répugnances des grands investisseurs restreignent le champ d'application des émissions à taux flottants sur le marché intérieur. Leur apparition a néanmoins soulevé un intérêt évident, certains, comme M. Théobald Braun, président du Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine et membre de la commission de financement du VII<sup>e</sup> Plan, y voyant même le remède à bien des maux.

FRANÇOIS RENARD.

## Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



**Paris-Sheraton Hotel**

**ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ECONOMIQUE et SOCIALE**  
**ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPERIEUR**  
**FORMATION et PERFECTIONNEMENT**

**PROBATOIRE - D.E.C.S.**  
**EXPERTISE COMPTABLE**

Etudiants et salariés - sur place - à distance

**FONCTIONS DE PERSONNEL**

Choix des cycles - 120 à 150 heures (temps partiel)

**ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS**

Formation de Cadres responsables des transports

Les inscriptions seront closes sans préavis.

**ENOES**

62, rue de Miroménil 75008 PARIS - Tél. 522-53-86



CORRESPONDANCE

# L'inflation et le crédit bancaire

L'ARTICLE d'André Fourcans publié dans le Monde de l'économie du 14 septembre 1976 sous le titre « Pas de retour à la stabilité sans réforme monétaire », nous a valu la lettre suivante de M. Claude Mar (Chelles), maître de conférences à l'Institut technique de banque :

Avant d'aborder quelques points précis, permettez-moi de donner un sentiment sur la démarche suivie par l'auteur. On peut certes partager sans réserve deux points du développement :

1) Le « stock de monnaie » — pourquoi ne pas parler de masse monétaire ? — dépend de l'activité économique, mais ce fait s'analyse au travers des sources de la création monétaire : crédits à l'économie, déficit budgétaire, excédent de la balance des paiements. Dans nos économies occidentales, la contrepartie des crédits à l'économie se révèle sans aucun doute prépondérante au plan statistique, mais sans exclusive. Il faut tenir compte du contexte général au cours de la période fondée et de la complémentarité des sources de création monétaire ;

2) Lorsque les différents instruments de contrôle de la création de monnaie se révèlent impuissants à exercer leur rôle convenablement, la seule solution consiste en un encadrement du crédit rigoureux. De telles dispositions peuvent incliner à penser que les poussées inflationnistes trouvent leur origine essentiellement dans les financements à l'économie. Là encore, il convient de songer à la situation d'ensemble. Tous les phénomènes économiques sont liés, et les causes de l'inflation ne se résument malheureusement pas à une opération purement arithmétique.

Pourrait-on raisonnablement envisager une contraction — ou une moindre croissance de la masse monétaire — provoquée par un excédent budgétaire issu de l'impôt, ou un déficit confirmé de la balance des paiements accompagné d'une hémorragie de devises ?

La régulation de l'économie, la recherche des grands équilibres, ne sauraient passer par la seule politique du crédit. Les solutions proposées par M. Fourcans ont des relents de théories quantitativistes et font songer aux idées de Milton Friedman. La politique du « stop and go » dénoncée par l'auteur à juste titre n'apparaît-elle pas finalement comme le moins mauvais remède ? Il faudrait bien entendu l'accompagner de mesures propres à atténuer ses effets néfastes sur l'emploi, l'investissement... mais il s'agit d'un autre débat.

Pour en terminer avec le déroulement général de l'analyse de M. Fourcans, la question se pose de savoir si les

bases retenues pour la démonstration n'isolent pas trop artificiellement la notion de stocks constitués par les entreprises, sur laquelle s'appuie une bonne partie du raisonnement. Tout ne gravite pas autour de stocks accumulés le plus souvent en prévision de hausses de prix, voire dans un but spéculatif, mais aussi pour faire face à un volume de ventes supposé en accroissement. Par ailleurs, il y a peut-être lieu de se montrer moins affirmatif quant à une création de signes monétaires nouveaux qui résulterait de cette tendance à l'augmentation des stocks.

Quant au financement de ces stocks par le système bancaire, il est inexact de dire qu'il trouve sa satisfaction dans les opérations d'escompte. Le code de commerce et plus encore les usages de la profession bancaire préservent bien la nature de l'effet de commerce, support d'une transaction entre agents économiques. Des jetons de change tirés des banques et organismes admissibles, mais l'institut d'émission y exerce un rôle prépondérant. Il serait excessif toutefois d'affirmer que la Banque de France répond facilement et automatiquement aux demandes des banques. Les adjudications se font à des conditions rigoureuses.

Notons aussi que certains établissements bancaires peuvent bénéficier, sur des périodes notables, d'une trésorerie excédentaire et venir comme prêteurs sur ce même marché. On conçoit donc qu'un recours rendu plus difficile à ce mode de refinancement ne saurait les concerner. De plus, la fixation des taux sur le marché monétaire ne procède pas du seul désir d'action sur les trésoreries des banques ; que l'on songe aux motivations de la politique actuelle de taux élevés : attirer les capitaux étrangers, avec comme effet induit un encouragement de l'épargne liquide (bons de caisse, dépôts à terme), pouvant améliorer les ressources des banques. Une politique d'argent cher peut donc avoir des résultats opposés au but recherché, d'autant qu'il faut tenir compte de

l'incidence du coût du crédit dans les prix de revient des producteurs.

Mais cette action des autorités sur le marché monétaire n'est pas le seul moyen utilisé pour agir sur la création de monnaie. Il faut, bien entendu, prendre en compte le système des réserves obligatoires destiné à stériliser une partie de la trésorerie des banques. Ce n'est donc qu'en cas d'insuffisance de ces deux modes d'intervention que l'on a recours à l'encadrement du crédit. Nous revenons ici au point de départ. On ne voit toutefois pas ce que le retour même provisoire aux antiques plafonds de réescompte pourrait apporter de nos jours.

An total, le texte de M. Fourcans a le mérite de poser un problème fondamental, mais il convient de le faire sur des bases précises. Après cela, l'analyse et la recherche des solutions ne sauraient se concevoir que dans un cadre global, tenant compte de l'interdépendance des phénomènes économiques. Le débat mérite d'être élargi, associant dans une même réflexion théoriciens et praticiens.

# Et l'autofinancement ?

M. JEAN MOTHES, de Paris, nous adresse la lettre suivante à propos de la publication, dans « Le Monde de l'économie » du 4 septembre 1976, de l'article de Jacques Attali intitulé « A bout de souffle » :

Jacques Attali sait mieux que personne que la théorie marginaliste de la formation des prix est une hypothèse théorique sans fondement et que, dans la pratique, les us et coutumes des industriels sont beaucoup plus proches des hypothèses de Ricardo (raprices ensuite par Marx). Il sait donc que l'industriel définit son prix de vente en fonction, d'une part, de ses coûts (plus ou moins liés directement ou indirectement à la valeur-travail) et, d'autre part, du taux de profit qu'il entend s'assurer. Il sait enfin que, pour la plus grande part, le taux de profit en question est beaucoup moins défini en fonction de préoccupations d'exprimer en termes de distribution de bénéfices qu'en fonction de préoccupations s'exprimant en termes d'autofinancement (première surprise : Jacques Attali ne mentionne pas une

seule fois ce terme dans son long article).

L'auteur, sachant, en outre, que l'autofinancement assure une part importante de la maintenance des équipements existants et de l'investissement nouveau, ne peut ignorer que c'est un des paramètres fondamentaux de la croissance dans notre type d'économie.

Dans ces conditions, dire que les préoccupations d'investissement de nos industriels, très élevées au cours des dernières décennies, les ont conduits à exiger des taux de rentabilité trop forts, responsables en partie de l'inflation, peut avoir — au plan de l'hypothèse — un certain sens. Mais il convient alors de bien voir qu'en dernière analyse le reproche adressé à la classe industrielle revient à l'accuser d'avoir voulu trop accélérer la croissance.

Il est admissible de retenir une telle conclusion, mais encore faudrait-il l'expliquer, dire aux Français : « Le taux de croissance qui vous paraît aller de soi est trop élevé en l'état des moyens industriels dont le pays peut disposer. Si vous refusez une diminution de ce taux, sachez qu'elle finira par avoir lieu, de toute façon, par le biais de l'inflation. » Mais personne, que je sache, n'a jamais tenu ce langage.

Deux autres affirmations de Jacques Attali sont susceptibles de laisser rêver. Il vous explique, par exemple, que nos industriels, pour combattre l'asphyxie qui les menace, tentent de rétablir les équilibres et les taux antérieurs par le freinage des revenus directs ou indirects des salariés, c'est-à-dire par une redistribution à rebours de la valeur produite. Les discussions salariales reposent dans presque tous les pays industriels sur le principe d'une augmentation des salaires correspondant à l'augmentation du coût de la vie plus quelque chose. Il faut donc prêter à nos industriels une bien grande stupidité pour imaginer qu'ils puissent se fixer pareil objectif.

Que la société française soit plus inégalitaire, que les tentatives de rétablir un peu plus de justice en France finissent toujours par ne concerner que le tiers état, sont autant d'évidences. Qu'une opposition soucieuse — c'est son rôle — de prendre un jour le pouvoir dénonce sans réticence les imperfections, voire les tares de cette société est dans l'ordre des choses. Mais que ladite opposition procédant par simplification abusive mette d'ores et déjà en place les obstacles sur lesquels, ayant atteint son but, elle a toute chance de se brasser est, pour le moins, étonnant. Ce n'est pas en entretenant une population dans les mythes qu'on s'assure un avenir.

## ECOLE NOUVELLE DE GESTION

du 4 au 9 Octobre 1976

B. I. C.

CONTRÔLE INTERNE

ANNALES 1973 - 1974 - 1975

ENTRAÎNEMENT À L'ÉPREUVE DE DISSERTATION

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE A ECOLE COMMERCIALE PRIVEE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg 523.01.98  
75010 PARIS 246.16.38  
523.05.41

## Roneo: des sièges conçus par des ergonomes\*

2000 heures par an. C'est environ le temps passé par un employé de bureau dans la position assise. Et dans un "moule" mal adapté le corps se déforme rapidement. Scolioses, tassements des vertèbres, troubles de la circulation, autant de maux qui sont douloureusement ressentis et qui nuisent à la qualité et à l'efficacité du travail. Une étude Sothas a d'ailleurs révélé l'insatisfaction des cadres et employés au sujet de leur environnement professionnel.

Répondant à ces aspirations et à ces revendications, Roneo considère le siège comme un outil de travail entrant pour une part déterminante dans le confort global du poste de travail. C'est ainsi que des ergonomes président à la conception et à la réalisation de tous les sièges de chaque gamme.

### Pour l'attribution.

Pantoufles, chaises, fixes ou tournants, fauteuils réception, chauffés, tous les sièges d'une gamme sont adaptés à l'utilisation. A sa fonction et aux mouvements, positions, déplacements qu'elle engendre.

Le fauteuil Alizé par exemple : l'ensemble assise-dossier est tournant, antichoc, réglable en hauteur et basculant. Pour la relaxation. Allons plus loin. L'assise : elle est conçue pour bien caler le fessier. Elle a un bord arrondi en mousse de polyuréthane souple. Pour ne pas gêner la circulation du sang dans les jambes.

Le dossier : il est réglé au niveau des reins. Pour un bon maintien de la colonne vertébrale en position d'appui dorsal. Il est garni au niveau des omoplates. Pour éviter que le dos ne glisse latéralement. Le piètement : il a 5 branches. Pour une stabilité maximale. Il est équipé de roulettes à double chambre. Pour se déplacer sans se lever.

### Pour son environnement.

Comme tous les nouveaux sièges Roneo, ceux de la série Alizé sont revêtus d'une housse amovible en vinyle ou en tissu, inépuisable teinté dans la masse. Pour conserver leur aspect malgré l'usage et la lumière. Leurs revêtements sont classés ininflammables. Leurs mousses sont auto-extinguibles : elles répondent aux normes de sécurité anti-feu en vigueur dans les immeubles modernes.

Avec leurs nouvelles formes, leurs nouveaux matériaux de structure et de revêtement, les sièges Roneo intègrent jusque dans le détail les derniers progrès technologiques.

### Pour l'humanisation du cadre du travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau (reprographie, mobilier, classement,

aménagement d'espace) que Roneo peut mieux comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail.

Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.

\*ergonomie : science des problèmes que pose l'adaptation des conditions de travail à l'humain.



Si vous désirez recevoir une documentation ☐  
ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo ☐  
mettez une croix dans la case correspondante  
et envoyez ce bon après avoir complété à Roneo  
79, bd du Général Leclerc, 52260 Les Lilas ou  
téléphonez au 043.61.01 poste 409.

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

Roneo. N°1 européen  
de l'équipement de bureau.  
SICOB - Stands 1244 et 1245  
Zone B niveau 1.

Le travail, c'est la santé!?

## DÉBAT

## Programme commun et rôle du marché

par YVES SIMON (\*)

Le programme commun est-il applicable dans un pays dont le marché demeurerait le mode principal de régulation économique? A cette question délicate il est difficile de répondre avec assurance. Il est, par contre, beaucoup plus facile de montrer qu'il est impossible de supprimer le marché et que les objectifs économiques que s'assigne la gauche doivent prendre en considération cette contrainte.

Il est impossible de supprimer les marchés car ils remplissent des fonctions essentielles que tous les pays socialistes ont redécouvertes et que le programme commun, tel qu'il a été formulé en 1972, ne souhaite pas, a priori, abandonner. Leur suppression est d'autant moins possible qu'elle aurait pour corollaire la suppression de la propriété privée des actifs de production et l'ensemble des biens — ce qui n'est pas précisément une proposition du programme commun, comme l'ont affirmé à plusieurs reprises les dirigeants du parti communiste et du parti socialiste.

Il existe en effet une étroite association entre la nature de la propriété et la présence ou non des marchés. Une organisation économique reposant sur le marché implique que tout propriétaire d'un bien peut l'utiliser, en changer la forme et la substance et transférer par la vente ou la location tout ou partie des droits qu'il possède sur cet actif. Il supporte par ailleurs seul les conséquences positives ou négatives (profit ou perte) de l'usage qui est fait de ce bien.

L'organisation économique socialiste reposant sur une planification centralisée (l'U.R.S.S. avant 1990) implique une propriété de l'ensemble des biens. Deux traits la définissent : les actifs de production appartiennent à l'Etat ; les utilisateurs des biens capitaux que sont les firmes publiques n'ont qu'un droit

d'usage sur les actifs : ils n'ont pas le droit de les vendre, de les louer ou d'en changer la qualité ni la possibilité de s'approprier les profits procurés par ces actifs.

On objectera que les caractéristiques économiques actuelles des pays capitalistes ne permettent pas une allocation optimale des ressources. La concurrence est devenue un mythe. Les petites unités de production ont fait place à des firmes oligopolistiques. Le coût d'information et de transaction au sens large du terme sont élevés. Et surtout, est-il avéré, la séparation entre la propriété des firmes par les actionnaires et leur contrôle par les managers atténue les droits de propriété des premiers et permet aux seconds de mettre en œuvre des objectifs différents de la maximisation du profit. Le raisonnement est séduisant mais partiel, car si l'allocation des ressources n'est plus la conséquence d'une concurrence sur le marché des produits, elle résulte d'un processus concurrentiel sur les marchés financiers.

Les dirigeants soucieux de conserver leur place dans une entreprise qu'ils sont supposés contrôler, vu la dispersion des actionnaires, devront maximiser le profit et la richesse de la firme sous peine de voir les actionnaires — ou une fraction d'entre eux — vendre leurs titres. Quand le prix de ces derniers est suffisamment bas (la vente de 10 % de l'ensemble des actions suffit bien souvent à faire baisser les prix de manière substantielle), un groupe extérieur à la firme pourra proposer une OPA ou une absorption qui se traduira inévitablement par l'éviction des anciens dirigeants.

Cette procédure suppose un marché financier efficient. Que ce ne soit pas toujours le cas à Paris n'est pas une raison pour nier la réalité du mécanisme. Il a fallu du temps, mais Citroën a fini par être absorbée. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que le nombre d'OPA soit élevé, il suffit que cette éventualité soit réalisable pour inciter les managers à ne pas jouer avec le feu et à maximiser la richesse de la firme.

## L'expérience yougoslave

L'allocation des ressources qu'impliquent les marchés n'a certainement pas le caractère optimal que lui prête l'analyse théorique, mais elle s'approche plus que celle qui apparaît dans une économie dépourvue de marchés. L'expérience yougoslave est à cet égard significative.

La Yougoslavie est le seul exemple d'un pays socialiste qui ait connu deux systèmes d'allocation des ressources : d'abord un système centralisé, le premier, en vigueur de 1945 à 1960, était très centralisé, le marché n'y jouait aucun rôle, l'affectation des ressources et la régulation économique s'effectuaient par les organismes de planification. Les biens étaient l'objet d'une appropriation publique.

Le deuxième, apparu dès 1961, est un système décentralisé. Son objectif était de remédier au gâchis des ressources qui avait prévalu pendant cinq ans. Il fut mis en place en plusieurs étapes.

La première — la plus importante, car elle traduit une rupture avec l'ordre ancien — fut réalisée entre 1960 et 1963. Les réformes proposaient une décentralisation des décisions : furent abolies pour les lois de juillet 1960 sur la gestion de l'entreprise par le conseil ouvrier et de décembre 1961 sur la gestion planifiée de l'économie nationale. Le rétablissement — timide dans cette première étape — du marché comme instrument de régulation s'accompagna nécessairement d'une atténuation de la propriété publique des biens de production. La première en fut les réformes de 1960 et 1961 : ne purent être mises en œuvre qu'avec le vote de la loi de décembre 1963 sur la gestion du capital fixe par les entreprises qui modifiait profondément la propriété publique des biens pour instaurer la propriété sociale. Par cette loi la firme yougoslave a obtenu le droit de vendre et

d'acheter des biens de production et celui de procéder elle-même à une politique d'amortissement adéquate.

De nombreuses autres mesures furent prises à partir de 1963, mais leur caractère exemplaire est plus restreint que celui des réformes de 1965, qui marquent la deuxième grande étape dans le processus de rétablissement des marchés. Ces réformes accentuent l'atténuation de la propriété sociale en supprimant les directives fixées par l'Etat pour utiliser le revenu de l'entreprise et en permettant aux employés de s'approprier les profits. Depuis les mesures de 1965, le marché n'a cessé de voir son rôle s'intensifier, au point que certains économistes comme Szwedzy n'ont pas craint de parler d'une transition graduelle du socialisme au capitalisme.

Cette restauration des marchés est plus lente et plus difficile, mais elle est indéniable quand on se penche sur l'évolution récente de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes développés.

Le marché joue un rôle essentiel et ne peut être durablement supprimé sans entraîner un déclin des coûts de gestion de la collectivité. Là où il avait été supprimé, sa restauration progressive n'a pas tardé à se manifester. Il n'y a aucune illusion à se faire : le marché ne pourrait disparaître à moyen terme comme mode de régulation de l'économie française si le programme commun était appliqué. La suppression de tous les marchés impliquant par ailleurs l'atténuation, voire la suppression, de toute forme de propriété privée, il serait étonnant que les responsables politiques de la gauche y consentent. Le programme commun ne s'y trompe pas d'ailleurs et ne propose d'étendre la propriété publique qu'à neuf entreprises et au système bancaire.

## Une loi méconnue

La véritable difficulté à laquelle serait confrontée la gauche en cas d'extension de la propriété publique serait celle de l'efficacité. Le problème ne serait plus de vouloir des firmes privées ou publiques, mais d'avoir des firmes efficaces. La solution passerait par un rétablissement de la concurrence et une atténuation inévitable de la propriété publique. A défaut de pouvoir rétablir le mécanisme concurrentiel sur le marché des produits, il faudrait intervenir par les marchés financiers. Solution fantaisiste ? Pas évident. Une loi récente n'a pas reçu en effet toute l'attention qu'elle méritait, et pourtant, si la logique qui la sous-tend était conduite à son terme, elle ne manquerait pas de bouleverser bien des conceptions. Cette loi est celle du 4 janvier 1973, qui a autorisé les banques et les entreprises nationales d'assurance à distribuer des actions à leur personnel dans la limite d'un quart du capital. Dans la mesure où les titres sont négociables sur le marché financier, il existe un moyen permettant d'évaluer la gestion des firmes publiques au même titre qu'est appréciée celle des firmes privées. En répartissant tous les titres à l'ensemble des salariés de la firme publique et en restaurant les négociations à eux seuls, ou à d'autres firmes contrôlées par les salariés,

apparaîtrait une organisation économique assez originale. Elle serait la propriété des travailleurs, d'autant plus capable d'apprécier la gestion des managers qu'ils sont présents sur le lieu de travail (caractéristique essentielle de la firme yougoslave) et ses titres seraient l'objet de transactions sur un marché financier (caractéristique essentielle de la firme capitaliste la plus évoluée).

Qu'il existe des contradictions entre certains objectifs du programme commun est, sans doute, indéniable, comme l'ont montré plusieurs études, mais il ne faut pas croire qu'elles seront résolues par une suppression des marchés (1). L'analyse théorique montre que le marché est indispensable pour allouer, de la manière la moins mauvaise, des ressources rares. Tous les exemples historiques établissent que le marché est réapparu là où on l'avait supprimé. Dans la mesure où le rétablissement du marché atténue toute forme de propriété publique pour le rapprocher de la propriété privée — et que le maintien de cette dernière est un argument essentiel des responsables politiques de la gauche — on en conclut qu'à moyen terme, et à moins d'être suicidaire, la gauche est condamnée au réformisme.

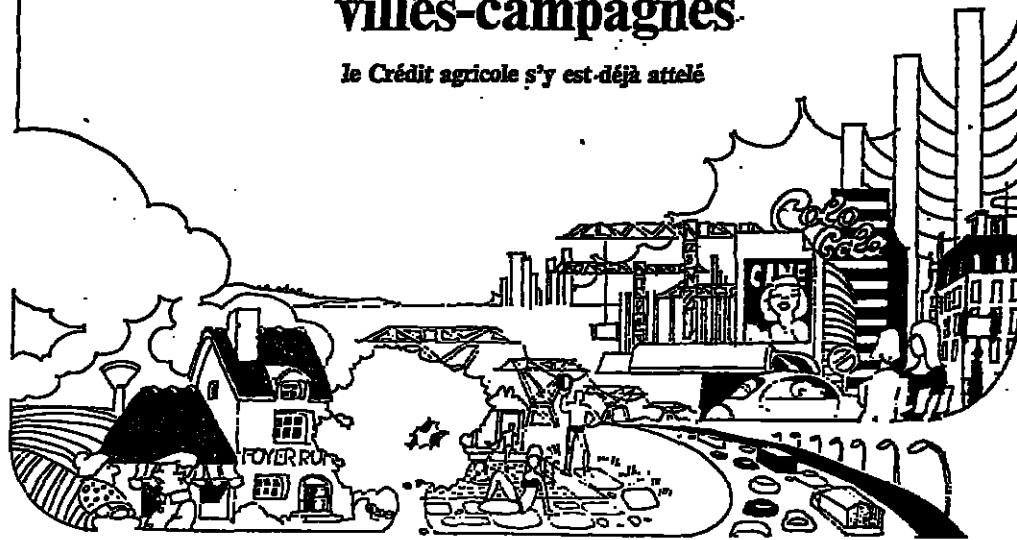
(\*) Maître de conférences à l'université de Metz, professeur associé au CESA.

(1) Cf. l'article de S.C. Kolm paru dans le Monde du 30 juin 1976.

Le Crédit agricole aujourd'hui / 3

## Un « grand dessein » pour les Français de 1980, la solidarité villes-campagnes

Le Crédit agricole s'y est attelé



Le rééquilibrage de l'espace français est un des objectifs majeurs du développement de la France au cours des prochaines années. Il exige à la fois la sauvegarde du milieu rural et la promotion de ses activités. Mutualiste et décentralisé, appuyé sur 94 Caisses régionales, 3 000 Caisses locales et 8 000 Bureaux, le Crédit agricole est l'une des clés de ce « grand dessein » de la France de 1980.

Les premiers résultats du recensement général de 1975 ont révélé la poursuite de l'exode rural. D'un recensement à l'autre, la population rurale française a diminué plus vite que prévu. Certaines zones sont menacées de dépeuplement. D'autres, au contraire, sont surpeuplées et la concentration démographique y fait naître de graves problèmes socio-économiques.

### Une misère qui coûte cher

Ce déséquilibre a deux causes. La diminution du nombre des exploitations agricoles — 30 % de moins en 15 ans — sans qu'aient été créés sur place, simultanément, des emplois de substitution. Mais aussi la dégradation des conditions de vie en milieu rural, surtout sensible dans la disparition des services collectifs et la vétusté de l'habitat, qui a poussé de nombreux jeunes ruraux à chercher en ville un cadre de vie plus moderne.

### Un rôle social

Au deuxième rang des organismes français de financement de l'habitat avec 140 000 logements neufs ou anciens financés en 1975, soit quelque 10 milliards de F de prêts logement accordés aux agriculteurs et aux ruraux, le Crédit agricole est également un des premiers financeurs de l'équipement des collectivités locales. Par l'intermédiaire de ses Caisses régionales, il couvre à lui seul près des deux tiers de l'ensemble de leurs besoins en milieu rural.

En contribuant à la formation de centres urbains de taille décente, cet exode rural s'est révélé doublement négatif. Le gigantisme urbain, en effet, coûte cher. Le coût des équipements par habitant augmente avec la taille des agglomérations : il est 2 fois plus élevé pour une ville de 200 000 habitants que dans une bourgade de 10 000. Les conditions de vie en ville, par ailleurs, ont engendré, au plan social, de profonds phénomènes d'inadaptation et de « rejet ». A l'heure actuelle, d'après une enquête de la Sofres, plus de 60 % des citadins aimeraient vivre à la campagne ; la très grande majorité des ruraux, de leur côté, n'ont aucune envie d'aller vivre en ville, même quand ils y sont contraints.

### Qu'est-ce que la France rurale ?

— 53 % du territoire  
— plus de 20 millions de personnes  
— 7 millions de logements ruraux dont la moitié a plus de 100 ans.

### Partout présent, ouvert à tous

Aujourd'hui les pouvoirs publics préconisent, pour l'essentiel, un aménagement équilibré de l'espace rural, privilégiant le tissu des villes moyennes et des bourgades qui les avoisinent, ainsi que la promotion de nouveaux emplois sur place. Pour réaliser un tel programme,

il faut disposer d'importantes ressources financières et de moyens d'action appropriés. Par sa politique mutualiste, ses structures décentralisées et le volume de ressources qu'il est capable de mobiliser, le Crédit agricole est actuellement bien armé pour traduire dans les faits, au niveau le plus local, ce projet qui nous concerne tous.

Présent partout en France à travers un réseau de 3 000 Caisses locales, 94 Caisses régionales et 8 000 Bureaux, appuyé sur la confiance de ses 2 800 000 sociétaires et de ses 8 millions de déposants, le Crédit agricole dispose des moyens nécessaires pour être l'intermédiaire naturel entre villes et campagnes. Sa capacité financière et technique, la volonté qui l'anime lui permettent déjà d'être au plan économique et social un facteur de complémentarité plutôt que de concurrence, de compréhension réciproque plutôt que d'antagonisme.

En liaison étroite avec toutes les instances locales et régionales de développement, il est actuellement l'un des plus actifs défenseurs de l'espace rural et de la France des régions.

### Une triple solidarité

Caisses régionales et Caisse nationale de Crédit agricole sont déjà dans les faits et chaque jour, l'instrument d'une solidarité « villes-campagnes » qui s'exerce sur trois plans : économique, social et touristique.

• Au plan économique : dans chaque département, chaque Caisse régionale pratique une politique de répartition des ressources sur place, en répartissant entre les Caisses locales les fonds nécessaires à la réalisation des prêts à court et moyen terme. Il s'établit ainsi un double flux financier entre citadins et ruraux d'un même territoire, ceci au bénéfice de tous pour un meilleur développement des communautés locales et régionales.

La Caisse nationale, pour sa part, utilise au profit des régions ou des secteurs agro-alimentaires qui en ont besoin, et par l'intermédiaire des Caisses régionales, d'importantes ressources d'épargne : comptes sur livrets, bons à 5 ans, emprunts obligataires, etc., qu'elle a pour mission de collecter, et qu'elle « transforme » en prêts à long terme. Cette « mutualisation » des ressources est un facteur de sécurité, d'équilibre, et donc de solidarité « objective » entre les départements très urbanisés et les plus ruraux.

• Au plan social : le Crédit agricole ne s'est pas seulement le financement des agriculteurs, de leur terre et de leur équipement ; c'est aussi l'habitat, l'électrification, l'adduction d'eau, les lycées agricoles, la voirie, le téléphone en milieu rural. Depuis la réforme de 1971, qui a confié au Crédit agricole une mission :

celle de financer l'ensemble du monde rural, l'institution intervient encore plus largement en faveur des collectivités publiques qui, à titre de sociétaires, peuvent bénéficier des concours, à taux réduits, du Crédit agricole.

Premier financeur des collectivités publiques rurales, le Crédit agricole finance également les grandes compagnies d'aménagement régional, ou les travaux des sociétés d'aménagement rural, les télécommunications en zone rurale, les artisans à vocation rurale et d'une façon générale, de nombreuses activités ayant une répercussion directe sur la « qualité de la vie » en milieu rural.

### Qui sont les sociétaires du Crédit agricole

Les sociétaires traditionnels  
Sociétaires individuels  
— Agriculteurs  
— Entrepreneurs de travaux agricoles  
— Artisans ruraux travaillant pour l'agriculture  
— Propriétaires d'immeubles en milieu rural  
— Ouvriers et salariés agricoles  
Sociétaires collectifs  
— Groupements de droit privé : coopératives agricoles, S.I.C.A., Syndicats agricoles, sociétés d'élevage, associations agricoles, C.A.E.C., S.A.F.E.R., organismes d'intervention sur les marchés agricoles...  
Sociétés de droit public : chambres de vocation ou P.C.A., communes, syndicats de communes, départements, associations foncières, sociétés d'économie mixte, associations syndicales, sociétés créées en vue de la mise en valeur des régions, organismes d'enseignement...  
Associations, sociétés et établissements de vocation ou d'intérêt agricole ayant fait l'objet d'un agrément particulier de la Caisse nationale de Crédit agricole.

Les nouveaux sociétaires  
Depuis 1971, le titre de sociétaire peut être attribué à de nouvelles catégories de personnes physiques et morales  
— Artisans ruraux autres que ceux travaillant pour l'agriculture...  
— Certains professions libérales exerçant en milieu rural (vétérinaires, géomètres, professions médicales et paramédicales...)  
— Propriétaires de résidences secondaires en milieu rural...  
— Tous salariés et retraités ayant leur résidence principale en milieu rural...  
— Associations, sociétés, établissements de vocation ou d'intérêt rural ayant fait l'objet d'un agrément particulier de la Caisse nationale de Crédit agricole.

• Au plan touristique : les Caisses régionales se préoccupent de développer l'équipement touristique : campings, piscines, gîtes ruraux, plans d'eau, terrains de sport, parcs de pêche ou de chasse, activités hippiques, etc. qui profitent aussi bien aux habitants des zones rurales qu'aux citadins auxquels il offre une structure d'accueil et de loisir. Depuis 1972 le Crédit agricole a créé une agence de voyage et de tourisme originale : Voyage Conseil. Elle apporte de nouvelles solutions en ce domaine aux 21 millions de Français qui passent leurs vacances en France.



1976-1-150





## Secteur tertiaire et prolifération de l'information

(Suite de la page 27.)

Les secteurs de l'informatique et des télécommunications sont donc probablement condamnés à se rapprocher et à s'interpénétrer. Au colloque de l'O.C.D.E., M. T. Larsson, directeur général adjoint de l'administration des télécommunications de Suède, soulignait toutefois les difficultés d'un pareil rapprochement. Bien des caractéristiques opposent en effet les deux secteurs : celui des télécommunications est ancien, date d'un siècle environ, celui de l'informatique est jeune et date de trente ans ; les télécommunications sont fondées sur des bases scientifiques bien établies, tandis que la science informatique poursuit son développement. En télécommunications, les matériels modernes doivent s'insérer dans les réseaux existants et être compatibles avec les équipements vieillissants ; en informatique, au contraire, les matériels ont à peine quelques années qu'ils sont déjà remplacés.

### Les difficultés d'un rapprochement

Mais c'est sans doute sur le plan industriel et sur le plan de l'organisation que les différences sont les plus sensibles. Les télécommunications sont dans la plupart des Etats un monopole public ou un monopole de quelques sociétés strictement contrôlées par l'Etat. Une planification rigoureuse est élaborée pour répondre aux besoins des citoyens, et la tarification est fixée en accord avec l'Etat. Les fabricants de matériels sont organisés en fonction des intérêts nationaux et desservent avant tout le marché intérieur. Tout est inversé dans le domaine de l'informatique. Industrie presque entièrement aux mains d'entreprises privées, l'informatique est organisée à l'échelon international et

dominée par le monopole d'I.B.M. La normalisation est décidée par les fabricants et non pas, comme dans le domaine des télécommunications, par les entreprises publiques. Elles répondent beaucoup plus aux impératifs de la concurrence qu'aux besoins des utilisateurs. Et M. Larsson conclut : « L'alliance des télécommunications et de l'informatique ne se fera qu'au prix d'un réajustement mutuel des comportements qui prévalent dans l'un et l'autre de ces domaines, tant de la part des responsables des politiques et des programmes, que de la part des concepteurs et des techniciens. Ce réajustement ne sera pas chose facile. Un échec pourrait entraîner la stérilisation de ressources considérables qui resteraient bloquées dans des structures rigides et inefficaces. Son succès, en revanche, pourrait marquer l'avènement d'un secteur de services d'information qui servirait aussi bien le développement de l'industrie et des affaires que l'action des pouvoirs publics. »

## LE TÉLÉPHONE : un nouveau mode d'utilisation

(Suite de la page 27.)

Un certain flux de nouvelles ou de données est lancé par l'organisme chargé de la diffusion qui choisit la nature de ces informations, l'ordre et l'heure, auxquelles elles seront rendues disponibles en essayant de prévoir au mieux les besoins des utilisateurs. Celui-ci n'ont que la possibilité de saisir au passage ce qui leur est offert.

Des artifices extrêmement habiles permettent d'atténuer cet inconvénient. Ils consistent à profiter de la capacité de transmission considérable offerte par un canal de télévision pour émettre simultanément toutes les secondes une quantité d'informations de l'ordre de cinq cent mille caractères organisés par exemple en cinq cents pages de mille caractères. On associe alors au récepteur de télévision un appareil qui, à partir de la commande de sélection indiquée par l'utilisateur, choisit la page d'information souhaitée, la met en mémoire et la présente sur l'écran. L'utilisateur peut ainsi consulter à la demande les pages d'un magazine, le temps d'accès à l'information étant égal à la période de répétition de l'information par l'émetteur. Si l'on accepte que ce temps soit plus long, le volume des informations offertes se trouve multiplié par le même facteur. Le système britannique CEEFAX

et le dispositif ANTOPE (1) étudié en France par le Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (C.C.E.T.T.) de Rennes fonctionnent suivant ces principes. Ils peuvent rendre des services considérables lorsque l'on définit un créneau d'usage spécifique, comme la diffusion de bulletins contenant à la fois des informations générales et des

informations à caractère local dans un réseau de distribution de télévision par câble. Il est certainement plus délicat d'effectuer systématiquement une diffusion du même type par voie hertzienne, car cela conduit à une moins bonne utilisation du spectre radioélectrique, ressource limitée dont il convient d'être extrêmement avare.

### Des banques de données à l'usage du public

D'autre part, les systèmes qui viennent d'être décrits ne répondent pas simultanément à tous les besoins prévisibles en matière de renseignements : consultation des horaires des compagnies de transport aérien ou ferroviaire, programmes de spectacles, cours financiers ou économiques. Ils sont bien adaptés à la diffusion d'informations à caractère régional ou à renouvellement rapide. C'est ce que l'on a pu appeler la communication sociale par opposition au dialogue social personnalisé représenté par la consultation individuelle de données confidentielles relatives par exemple à l'état d'un compte bancaire. Les informations qui sont ainsi susceptibles d'intéresser le public sont d'ores et déjà disponibles dans les fichiers informatiques. Lorsque l'abonné au téléphone appelle la compagnie Air France pour obtenir des renseignements ou une réservation sur un vol Paris-Londres, il converse avec une opératrice d'Air France qui elle-même dialogue avec l'un des ordinateurs de la compagnie pour consulter l'état des vols et effectuer éventuellement la transaction demandée.

Ainsi les banques de données existent, et même se multiplient, les procédures de consultation ont été mises au point mais elles sont à la disposition des seuls professionnels dont le trafic justifie la mise en place d'un terminal toujours relativement coûteux.

Le moment est venu de se préoccuper de mettre à la disposition du grand public l'accès à toutes ces banques d'information, de même que l'apparition de ce que l'on a récemment appelé les « calculettes » a permis à ce même grand public de profiter de son niveau de la puissance de calcul de l'informatique. Pour atteindre cet objectif, il faut relier

l'utilisateur au fichier informatique à travers un réseau de communication. Le réseau téléphonique s'impose : il est le seul à avoir une diffusion nationale suffisamment importante, et il est par nature commun, ce qui permet, en lui raccordant les divers centres informatiques, de laisser à tout moment à l'utilisateur le choix du fichier avec lequel il se met en communication. Les réseaux de transmission de données offrent, bien sûr, des possibilités beaucoup plus vastes, mais ils n'assignent que les professionnels de l'informatique, et leur coût correspond à un niveau de service bien supérieur à celui que nous visons.

Une fois choisi le réseau téléphonique, il reste à choisir un terminal. Si l'on veut faciliter la diffusion de ce que l'on désigne de plus en plus sous le nom de téléinformatique domestique, il faut viser le moindre coût et le raccordement facile à la ligne téléphonique. Il est tout indi-

qué d'examiner d'abord quelles possibilités sont offertes par le poste téléphonique ordinaire déjà présent chez l'abonné. Pour que le dialogue s'établisse, il faut que, une fois la communication établie, l'utilisateur puisse poser des questions à l'ordinateur et en recevoir des réponses. En ce qui concerne la réponse de l'ordinateur, les laboratoires ont travaillé depuis fort longtemps à faire parler l'ordinateur, et les techniques de réponse vocales sont maintenant disponibles : on associe à l'ordinateur un matériel périphérique, dont le rôle est de convertir les informations codées qui lui sont fournies en une modulation électrique qui représente une voix synthétique énonçant le texte du message. Cette modulation peut être envoyée directement sur le réseau téléphonique, et elle est perceptible par l'abonné à travers son écouteur téléphonique, au même titre que la voix de ses correspondants habituels. Ainsi l'usager obtient une réponse sous une forme comparable à celle qu'il reçoit de l'opératrice d'un centre de renseignements, avec, évidemment, en moins une certaine chaleur humaine. Mais, pour coder les questions posées à l'ordinateur, le problème est plus délicat : malgré des résultats encourageants, on n'a pas encore entièrement maîtrisé à l'heure actuelle les techniques de reconnaissance de la parole, et il faudra encore attendre quelques années avant de pouvoir en profiter.

### Un poste téléphonique à clavier

On en est donc réduit à l'utilisation du cadran ou du clavier du poste téléphonique. Ces organes ont, en effet, été prévus pour émettre simplement des signaux analysables par un automate, le commutateur téléphonique automatique. Il est donc normal d'envisager de les utiliser pour envoyer, à travers le réseau, des messages à un fichier informatique. Le mode de fonctionnement des commutateurs ne permet pas, malheureusement, aux signaux émis par le cadran de dépasser le premier centre de rattachement de l'abonné. Le clavier à émission de fréquences, lui, n'a pas le même inconvénient et il est possible d'en généraliser l'usage rapidement. Lorsqu'on appuie sur l'une de ses touches, il émet un signal audible dit à fréquence vocale capable de traverser tout le réseau. Le terminal de téléinformatique domestique existe donc, c'est le poste téléphonique à clavier à fréquence vocale. Comme ce poste ne peut être raccordé qu'à des autocommutateurs équipés pour recevoir les signaux à fréquence vocale, comme les autocommutateurs électroniques, il est possible d'en prévoir, moyennant un supplément de coût raisonnable, une version « compatible » qui se comporte comme un poste à cadran pendant la phase d'établissement de la communication, puis comme un poste à clavier pendant la phase de conversation avec l'ordinateur. La mise en œuvre d'un tel poste a été étudiée en France par le Centre national d'études des télécommunications (CNET), dans le cadre du développement d'un système prototype de téléinformatique domestique dénommé S.C.T. (Système de consultation par téléphone).

Vue par l'usager, l'utilisation du système se présente de façon simple : on appelle d'abord l'ordinateur qui contient le fichier intéressant comme n'importe quel autre abonné

du réseau téléphonique. Une fois la communication établie, l'ordinateur manifeste sa présence et sa disponibilité en envoyant en ligne un message parlé du genre : « Ici le service de consultation d'horaires (ou d'annuaires, etc.) par téléphone, composez au clavier le code du service demandé. » L'utilisateur, après consultation éventuelle d'un aide-mémoire, frappe alors les touches du clavier correspondant aux chiffres successifs du code qui permet de désigner le renseignement demandé : numéro d'une ligne de chemin de fer, numéro d'une catégorie d'articles dans un catalogue, etc. L'ordinateur peut ensuite faire préciser la demande en proposant lui-même des sous-rubriques : composez 1 pour les trains de jour, 2 pour les trains de nuit, composez le numéro de la classe dans laquelle vous désirez voyager, composez le numéro du jour, de la semaine, etc. Ce dialogue est facilité par le fait que le clavier téléphonique comporte, outre les dix touches correspondant aux dix chiffres, deux touches supplémentaires, symbolisées respectivement par une étoile et par un carré, permettant d'enrichir les indications fournies par l'utilisateur. Selon la phase du dialogue, la touche étoile peut, par exemple, signifier fin de transaction, ou attribuer à tous les autres chiffres qui seront émis immédiatement à sa suite un codage particulier : 1, pour demande de répétition ; 2, pour erreur ; 3, pour fin de transaction, etc. Dans le cas où l'information demandée ne doit pas être accessible à tout le monde, il est important de souligner que le système permet la mise en œuvre de procédures de vérification par codes ou par clés, au même titre que tous les autres terminaux informatiques. C'est par un procédé analogue que l'on réussit à éliminer la fraude des distributeurs automatiques de billets actionnés par l'intermédiaire d'une carte de crédit.

### De multiples perspectives

Ainsi un certain nombre de services de base peuvent être rendus accessibles à partir du poste téléphonique et à travers le réseau téléphonique. Il est facile d'imaginer une gamme plus vaste et, surtout, des procédures plus efficaces, si l'on accepte de compléter le poste téléphonique simple par quelques dispositifs supplémentaires : par exemple, un dispositif d'affichage d'une dizaine de chiffres. Cela permettrait de présenter à l'utilisateur une réponse de l'ordinateur à la fois plus rapide et plus facile à analyser. Pour faciliter l'identification de l'utilisateur, ce qui est essentiel pour permettre les opérations commerciales ou financières allant au-delà de la simple demande de renseignement, un lecteur de cartes magnétiques du type cartes de crédit peut compléter le clavier au moment de l'envoi des données de l'utilisateur vers l'ordinateur. Un tel poste complet est d'ailleurs disponible aux Etats-Unis et commence à être commercialisé par le Bell-System sous le nom de « transaction II ». Une tentative du même genre a été faite en Europe sous la marque Teledat. Enfin, on peut être tenté d'incorporer au terminal divers éléments un peu plus coûteux tels qu'un récepteur de télévision, un dispositif de connexion avec un téléviseur permettant l'affichage sur écran des réponses du système (c'est le dispositif TICTAC (2) étudié par le CNET) ou simplement un microprocesseur destiné à faciliter le dialogue ou à fournir d'intéressantes possibilités de traitement local des données. On peut ainsi considérer que les

techniciens ont créé un outil nouveau aux possibilités multiples. Reste à définir sous quelle forme il doit être mis en œuvre. Déjà des systèmes privés ont été réalisés en France comme à l'étranger. Les fournisseurs de matériels informatiques et I.B.M. en particulier sont loin d'être inactifs dans ce domaine. Mais les décisions qui sont à prendre maintenant sont d'ordre réglementaire et politique : doit-on créer un ou plusieurs services ? Quelle part doivent y prendre les télécommunications de toute façon concernées par l'aspect réseau du service ? Quel rôle doivent jouer les organismes concernés par les informations fournies, compagnies de transport, sociétés de vente par correspondance par exemple ? Qui décide de la tarification ? Quelles précautions doivent être prises pour respecter le caractère privé ou confidentiel de certains fichiers ? Ce sont autant de questions dont la réponse dépend à la fois des résultats des études de marché et de la volonté des administrations. Il est urgent, en tout cas, que des mesures soient arrêtées pour faire converger utilement les initiatives qui ne manquent pas de se manifester dans les prochains mois et pour empêcher que les possibilités que nous commençons à entrevoir ne soient confiées au bénéfice exclusif d'un groupe social ou économique.

### ALAIN PROFF.

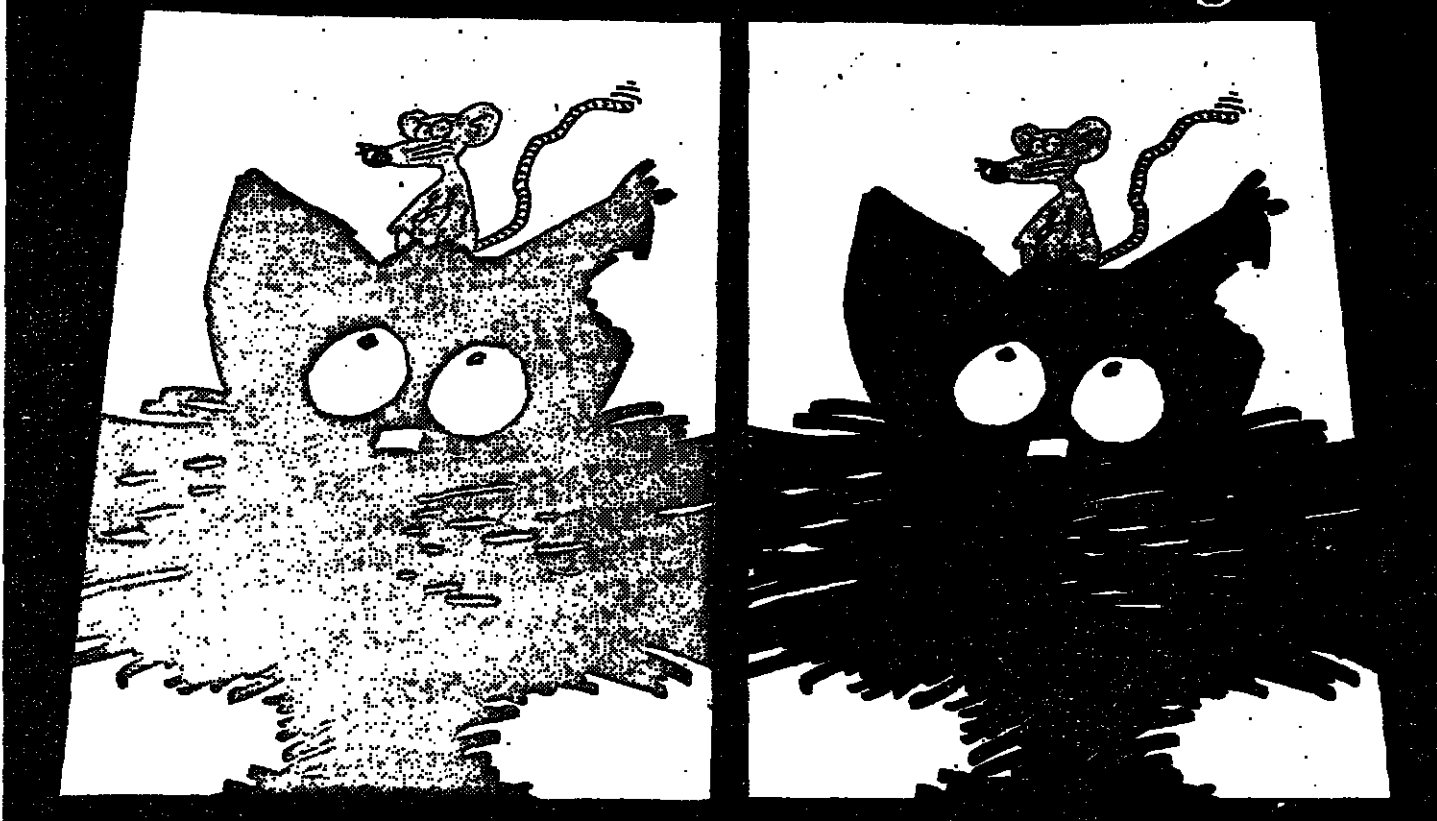
(1) ANTOPE, nom de code pour « Acquisition numérique et télévisuelle d'images organisées en pages d'écriture ».  
(2) TICTAC, nom de code pour « Terminal intégré comportant un téléviseur et l'appel au clavier ».

### Nombre et valeur des ordinateurs installés en Europe dotés d'installations de télécommunications (T.G.)

	Machines installées (fin 1972)	Machines installées (fin 1973)	Machines livrées en 1973
Nombre d'ordinateurs .....	45 190	53 900	11 600
Nombre d'ordinateurs avec TC .....	5 280	6 990	3 200
Pourcentage d'ordinateurs avec TC .....	11,5	12,8	27,6
Valeur du parc d'ordinateurs et des matériels connexes (en millions de dollars) .....	12 400	14 900	3 150
Valeur du parc avec TC (en millions de dollars) .....	5 270	6 570	2 170
Pourcentage en valeur d'ordinateurs avec TC .....	42,5	44,1	68,2

Source : Eurodata.

## Avec le copieur 291 3M, les chats restent noirs et les souris grises.



Procédé ordinaire.

Procédé 3M "Cool-Fax".

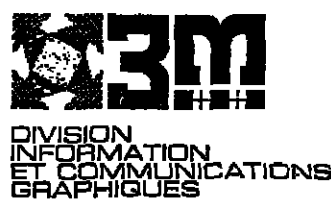
Chez 3M, les reproductions fantômes et les pâles imitations font déjà partie du passé.

Le copieur 291 "Cool-Fax" permet d'obtenir, à sec, et sans pré-chauffage, des copies denses et étonnamment contrastées, identiques à l'original. Avec des noirs dignes de ce nom et des nuances qui restent nuancées.

Par sa taille et par son prix, le 291 3M sait aussi se faire tout petit.

Pour une capacité de plus de 3000 copies/mois, 3M a conçu les copieurs 207 et 391, également équipés avec le procédé "Cool-Fax".

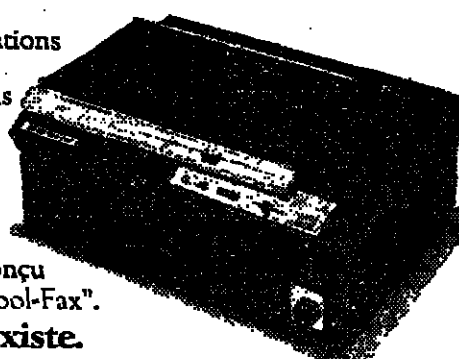
Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.



Stand SICOB 5304-5305 - niveau 5 zone C

Je désire recevoir de plus amples renseignements sur le photocopieur 291 3M "Cool-Fax".

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
et 3M FRANCE - 3 RUE DES CHENES POURPRES - 95001 CERGY - TEL. (1) 030.51.55



150



# REPRODUCTION ET DUPLICATION

## DES COPIES PAR MILLIARDS

L'électrocopie utilise la propriété de certains photoconducteurs d'être des isolants dans l'obscurité et de devenir conducteurs quand ils sont éclairés. On charge électriquement un tel matériau et on projette sur lui l'image du document à reproduire. La charge électrique disparaît des zones blanches et reste sur les noirs. Une poudre sera attirée par les charges restantes et viendra se déposer sur celles-ci.

Il existe deux variantes du procédé. Le matériau semi-conducteur peut être le papier lui-même — mais ce doit être un papier spécial, contenant de l'oxyde de zinc. L'encre sera fixée par exposition aux infrarouges. Le leader du procédé est Smith-Corona-Marchant (S.C.M.).

On peut, au contraire, projeter l'image du document à copier sur une surface de sélénium. L'encre sera attirée par les zones du sélénium qui n'auront pas reçu la lumière. On place ensuite une feuille de papier au contact, d'une forte tension électrique transfère l'encre sur le papier. Comme dans l'électrocopie sur papier à oxyde de zinc, un chauffage aux infrarouges fixe l'encre sur la copie.

L'avantage de ce procédé, mis au point par Xerox, est qu'il fait sa copie sans nécessiter de papier spécial. Pour des appareils d'utilisation fréquente, utiliser un papier ordinaire est une économie certaine — et cela compense le fait que l'appareil, plus complexe, est intrinsèquement plus cher qu'un photocopieur à l'oxyde de zinc. La qualité de la copie est aussi plus belle, et bien des utilisateurs sont plus sensibles à l'esthétique de la copie qu'à la rentabilité de la machine.

Mais il est de fait que la demande se tourne de plus en plus vers ce type de photocopie. La preuve en est que toutes les marques importantes de photocopieurs ont conçu et proposé des appareils à papier ordinaire dès que les bre-

viets que protégeait l'exclusivité de Xerox ont été périmés. A contrario, une firme comme I.B.M., tard venue sur le marché de la copie, ne construit que ce type de copieurs.

Les anciens procédés de photocopie, diascopie et procédés photographiques à haute, sont en voie de disparition rapide et ne survivent guère que pour des usages très spécialisés. Le seul concurrent de l'électrocopie reste la thermocopie. Ici, on joue sur le

support de papier fort, on d'un autre matériau, est rendu imperméable à l'encre par une couche superficielle d'un vernis. Par simple frappe sur une machine à écrire, ou par gravure électronique à partir d'un document existant, on détruit localement la couche imperméable. En ces endroits, l'encre traverse le support et viendra imprimer une feuille de papier appliquée contre lui. Malgré des améliorations notables (procédé Faxit de Gestetner), le stencil, procédé ancien, n'a pas très bonne image de marque. Coté entre la photocopie et l'offset, il est peut-être voué à disparaître, surtout si la recherche du beau document continue à prendre le pas, sans l'aspect des utilisations, sur les considérations de coût. Mais, si cette tendance se renverse, il peut retrouver un avenir.

Le stencil sera cependant de plus en plus concurrencé par l'offset, technique autrefois réservée aux imprimeurs, mais qui s'est suffisamment simplifiée et automatisée pour apparaître dans le bureau. L'offset repose sur l'incompatibilité entre l'eau et les corps gras. Par divers procédés, on fabrique une plaque, généralement métallique, sur laquelle les parties à imprimer sont recouvertes d'un produit gras. La plaque est d'abord mouillée et, si se dépose un film d'eau partout,

sauf sur les zones grasses. Puis la plaque est encrée, mais l'encre n'adhère pas aux régions humides. Pour ne pas mouiller le papier, l'impression se fait en deux étapes : la plaque est mise en contact avec un blanchet, rouleau de caoutchouc sur lequel l'encre se dépose. C'est ce blanchet qui sera appliqué contre le papier.

Thermocopie, électrocopie, stencil, offset : les diverses techniques se concurrencent qu'en partie. La thermocopie est bien adaptée à la production d'une ou deux copies, alors que l'offset n'a d'intérêt qu'au-dessus de cent. Mais les autres procédés permettent de couvrir la gamme intermédiaire des besoins, et les zones de recouvrement sont importantes. Certains procédés disparaîtront sans doute dans un avenir plus ou moins proche. En extrapolant les tendances actuelles, on prédit facilement que seuls l'offset et la photocopie sur papier quelconque ont un avenir. Mais il faut se méfier des extrapolations faciles. L'avenir appartient peut-être à des appareils légers et maniables, et le critère essentiel serait alors, outre le moindre coût, la possibilité de miniaturisation : dans ce cas, le stencil et l'offset de zinc, encore très améliorables, auraient une carte à jouer.

MAURICE ARVONNY.

On pourrait penser que c'est avant tout la photocopie qui a bénéficié de cette expansion — et particulièrement la photocopie sur papier ordinaire. Les chiffres conduisent à nuancer ce jugement. Dans l'ensemble reprographie, le volume photocopie représentait en 1975, 35,1 % de l'ensemble contre 30,1 % quatre ans plus tôt. La copie croît un peu plus vite que la duplication, en nombre d'appareils comme en volume de papier. Mais la différence des taux de croissance n'est pas énorme. Tous les procédés sont en croissance, au moins pour ce qui est du volume de copie. Il n'en est pas de même pour les parcs, et c'est là qu'apparaît la tendance à préférer la photocopie sur papier ordinaire aux autres procédés — et en ce qui concerne la duplication, à préférer l'offset au stencil.

## La civilisation du papier

QUATRE CENT MILLE appareils de copie ou duplication étaient installés en France au premier trimestre 1975. Il y en avait trois cent cinquante mille et trois cent mille respectivement deux et quatre ans plus tôt. C'est une expansion rapide, au taux annuel de 7 %. Plus rapide encore est la progression du volume annuel de copies — qui passe en quatre ans de dix milliards cinq cents millions à vingt et un milliards cinq cents millions. Nous sommes incontestablement dans la civilisation du papier.

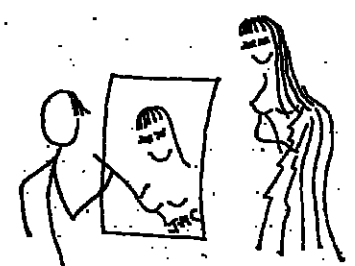
On pourrait penser que c'est avant tout la photocopie qui a bénéficié de cette expansion — et particulièrement la photocopie sur papier ordinaire. Les chiffres conduisent à nuancer ce jugement. Dans l'ensemble reprographie, le volume photocopie représentait en 1975, 35,1 % de l'ensemble contre 30,1 % quatre ans plus tôt. La copie croît un peu plus vite que la duplication, en nombre d'appareils comme en volume de papier. Mais la différence des taux de croissance n'est pas énorme. Tous les procédés sont en croissance, au moins pour ce qui est du volume de copie. Il n'en est pas de même pour les parcs, et c'est là qu'apparaît la tendance à préférer la photocopie sur papier ordinaire aux autres procédés — et en ce qui concerne la duplication, à préférer l'offset au stencil.

### Notoriété et importance réelle

Sur le marché français de la photocopie, deux firmes ont une position dominante : Rank-Xerox et 3M (Minnesota). La différence de leurs clientèles est nette : il y a plus de deux appareils 3M pour un appareil Xerox, mais ces derniers produisent beaucoup plus de copie. L'Institut Remy-Genton, dans son étude sur le marché de la reprographie, a déterminé la part des marques suivant le type de l'établissement. 3M est en tête pour les établissements de moins de cinquante salariés, mais il est dépassé par Xerox chez tous les autres. Les autres marques restent loin derrière — les principales sont S.C.M., puis Gervet et, quel que soit le type d'établissement, n'atteignent qu'exceptionnellement 10 % du marché.

Quant au marché de la duplication, il est organisé autour d'un leader unique : Gestetner, qui tient les deux tiers du marché du stencil, est aussi en tête sur celui de l'offset, bien que sa prédominance y soit moins nette. Il est en particulier dépassé par Guyot-Fourchault pour les grands établissements, ceux de plus de mille salariés.

L'étude précitée fait ressortir un autre point, sans doute lourd de conséquences. La notoriété des marques n'est pas proportionnelle à leur importance réelle. Les leaders bénéficient d'un jugement favorable, non seulement de leurs clients, mais aussi de ceux des autres marques. Seule exception notable, I.B.M. — mais sa notoriété a des raisons toutes particulières. Si cette image des marques se traduit dans les achats futurs, on peut prévoir une nette concentration du marché, encore très dispersé, de la reprographie.



### LE MARCHÉ FRANÇAIS

	PARC INSTALLÉ (nombre de machines)	VOLUME DE COPIE ANNUEL (en millions)	Nombre de copies par mach.
ELECTROCOPIE sur papier ordinaire	62 038 (19,7)	4 699,87 (20,3)	75 739
ELECTROCOPIE sur papier à l'oxyde de zinc	85 783 (12,4)	1 656,12 (33,1)	19 306
THERMOCOPIE	110 370 (11,5)	571,95 (24,6)	5 182
AUTRES (haine + diascopie)	12 323	175,78 (10,2)	14 264
TOTAL COPIE	270 514 (5,6)	7 103,51 (23,3)	25 237
OFFSET	28 183 (3,4)	9 316,85 (15,4)	461 568
STENCIL	83 320 (4,9)	4 614,25 (24,1)	55 330
AUTRES (alcool)	27 543	456,33 (21,3)	16 568
TOTAL DUPLICATION	139 149 (3,9)	14 386,63 (15,8)	109 783
TOTAL	409 663 (7,5)	21 490,14 (19,8)	35 514

Le tableau donne, pour les divers procédés de copie et de duplication, le parc installé, le volume de copie créé, et le nombre moyen de copies par machines, tous chiffres établis en 1975. Entre parenthèses on trouve, sans quand ils paraissent non significatifs, des pourcentages annuels d'augmentation, calculés sur la période 1973-1975. Ces données sont extraites d'un rapport « Etude du marché français des matériels de bureau et des ordinateurs tous types » publié en septembre 1975 par l'Institut Remy-Genton, d'où nous avons également bien des éléments utilisés pour cet article.

des horloges dessinées pour des bureaux fonctionnels et élégants

12 58 16

PROTECTOR :

Système de sécurité VOL - INCENDIE

Protège totalement vos locaux et vos biens

Documentation gratuite C.E.V.A.L. 15 Avenue Paul Doumer 75016 PARIS

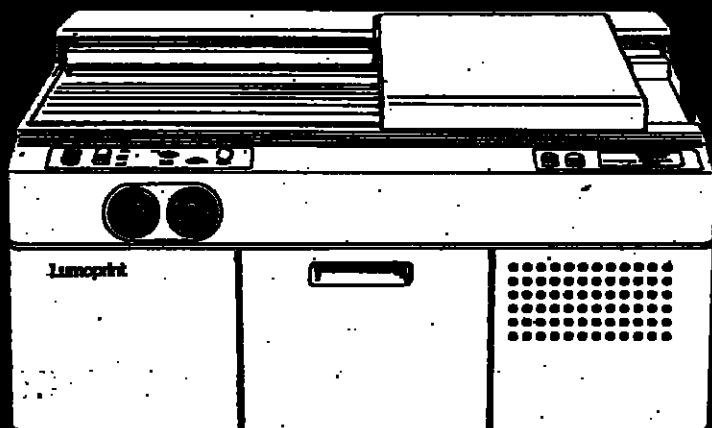
NOM :

ADRESSE :

# Lumoprint

## Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

### 3 qualités allemandes.



3 centres régionaux  
150 agents  
dans toute la France.

SICOB niveau 4  
Zone E - stand 4501

LX 4 : l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Lumoprint France S.A.  
92 50 Les Moulinsaux. Tél. 945.21.81

88 rue de la République  
Envoyez-moi une documentation complète.

Société \_\_\_\_\_  
Personne à contacter \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
No Postal \_\_\_\_\_  
EC

## LES MACHINES A ÉCRIRE : DE L'ÂGE MÉCANIQUE

POUR rentabiliser et automatiser le travail dactylographique, les constructeurs ont lancé sur le marché des machines à écrire à mémoire. Ces dernières, à partir d'une dactylographie manuelle normale, peuvent enregistrer dans une mémoire un ou plusieurs textes, qui sont ensuite retranscrits à volonté à grande vitesse au moyen d'un système de frappe automatique, et cela au nombre d'exemplaires désiré. Les modèles les plus récents offrent la possibilité non seulement de stocker un texte,

mais aussi de le modifier dans la mémoire, en ajoutant ou en retranchant des lettres, des mots, des lignes ou des paragraphes entiers. Une fois remanié, le texte mémorisé est alors disponible pour la frappe automatique. A ce niveau technique, on parle de « manipulation » et de « traitement du texte », par analogie au traitement des données effectué sur ordinateurs.

Ces machines, bénéficiant des techniques mises au point pour l'ordinateur — cartes et

bandes magnétiques, disques souples, circuits intégrés, microprocesseurs, écrans de visualisation... — se heurtent, en France et en Europe, à un marché peu réceptif. Leur prix, environ dix fois celui d'une machine à écrire électrique, est encore trop élevé, et leur technique trop en avance par rapport à un milieu professionnel plutôt conservateur et peu enclin à s'automatiser. La notion de rentabilité n'a pas encore pénétré le « travail de bureau ».

Il faudra que ces obstacles psycho-sociologiques tombent, que le prix de ces machines baisse ou que le coût du travail dactylographique devienne trop important pour qu'elles soient utilisées massivement. Et peut-être verra-t-on alors, dans l'avenir, la fonction — désirée par les fabricants de machines à écrire — à mémoire, qui sont aussi souvent constructeurs d'ordinateurs — entre le « traitement du texte » et le « traitement des données ».

## UN MARCHÉ DOMINÉ PAR LES FABRICANTS ÉTRANGERS

LES tâches dactylographiques, représentant parfois dans une entreprise 30 à 35 % des charges administratives, se trouvent souvent par des travaux répétitifs. Les modifications successives qu'apporte un auteur à son texte, les fautes commises par les dactylos, font qu'un même texte est dactylographié plusieurs fois, parfois pour des modifications minimes.

Une enquête « qualitative » (1) effectuée auprès d'un certain nombre de chefs d'entreprise, de cadres, de secrétaires et de dactylos par l'Institut Rémy-Genton a montré qu'ils ignorent souvent l'existence des machines à mémoire. Quant aux chefs d'entreprise, s'ils la connaissent, ils n'en voient pas l'utilité dans leur entreprise, et, surtout, ils la trouvent trop chère.

Les cadres autant que les dactylos sont réticents à l'introduction d'une machine à écrire à mémoire dans leur entreprise. Les premiers parce que cette machine leur apparaît « dépersonnalisée et dépersonnalisante » et supprimant les côtés humains du travail en commun. Les seconds, considérés comme des « O.S. du bureau », les « Portugais de l'entreprise », craignant d'être enchaînés au travail de frappe, très dévalorisés, alors qu'ils ont qu'une idée en tête, en sortir. Il faudra sans doute améliorer leur statut pour briser leurs réticences. C'est ce qui semble se faire dans certaines entreprises, puisque « les dactylos spécialisées

dans l'art d'un clavier plus complexe (...) se voient de facto reconnaître un statut spécial et privilégié par rapport à celui des dactylos « ordinaires »... 80 % d'entre elles sont mieux rémunérées, et une sur trois reçoit un salaire égal à celui d'une secrétaire de direction ».

## Un certain conservatisme

En dehors de ces obstacles psychologiques, les fabricants se heurtent à l'esprit artisanal qui règne dans la conception du travail de bureau et des tâches dactylographiques. Les notions de rentabilité et de productivité n'y ont pas encore été assimilées. Le calcul des coûts est quasi inexistant et, quand il est fait,

tous les paramètres ne sont pas pris en considération. Les structures hiérarchiques font que l'on tient compte uniquement du salaire de la dactylo et du prix de la machine à écrire. N'entre jamais en ligne de compte le travail du « responsable » qui dicte ou qui rédige le texte — qui sera ultérieurement retranscrit par la dactylo — et qui est pourtant partie prenante dans la chaîne du « traitement du texte ». S'il a des difficultés à écrire, il fera taper et retaper le texte avant d'obtenir une version définitive et « idéale ». Si gaspillage il y a, il n'est donc pas le fait des dactylos seules.

Cette mentalité conservatrice ressort encore davantage quand on considère le parc français des machines

à écrire, en majorité ancien et mécanique, mais en voie d'électrification : sur 10 machines vendues actuellement, 7 sont électriques. A la fin du premier semestre 1975, d'après l'Institut Rémy-Genton, 1 984 382 machines à écrire de tous types (excepté les portatives) équipaient 865 746 établissements employant un salarié et plus. Or, l'INSEE recensait en 1971 1 217 673 établissements (dont un grand nombre de petites entreprises). Ce qui veut dire que 350 000 entreprises environ ne possèdent pas de machine à écrire.

En outre, le parc est ancien, puisque 11 % a été installé pour 48,3 %, soit la moitié, avant 1970, et la proportion est encore plus importante pour la province (52 %). Les machines mécaniques sont encore fortement implantées et représentent 58,4 % du parc ; 67,5 % des établissements français n'utilisent que ce type de machine ; 14,7 % ont choisi la solution du parc mixte. La province est plus mécanique que la région parisienne : 68,4 % contre 43,9 %. De 1973 à 1975, le parc des machines électriques et mécaniques a progressé de 4 % en nombre.

Une tendance tout à fait différente se manifeste aux États-Unis, où, d'après une étude de Frost & Sullivan, les machines mécaniques sont considérées « comme une espèce en voie de disparition » et sont le plus souvent d'origine étrangère.

Il n'existe cependant plus un seul fabricant français de machines à écrire, qu'elles soient portatives, mé-

caniques, électriques ou à mémoire (Japy a été repris dernièrement par le groupe suisse Henschel). Les pouvoirs publics ne semblent pas se préoccuper tellement de cet état de chose. Aussi toutes les machines vendues dans notre pays sont-elles construites par des sociétés étrangères (I.B.M., Olivetti, Olympia, Hermes-Japy, Adler Triumph...). dont certaines sont aussi constructeurs d'ordinateurs et ont une envergure internationale.

## 8 000 à 10 000 machines en France

Il n'est donc pas étonnant que, dans un tel contexte, le nombre des machines à mémoire soit faible. En 1973, on en comptait 4 142 (à cartes ou à bandes perforées, ou à support magnétique) ; on en recensait 5 796 en 1975, et on en prévoit 7 500 à 8 000 pour la fin de l'année 1976. Certains constructeurs donnent des chiffres plus élevés : 10 000 machines pour la fin de 1975. Par comparaison, on note qu'en Europe occidentale, quels que soient les pays, la proportion des entreprises équipées est partout inférieure à 1 %. Aux États-Unis, Frost & Sullivan a dénombré, pour la fin de l'année 1974, 252 000 machines à écrire automatiques (sur un parc total évalué approximativement à 6 millions), soit environ 4 %. Par ailleurs 28 % des machines à mémoire traitent plutôt le courrier répétitif et 72 % sont des machines plus élaborées, capables de « manipuler » un texte. Les machines à mémoire fonctionnant en France équipent surtout les

grandes entreprises, où l'électrification du parc est bien avancée, et notamment les services commerciaux (80,2 % des services utilisés). Du fait de leur coût jugé élevé, elles sont utilisées de façon intensive (60 % des machines fonctionnent cinq heures par jour et plus ; 24,1 % sept heures et plus). Elles sont utilisées dans 48,9 % des cas à la frappe d'un grand nombre de lettres personnalisées et de relances de paiement ; viennent ensuite les documents de type contrat, les projets techniques et les devis (43,5 %) ; les lettres courantes de secrétariat (26,5 %), les rapports de conseils d'administration et les rapports d'études (11,7 %). Ces applications correspondent aux avantages qu'on leur trouve, cités ici dans l'ordre prioritaire :

- La frappe automatique d'un grand nombre d'originaux ;
  - La facilité de montage des textes ;
  - Le gain de temps ;
  - La personnalisation des « mailings ».
- Les inconvénients relevés sont :
- La complexité et la manipulation de la machine ;
  - Son bruit ;
  - La difficulté pour l'opératrice de la maîtriser et la nécessité d'une formation importante ;
  - Son prix élevé.

CHRISTIANE GALUS.

(1) Le Marché français de l'écriture et ses outils (rapport final), Octobre 1975. L'Institut Rémy-Genton fait tous les deux ans des enquêtes statistiques sur les machines de bureau.

Pour savoir ce qu'une installation de bureau vous coûte, venez la calculer chez nous, au SICOB.



## Texas Instruments:

## 12 nouvelles calculatrices depuis le dernier SICOB.

Texas Instruments ne se contente pas d'être l'inventeur du circuit intégré et d'avoir introduit, le premier, le concept de la calculatrice miniaturisée. La poursuite de recherches technologiques se manifeste par le lancement de nouveaux produits et de diminutions de coûts, donc de prix extrêmement compétitifs.

Notre expérience fait que, parmi une multitude de fabricants, nous vous proposons la gamme de calculatrices la plus complète, de la calculatrice de poche 4 opérations à la calculatrice de bureau conversationnelle la plus élaborée.

En parlant avec nos ingénieurs au SICOB, vous découvrirez les produits de demain. Ce sera pour vous l'occasion de trouver ce qui correspond exactement à vos besoins.

Venez nous voir. Car c'est en ayant le plus grand choix que l'on investit le mieux.

À l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments.

## TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursière Bâtiment A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630.23.43  
Pour la Belgique: Texas Instruments Belgium S.A. - 21, Avenue Edouard Lacombe - 1040 Bruxelles - Tél. (02) 733.95.23

## Encore I. B. M. ...

UNE dizaine de sociétés sont présentes sur le marché français de la machine à écrire à mémoire, mais d'une manière fort inégale, puisque la firme américaine I.B.M. a installé 87 % du parc existant, suivie de loin par la firme Olivetti et Olivetti. Sont également présentes, mais d'une manière peu représentative, un certain nombre de marques étrangères : Xerox, Friden, Remington-Japy, Olympia, Wang, Remington.

Le prix de ces machines — entre 30 000 F et 58 000 F pour les plus sophistiquées d'entre elles — représente environ dix fois celui d'une machine à écrire électrique. Quant aux machines à écran de visualisation, apparues en Europe depuis peu, elles restent incontestablement parmi les plus chères, puisqu'elles sont vendues à des prix variant entre 70 000 F, 90 000 F, et même au-delà.

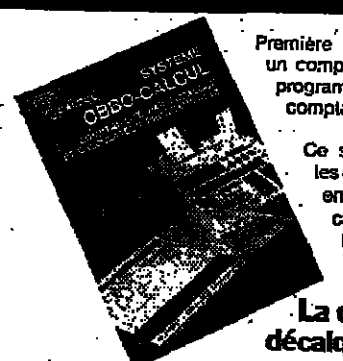
Pour les machines à mémoire, l'acheteur a la possibilité — et c'est intéressant pour les petites entreprises — d'acquiescer ce matériel en « leasing ». Les machines sont louées pendant trois ans au minimum, et il est possible de les acheter ensuite à 6 % de leur valeur résiduelle. L'amortissement est alors de quatre ans. Certaines firmes se contentent de louer les machines mensuellement, mais ne les vendent pas : I.B.M., Halcote, à 1 025 F à 1 500 F par mois. D'autres, comme Olivetti, pratiquent les deux systèmes. En raison de la complexité relative de ces appa-

reils, une formation de l'opérateur, de deux à quatre jours, est nécessaire. Elle est prise en charge par la société qui commercialise le produit.

Aux États-Unis, le coût des machines à mémoire varie entre 4 800 dollars (24 000 F) et 11 800 dollars (59 000 F). Elles sont louées 145 dollars (725 F) à 330 dollars (1 650 F) par mois suivant les cas. Comme dans le secteur des ordinateurs, I.B.M. domine largement le marché à environ 80 %. On estime le parc des machines dont la mémoire magnétique est incorporée à 15 000 unités en 1974 ; ce parc devrait atteindre 490 000 unités en 1984. Ces machines à mémoire magnétique amovible verront leur parc passer de 163 000 unités en 1974 à 300 000 en 1984. Les machines munies d'un écran de visualisation ont fait une apparition assez timide sur le marché américain, bien qu'elles aient été favorablement accueillies par les utilisateurs potentiels. Mais leur production reste encore limitée, les grandes firmes — I.B.M. — ne les commercialisant pas encore. Elles devraient pourtant connaître une croissance remarquable allant sans doute de pair avec une diminution de leur prix — et passer de 1 500 unités installées en 1974, à 56 000 en 1979 et à 395 200 en 1984 (1).

(1) Les chiffres cités ici sont extraits d'une étude de Frost & Sullivan sur les États-Unis « The word processing market », avril 1975.

## Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmé OBBO type MEGA 7030 à la compatibilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'Entreprise.

La comptabilité par **DECALQUE** décalque en régime électronique

Ce document est distribué par SICOB, 14 rue de la République, 75001 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

Nom \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9<sup>e</sup> - 878.25.50 et 25.08

Japy 1150



150

SICOB

• • • LE MONDE — 21 septembre 1976 — Page 31

## A L'AGE ÉLECTRONIQUE

# UN CLAVIER ET UNE MÉMOIRE

Le principe fondamental de la machine à écrire n'a pas beaucoup changé depuis qu'elle fut introduite par Remington, en 1874, sur le marché américain. Le système de frappe à sphaère — dont le brevet, détenu par I.B.M., est tombé depuis peu dans le domaine public — qui fut présenté comme une innovation, avait été trouvé avant le système à corbeille. Depuis, toutes les améliorations ont eu pour objectif d'augmenter la qualité et la vitesse de frappe, et, partant, de faciliter le travail des dactylos et des secrétaires. La machine fut d'abord mécanique, puis électrique, et dotée d'accessoires divers tels que les touches de répétition automatique et de correction, les caractères d'impression interchangeables, le filtre acoustique.

Ces améliorations techniques, ayant, aux dires des fabricants, atteint un plafond, ceux-ci se sont tournés vers un autre type de machines à écrire, les machines à mémoire (encore dénommées machines automatiques), qui existent depuis dix ans en France, et font appel à une technique déjà ancienne, puisque le stockage de textes se fait sur cartes ou bandes perforées. Pour les perfectionner, et augmenter leurs prestations, les constructeurs ont eu l'idée de leur intégrer des techniques mises au point pour l'ordinateur : cartes et bandes magnétiques, disques souples, circuits intégrés, microprocesseurs, écrans de visualisation. Elles peuvent aussi, quand elles ont été munies des accessoires indispensables, être connectées à un ordinateur.

Mais, qu'elles fonctionnent d'une manière autonome ou connectées à un ordinateur, elles sont toutes constituées d'une machine à écrire classique (clavier et système de frappe) à laquelle ont été adjointes une mémoire de travail à circuits intégrés, contenant les instructions qui permettent d'effectuer les différentes opérations automatiques, et une mémoire extérieure pour stocker les textes. Plus la vitesse de frappe automatique est élevée, plus la capacité de stockage est importante, plus la souplesse d'emploi est grande, et plus les services rendus par les machines sont importants.

Ce qui permet de distinguer plusieurs types de machines à mémoire en fonction de leur complexité.

● **Le clavier de la machine**, actionnant un système de frappe, permet la dactylographie manuelle d'un texte (lettre, rapport, contrat...), et simultanément son introduction, si on le souhaite, dans la mémoire extérieure. Cette dernière opération s'effectue par l'entremise de la mémoire de travail. Trois systèmes de frappe sont utilisés, le système à corbeille, le système à boule et le système de la « marguerite », équipant la Xerox 800, machine à mémoire présentée par Rank Xerox au SICOB 1975. L'impression s'effectue au moyen d'une roue à rayons flexibles portant un caractère à leur extrémité, qu'un mécanisme électronique fait tourner de façon à amener le caractère désiré en position de frappe. Ce système permet une vitesse de frappe automatique de 300 mots à la minute, double de celle des machines à sphaère et à corbeille. Rappels pour mémoire : une dactylo tape 30 mots par minute sur une machine électrique, et qu'une imprimante d'ordinateur atteint la vitesse de 1 000 à 2 000 mots par minute, mais, dans ce dernier cas, le système d'impression est différent et n'offre pas la même qualité de frappe que celle d'une machine à écrire.

● **La mémoire de travail**, le plus souvent à circuits intégrés, permet de mémoriser des mots et de les rechercher sur le support, et de centrer et disposer automatiquement un texte une fois que toutes les corrections et modifications lui ont été apportées dans la mémoire.

● **La mémoire extérieure** est maintenant toujours magnétique et la capacité de stockage varie en fonction du support retenu. La carte magnétique stocke 5 000 caractères (soit environ deux pages dactylographées à 30 lignes et 80 signes par ligne). Xerox parvient à stocker 10 000 caractères sur chaque carte. La cassette enregistre 10 000 à 150 000 caractères, la cartouche contenant une

bande magnétique à boucle fermée 10 000 caractères, et davantage si on programme la bande différemment (Olivetti).

Dernier arrivé sur le marché, le disque souple a une grande capacité de stockage — deux cent cinquante mille caractères — et équipe des machines puissantes et sophistiquées. Des mini-disques souples ont été mis au point depuis peu, pour des machines plus simples, et ont une capacité de cinq mille caractères. Moins fiables que les mémoires magnétiques d'ordinateurs, les mémoires de machines à écrire sont soit incorporées à la machine et immovibles, soit amovibles.

### Un écran de visualisation

Les machines à écrire à mémoire peuvent aussi être dotées d'un écran de visualisation. Elles existent déjà aux États-Unis et sont apparues cette année en Europe à la Foire de Hanovre. Le texte dactylographé apparaît sur un écran situé au-dessus de la machine. Des corrections peuvent y être apportées. Le texte définitif est ensuite mis en mémoire et disparaît de l'écran. Il pourra alors dactylographier automatiquement. L'écran peut contenir quatre, vingt-quatre ou soixante lignes. Une telle machine peut être connectée à un ordinateur ou à plusieurs imprimantes.

Toute une gamme de machines à écrire à mémoire sont disponibles sur le marché français, depuis la machine destinée aux petits répertoires, du secrétaire (courrier, notes de service, comptes rendus rapides) jusqu'aux machines plus puissantes traitant des rapports longs ou gérant des fichiers d'adresses importantes. Prenons l'exemple de deux sociétés, I.B.M. et Olivetti, qui visent des secteurs différents du marché.

I.B.M. a commencé par le haut de la gamme en réalisant des machines sophistiquées (82 CM - memocarte), qui, grâce à leur mémoire magnétique importante, permettent de traiter des rapports d'une centaine de pages.

Mais, désireuse d'atteindre une clientèle plus importante, la firme multinationale a mis au point des machines plus simples, destinées au secrétariat (72 CM - memosphère), et rendu les cartes magnétiques compatibles. D'autre part, certaines de ses machines peuvent communiquer entre elles, ou avec un ordinateur, par l'intermédiaire d'une ligne téléphonique : c'est le cas de la 72 CM. La liaison avec un ordinateur est aussi établie, d'une autre manière, par la 71 CM. Cette dernière a la particularité d'imprimer, au moyen d'une sphère particulière, des caractères normalisés pouvant être lus par un lecteur optique d'ordinateur (1).

Olivetti, par contre, a introduit exclusivement sur le marché français des machines puissantes et d'une grande capacité de stockage, qu'il a dénommées « système d'écriture » : l'Editor S 14 et l'Editor S 94. Leur mémoire externe, dont le support est une bande magnétique en cartouche interchangeable, contient 250 000 caractères (données variables) ainsi que des données fixes permettant de sélectionner et de retrouver rapidement les informations. Les cartouches étant interchangeables, l'utilisateur peut constituer une bibliothèque de textes accessibles à tout moment. Ces machines trouvent des applications dans les services comptables, la gestion du personnel, les abonnements, les analyses médicales, les statistiques journalières de ventes. Par leur plus grande complexité et leur puissance, ces machines débordent le domaine du secrétariat pour concurrencer le petit ordinateur de gestion. C'est à ce titre qu'elles sont susceptibles d'intéresser davantage les petites entreprises que les grandes. Mais, à l'inverse d'I.B.M., Olivetti n'a pas encore mis sur le marché des machines simples.

C. G.

(1) Le lecteur optique (ou BOC - reconnaissance optique des caractères) est l'« œil de l'ordinateur ». Par un système de balayage optique et électronique, il « lit » les caractères imprimés et les transmet à l'ordinateur, permettant ainsi la saisie des données.

**SEDI**  
destructeurs glibert

Spécialiste de destructeurs de tous papiers, cartons et microfilms (archives, documents, fichiers)

**Au SICOB**  
du 23 Septembre au 1<sup>er</sup> Octobre  
**STAND 2 F 2605**

SEDI fabrique la gamme la plus étendue, du modèle de bureau au destructeur industriel avec presse à balles incorporée.

SEDI 48, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS - Tél. : 737.51.90 et 91 - Télex : 610 231



**WALTON**

60, rue Pierre-Charon  
75008 Paris  
Tél. 225.14.44 +

Modems :

**RACAL MILGO**

Mini-Terminaux :

**INFORMER EXECUPORT**

Enregistreurs portatifs de données :

**TELXON**

Caméra de Microfiches :  
**DOCUMATE II TDC**

C.O.M.

**BETACOM 3M**

**SICOB Stand 3 D 3428**

## La copie sur mesure Gestetner

Analyses vos besoins, Gestetner vous donnera la solution

### Solution Faxil

Pour les courts et longs tirages, un procédé moderne, fiable, basé sur une solide expérience. Le système Faxil apporte des innovations importantes dans le domaine des fournitures et du matériel. Il est particulièrement adapté aux besoins d'aujourd'hui.

### Solution offset

Courts tirages, longs tirages, l'offset est réellement devenu un procédé de bureau avec Gestetner. A partir de tous documents on peut obtenir rapidement une plaque, avec les clichés électrostatiques FB 12, PM 9 ou OE 1. On peut aussi frapper directement un texte sur la plaque papier. Le duplicateur automatisé 209 a été spécialement conçu pour simplifier le travail de l'opérateur.

### Solution copieur

Quand plusieurs personnes ont besoin de copies, la solution est un copieur en libre service sous le contrôle d'un opérateur-clé. Le copieur FB 12 de Gestetner, par son fonctionnement simple et sûr, se prête particulièrement à la formule. La "gestion FB 12" de la copie permet également, si les besoins sont importants et les utilisateurs dispersés, une solution décentralisée, qui évite les trajets et les attentes.

### Solution Faxil + Copieur

L'analyse des besoins peut conduire au système Faxil pour la duplication en courts et longs tirages. On confie alors au copieur FB 12 les travaux de copie. Gestetner apporte ainsi un service complet de reproduction.

### Solution Offset + Copieur

Après analyse des besoins, lorsque le procédé offset est justifié, le duplicateur automatisé 209

assure les travaux de duplication en courts et longs tirages, tandis que le copieur FB 12 fonctionne en libre service pour les travaux de copie. Là encore, Gestetner apporte un service complet de reproduction.

### Solution Relieur

Quel que soit le procédé de reproduction choisi, une belle présentation valorise les documents obtenus. Avec son procédé Vélo-Bind, Gestetner apporte une esthétique nouvelle dans la présentation de tous documents. Ce procédé permet de relier toutes épaisseurs, jusqu'à 50 mm. Une riche gamme de couvertures

permet de varier les présentations. Ayez la curiosité de remplir la grille ci-dessous, vous découvrirez que votre poste "reproduction" est suffisamment important pour justifier une analyse approfondie de vos besoins.

Si vous venez au Sicob, apportez cette grille et montrez-la à un technico-commercial Gestetner : vous trouverez avec lui la solution de votre économie-copie. Sinon, demandez donc une documentation Gestetner, service 198, 71, rue Camille-Groult, 94400 Vitry, tél. 680.47.85 - télex 200.880 Gest-Vitry.

### Analyse mensuelle de votre poste reproduction

Copies à l'unité	1 à 10 copies par document			Nombre total mensuel de copies
	Nombre moyen de copies par série	Nombre de séries par mois	Nombre total mensuel de copies	
Séries courtes	20			
	50			
Séries moyennes	100			
	200			
	500			
Séries longues	1000			
				Total mensuel

Les clés qui orientent votre choix.

Le choix du matériel dépend non seulement du volume total mensuel de copies mais de la façon dont se répartit ce volume selon les séries. Il dépend également de la qualité de reproduction recherchée pour chaque type de travail et de la qualification du personnel-opérateur.

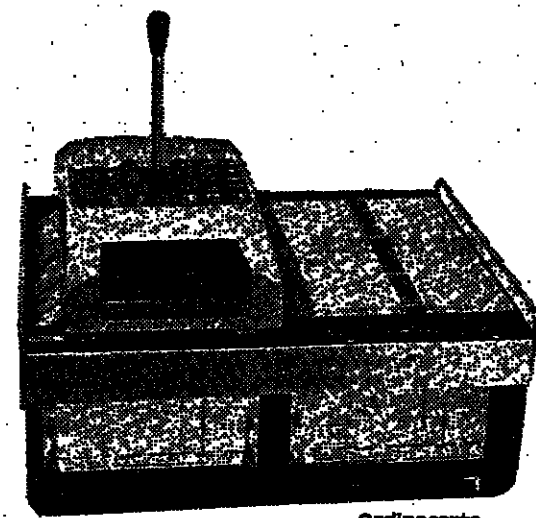
Dans tous les cas, le total des charges mensuelles doit rester en rapport étroit avec le service rendu. C'est sur ces bases précises que les conseillers Gestetner vous aident à résoudre votre problème reproduction de façon rentable.

Gestetner

**Gestetner**

Sicob : niveau 1 - stand 1 D 1431 - niveau 2 - stand 2 B 2200 - 2 B 2201 - niveau 4 - stand 4 C 4304.

Entre  
les grands moyens  
et pas  
de moyens du tout,  
voici la solution  
pour votre classement



Ordinacarte.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué.

Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement. Ordinacarte permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de reclassement des fiches.

Ordinacarte se charge de les retrouver. Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation.

La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

**FICHER SÉLECTION**

Du 25 Septembre au 1<sup>er</sup> Octobre, présentation et démonstration de toute la gamme Fichier Sélection sur le stand Sicob n°1405-niveau 1-zone D

Je souhaite recevoir votre documentation FICHER SÉLECTION, B.P. 5, 92170 Vanves

NOM \_\_\_\_\_  
ENTREPRISE \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_ POSTE \_\_\_\_\_







# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### Images clandestines du Chili

Walter Heynowski et Gerhard Scheumann, cinéastes de la R.D.A., avaient réussi à entrer officiellement au Chili, avec une équipe de réalisateurs, après le putsch du 11 septembre 1973. Ils recueillirent des déclarations dans les états-majors contre-révolutionnaires et filmèrent dans deux camps de prisonniers politiques, avec une autorisation de visite du général Pinochet. Grâce à ces documents, ils ont réalisé la Guerre des momies et J'étais, je suis, je serai, qui sont sortis en France l'année dernière.

Une minute d'obscurité, ne nous aveugle pas) signé également par Peter Hellmich) continue l'itinéraire chilien. Ce film a été entièrement tourné au Chili — disent Heynowski et Scheumann. « Môme si la situation ne nous permet pas d'être en ce moment, personnellement, de l'autre côté des Andes — on ne peut guère s'y attendre — nos idées y sont en permanence et aussi des allées, des hommes qui partagent notre jugement sur la dictature fasciste. »

Autrement dit, le collectif de réalisation d'Allemagne de l'Est a une antenne au Chili et ce nouveau film fait la preuve qu'une résistance intérieure est possible, qu'une information non contrôlée par le régime Pinochet peut y être recueillie.

pour porter à l'étranger la réalité chilienne. Les amis de Heynowski et Scheumann sont passés maîtres comme eux dans l'interview-pirata. Cette forme de cinéma peut poser des problèmes de moralité quand elle viole la vie privée mais le est bien évident qu'il la fin (la lutte antifasciste) justifie les moyens. On remarque d'ailleurs que les personnalités du régime, toujours prêtes à parler, à rétablir leur vérité justificative (elles y croient peut-être, après tout) se laissent prendre au piège de l'entrevue avec une bonne volonté évidente. Leur souci de convaincre les empêche de soupçonner l'adversaire dans celui qui tient le micro et la caméra. C'est assez étonnant. Quant à ceux qui, de tous les côtés, n'ont rien à perdre, familles de prisonniers politiques réduites au désespoir, ouvriers qui connaissent les bas salaires et que guette le chômage, ils s'expriment spontanément jusqu'à dans la rue, ce qui en montre long sur la situation chilienne actuelle.

Le titre, emprunté à Pablo Neruda, signifie l'espoir et, surtout, la ténacité des cinéastes. Ils ont l'intention de continuer à montrer la vérité du Chili — jusqu'à ce que le drapeau de la démocratie soit à nouveau —.

JACQUES SICLIER.

★ La Ciel (v.o.).

### Le dernier film de Visconti

(Suite de la première page.)

Il était donc naturel que l'intérêt que (depuis Sema) Visconti portait aux analyses psycho-sociologiques, que son goût pour la peinture des temps de décadence, de pourrissement ou d'agonie, le conduisent, un jour, à se pencher sur l'œuvre de D'Annunzio.

Moins évidentes sont les raisons pour lesquelles, dans cette œuvre, Visconti a choisi un roman aussi

médiocre que cet *Intrus*, publié en 1932, et qui est devenu à l'écran l'innocent. Sous les volutes d'un style coruscant, *Intrus* apparaît, en effet, comme un méchant mélodrame mondain, une chronique conjugale farcie d'outrances et de sottises, une galerie de portraits incroyablement démodés. Riche bourgeois, féru de « modernisme », Tullio est un mari volage qui drague son épouse et se soit de plaisir dans les grands mots d'une philosophie hautaine de l'existence. Un jour, il quitte sa femme pour sa maîtresse. Désespérée et, en même temps, impressionnée par les discours de Tullio sur la nécessité de briser les anciens préjugés, l'épouse cherche une brève consolation auprès d'un ami. Naît un enfant adultérin, fruit du péché d'un soir, petit « intrus » auquel le mari, mortellement atteint dans son honneur — de mère, voue une haine féroce et qu'il finit par tuer, une nuit de Noël, en l'exposant au gel...

Visconti a modifié la fin du roman. Afin de gommer le caractère « nietzschéen » de Tullio, son auto-satisfaction de « surhomme », il nous le montre mettant fin à ses jours, après une dernière entrevue avec sa maîtresse. Concession qui laisse supposer que Tullio est touché par le remords (ou, du moins, qu'il partage la souffrance de sa femme), mais dont on se demande, à la réflexion, s'il n'a rien fait de plus qu'il avait de plus fort dans le livre : se cruauté et son cynisme.

Telle est l'histoire que Visconti a choisi de raconter. Choix courageux, car il faut du courage pour assumer le ridicule des autres, et qu'il justifie dans le texte déjà cité. « L'intrus, affrime-t-il, est un livre très sensuel qui décrit non seulement la désagrégation d'une famille, mais également celle d'une certaine société, d'une certaine Italie. »

Passons sur la « sensualité » de l'œuvre, qui n'est pas le caractère principal du film. Passons même sur ce terme de « désagrégation » — ou perçoit l'intention du cinéaste de relier l'histoire à l'ensemble de son œuvre. Et disons plutôt que, aux yeux de Visconti, l'intrus a pris valeur de document. Avec ses souffrances, ses excruciantes psychologies et verbales, et les problèmes de société qu'il sous-entend (« phalocratie » du mari, révolte timide de la femme, rejet impitoyable de l'enfant adultérin), c'est en quelque sorte un témoignage de première main, un constat à l'état brut. Il est aussi daté qu'un meuble, un objet d'art ou une toilette de l'époque, et c'est cette spécificité, cette empreinte de son époque, qui le rend, d'une certaine façon, exemplaire.

On comprend mieux dès lors l'importance accordée par Visconti au décor (et même au décorum). Là encore, il était nécessaire de rester rigoureusement fidèle au monde

décor par D'Annunzio. D'où le soin minutieux avec lequel le cinéaste a recherché les palais et les villas campagnardes qui servent de cadre à l'intrigue. D'où ces lents travellings qui nous font découvrir les mille détails d'un ameublement précieux et soigné : lustres de cristal, torchères, opalines, pouds capitonés, lits à baldaquin, cheminées baroques. D'où ce somptueux bric-à-brac que Visconti caresse d'un regard attendri et qu'il organise, selon les lieux et la lumière, selon les événements, aussi, qui éclairent ou assombrissent l'atmosphère, en éclatantes symphonies de couleurs (les rouges, noirs et ors de la première réception) ou en camaïeux subtils de roses ou de gris, de bleus ou de blancs.

A Cannes, c'est l'opulence, le raffinement du film, qui nous avaient surtout frappé. Réaction naturelle, tant le plaisir des yeux l'emporte ici sur les autres sensations. Mais réactions restrictives, dans la mesure où la splendeur des images, loin d'être un luxe surajouté, s'impose comme un des éléments essentiels du récit. Dans la mesure également où, parfois, au détour d'une scène, derrière les falbalas et les dorures, apparaît le visage d'une société — disons plutôt d'une caste — déchirée par ses contradictions, empiétrée dans un code moral qui lui est à la fois nécessaire et insupportable, accablée sous le poids de passions et de problèmes qui ne sont que lauriers et impostures. Moments privilégiés, au cours desquels la lucidité et la féroce du regard de Visconti dément sa complaisance apparente avec D'Annunzio et transforme en satire implacable le tableau de mœurs qu'il lui a emprunté.

Bien que son intérêt, pour toutes ces raisons, dépasse celui d'un bel album d'images, *Intrus* n'occupe pas sans doute pas dans l'œuvre de Visconti une place de premier plan. On ne saurait le comparer à *Mort à Venise* ou à *Violence et Passions*, les deux vrais « testaments » de l'auteur. Au fond, ce dont souffre ce film, plus encore que des absurdités de l'intrigue, c'est de l'absence humaine de Visconti. Nous nous étions habitués à entendre sa voix, à l'écouter murmurer dans l'ombre quelques-uns des secrets. Or cette voix que nous aimions, cette voix intime, demeure ici muette.

A quoi on pourrait ajouter que l'interprétation de *Intrus* ne convainc qu'à moitié. C'est, vraisemblablement à la demande de Visconti que Giancarlo Giannini, qui incarne Tullio, a souligné l'aspect « séducteur » de la Belle Époque, dandy calamière, du personnage. Mais il pousse si loin la caricature qu'on ne voit plus qu'un fantoche sur l'écran... Habillée à ravir, Laura Antonelli exprime mieux la sensua-

lité rétrécie de l'épouse que sa honte et sa douleur. C'est, en revanche, une superbe composition que celle de Jennifer O'Neill, chargée d'interpréter le rôle de la maîtresse. Visconti en fait une prêtresse de ce qu'on appelle alors le demi-monde, une courtisane-confidente, qui flirte et sert le despotisme de son amant. Elle n'est qu'un des ornements du film. Mais on ne l'oublie pas. Et s'il n'y avait qu'un plan à retenir de cette œuvre si riche en merveilles visuelles, ce serait celui de sa dernière apparition.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Cinéma-Écoles. Publica Champs-Élysées, Paramount-Élysées (v.o.) ; Rex, Paramount-Opéra, Paramount-Montparnasse, Magic Convention, Paramount-Mallot (v.o.).

### En bref

#### Variétés

#### Les Chieftains

La musique que jouent les Chieftains — ils étaient dimanche soir au Théâtre des Champs-Élysées, — on l'écoute, on la comprend toujours par le cœur et l'âme, sans doute parce qu'elle est enracinée depuis plus d'un millénaire dans le pays irlandais, qu'elle en est comme le sang, le besoin d'exprimer des forces.

Les Chieftains sont sept, jouent du bag-pipe, du violon, de la flûte, du bodhran, de la harpe, du dulciner. Certains (les deux violonistes), ont participé, il y a sept ans, à l'aventure de Sean O'Riada comme membres du Ceolteoir Chaulam, tous sont des musiciens d'origine classique qui ont choisi d'interpréter une musique traditionnelle, d'improviser à partir de thèmes lancés il y a quatre ou cinq siècles et qui ont une ligne mélodique à la fois linéaire et complexe. Comme chez tous les Irlandais, il y a chez les Chieftains cette manière inimitable de partager, d'écouter l'autre, de jeter un thème et d'entraîner avec soi les autres musiciens, qui fait qu'une certaine spontanéité est malgré tout sauvegardée.

Paddy Moloney, qui joue de la flûte et du uilleann-pipe, est celui des Chieftains qui a formé le groupe. Il a de l'humour, des qualités de showman pour présenter les titres en monologue ou en dialogue avec un musicien. — C. F.

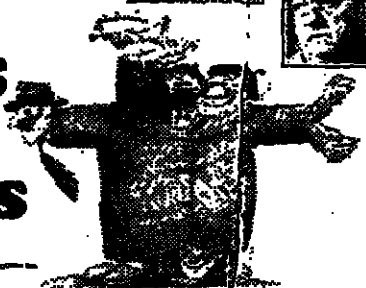
★ Les trois premiers albums des Chieftains vont enfin sortir en France, en octobre, sous le label Polydor.

MONTE-CARLO, v.o. - ELYSÉES-LINCOLN, v.o. - QUARTIER LATIN, v.o. - DRAGON, v.o. - MAYFAIR, v.f. - FRANÇAIS, v.f. - NATION, v.f. - MONTMARNASSE-PATHÉ, v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER, v.f. - CONVENTION GAUMONT, v.f. - CARAYELLE PATHÉ, v.f. - BELLE-ÉPINE - MULTICINÉ Champigny - FLANADES Sorcelles - GAUMONT Éry - ÉPICENTRE Épinay - CYRANO Versailles.

sans aucun doute le film le plus drôle de mémoire de spectateur  
**LA PREUVE:**

à mourir de rire... LEONARD BERNSTEIN  
on rit beaucoup à ce film loufoque et tendre d'AMÉRIQUE  
une gamme de rires et d'émotion LEMONDE  
souvent cruel, toujours drôle TRIVICE  
le rire, ici, est féroce YLENNIA  
à sangloter de rire DURE

Mes Chers Amis



MERCREDI 22 : UGC BIARRITZ 8° (v.o.) - UGC ODÉON 6° (v.o.) - BIENVENUE (v.o.) - MONTMARNASSE 14° (v.o.) - REX 2° - RIO OPÉRA 2° - NATION 12° - UGC GODELINS 13°

Après "Orfeu Negro"...  
...le nouveau film de Marcel Camus

avec ZENI PEREIRA JOFRE SOARES ANTONIO PITANGA et MIRA FONSECA dans le rôle d'Otalia.

UNE COPRODUCTION ORPHÉE ARTS, FR 3 (France), CIC (Brésil).



"Otalía de Bahia", dans un Brésil en fête, un amour fort comme la mort.

Musique de ANTONIO CARLOS JOCAFI WALTER QUIEROZ Chansons interprétées par MARIA CREUZA et EMILIO SANTIAGO

DISTRIBUÉE PAR CINÉMA INTERNATIONAL CORPORATION.

BIENTOT



Un film de Yves Robert scénario de Jean Loup Dabadie et Yves Robert





OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,89
Basile insérée	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

Pour Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE  
ORGANISME FRANCAIS recrute :

### INGENIEURS et ENSEIGNANTS

de nationalité française

- en :
- ELECTROTECHNIQUE, ELECTRONIQUE et AUTOMATISMES
  - MOTEURS et MACHINES
  - CONSTRUCTIONS MECANQUES
  - FABRICATIONS MECANQUES
  - FONDERIE et TRAITEMENTS THERMIQUES

Cinq années d'expérience industrielle (Bureau d'études ou de méthodes, ou Atelier) ou cinq années d'expérience enseignante au minimum.

Contrats de longue durée (deux ans minimum).  
Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équitables à position en France. Logement assuré. Congé annuel en France.

Adresser C.V. détaillé avec photo sous référence 592 à AXIAL, publicité, 91, faubourg Saint Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

### LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

ORGANISE UN CONCOURS GÉNÉRAL SUR ÉPREUVES POUR LA CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE DE RECRUTEMENT

#### d'ADMINISTRATEURS

appelés à accomplir, sur base de directives générales, des tâches de conception, d'étude ou de contrôle.

Le concours comprend les options suivantes :

1. Econométrie et statistique
2. Problèmes budgétaires et monétaires
3. Relations économiques internationales, y compris les problèmes relatifs aux pays en voie de développement
4. Macro-économie
5. Micro-économie.

LIMITE D'ÂGE : 32 ans.

#### Qualifications requises :

- Etudes universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en rapport avec les options.
- Une certaine expérience professionnelle ou l'accomplissement d'un stage en rapport avec au moins une des options.
- Une connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et des connaissances satisfaisantes d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION : Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité des services de la Commission.

TRAITEMENT DE BASE MENSUEL DE DÉBUT : entre NF 4.795 et NF 6.294.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 20 octobre 1976.

Tous renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes, N° C 217 du 16.9.1976 qui peut être obtenu à partir du 20.9.1976 auprès :

- a) du service de vente en France des publications des Communautés européennes, 28 rue Drouot, 75002 Paris-Cedex 15. Envoi contre remboursement de 3,70 FF au CCP 23-65. Prière de mentionner sur le talon de versement le numéro du Journal Officiel des Communautés européennes.
- b) du Bureau d'Information des Communautés européennes, 61 rue des Beilles-Faillies, 75782 Paris-Cedex 18.
- c) de la Commission des Communautés européennes, Division « Recrutement, Nominations, Promotions », 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles (Belgique).

### ingénieurs d'études

BSN-Gervais Danone propose à deux ingénieurs débutants ou disposant d'une à deux années d'expérience industrielle de participer au développement de Kronenbourg. Ils seront affectés à la Direction Process et Contrôle Qualité, à Strasbourg.

#### ENSAM-ECAM-ICAM-NSA

Réf. 12 A

Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : définition des caractéristiques et normes techniques des matières, matériels et méthodes - mise au point cahiers des charges - vérification engineering de détail - démarrage procédés et installations nouvelles.

#### ENSIA-INA-NSA

(Chimie Biologique) Réf. 12 B

Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : recueil et traitement des données techniques - étude et mise en place des solutions d'amélioration - démarrage procédés et installations nouvelles.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant la référence du poste, à Daniel HARDOUN, BSN-Gervais Danone, 125, 130, rue J. Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

### TEKTRONIX DATATEK NV

EUROPEAN HEADQUARTER OF THE WORLD'S LEADING GRAPHIC DISPLAY COMPANY

situé near  
AMSTERDAM, THE NETHERLANDS

is looking for

### a european product manager

INTERACTIVE GRAPHICS SYSTEM

This product manager will be responsible for the introduction and marketing in Europe of a new product line.

He will report to the marketing manager and will work in very close cooperation with our parent company situated in the U.S.A. and our European subsidiaries and distributors.

Candidates should have at least two years experience in selling or marketing sophisticated graphics equipment. A good background in computer based equipment as well as a good knowledge of computer aided design applications is necessary.

English is the working language within our organization.

Please send your complete curriculum vitae and a recent photograph to :  
MARTY SMIT - TEKTRONIX DATATEK NV  
P.O. Box 159, Badhoevedorp, The Netherlands.

Pour l'Algérie, urgent  
Société américaine recherche  
- Réf. 15 : 1 CHEF FOREUR  
EAU expert forage boue,  
rotary, repêchage cimentation,  
Anglais indispensable.  
- Réf. 16 : 1 ELECTRICIEN  
AUTO, expert chantier T.P.  
ou forage, Anglais courant.  
- Réf. 17 : 2 INTERPRETES  
TECHNIQUES français-angl.,  
exp. chantier T.P. ou forage.  
- Réf. 18 : 1 EMPLOYE ADMINISTRATIF exp. admin. relat. extér. Travail bureau. Anglais souhaité.  
Les candid. devraient de préf. être célib., poss. perm. de cond.  
Adress. C.V., photo et prêtent. sous n° 50.270 M. Régie-Presso, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°.

### UN GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL IMPLANTÉ DANS DE NOMBREUX PAYS

#### D'AFRIQUE NOIRE francophone

recherche  
PLUSIEURS CHEFS COMPTABLES

capables de prendre à court terme LA RESPONSABILITÉ DES SERVICES COMPTABLES d'une de ses vingt sociétés opérant outre-mer.

Ces situations comportent une possibilité de DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE CARRIÈRE dans les affaires du groupe en FRANCE.

Les candidats devront être titulaires du D.E.C.S. complet et avoir acquis quelques années d'expérience dans cette profession.

La rémunération annuelle brute se situera entre 4.500.000 et 5.500.000 F. C.F.A. suivant les pays ; il s'y ajoutera d'importantes avantages sociaux.

Avant leur affectation en Afrique, les candidats recrutés suivront un stage de plusieurs mois dans les services centraux à Paris, pendant lequel ils recevront un salaire mensuel de 6.400 F. plus une indemnité de participation aux frais de séjour s'ils sont domiciliés en province.

Adresser C.V. détaillé sous réf. N° 6143 à :  
L. T. P. - 31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 PARIS

### Société d'ingénierie et de vocation internationale rech. pour projets avec financement international, en Extrême-Orient

#### CHEF DE PROJET D'ADDITION D'EAU

Cette offre s'adresse à des ingénieurs de Grandes Ecoles, ayant 10 ans d'expérience dans ce domaine (plus particulièrement dans l'étude des réseaux). La résidence sur place est obligatoire pour un séjour de 40 mois couvrant la durée de l'étude et de la surveillance des travaux. Salaire élevé + avantages en nature. Langue anglaise indispensable. Adr. C.V. dét. avec prétentions sous réf. RH 16 à :

Conseil en Recrutement 5 bis, rue Koppler 75116 PARIS.

### PROFILS

Groupe industriel et forestier  
COTE D'IVOIRE recherche  
**DIRECTEUR D'USINE**  
POUR EXPLOITATION EN BROUSSE  
SCIAGE et CONTRÉPLAQUE - 750 personnes  
Expérience outre-mer souhaitable si possible dans même domaine d'activité.  
Adresser curriculum vitae sous le numéro 7.382.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

### IMPORTANT GROUPE MINIER recherche pour le GABON

#### 1 CHEF DE SERVICE DE PERSONNEL

pour la gestion des effectifs, administration et paie du personnel, gestion des régimes sociaux, etc.

Le candidat doit avoir une expérience minimum de 5 ans dans une Direction de Personnel gérant un effectif important.

Il doit être de formation supérieure. Une connaissance des pays du Tiers Monde est souhaitable.

Vie en famille - scolarité assurée jusqu'en classe de 3°.

Adresser C.V. sous n° 78164 B à :

17, rue du Docteur Lase, 94500 Vincennes qui transmettra.

### Une importante Société livrant des usines et installations « clefs en main » dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche pour

#### chantier à l'étranger

### UN CONTROLEUR DE GESTION CONFIRMÉ

Il sera responsable sur le site, du suivi des engagements et de l'établissement des rapports mensuels au Siège.

Expérience de chantier souhaitée. Anglais parlé.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous le n° 78.214, à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ecole catholique Izmir (Turquie) ch. LICENCES BIOLOGIE, PHYSIOLOGIE, Ec. Fresel, 27, rue St-Antoine, 75004 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

### Johns-Manville

FILIALE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE spécialisée dans les matériaux d'isolation et de filtration, recherche un

### INGENIEUR

pour créer à WISSEBOURG (67) un laboratoire d'analyse des nuisances industrielles

à la disposition des 13 usines industrielles localisées en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et Islande.

Cet ingénieur mesurera les nuisances de toutes sortes, poussières, bruit, etc., à l'intérieur comme à l'extérieur des usines et des mines et fera aux responsables les recommandations appropriées.

Le candidat retenu s'exprimera parfaitement en français, anglais et allemand. Il aura l'équivalent d'un bachelors degré en biologie ou engineering et des connaissances en physique, chimie, biochimie et physiologie ainsi que sur les problèmes de pollution industrielle.

Nous vous remercions d'écrire sous référence CD 742 à JOHNS MANVILLE, Direction des Relations Humaines - 9-11, rue du Colonel de Rochebrune - 92505 Rueil-Malmaison.

### NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ, membre d'un Groupe International (marché en très forte expansion), implantée près d'une ville universitaire du VAL DE LOIRE.

NOUS RECHERCHONS pour renforcer

### NOTRE DIRECTION FINANCIÈRE et COMPTABLE

Un (e) jeune cadre capable d'assumer rapidement d'importantes responsabilités.

SI VOUS AVEZ :

- Une formation supérieure : ESC ou équivalent
- 3 ou 4 ans d'expérience comme chef de groupe comptable
- De bonnes connaissances en anglais

ET SI VOS OBJECTIFS SONT :

- D'élargir votre expérience comptable et financière au sein d'une équipe jeune
- De participer à la conception et au développement de nouvelles applications comptables

NOUS SOMMES PRÊTS A VOUS RENCONTRER ET A VOUS PROPOSER :

- Un niveau de rémunération qui ne sera pas inférieur à 80.000 F/an
- Un système d'intéressement aux résultats de la Société
- Des régimes de prévoyance et de retraite très complets
- L'entraînement et le soutien nécessaire à votre intégration et à votre développement dans notre Groupe.

Envoyer votre lettre de candidature, C.V. et photo à J. LE DAIN, Boîte Postale N° 7 - 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL, qui les examinera confidentiellement.





OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Devises insérées	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### Le Directeur des Etudes de GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE (2200 personnes)  
Filiale d'un important groupe international (120.000 personnes).

accroît son potentiel de RECHERCHE APPLIQUÉE

Pour ce faire, il a besoin de s'ajointer (création de poste) :

### UN INGÉNIEUR expérimenté

de très bon niveau : position initiale 3A

Le candidat devra être de formation supérieure, Grande Ecole de mécanique, par exemple. Il devra avoir dirigé avec succès une équipe d'INGÉNIEURS et TECHNICIENS des principales disciplines de conception : dessin, calculs, cinématique, prototypes, mises au point, essais... Il devra connaître les moyens classiques d'usinage et de mise en forme, ainsi que les possibilités de matériaux couramment utilisés dans l'industrie mécanique.

Ce poste est créé de façon à permettre à son titulaire ayant fait preuve de réussite, les meilleures perspectives d'avenir dans le meilleur état.

Très bon niveau de rémunération prévu.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence R.A. au Directeur du Personnel - B.P. 60 - 78301 POISSY CEDEX.

Lorsque retombent les mirages de la publicité, de la propagande et de la trépidante verbalité, la FEMME reste avec ses problèmes, et d'autant plus ceux de son insertion sociale : un domaine où le miracle n'existe pas.

On ne peut pas prétendre à un traitement de faveur et assumer les responsabilités qui assurent la promotion et garantissent la carrière.

### Savoir réellement ce que vous voulez

est en fin de compte la seule vraie condition que nous mettons à examiner votre candidature

Nous sommes exceptionnellement armés pour promouvoir vos qualités et assurer votre réussite : volume, puissance, image de marque, moyens matériels et pédagogiques, management "avancé", ambiance originale, égalité absolue - dans tous les domaines - avec vos homologues masculins. Produits sophistiqués sans équivalents sur le marché dont la diffusion moyenne dans un segment de clientèle à revenus confortables correspond étroitement aux motivations et aux qualités de la

### jeune femme

au caractère bien trempé que nous recherchons. Il faut avoir 21 ans au moins, disposer d'une forte personnalité et d'une bonne formation générale.

Ecrire en joignant cur. vit. manuscrite et photo (retournée) à PUBLI-BANS 13, r. Marivaux - 75002 Paris qui transmettra.

### IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

grande banlieue Nord Paris recherche pour tenir le rôle de Correspondant informatique dans une équipe de calcul de structure sur ordinateur

### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul de structures par l'intermédiaire d'un système CDC 7600 en télétransmission, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
- définir les procédures d'utilisation et le matériel informatique nécessaire ;
- assurer la maintenance des programmes existants ;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste, le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthode des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation fortan et assembleur, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. C.V. photo, prêt. sous n° 74321, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### GRUPE EUROPEEN

PIECES AUTOMOBILES recherche

### DIRECTEUR des VENTES

Homme d'expérience, mais combatif. Il sera chargé d'appliquer la politique offensive de la Direction Commerciale, de dynamiser la force de vente, d'assurer des contacts commerciaux à haut niveau.

Domicile : région parisienne. Adress. lettre man. avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. N° 72174 à HAVAS CONTACT - 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS. Discretion absolue.

Important Groupe de Sociétés - limite Paris - recherche son futur

### directeur de l'informatique

réf. 3733 M

Nous souhaitons que le candidat retenu soit capable d'assurer par sa technicité et son expérience des problèmes de gestion la réalisation progressive des différents traitements informatiques du groupe dans l'optique de technologie moderne (traitement, base de données).

Si l'expérience professionnelle d'une fonction identique ou de responsable des études est primordiale, il conviendrait aussi que cet informaticien exerce ses compétences dans un esprit d'excellentes relations humaines.

La rémunération proposée à ce futur collaborateur est de 140.000 F/an.

Important Groupe industriel en plein développement, banlieue sud-est de Paris, doté d'un ordinateur IBM/3 — équipé 32K (GAP 11) recherche

### chef de service de l'informatique

réf. 3032 M

Ce poste, dont la rémunération ne sera pas inférieure à 100.000 F/an conviendrait à un candidat occupant une fonction identique ou à un chef de projet, capable par sa personnalité, ses connaissances techniques, son expérience et son esprit de créativité d'assumer la responsabilité du service et de l'orienter progressivement vers l'informatique de gestion.

CGIS Banque privée - Paris 17<sup>e</sup>, équipée d'un 370/145 DGS/VS + TP recherche

### programmeur système

réf. 3843 M

Le candidat que nous recherchons devra posséder une expérience minimum de 2 années de cette fonction. Dans le cadre de l'équipe système actuelle, il sera plus particulièrement chargé du développement de certaines fonctions sous CICS/VS. La pratique du DGS/VS et de CICS/VS est indispensable ; la connaissance de POWER/VS et VSAM constituerait un atout supplémentaire.

Banque d'affaires équipée de deux ordinateurs 370/135 + TP recherche

### spécialiste système

réf. 3834 M

Le candidat que nous recherchons devra posséder une première expérience d'un an environ du système DGS/VS. Des connaissances de CICS et DL 1 seraient appréciées. Pour cette fonction il convient d'être titulaire d'un diplôme tel que I.T.E., Maîtrise d'informatique. Le plan informatique de cette banque prévoit sous 18 mois l'acquisition d'ordinateurs IBM 148.

L'un des plus importants groupes de service informatique recherche

### chargés d'études

réf. 3836 M

Ils participeront avec un chef de projet à l'élaboration des cahiers des charges et assureront la responsabilité technique (analyse et programmation) d'un projet ou d'une partie de projet. Les postes à pourvoir nécessitent de grandes qualités de contacts avec la clientèle. De jeunes diplômés (MAGE - I.U.T. ...) ou des autodidactes possédant une bonne expérience de l'informatique pourront s'intégrer dans nos équipes. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Centre informatique Sud de Paris recherche

### programmeurs analystes

confirmés réf. 3840 M débutants réf. 3842 M

Formation supérieure appréciée. Expérience programmation - Métier : IBM 370/125 - Logiciels : DGS/VS, POWER - Langages : COBOL, ANS et/ou ASSEMBLEUR 370 - Méthodes : Warner, Corig, Cobol structuré appréciés. Connaissances : comptabilité, paie, facturation, gestion des stocks. Capacité de conception et direction de projets P.M.E. Qualités d'ordre et méthode, aptitude aux relations humaines.

Caisse de retraite Paris 13<sup>e</sup> recherche

### pupitreurs débutants

réf. 3838 M

Les candidats que nous recherchons engageront une formation technique chez le constructeur et dans l'entreprise. Une évolution de carrière intéressante est possible pour des éléments de valeur. Il faut une formation de base niveau Baccalauréat et être dépourvu de ses obligations militaires. Restaurant d'entreprise, 1 mois de vacances, 40 heures x 5 jours. Rémunération 2.500.100 F.

Merci d'adresser votre candidature en préc. la réf. à Jean PORRACCHIA



CARRIÈRES INFORMATIQUES  
conseil en recrutement  
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CENTRE ROSSETTI  
POUR LA RÉÉDUCATION  
DES MOTEURS RESPONSABLES  
MOTORS CÉRÉBRAUX  
recrute  
ERGOTHERAPEUTE  
ORTHOPHONISTE  
KINESITHERAPEUTE  
Tél. 90-11-41 ou écrire :  
rue Rossetti - 06300 NICE

PÂTISSERIE  
DALLOU  
69, rue de la Convention, 15<sup>e</sup>,  
Tél. : 577-64-27  
101, boulevard Saint-Honoré, 8<sup>e</sup>,  
Tél. : 339-15-38  
rech. VENDEUSES  
pâtisserie-confiserie.  
Nourries, possibilité de logement.  
2 jours de repos par semaine,  
salaire intérim. ? tenues hotesses.

Elabl. hospitalier privé région  
Paris recherche RESPONSABLE  
serv. comptables et financiers,  
connaissances approfondies plan  
comptab. hospitalier, mode, poste  
niveau élevé indispensable. Si-  
tuation intéressante. Adr. C.V.  
et prétentions sous n° 78342 B.  
BLEU, 17, rue Lebel,  
9300 VINCENNES, qui transmettra.

STE COMMERCIALE PARIS  
recherche  
- Analyste programmeur  
confirmé, CICS-COBOL, As-  
sembleur.  
- Programmeur confirmé GAP.  
Avenir, 6002, Restaurant d'en-  
treprise, 13<sup>e</sup> mois, 3<sup>e</sup> semaine  
de congé. Ecrire avec C.V. à  
O.P.F. (n° 1988), 2, r. de Séne,  
75001 PARIS, qui transmettra.

### STÉ HYPERMARCHÉS AUCHAN

17 magasins - 3,5 milliards C.A. en 1976.  
40 % progression par an depuis 10 ans.  
40 ouvertures en 1977.

recherche

### pour son magasin de MANTES-LA-JOLIE

### CHEFS DE RAYONS

• VOUS DEVEZ ÊTRE :

- Gagneur, jeune et disponible,

- diplômé d'études supérieures désireux de montrer ses capacités ou autodidacte ayant fait ses preuves commerçant.

• QU'EST-CE QU'UN CHEF DE RAYON A AUCHAN ?

Le chef de rayon autonome dans sa fonction anime son équipe et gère son rayon cellule de base de l'hypermarché. C'est un commerçant qui doit acheter sa marchandise, fixer ses marges et ses prix de ventes, surveiller ses stocks, aménager et animer son aire de vente.

Il se fixe des objectifs annuels et, pour suivre leur réalisation, est aidé par la connaissance de son chiffre d'affaires journalier, par des tableaux de bord, par un compte d'exploitation détaillé mensuel.

Si vous êtes candidat à l'un de ces postes, nous aurons le plaisir de vous recevoir pour vous expliquer le fonctionnement de notre société et nos possibilités d'avenir.

Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V. et photo à :

Daniel Walliez AUCHAN

C.D. 110 Buchelay - 78200 MANTES-LA-JOLIE

### ecopol

Société d'Etudes et de Recherches spécialisée dans la

protection de l'environnement et de la lutte contre les nuisances, recherche

### ingénieur de projet

TRAITEMENT DES EFFLUENTS  
Formation Génie Chimique et Génie Atomique - 3 années d'expérience en engineering. Il aura la responsabilité de l'acquisition et de l'exécution d'études et de projets portant sur le traitement d'effluents industriels ou résidentiels. Outre son intervention personnelle basée sur la connaissance des techniques mises en œuvre, il animera et coordonnera les travaux des équipes scientifiques collaborant à ces études. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable. Des déplacements à l'étranger sont à envisager. réf. E1

### ingénieur recherche et développement

Débutant Grande Ecole (X, Centrale, EPCL...) ou Universitaire. Cet ingénieur sera seul responsable de la définition et de la gestion de l'ensemble des études de recherche et de développement de procédés faites pour le compte et à la demande des différents secteurs d'ECOPOL. Ces études porteront sur le traitement des pollutions en milieux solides, liquides et gazeux. réf. E2  
La connaissance de l'anglais est nécessaire. Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature à Ph. COMOY, Direction du Personnel, 86 rue Renault 75640 Paris Cedex 13.

Importante société, leader dans sa spécialité de systèmes de tests pilotés par ordinateur, recherche pour Paris

### CHEF DES VENTES

Agé de 30 ans min., possédant une solide expérience en hardware et en circuits logiques et analogiques, rompu aux négociations au plus haut niveau.

Le candidat sera responsable devant le directeur général, de l'animation et de l'expansion des ventes en France et dans le bassin méditerranéen.

Cette mission comporte des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Une grande connaissance de l'anglais est demandée. Une seconde langue étrangère serait appréciée. De larges possibilités d'évolution ainsi qu'une rémunération motivante seront offertes à un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et photo, réf. 7182 à

PL Pierre Lelouch, 10, rue de Louvain 75003 Paris cedex 02 mail transmettra

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE

LEADER EUROPÉEN DE SA SPÉCIALITÉ (400.000.000 de F. de C.A.), recherche pour sa

### DIVISION EXPORTATION

(ENVIRONNEMENT, HYGIÈNE PUBLIQUE)

### UN RESPONSABLE

ÉTUDES ET DEVIS

BOIS MÉTROPOLITAIN (ZONES MOYEN-ORIENT - AFRIQUE)

MISSION : préparation, chiffrage des devis et suivi auprès de la clientèle.

LIEU DE TRAVAIL EN FRANCE : PARIS. Déplacements fréquents, de durées variables.

EXCELLENTE ANGLAIS PARLE, LU ET ÉCRIT. Notions d'arabe paré appréciées.

FORMATION DE BASE : COMMERCIALE SUPÉRIEURE ou expérience commerciale importante avec format technique haut niveau.

NON DÉBUTANT

### POSITION CADRE

Salaire : de 60.000 à 80.000 F.

Ecrire avec C.V. détaillé à Service n° 80, B.P. du MAZET, 105 - 75002 PARIS - CEDEX 02, qui transmettra.

### SOCETEC

Société d'Engineering, 200 personnes, située proche de La Défense, recherche :

### ADJOINT A LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DES CONTRATS

(SECTION ÉTRANGER)

DIPLOME, Sc. Po, Sup. de Co, Essec, HEC, ou licenc. disc. écon., 25 ans minimum - Anglais lu, parlé, écrit + 1 autre langue.

Ce poste est destiné à moyen ou long terme à assurer :

- prospection, proposition, négociation, conclusion et suivi de contrats à l'étranger,

- gestion et administration (part hors de France) des contrats à l'étranger.

Ce poste exige des déplacements fréquents de durées courtes ou moyennes à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SOCETEC 6, rue Chante-Coq 92800 PUTEAUX.

Jeune 1.50





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Demander inscriptions	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

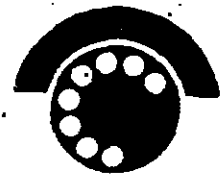
REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'administration des P.T.T. Il est recherché pour les besoins de la

### DELEGATION des TELECOMMUNICATIONS de la REGION PARISIENNE

#### DES JEUNES DIPLOMES(ES) D'ECOLE D'INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE DE TELECOMMUNICATIONS

##### FONCTIONS :

- Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'exploitation
- ou lancement de travaux neufs
- ou contrôle de chantiers.
- ou exploitation technique et maintenance des installations.

#### DES JEUNES DIPLOMES(ES) E.S.C.P. ou E.H.E.C.J.F. OU DES TITULAIRES :

- d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle (D.E.A. et D.E.S.S. Marketing) délivrés par l'université de Grenoble.
- d'une LICENCE SCIENCES ECONOMIQUES avec un des diplômes suivants : ESCAE, ESSC d'ANGERS, EDHEC du NORD, I.C. NANCY, IEECS STRASBOURG ISG, IEP de PARIS (section économique et financière).
- pour études organisation commerciales dans les services d'exploitation et de Direction.

Adressez votre candidature avant le 30 septembre 1976

renseignements et inscriptions :

(pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS

Pièce 109 E - 8, 10 Boulevard de Vaugirard - 75731 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 540.23.52

(pour les postulants résidant dans les départements 77 - 78 - 91 - 95)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MUROS

7 Boulevard Romain Rolland - 92128 MONTROUGE - Tél. : 657.13.30 (poste 58/04)

#### IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Paris banlieue Ouest  
20 000 personnes  
recherche pour sa

#### DIRECTION INFORMATIQUE

### LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE TRAITEMENT

De formation supérieure (Grandes écoles ou équivalent) - 35 ans minimum - Connaissances approfondies des matériels I.B.M. série 370 (O.O.S. - V.S.) - Réseau de télétraitement avec usines et services décentralisés - 5 à 10 ans d'expérience en INFORMATIQUE (études - exploitation) - Sens du Commandement, de l'organisation et contacts avec les utilisateurs. Intéressantes réalisations envisagées, afin de développer le système d'information de la Société.

REFERENCE 110.

### UN CHEF DE PROJETS

Responsable d'une équipe d'ingénieurs - Analystes dans les domaines : comptabilité générale, analytique et gestion. De formation comptable supérieure (E.S.C. - E.S.B.C. - E.S.C.P.) - 32 ans minimum - solide expérience de gestion de projets. Conception et mise en place de chaînes de traitement. Les candidats devront avoir exercé une fonction similaire ou avoir été correspondant informatique dans une direction administrative ou comptable d'une grande société ou société de conseil.

REFERENCE 112.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste à n° 75.579, CONTESSE PUBLI-CITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### BACCALAUREAT + 2 ANS : 65.000 F/AN

après quatre mois de formation. 90.000 F/AN après trois ans. Telles sont les rémunérations moyennes constatées dans l'équipe commerciale de notre division (non informatique). Nous recherchons pour la développer à

PARIS

et dans d'autres régions de jeunes titulaires du baccalauréat ayant effectué deux années au moins d'études supérieures, techniques, scientifiques, littéraires ou de gestion, et ayant le tempérament de l'action lié au goût de l'autonomie. Nous leur donnerons en quatre mois la formation intensive, théorique et pratique leur permettant d'accéder rapidement au rang d'

### INGENIEUR COMMERCIAL IBM

Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.

Tous renseignements sur cette offre vous seront donnés par Information Carrière SVP 11.11 que nous avons chargé de vous informer et d'accueillir notre rencontre.

Appeler SVP 11.11

Service Information

Information Carrière  
**SVP.11.11**

Carrière de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h du lundi au vendredi + samedi matin. On peut aussi écrire : 65, avenue de Wagram 75017-PARIS. Réf. 889

#### ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE

### CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Ingénieur ou technicien supérieur d'au moins 30 ans, bon vendeur, connaissant les marchés engins TP, ascenseurs, manutention, épuration d'eau.

Il aura à assurer la vente d'ensembles mécaniques, principalement en France, à participer à la mise au point des documents technico-commerciaux et à suivre l'exécution des commandes avec l'usine.

Poste basé en banlieue Ouest avec déplacements fréquents.

Adressez CV sous référence 871 à :

**GEDEV SÉLECTION**  
65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

#### TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

### DES SUP. DE CO.

ou équivalent  
Pour renforcer l'équipe commerciale de l'Agence Paris - Ile-de-France

Libérés O.M. - V.L. obligatoire - Statut V.R.P.

Puis promotion cadre assurée dans postes commerciaux en province

pour candidats dynamiques et efficaces

Adm. C.V. manuscrit et photo, sous le n° 75.037 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.



**EDITIONS DE FRANCE**  
Société d'édition de magazines grand public en 3 langues. 25 millions d'exemplaires prévus en 1977

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

□ Sous la responsabilité de l'administrateur général, il assurera la fonction financière et dirigera les services administratifs de la Société (finances, personnel, juridique...)

□ Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura une solide formation financière et aura l'expérience de la gestion des P.M.E.

□ Les perspectives d'évolution, dans le groupe, sont très importantes.

□ Le poste est à pourvoir à PARIS 15<sup>e</sup>.  
Pour recevoir des informations complémentaires écrire sous réf. 1171 G à :

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

Groupe international, un des plus importants fabricants de jouets dans le monde, recherche pour Paris le futur Directeur Général de sa filiale française de commercialisation de jouets. Il aura l'entière responsabilité de la Société française et sera chargé avec une petite équipe au début, de développer l'entreprise et de mettre en place les politiques pour atteindre les objectifs définis conjointement avec la maison mère.

Ce poste convient de préférence à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur. Gestionnaire confirmé, il doit être un homme de marché et avoir une très bonne connaissance des circuits de distribution. Son expérience doit avoir été acquise, soit dans un poste similaire de Direction Générale, soit comme Directeur de Marketing au sein d'une filiale d'un groupe important où il a obtenu des résultats marquants. La connaissance du marché français est un avantage.

Agé de 35 ans minimum, bilingue français-anglais, il allie à une habitude du travail en groupe un dynamisme lui permettant de conduire l'expansion de l'entreprise. Il est offert une rémunération en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat, relatifs, une voiture et des possibilités de développement au sein du groupe.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae et prétentions à E. ROUDIL, 2, avenue Montaigne, 75008 PARIS, sous la référence M 61.906. Discretion assurée.

### CORT Consultants

recherche

### INGENIEUR A.M., E.C.P. ou équivalent

30 ans minimum. Ayant déjà expérience ENTRETIEN, ENGINEERING PRODUCTION, pour compléter son équipe de

### SPECIALISTES de la gestion de la MAINTENANCE

Formation assurée dans les techniques CORT : d'Organisation, de Gestion, de Formation et d'Informatique.

Déplacements nombreux en France et à l'étranger. Anglais souhaité.

Ambiance de travail agréable dans un groupe volontairement restreint et actif - Vie de consultant. - Forte participation aux résultats globaux d'exploitation de la Société.

Ecrire avec C.V. photo et présent. sous réf. 2242 à

**CORT**

65 Av. Kléber 75116 Paris Discretion absolue

PARIS

La filiale française d'un groupe européen (35.000 personnes)

leader mondial sur son marché, crée deux postes

### ingenieur des ventes "export"

réf. 4162 A

chargé de négocier la vente de machines spécifiques complexes auprès d'une clientèle industrielle étroite parfaitement identifiée.

### ingenieur des ventes "France"

réf. 4162 B

chargé de mener à bien l'implantation en France de matériels techniques évolués de très grande notoriété.

Ces postes s'adressent soit à des ingénieurs mécaniciens ayant 2 à 5 ans d'expérience commerciale, soit à des jeunes commerciaux ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la vente technique (machines outils par exemple).

Dans les deux cas, anglais indispensable et allemand très souhaité.

Merci d'adres. CV manuscrit détaillé en précisant la référence choisie

**egor** 5, rue Meyerbeer - 75009 Paris

Je paye 1.50



150 000 000

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT HOLDING**  
région parisienne, recherche l'un de ses

## CONTROLEURS DE GESTION

100.000 à 130.000 francs

Sa mission sera d'assurer, sous la responsabilité du directeur financier, le contrôle de gestion des filiales jointes.

L'homme attendu pour ce poste aura une formation grande école, une expérience minimum de 3 ans de cabinet d'audit, 2 ans de pratique du contrôle de gestion.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à : PASTRAL, 15 bis, rue Chénier, 75116 PARIS, qui transmettra.

**SPECIALISTE EN FORMATION**  
ANGLAIS/FRANCAIS/  
HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera - automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.

Adr. currie, vitae, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous le n° 8811 à ESPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 92801 Puteaux, qui transmettra.

**POUR IMPORTANT BUREAU D'ETUDES D'APPLICATION DE L'ELECTRONIQUE**  
recherchons

## agent technique électronique d'études

Niveau B.T.S. - D.U.T.

Dégage des obligations militaires Ayant 2 à 3 ans d'expérience en Logique composants et systèmes. Connaissant si possible les micro-processeurs.

Adresser C.V. sous référence NOR (à mentionner sur l'enveloppe) à

**GRANDE BANQUE PRIVEE - PARIS-8<sup>e</sup>**  
recherche

## CADRE D'EXPLOITATION

Le candidat retenu aura une bonne connaissance de l'anglais des affaires, ainsi qu'une expérience bancaire (francs et devises) de 5 à 7 ans ; il saura monter les divers financements correspondant aux besoins des importantes sociétés françaises et internationales dont il suivra les comptes.

L'évolution de carrière peut s'effectuer au sein du groupe bancaire international de premier plan auquel la banque est affiliée.

Les candid. seront examinées av. la discrét. d'usage par n° 102, SUPAC, 11, rue Bailly, 92200 Neuilly.

**CRÉDIT HOTELIER, COMMERCIAL, INDUSTRIEL**  
spécialisés dans le financement des investissements des P.M.E., recherche

## JEUNES DIPLOMÉS

DUT - BTS finances comptabilité ou gestion ou école commerciale.

## INTÉRESSÉS

## PAR LES CONTACTS COMMERCIAUX

Salaire première année 42.000 F, deuxième année 50.000 F + remboursement frais de déplacement.

Postes situés à PARIS. Il faut être libéré des O.M. et posséder permis V.A.

Formation technique et commerciale assurée par nos soins.

Envoyer C.V. avec photo (retournée) sous réf. DG, Service Recrutement Chet, 78, rue Olivier-de-Serres, PARIS (15<sup>e</sup>).

**IMPORTANT GROUPE FINANCIER IMPLANTATION NATIONALE**  
recherche

## INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES OU COMMERCIALES (Centrale, Mines, Supélec Pa., HEI, ESSEI...)

## Débutants (es)

ou possédant quelques années d'expérience professionnelle. De réelles possibilités de carrière sont offertes aux candidats ouverts aux techniques modernes de gestion et ayant le goût et les aptitudes à l'analyse des données.

Lieu de travail : PARIS dans ville Ouest Ile de France.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. AL 125 à :

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS**  
recherche

## JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Au sein d'une de nos sections études, il sera chargé de l'élaboration de dossiers techniques, du suivi de la fabrication et de l'installation des données.

Ce poste à la fois d'études et de contacts doit permettre à un ingénieur débutant ou ayant un à deux ans d'expérience de valoriser ses connaissances en mécanique.

Ecrire No 75.587 - Contesse Publiée - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour son Siège à Paris Société Industrielle Française au premier rang national de sa branche professionnelle (C.A.F. 90 M.) et animant 9 filiales à l'étranger recherche

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ayant pleine autorité sur les services du Personnel, de la Comptabilité et de l'Informatique. La préférence sera donnée à un Homme de 45 ans minimum.

- ayant une solide expérience de l'administration des moyennes entreprises,
- bien au courant des méthodes de gestion automatisées,
- rompu aux dialogues au niveau de la représentation du Personnel.

L'anglais parlé est indispensable. L'acte de candidature fera état des références et justifiera les prétentions. Une lettre manuscrite et une photographie sont souhaitées.

Envoyez votre dossier à n° 8118 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS. Discrétion assurée.

**RENAULT ENGINEERING**  
recherche pour sa Division ORGANISATION ET AMENAGEMENT

## un INGENIEUR COMMERCIAL

Profil du candidat ou de la candidate :

- expérience indispensable de plusieurs années en vente d'études ou de conseil,
- Formation supérieure,
- Grande capacité d'autonomie,
- Facilité et qualité d'expression,
- Age 30 ans minimum,
- Anglais lu, parlé, écrit.

Etude du poste proposé :

- Faire connaître à des chefs d'entreprise les activités de la division :
- études en économie,
- organisation,
- environnement,
- conditions de travail.
- Préparer commercialement la négociation des affaires.
- Assurer un suivi après-vente auprès des clients.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

Service du Personnel de la SERI - B.P. 19 2, av. du Vall Etang 78390 BOIS D'ARCY

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ CLAMART**  
recherche pour son Service Formation

## ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

CE POSTE IMPLIQUE :

- de bonnes notions en matière d'organisation administrative et contrôle de budget ;
- la connaissance des problèmes juridiques et administratifs liés à la formation continue ;
- le goût des contacts humains.

Ce poste peut convenir à une candidate ayant quelques années d'expérience d'administration de la formation ou une expérience approfondie du secrétariat d'un important service de formation. Le dynamisme de l'entreprise et le développement du service assurent des perspectives de carrière intéressantes.

Adresser C.V. manusc. photo et prétent. à n° 75.783 Contesse Pub. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q. 12

**Société de nettoyage à Paris**  
(1.000 PERSONNES), RECHERCHE

- 1) UN CADRE TECHNIQUE  
expérimenté, pour devis exploitation et contrôle chantier.  
FORMATION, ENTREPRENEUR, SOUHAITE.
- 2) UN CADRE ADMINISTRATIF  
ayant expérience de gestion dans P.M.E., capable assurer coordination service travaux facturation et contrôle prix de revient.
- 3) UN CADRE COMMERCIAL  
Très bon rédacteur, pour relations et extension clientèle, suivi et exploitation des données en cours en collaboration avec poste précédent.

Adresser C.V. et prétentions n° 2.283, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011, Paris, q. 12.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche pour diriger son service juridique

## JURISTE CONFIRMÉ

pouvant justifier expérience approfondie en matière de :

- Droit des Sociétés,
- Droit Immobilier,
- Propriété Commerciale,
- Propriété Industrielle.

Disponible très rapidement de préférence.

Adresser C.V., photo, références et prétentions à : B.P. Sélection, 28, rue du Sentier, 75002 PARIS. Discrétion assurée.

**CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF**  
recrute

## COLLABORATEURS

pour études financières d'investissements secteur professions libérales.

- Formation supérieure souhaitée ;
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle financière ou bancaire ;
- goût contacts humains ;
- aptitude à négociation commerciale ;
- déplacements provinces courts durées.

Envoyer lettre manuscrite, currie, vitae, photo et prétentions à : DIRECTION DU PERSONNEL, C.C.C.C., 18 bis, avenue Hoche - 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
recherche

## INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR PROMOUVOIR LA VENTE DE COMPRESSEURS

destinés au gonflage de bouteilles pour la plongée sous-marine et les services de sécurité.

La préférence sera donnée à candidat :

- connaissant le milieu de la plongée sous-marine ;
- ayant une certaine expérience de la vente de produits similaires ;
- acceptant des déplacements fréquents sur toute la France.

La rémunération sera voisine de 70.000 F selon capacités et expérience.

Voiture fournie - Lieu de travail MELUN.

Adresser curriculum vitae avec photo récente à :

## COMPAIR FRANCE

317, Les Bureaux de la Colline, 92215 SAINT-CLLOUD.

**serete engineering**  
DIVISION EQUIPEMENTS COLLECTIFS  
Recherche des HOMMES capables de prendre de larges responsabilités d'

## ingénieurs de projet

120.000 F

MISSION : Responsabilité complète des affaires de l'étude à la réalisation sur les plans :

- Technique (TCE) - Gestion - Organisation et coordination

DOMAINES : - Programmes immobiliers et de bureaux - Hôtellerie, tourisme, centres commerciaux - Equipements hospitaliers.

FORMATION : Ingénieurs Grandes Ecoles + 5 ans d'expérience TCE.

Ces postes basés à Paris, nécessitent mobilité (France et Etranger) et parfaite maîtrise de l'anglais. Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature à :

Ph. COMMOY - Direction du Personnel 86, rue Regnault 75040 Paris Cedex 13.

**IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS**  
pour son Siège Social à PARIS

## UN TECHNICIEN EN FORMATION PROFESSIONNELLE

AVEC PRATIQUE DE 4 A 5 ANS POSITION CADRE Poste semi-titulaire.

Env. C.V. manuscrit, photo, réf. et prêt. à n° 75.808, CONTESSE Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

A un jeune diplômé d'une Grande École de Commerce H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co.

L'un des premiers groupes français de Bâtiment et Travaux Publics propose de débiter sa carrière en assistant son Chef de Service

## Gestion du Matériel

Il élabore et met en place un système de contrôle de gestion du matériel en liaison avec le service informatique.

Il peut, à terme, remplacer le Chef de Service.

La taille du groupe permet à ce jeune Cadre d'évoluer vers d'autres postes.

Lieu de travail : proche BANLIEUE SUD-OUEST.

Les candidats intéressés adressent un dossier de candidature - à n° 75.818, CONTESSE Publiée, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingenierie Bâtiments Equipements Collectifs recherche

## 2 projeteurs chefs de groupe

possèdent : une bonne formation générale en génie civil et une solide expérience en coordination.

Postes à pourvoir rapidement à PARIS.

Adresser candidature sous référence 7321 à

OF organisation et publicité 21, rue Marengo 75001 PARIS/ULTRAMERIN

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
largement implantée à l'étranger recherche

## Un ACHETEUR expérimenté (NIVEAU AGENT DE MAÎTRISE)

Connaissance de la langue anglaise. Expérience du Matériel industriel et si possible pétrolier.

Env. avec curriculum vitae + photo à n° 75.022, CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**SOCIÉTÉ EN EXPANSION**  
SPECIALISÉE DANS L'EXTRACTION ET LE TRAITEMENT DE MINÉRAUX

## UN INGENIEUR ARTS ET MÉTIERS

30 ans minimum

POUR :

- Études, contrôles d'exécution et suivi de chantiers ;
- Recherches ;
- Connaissances allemand, anglais souhaitées. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. manuscrit, photo (ret.) et prétent. à SWKES-10, B.P. 209, 75426 Paris Cedex 09 ou tél. 508.

**Groupe Industriel FRANKEL EST PARIS - LAGNY**  
recherche

en vue d'intégration à des structures jeunes et dynamiques :

## un CADRE ADMINISTRATIF

- Expérience nécessaire de l'établissement et du contrôle des notes de procédures administratives ;
- formation technique très appréciée.

Adr. C.V. daté, photo et post. prêt. Service du Personnel, 1, rue du Charlot-d'Or, 77400 LAGNY.

**hb conseil**  
UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE DE CONSEIL DE DIRECTION recherche

- 1) INGENIEURS Grandes Ecoles  
ayant deux à cinq ans d'expérience dans sociétés multinationales.
- 2) INGENIEURS Grandes Ecoles  
débutants, ouverts aux problèmes de communication.

Env. H.B. CONSEIL, 70, r. de Pontfieu, 75008 Paris.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

pour son centre technique (18000 m2) comprenant plusieurs laboratoires en banlieue sud

## INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

pour assurer la direction du service entretien

Le candidat retenu aura au moins 10 ans d'expérience dans la fonction.

Les dossiers de candidature qui seront traités confidentiellement doivent être adressés sous No 75.917 CONTESSE PUBLIÉE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

# ANNONCES CLASSES

REPRODUCTION INTERDITE

## propositions diverses

**ON RECHERCHE**  
**CADRES AYANT UN PEU SERVI...**

L'industrie et les Affiliés ont besoin de Cadres  
mâles et femelles, tous âges, de 20 à 50 ans.  
Les besoins de CHUSID proviennent, tous les jours,  
ce que ce sont là les années de travail les plus riches  
et les plus intéressantes de la vie humaine.  
Pour servir efficacement des Cadres « ayant un peu  
servi » sans être absorbés le tourment de leur vie, vous  
êtes invités à venir à nos bureaux, nos Coursiers  
Carrières, sans engagement, ni aucun frais.  
Téléphones ou écrivez pour prendre un rendez-vous  
personnel (et confidentiel).

« Nous vous aiderons à transformer votre vie »

**Frederick CHUSID et Co.**

FRANCE S.A.R.L.

Consulte internationale en évaluation  
et développement de Cadres et au aménagement  
de Carrières

6, rue du Berry, 75006 PARIS 15 - 225-31-00  
35-37, Fitzroy street, LONDON W 1 - 245 - 280-72-61  
Sociétés affiliées à l'étranger.

**LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE.**

**boxes-autos**  
**PLACEMENT IDEAL**  
 POUR INVESTISSEUR  
 de 59 parkings / sur niv Local  
 q. JSS. (sise de 1<sup>er</sup> ordre)  
 nlab. elev. Tél. VIP. 567-54-54

**autos-vente**

**PORSCHE 911 L**  
 20.000 km, glaces teintées  
 Tél. 737-85-68

**VOLKSWAGEN AUDI**  
**FAIR PLAY AUTO**  
 Concessionnaire  
 17° Neuilly-Levallois  
 Spécialiste Volkswagen

766.26.10 / 27.20

ARTICULIER vend 8 14 T  
de 1970. Prix 1.500 F  
Tél. 848-89-65 après 19 h.

DATSUN 200 X 1975  
28.000 km. Etat neufr.  
Tél. 254-11-35

Coerdu-trouvè

LDU Gare de Lyon, diman  
13.000 F 20 h. Broche p  
R. Recomprer. LEBLANC  
Tél. 951-28-62.

maires

EXPORTATION  
F.A., PAYS DE L'EST

SECRETARINE

**CONFIRMEE**  
bilingue français-allemand

**ténoactivité**  
dans les 2 langues,  
la connaissance de l'Anglais  
est un atout supplémentaire  
pour impliquer une cer-  
taine autonomie.

Prendre R.V. : 670-11-80  
**UMENTS S.A.** - 15, av.  
des, 94201 Ivry-sur-Seine.

**abinet Immobilier SCEAUX**  
**OMOT. VENTE-GESTION**  
pour son P.D.G.

**SECRETAIRE**  
**ASSISTANTE**  
maître BTS, DUT ou similaire,  
niveau SCEAUX ou proximité.

anglais, droit immobilier,  
propriété, construction,  
règles, dans banque crédit,  
travaux ou Site de promoteur.

oyer C.V. et photo à  
MP sous réf. 176/S  
10, rue Olivier-de-Serres

recherche  
**RETAIRE COMMERCIALE**  
Anglais courant  
**CADRE COMPTABLE**  
Anglais courant  
C.V. et prétentions.  
Archives urgent Paris-15e  
**RETAIRE-STENOACTYLO**  
25 ans minimum  
mercantiles, habitude relations  
commerciales, notions comptables.  
Anglais souhaité.  
TELEPHONE : 26-32-52.  
**RETAIRE INTERNATIONALE**  
recherche  
Le CCE EXTERIEUR  
**1 RECHERCHEUR**  
CHERCHÉ à la DIRECTION  
générale maternelle anglaise  
parfaitement bilingue.  
Initiative  
EXPERIMENT  
TRAVAIL RAPIDEMENT  
liv. C.V., prêtent, et photo.  
7, place Saint-Augustin  
75001 PARIS

**STÉNOCTYLO**  
Anglais, français-anglais.  
bonnes connaissances de  
matériaux requises + bonnes  
connaissances d'espagnol souhaitées  
(française seulement), av.  
commercial export  
J.P. X. Env. C.V. manus-  
crit, 60, r. Turbigo, 3e.

**STÉNOCTYLO**  
J.P. min. 30 ans, bonne  
appétence, tit. BEPC.  
**EMPLOYÉE DE BUREAU**  
min. 30 ans, aim. chiffres.  
Boulogne B.C. Placer ses  
X 13 1/2. Env. C.V. et  
à la Mairie d'Ivry +  
soutenir Vincent-Auriol

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.









# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## DU PLAN BARRE

### M. Durafour : pas de succès sur l'inflation sans solidarité nationale

Inaugurant, samedi 18 septembre, la vingt-huitième Foire économique de Saint-Etienne, le maire de la ville, M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, a estimé qu'une politique de modération des prix devait se garder d'un refroidissement de l'activité économique, qui aggraverait le chômage, et d'une réaction en cascade de la politique contractuelle.

« L'économie française ne pourra, certes, supporter indéfiniment, et dans les conditions actuelles de la croissance, une progression nominale annuelle des rémunérations de l'ordre de 15 %, a précisé le ministre. Mais nous devons dans une société de liberté. Les décisions n'y seront pas imposées souverainement par une autorité suprême. Elles doivent faire l'objet de discussions entre les partenaires sociaux. Le désordre ne commence que si ces discussions débouchent sur des projets contradictoires ou irréalisables, si les revendications cessent de tenir compte des contraintes économiques et s'appuient sur des mécanismes automatiques de sur-enchère. (...) »

« Il ne saurait y avoir de succès sur l'inflation sans une plus grande conscience de la solidarité nationale. (...) »

« La solidarité, ce n'est pas seulement l'effort des autres ; la lutte contre l'inflation, ce n'est pas l'affaire du voisin. La sécurité a été une calamité pour un certain nombre d'agriculteurs. L'inflation qui lamine les efforts de redistribution engagés par la collectivité nationale affecte d'abord les catégories les plus vulnérables, les personnes âgées, les familles, les travailleurs dont les revenus sont les plus modestes. Acceptons l'effort à leur profit ! Il en va de la cohésion sociale de notre pays. » — (Corresp.)

### La chambre de commerce de Paris : les travailleurs indépendants seraient les plus durement frappés par une majoration de l'impôt sur le revenu

Dans le cas d'une majoration de l'impôt sur le revenu, les travailleurs indépendants non agricoles seraient, de très loin, les plus durement frappés, affirme la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui souligne que cette surcharge s'ajouterait aux 2 milliards de francs à verser au titre du report d'impôt sur les bénéfices de 1975 et à la taxe professionnelle (près de deux fois autant) que n'acquittent pas les autres contribuables.

A l'appui de cette thèse, la C.C.I.P. cite des chiffres. Les travailleurs indépendants non agricoles, qui représentent 9 % du nombre des ménages, acquittent, note-t-elle, 34,7 % de l'impôt sur le revenu, soit plus que les cadres (33,8 % de l'impôt pour 15,8 % de la population), et deux fois plus que les petits salariés (17,5 % de l'impôt pour 41,6 % des foyers).

Ce sont donc les travailleurs indépendants qui, de toutes les catégories sociales, acquittent la plus forte part de l'impôt sur le revenu.

De plus, selon la chambre de commerce, la contribution moyenne par foyer de cette catégorie est très supérieure à celle des autres : les travailleurs indépendants paient en moyenne 1 730 F d'impôt, contre 1 740 F en moyenne pour l'ensemble des salariés. Un petit commerçant, avec 4 200 F de contribution, règle au fixe 60 % de plus qu'un cadre moyen (2 600 F) et près de quatre fois plus qu'un employé (1 180 F).

« Ces différences, commente la C.C.I.P., s'expliquent pour une bonne part par le fait que les travailleurs indépendants ne bénéficient pas, comme les salariés, de l'abattement de 30 % de leur revenu avant imposition. »

### M. Servan-Schreiber : trois erreurs ont déjà été commises

Sous le titre « A la recherche de la confiance », M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle (radical), écrit notamment dans le numéro du 20 septembre de « L'Express » :

« Le gouvernement est-il sur la bonne voie ? »

« Il est naturellement trop tôt pour se prononcer, et le préjugé favorable demeure consensuel. On croit en un nouveau premier ministre dont la compétence et la bonne volonté sont évidentes. »

« Trois erreurs ont déjà été commises. Or, elles ne paraissent pas être le hasard, mais suture, au contraire, une certaine ligne — celle qu'il y a lieu de redouter. »

« Le premier ministre, alors que rien ne le préservait dans le cabinet, s'est empressé d'écrire une lettre officielle au premier des ministres d'Etat, pour le charger d'organiser les élections de 1977 et de 1978. (...) »

« Mission impossible au moment où l'objectif prioritaire, et qui doit être exclusif de tout autre, est de rétablir la confiance, l'unité des Français. (...) »

« La deuxième erreur est d'avoir laissé se poursuivre une vaste polémique sur l'impôt schœsser, l'effort particulier à réclamer à certaines catégories d'entrepreneurs. »

M. Servan-Schreiber conclut :

### En Grande-Bretagne

### FLAMBÉE DE LA HAUSSE DES PRIX : + 1,4 % EN AOÛT

Londres. — La bataille que mène le gouvernement britannique contre l'inflation n'est pas encore gagnée. La hausse du coût de la vie en août a atteint 1,4 % par rapport à juillet, et fait surcroît le renchérissement des produits de base, des céréales, de la viande, du pain. Ce très mauvais résultat — qui n'est peut-être pas qu'accidentel — met fin à une série de onze mois durant lesquels la hausse du coût de la vie n'avait cessé de se ralentir. De ce fait, en taux annuel, l'inflation remonte à 12,8 % (soit 1976 comparé à août 1975), alors qu'elle était de 12,9 % en juillet 1976 par rapport à juillet 1975.

Le gouvernement britannique continue de croire qu'il sera possible de ramener le taux annuel d'inflation à moins de 10 % avant 1977.

## AGRICULTURE

### MANIFESTATIONS EN PROVINCE AU COURS DU WEEK-END

Plusieurs manifestations d'agriculteurs se sont déroulées en province au cours du week-end.

En Lozère, dans la vallée de Naurouze, une quarantaine d'agriculteurs se sont réunis aux forces de l'ordre, samedi 18 septembre, cinq d'entre eux ont été légèrement blessés. Les paysans avaient mis en place trois barrières routières, afin d'empêcher les représentants de la Société de mise en valeur Auvergne-Limousin (SOMVAL) de recueillir les lieux où doit être construit le barrage de Naurouze. Les agriculteurs, contraindre par les forces de l'ordre à céder le passage, se sont néanmoins regroupés sur les lieux de l'ouvrage, et ont forcé les représentants de la Somval à partir.

A Nantes, le même jour, cinq cents agriculteurs ont manifesté, à l'appel de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, afin de « dénoncer l'attitude des pouvoirs publics » face à la sécheresse. Le président de la F.D.S.E.A. de Loire-Atlantique a déclaré, au cours d'un meeting : « Les pouvoirs publics ont dressé l'opinion contre nous avec l'impôt schœsser. » Les manifestations ont ensuite défilé dans les rues de la ville, en criant : « Non à l'impôt schœsser ! »

Dans l'Orne, notre correspondant nous signale que, dans la soirée de samedi, le maire de Bourbeville a été séquestré dans sa mairie pendant six heures par une vingtaine d'agriculteurs, mécontents du remembrement de soixante-dix exploitations agricoles de la région.

Enfin, dans le Bas-Rhin, à Wasselonne, un commando d'agriculteurs a défilé, dans la nuit du 17 au 18 septembre, une benne de fumier devant le gendarmier, qui a été arrosé d'un liquide inflammable et couvert de slogans.

## Libres opinions

### Faux et vrais remèdes au déficit de la Sécurité sociale

par JACQUELINE LAMBERT (\*)

DEPUIS quelques jours déjà, et dans la perspective de l'annonce des décisions d'austérité du plan Barre, le déficit de la Sécurité sociale fait l'objet de multiples commentaires. Ceux-ci tendent en général à présenter le problème de la Sécurité sociale sous un jour catastrophique et à justifier ainsi, aux yeux de l'opinion publique et donc des travailleurs, les mesures les plus draconiennes.

Il nous semble donc nécessaire, en tant que première organisation syndicale représentative des salariés, de faire apparaître quelques éléments de réflexion amples et précis, sans lesquels aucune solution valable concernant les problèmes de la Sécurité sociale ne peut être trouvée.

Le déficit de la Sécurité sociale ou la Sécurité sociale, gouffre sans fond, tonneau de Danaïdes ! Est-ce bien là la réalité ?

LA PROGRESSION DES DEPENSES DU REGIME GENERAL. QUELLE EST-ELLE ? — En dix ans (1965-1975), en taux moyen d'accroissement annuel, elle est de 2,8 % pour les allocations familiales, de 5,5 % pour les accidents du travail. Pour ces deux branches il est admis généralement que rien n'est possible à faire dans le sens de la diminution, et qu'au contraire il faudrait aller, pour la première dans le sens d'une progression très importante. S'agissant des retraites, si ce secteur connaît une progression de 7,4 %, il est également reconnu que, étant donné le niveau actuel de vie des personnes âgées, aucune réduction ne peut être envisagée.

Pour les assurances sociales, le grand responsable, le grand malade, c'est le régime d'assurance-maladie : 9,3 % de taux moyen d'accroissement annuel des dépenses : est-ce exorbitant ?

— En premier lieu, le taux moyen annuel de la progression en valeur de la production intérieure brute, au cours de la même période, est de 12 %.

— Avec le progrès des sciences et des techniques médicales, il est légitime que les aspirations des salariés en matière d'accès aux soins et à la prévention de la maladie aillent croissant. Toute argumentation qui répute ce principe essentiel est intrinsèquement réactionnaire.

Les conditions de vie et de travail, insupportables pour une masse considérable de travailleurs, contraignent ceux-ci à des dépenses de santé dont l'organisation et la finalité de la société capitaliste sont seules responsables.

— Il est faux de dire que les Français sont les champions de la consommation en dépenses de santé. Selon les estimations du VII<sup>e</sup> Plan, la part de celles-ci dans le produit national brut sera inférieure en 1980 à ce qu'elle était en 1975 aux U.S.A. Les experts du CREDOC l'estiment également inférieure à celle de la R.F.A. et de la Hollande.

— La politique de régression sociale conduit, depuis plusieurs années, de nombreuses familles à limiter très sensiblement leurs besoins en matière de santé.

Ce n'est donc pas sur les besoins de santé qu'il faut jeter l'anathème. A notre avis, bien au contraire. Mais nous n'en disons pas autant pour les dépenses qui lui correspondent et qui revêtent de multiples anomalies. Lesquelles ?

— La coût des médicaments : les pratiques frauduleuses, les scandaleux profits des trusts de l'industrie pharmaceutique, ont été mis à jour par la C.G.T. dans la Vie ouvrière du 3 mars 1976, à propos de l'affaire de la société multinationale Merck and Co. En pratique, une saine politique des prix, mieux, en nationalisant ce secteur, il est possible de mettre fin à ces scandales, aux excès dans le conditionnement des produits et des méthodes publicitaires.

— L'imposition des médicaments à la T.V.A. (7 %), véritable taxe sur la maladie. L'exonération des produits pharmaceutiques s'impose.

— L'évolution du prix de journée de l'hôpital public, sur décision des autorités préfectorales, a, en un an (1974-1975), progressé de 35,2 %. De ministère de la santé en ministère de la santé, on parle de réforme hospitalière, mais rien de positif n'est réalisé pour l'hôpital public. Le capital privé s'empare de plus en plus des secteurs « rentables » de la santé.

— Des dépenses d'investissement, d'enseignement, de recherche relevant du budget de la santé sont reportées sur la Sécurité sociale : il en est de même des dépenses relevant du budget de l'action sociale et qui sont financées par la Sécurité sociale sans recette supplémentaire aucune : allocation logement, allocation aux handicapés, la prise en charge par le régime général des personnes ayant préalablement fait de la loi de généralisation, recours à l'action sociale.

— Les déséquilibres des régimes des autres catégories sociales, qui incombent au budget national dans le cadre de son action de soutien les concernant.

— L'énormité des dettes patronales. Dans la région parisienne, leur progression est de 30,4 % en un an (1974-1975). Leur seul paiement suffirait à combler le déséquilibre du régime général en 1976.

S'il est donc regrettable que la mauvaise gestion du régime général (assumée, depuis les ordonnances de 1967, par le C.N.P.F. et ses alliés des organisations syndicales de collaboration de classe) ait conduit celui-ci à une situation difficile, il n'y a rien d'irréversible.

En revenant sur ces ordonnances et en restituant aux représentants élus des salariés la gestion de la Sécurité sociale, il est incontestablement possible de retrouver une situation financière plus saine.

Outre la réduction des anomalies précédemment dénoncées, il existe d'autres moyens permettant d'assurer au régime général de Sécurité sociale des rentrées de cotisations considérables et d'équilibrer les dépenses de santé. Le premier : assurer le plein emploi. Des estimations faites par notre organisation, ce seul moyen procurerait sur la base de un million deux cent mille chômeurs des ressources de l'ordre de 10 milliards de francs actuels. Le second : le relèvement du SMIC à 2 000 F apporterait 4 milliards de ressources complémentaires (deux millions de travailleurs payés au SMIC). A cela s'ajouteraient les recettes provenant des revalorisations de salaires des travailleurs proches du SMIC, de la progression normale du pouvoir d'achat et la réduction du chômage partiel.

Ce n'est, bien entendu, pas ce que s'apprête à faire le gouvernement Barre en aggravant la politique d'austérité qui pèse sur les travailleurs. Pour la Sécurité sociale, face aux difficultés financières et aux nouvelles menaces du pouvoir, il n'est de solution que dans la lutte unie des travailleurs.

(\*) Secrétaire confédérale de la C.G.T.

« Nous sommes dans la majorité, mais nous entendons, de façon beaucoup plus ferme, faire entendre nos exigences. Nous serons exigeants et nous serons inconditionnels. »

### LE TAUX D'INTERET DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	4 3/4
3 mois	5 1/8	5 1/8	4 1/2
6 mois	5 1/8	5 1/8	4 1/2
1 an	5 1/8	5 1/8	4 1/2
2 ans	5 1/8	5 1/8	4 1/2
3 ans	5 1/8	5 1/8	4 1/2
4 ans	5 1/8	5 1/8	4 1/2
5 ans	5 1/8	5 1/8	4 1/2



(Dessin de PLANTU.)

### M. Jacques Ferry : le patronat pourrait prendre l'engagement de modérer les hausses pendant 6 mois

« Le blocage [des prix] est une fausse solution. Même bref, il est toujours générateur de distorsions durables, et si l'on sait quand on y entre, on ne sait jamais comment ni quand on en sortira », déclare M. Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., dans une interview que publient les Echos. Nous restons fondamentalement attachés à la libre négociation des salaires et des prix. Les deux termes sont d'ailleurs liés, et c'est la raison pour laquelle il ne serait pas concevable que les entreprises ne transposent pas dans le domaine des prix les actions modératrices reconnues par ailleurs nécessaires dans le domaine des coûts salariaux.

« Il s'agit, dans mon esprit, poursuit M. Ferry, d'engagements que prendraient, par exemple les principales branches professionnelles de la production et de la distribution de ne pas dépasser un certain taux d'augmentation, ce taux étant, bien entendu, variable en fonction de la diversité des situations d'une branche à l'autre, et variable en cas de modification sensible sur le coût des matières premières. »

« Je suis convaincu que cette formule pourrait avoir l'agrément des chefs d'entreprise. »

### La revalorisation des bas revenus

A propos d'une éventuelle modulation des revenus, M. Ferry ajoute : « La revalorisation progressive des plus bas revenus demeure longtemps un objectif prioritaire. Il conviendrait d'agir avec précision et prévoyance, à l'exemple de la Grande-Bretagne, par la voie de la dé-

« M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des décentralisés, propose, dans le Point du 20 septembre, à qui l'on s'engage sur la voie de la suppression de l'impôt sur le revenu, d'être celui de la justice fiscale et qui est parvenu à être celui de l'impôt, même aux yeux de ses défenseurs. »

Il ajoute : « Supprimer radicalement l'impôt sur le revenu, aménager les impôts sur la consommation, instituer hardiment l'impôt sur le capital, voilà le choix décisif pour les années à venir. »

VIENT DE PARAITRE UN DOSSIER D'ACTUALITÉ édité par

### Informations chimie

fait le point sur

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU DEBUT DU VII<sup>e</sup> PLAN

• EN FRANCE  
• DANS LE CONTEXTE EUROPEEN ET MONDIAL

une enquête

des interviews

Sur les structures de ce secteur et leur évolution

Sur ses problèmes, ses réalités, ses orientations : recherche, technologie, développement international

Sur la consommation pharmaceutique et le médicament sous une optique de la santé

Avec des personnalités qui vivent quotidiennement cette profession et ces problèmes et qui ont bien voulu consacrer leur témoignage à une période qui semble cruciale pour l'industrie pharmaceutique en France, éclairer ce dossier difficile et dont l'importance se situe à la fois sur le plan économique, scientifique, sanitaire et humain.

332 PAGES • FRANCE • 55 F

INFORMATIONS CHIMIE - 5, rue Jules Lefebvre - 75009 Paris



BON DE COMMANDE

Je désire recevoir : (à compléter) du BUREAU DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

nom : \_\_\_\_\_

prénom : \_\_\_\_\_

adresse : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

coordonnées : \_\_\_\_\_

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### La grève continue à la Hague malgré l'expulsion des occupants

De notre correspondant

Cherbourg. — Après quarante-huit heures d'occupation, c'est par un « gentleman agreement » que s'est traduit, samedi 19 septembre au soir, l'ordre d'expulsion pris par le juge de Cherbourg à la suite de l'assignation en référé des trois syndicats du centre nucléaire de la Hague, actuellement en conflit avec leur administration.

Au terme d'une journée marquée par diverses manifestations extérieures des familles, de longs pourparlers — avec le directeur du centre, puis avec le commandant de la compagnie locale de gendarmerie — ont permis aux responsables syndicaux de négocier leur sortie de l'usine. Les forces de l'ordre sont restées remarquablement discrètes : l'évacuation s'est faite dans le calme et devant les femmes et les enfants des quelques deux cent cinquante manifestants qui avaient occupé une partie du centre d'extraction du plutonium.

Dimanche, une grande animation a continué de régner autour des grilles de l'usine dont les installations sont toujours arrêtées, bien qu'un certain nombre d'agents soient à leur poste. Mais, selon des informations recueillies à l'extérieur, beaucoup d'entre eux gardaient les bras croisés, et après quatre jours de conflit le mouvement qui paralysait la chaîne de retraitement des combustibles irradiés rassemblait à une épreuve de forces opposées principalement entre la C.F.D.T., largement majoritaire

à la Hague, et l'administrateur général du C.E.A.

Dans la soirée, des responsables de la C.F.D.T., de C.G.T.-F.O. et du S.I.A.E.N. (syndicat autonome) ont eu une nouvelle entrevue avec le directeur du centre, M. Delange, qui leur a transmis une note de M. Giraud, administrateur général du C.E.A. Celui-ci a fait précéder par la direction locale que la COGEMA, filiale du C.E.A., continuerait de se mettre en place et qu'une note s'appliquait aux agents — qu'ils soient C.E.A. ou personnels des filiales — était en cours de rédaction. Sur le troisième point soulevé, l'ouverture de négociations à l'échelon national, M. Giraud a dit qu'il n'était pas sûr qu'il s'agisse d'un point pour une semaine, mais que, dans l'intervalle, son secrétariat restera en contact avec les syndicats.

Les grévistes, qui ont reçu entre-temps le soutien de comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse-Normandie, ont jugé ces réponses décevantes. Ils devaient tenir une nouvelle assemblée générale ce lundi.

RENÉ MOIRAND.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● **LE GROUPE PERRIER** vient d'acquiescer 30 % environ du capital des Verreries du Puy-de-Dôme après le groupe Brasseires et Glacières Internationales, qui conserve 45 % du capital de cette société. Cette opération permettra notamment au groupe Perrier de faire face à ses besoins en bouteilles, besoins qui ne sont plus totalement couverts par son usine de Vergèze.

● **VERS LA FERMETURE DE L'USINE GERVAIS-DANONE DE MARSEILLE**. — La direction de Gervais-Danone à Marseille a annoncé son intention de fermer l'usine au 31 mars 1977, le personnel étant placé en préavis dès le 15 janvier. Cent cinquante salariés sont concernés, essentiellement du personnel féminin. Ouverte voici quinze ans, l'usine avait une production mensuelle de dix millions de pots de yaourt, fromages et desserts. Invoquant le projet de construction d'une usine du groupe B.S.N.-Gervais-Danone en Italie, les syndicats de l'entreprise réclament les motifs économiques de ce licenciement, le groupe ayant réalisé 2 milliards 173 millions de bénéfices en 1975, et ayant enregistré dans sa branche laits (Kronenbourg, Société européenne de brasserie et S.A. des eaux d'Évian), une augmentation de 20 % de son chiffre d'affaires pour les six premiers mois de 1976. — (C.O.R.)

● **NOMINATION CHEZ I.B.M. FRANCE**. — M. Michel Faucon, actuellement directeur général du groupe « Grande diffusion » d'I.B.M. France, vient d'être nommé au poste de directeur général des services centraux d'I.B.M. Europe. Il sera remplacé à la tête du groupe « Grande diffusion » d'I.B.M. France par M. Gérard Lefort, qui était jusqu'à présent directeur général pour l'Afrique et le Moyen-Orient à I.B.M. Europe.

● **DEMISSION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DE R.C.A. CORP.** — M. Anthony L. Conrad, P.-D.G. du groupe américain Radio Corporation of America (R.C.A.), a démissionné de ses fonctions après avoir reconnu qu'il n'avait pas fait de déclaration d'impôts de 1971 à 1975. Il a précisé que ces irrégularités portaient uniquement sur sa situation fiscale personnelle et ne concernaient pas le groupe R.C.A. Il sera remplacé à son poste par

M. Edgar Griffiths. Radio Corporation of America est une des plus grandes firmes d'électronique des Etats-Unis. Depuis plusieurs années, elle développe ses activités à l'étranger, notamment en Europe, par le biais du groupe Thomson-Brandt, avec lequel elle a formé la filiale Video Cards, et dans laquelle R.C.A. détient 49 %. — (A.F.P.)

### Banques

● **WASHINGTON CONTRE LA PARTICIPATION DU VIETNAM A LA BANQUE MONDIALE**. — L'offensive américaine sur le thème « Non au Vietnam » va se poursuivre cette semaine à la Banque mondiale, sans grandes chances de succès. La Banque doit se prononcer mardi sur le sujet. Les Etats-Unis ont l'intention de s'opposer à la présence vietnamienne, comme ils l'ont tenté en vain la semaine dernière au Fonds monétaire international.

### Conjoncture

● **LA HAUSSE ANNUELLE DES PRIX A LA CONSOMMATION** dans les pays de l'O.C.D.E. est, pour la première fois en trois ans, tombée à moins de 3 % (1,9 % en juillet 1976 par rapport à juillet 1975). Les écarts des taux d'inflation entre les différents pays de l'Organisation ont diminué de façon importante, variant, pour les grands pays, de 1,5 % en Allemagne fédérale à 16,5 % en Italie.

### Energie

● **L'ARABIE SAOUDITE** est toujours opposée à une augmentation du prix du pétrole en 1976. — Le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole et des richesses minières, a, le 19 septembre, que son pays ait accepté la réunion d'une conférence extraordinaire des ministres du pétrole des pays membres de l'O.P.E.P. pour examiner le problème de l'augmentation du prix du pétrole. « Le roi Khalid et le gouvernement s'opposent à toute augmentation du prix cette année », a-t-il précisé. — (A.F.P.)

## COOPÉRATION

### Le dialogue Nord-Sud

### Les propositions se précisent mais les points de vue restent éloignés

La quatrième session de la conférence sur la coopération économique internationale, dite Dialogue nord-sud, prend fin ce lundi 20 septembre. Trois des commissions — matières premières, énergie et affaires financières — ont déjà ajourné leurs travaux au 20 octobre, date de la prochaine session. Seule la commission pour le développement siège lundi.

Plusieurs propositions ont été faites la semaine dernière par diverses délégations. Elles devront être discutées en commission la semaine prochaine. Elles peuvent être au moins de deux ordres : une conférence tenue au niveau ministériel. Mais à voir les méthodes d'approche et l'esprit des textes déposés tant par le groupe des dix-neuf pays en voie de développement que par les huit délégations des nations industrialisées, rien ne permet de dire que le fossé qui sépare les deux camps a été un tant soit peu comblé lors de cette session. Les vingt-sept Etats ont encore deux sessions (octobre et novembre) pour parvenir à un résultat concret. M. Bernard Guillon, secrétaire exécutif de la conférence, a cependant tenu à souligner, à la fin de la session, que le dialogue est « la bonne volonté » et « l'esprit de compréhension » qui président aux discussions.

### LES PROPOSITIONS

● **Commission pour les matières premières.**

Le Nigeria a déposé au nom des Dix-Neuf une proposition qui vise à modifier le transport, la commercialisation et la distribution des produits de base. Ce projet prévoit la réduction de la position dominante des sociétés multinationales, un meilleur accès aux marchés des pays industrialisés, la régularisation des échanges pour éviter la spéculation, et l'élimination des barrières douanières.

● **Commission pour l'énergie.**

Les Etats-Unis ont proposé la création d'un Institut international de l'énergie pour aider les pays en voie de développement à évaluer leurs besoins, assurer la formation des ressortissants du tiers-monde et recueillir et mettre en valeur les ressources énergétiques de ces pays, enfin assurer pays industrialisés et nations du monde au sein de cet institut.

La C.E.E. a soumis un projet plus vaste, qui tend à envisager les problèmes énergétiques mondiaux à l'intérieur de cet institut.

● **Commission pour le développement et les affaires financières.**

Ces deux commissions ont reçu de la C.E.E. et des Etats-Unis des propositions de travail. Les Etats-Unis et la C.E.E. veulent mettre en place un processus qui permettrait de consolider les dettes des pays débiteurs à la demande de ces derniers — et pas seulement en cas de crise aiguë — après l'établissement d'un rapport d'une organisation internationale sur la situation financière des dix-neuf pays.

Le Dix-Neuf, dans un texte préparé par le Pakistan, réclame au contraire un traitement global du problème et un moratoire immédiat pour les pays les plus endettés.

Les Etats-Unis ont aussi déposé devant la commission pour les affaires financières une proposition sur les moyens de lutter contre l'inflation (catalogue de mesures budgétaires et monétaires traditionnelles sur le plan interne, discipline dans l'augmentation des prix des matières premières sur le plan international).

Devant cette même commission, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, au nom des Dix-Neuf, ont soumis des textes sur l'excédent des avoirs financiers des pays exportateurs de pétrole.

Si les Dix-Neuf réclament pour leurs capitaux un traitement pré-

### La réunion des « 77 » à Mexico

### « L'AUTONOMIE COLLECTIVE » DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La conférence de Mexico sur la coopération économique entre pays en voie de développement a mis fin le 18 septembre à ses travaux en commission. Le groupe des « 77 » doit encore approuver une série de mesures les 20 et 21 septembre avant que soit publié un document final déjà qualifié de « déclaration de Mexico ». Parmi les mesures qui restent à approuver figurent la tenue d'un nouveau « sommet » des « 77 » et la création d'un organisme de coordination des décisions adoptées.

Pour donner corps au nouveau concept d'« autonomie collective » visant à ce que les pays en développement s'entraident et présentent un front uni et solide face aux pays riches dans les négociations pour un « nouvel ordre économique mondial », les pays du tiers-monde ont avancé certaines recommandations, principalement dans le domaine commercial (préférences tarifaires) et dans celui des matières premières (association des pays producteurs de stocks régulateurs). Certaines de ces recommandations sont accompagnées d'un calendrier d'application. — (A.F.P.)

Worldwide Standard Of Style And Quality

CROSS SINCE 1846

En consacrant les spécialistes style et les spécialistes pour l'usage.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SEB SA

La situation provisoire consolidée du groupe SEB au 30-6-1976, établie à partir des mêmes sociétés qu'au 30-6-1975 (Juzet exclu), fait apparaître un résultat de 33 270 000 F (contre 32 651 000 F au 30-6-1975) après déduction d'une dotation aux amortissements de 39 875 000 F (contre 33 070 000 F au 30-6-1975). Ce résultat s'élève à :

- avant impôt sur les sociétés :
- avant provision pour investissement sur titre de la participation 1976 :
- avant provision pour participation de 1976 :
- et avant pertes et profits divers.

Après pertes et profits divers, le résultat s'élève à 33 068 000 F (contre 31 158 000 F).

L'accroissement des amortissements provient d'un retour à la pratique des amortissements dégressifs, alors que ceux-ci avaient été limités au niveau des amortissements linéaires depuis la restructuration intervenue en 1973.

Nous rappelons que le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 631,8 millions de francs contre 591,3 au cours du premier semestre 1975.

### ACCORD ENTRE LES GROUPES PERRIER ET B.G.I. DANS LE DOMAINE DU VERRE

Ces deux groupes, importants utilisateurs de verre d'emballage, ont décidé de conjuguer les moyens de production de leurs filiales dans ce domaine.

Le groupe Perrier vient d'acquiescer une participation d'environ 30 % dans le capital des Verreries du Puy-de-Dôme dont le groupe B.G.I. conserve 45 %.

On peut se attendre, pour les deux verreries de Vergèze et de Puy-Guilhem, des économies d'exploitation par une réduction des coûts de transport et de livraison, une meilleure répartition des clients et une utilisation optimale de leurs moyens de production.

Ces accords permettent d'envisager à l'avenir un éventuel rapprochement des moyens de production de ces deux filiales et une coordination de leur politique.

Pour louer une voiture en Espagne, réservez chez **europcar** 645.21.25

## GIMAT

### GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le « GIMAT » a contribué depuis son origine à financer des installations industrielles fixes réparties sur la totalité du territoire concourant ainsi au renforcement du tissu industriel et à la stabilisation de l'emploi, pour le compte de 138 Sociétés productrices de matériaux de construction comprenant des groupes de dimension nationale associés à des petites et moyennes entreprises.

1.598.700.000 francs d'emprunts lancés depuis 1967



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-54

### UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS

avec l'assistance technique d'experts financiers

### PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse à des bacheliers B.C., D. conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales.

Développée au sein d'un centre d'enseignement supérieur de gestion : l'Ecole Supérieure Libre

des Sciences Commerciales Appliquées, P.C.S. bénéficie d'une expérience pédagogique de plus de 27 ans. En prise directe avec l'environnement des affaires, elle vise à accroître l'efficacité des préparations traditionnelles par une pédagogie personnalisée et un entraînement intensif en mathématiques et en langues.

## P.C.S.

Enseignement Supérieur Privé 1, rue Bougainville, 75001 PARIS - Tél. 551-33-58

### DEMANDE D'ADMISSION EN ANNEE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM : .....

PRÉNOMS : .....

Date et lieu de naissance : .....

Baccalauréat : Série B Série C Série D

Langues : .....

Adresse : .....

Concours envisagés : REC ESCO ESCP ESCA

Autres écoles : .....

Date : .....

## INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES FORMATION CONTINUE

COURS D'INITIATION à l'ARABE, au CHINOIS, au JAPONAIS, au RUSSE, etc. Méthodes MODERNES mises au point par LES PROFESSEURS DE l'I.N.L.C.O.

DÉBUT DES COURS : 4 NOVEMBRE

Cycles de 96 heures (en 16 semaines) ou de 144 heures (24 semaines). Cycles spéciaux de perfectionnement. Cycles spécialement destinés aux personnes en activité - appelées à des contacts avec l'étranger.

Exemple de prix : cycle de 96 heures : 2.800 F. CONDITIONS PARTICULIÈRES AUX ENTREPRISES.

Renseignements sur simple demande faite à : MISSION DE FORMATION CONTINUE de l'I.N.L.C.O. - Faculté de Clusay, 104-106, quai de Clusay - 92130 CLUSAY - Téléphone 270-70-40, poste 327.

**ANGLAIS**  
« English Home »

- Dans le cadre de la Formation Permanente
- Bourses pour Etudiants

**ESPAGNOL**  
« Centro Audiolingual del Colegio de España »

**COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE**

5, boulevard de Bonne-Nouvelle 75002 PARIS - Tél. : 223-67-98

48, rue du Fer-à-Moulin 75005 PARIS - Tél. : 707-49-64

**ESPAGNOL-ANGLAIS**

### ROYAUME DU MAROC Office régional de mise en valeur agricole du GHARB

### KENITRA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 28/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, recevra jusqu'au 21 octobre 1976 (28 Choual 1295) à 12 heures, les Offres de prix pour l'équipement électrique et électro-mécanique des stations de pompage centre 1 et centre 2 (1.000 ha) de la seconde tranche d'irrigation.

Le Dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, Service Equipement, Carrefour Mauritanie, KENITRA, contre remise d'un chèque libellé au nom de l'Agent Comptable de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, d'un montant de quatre cents dirhams (400 DRH).

JP 146 1520



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Cours des principaux marchés du 17 septembre 1976

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTALLS.** — Londres (en sterling par once) : or (virebas) 829 (828,50), à trois mois 830,50 (829,50), à six mois 831,50 (830,50), à neuf mois 832,50 (831,50), à douze mois 833,50 (832,50). — New-York (en dollars par once) : or (virebas) 829 (828,50), à trois mois 830,50 (829,50), à six mois 831,50 (830,50), à neuf mois 832,50 (831,50), à douze mois 833,50 (832,50).

**ÉNERGIE.** — Londres (en sterling par tonne) : pétrole brut (virebas) 125,50 (125,00), à trois mois 126,50 (126,00), à six mois 127,50 (127,00), à neuf mois 128,50 (128,00), à douze mois 129,50 (129,00). — New-York (en dollars par tonne) : pétrole brut (virebas) 125,50 (125,00), à trois mois 126,50 (126,00), à six mois 127,50 (127,00), à neuf mois 128,50 (128,00), à douze mois 129,50 (129,00).

## LONDRES

**Devises.** — Le livre sterling a continué sa progression, entraînant un nouveau recul de la cote du Stock Exchange. Les valeurs industrielles se replient, de même que les fonds d'Etat et les mines d'or. L'irrégularité des valeurs pétrolières.

**OR (ouverture) (millions) : 115 10 contre 119 50**

**VALEURS**

VALEURS	17/9	16/9
War Loan 3 1/2 %	26	16 7/8
British Petroleum	318	316 1/2
Shell	325	323 1/2
Imperial Chemical	188	186 1/2
Glaxo	288	286 1/2
Unilever	288	286 1/2
British Airways	14 1/4	14 1/4
British Airways	14 1/4	14 1/4
British Airways	14 1/4	14 1/4

## B. A. L. O.

Le BALO du lundi 20 septembre publie notamment les insertions suivantes :

**Footballing - Uptown - Kilmarnock.** — Emmission d'un emprunt de 321 695 700 francs représentés par 3 145 180 obligations de 115 F nominal convertibles en actions et portant intérêt de 8,50 %.

La période du 20 septembre 1976 au 31 décembre 1977, il sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> janvier 1978 un coupon de 12,51 F par obligation.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978, les coupons annuels seront mis en paiement à raison de 8,77 F les années impaires et de 8,77 F les années paires.

Le souscription de ces 3 145 180 obligations est réservée par priorité, du 21 septembre au 3 octobre 1976, aux porteurs de titres de la société, qui auront le droit de souscrire à raison d'une obligation pour dix actions de 100 F possédées.

Les propriétaires de ces obligations pourront à tout moment, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977, en obtenir la conversion en actions nouvelles qui seront libérées par voie de compensation de leur dette existante, à raison d'une action de 100 F nominal entièrement libérée pour une obligation de 115 F nominal.

**Société anonyme pour l'équipement électrique des édifices - S.E.V. Marchés.** — Emmission à 50 F de 640 333 actions nouvelles de 50 F (deux actions nouvelles pour trois actions anciennes). Souscription : du 21 septembre au 3 octobre 1976.

**Compagnie de Distribution de Gaz de Paris.** — Emmission de 142 000 actions nouvelles de 100 F (deux actions nouvelles pour trois actions anciennes). Souscription : du 21 septembre au 3 octobre 1976.

**Compagnie de Distribution de Gaz de Paris.** — Emmission de 142 000 actions nouvelles de 100 F (deux actions nouvelles pour trois actions anciennes). Souscription : du 21 septembre au 3 octobre 1976.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**L'AIR LIQUIDE.** — Ayant décidé d'augmenter une somme de 82,65 millions de francs à son capital, la société va distribuer une action gratuite pour dix anciennes (total : 82,65 millions de francs). La distribution débutera le 13 décembre 1976 et sera suivie d'une distribution gratuite (une pour dix) de juillet 1978 et à celle de juillet 1979 (une pour quatre).

**SOVAC.** — Emmission au pair d'un emprunt de 130 millions de francs représentés par 260 000 obligations de 500 F nominal portant intérêt annuel à 11 %.

**COPELCO.** — Emmission d'un emprunt de 130 millions de francs représentés par 260 000 obligations de 500 F nominal portant intérêt annuel à 11 %.

**SCHEUNER B.T.** — La situation financière au 30 juin 1976 ressort d'un bénéfice semestriel avant impôts de 6,66 millions de francs contre une perte de 3,4 millions au 30 juin 1975.

**NATIONALE NÉDERLANDS N.V.** — Le bénéfice net par action pour l'exercice 1976 est mis en paiement.

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 1<sup>er</sup> sept. 1975.)

**Indice général : 69,2**

**Indice des actions : 69,2**

**Indice des obligations : 69,2**

**Indice des matières premières : 69,2**

**Indice des devises : 69,2**

**Indice des bourses étrangères : 69,2**

## VALEURS

(Actions et parts)

VALEURS	17/9	16/9
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4

## VALEURS

(Obligations)

VALEURS	17/9	16/9
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4
Compagnie de Distribution de Gaz de Paris	14 1/4	14 1/4

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Patronelle (A.)	119	123 70
Patronelle (B.)	119	123 70
Patronelle (C.)	119	123 70
Patronelle (D.)	119	123 70
Patronelle (E.)	119	123 70
Patronelle (F.)	119	123 70
Patronelle (G.)	119	123 70
Patronelle (H.)	119	123 70
Patronelle (I.)	119	123 70
Patronelle (J.)	119	123 70
Patronelle (K.)	119	123 70
Patronelle (L.)	119	123 70
Patronelle (M.)	119	123 70
Patronelle (N.)	119	123 70
Patronelle (O.)	119	123 70
Patronelle (P.)	119	123 70
Patronelle (Q.)	119	123 70
Patronelle (R.)	119	123 70
Patronelle (S.)	119	123 70
Patronelle (T.)	119	123 70
Patronelle (U.)	119	123 70
Patronelle (V.)	119	123 70
Patronelle (W.)	119	123 70
Patronelle (X.)	119	123 70
Patronelle (Y.)	119	123 70
Patronelle (Z.)	119	123 70

## BOURSE DE PARIS - 17 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	40 48	2 883	France (A.)	395	384	Lyons-Almond	174	165	Union Indus.	167	160
4 %	54 30	3 142	BAN (G) d'Alg.	613	681	Paris-Bescongr	276	275	D. Imn. France	131	131
5 % 1820-1860	68 20	3 396	Préservatrice B.	376	374	St. Marc. Crédit	389	386			
6 %	82 10	3 650	Préservatrice A.I.E.	376	348	St. Marc. Banq.	387	386			
7 %	96 00	3 904	Préservatrice A.I.E.	376	348	St. Marc. Banq.	387	386			
8 %	109 90	4 158				St. Marc. Banq.	387	386			
9 %	123 80	4 412				St. Marc. Banq.	387	386			
10 %	137 70	4 666				St. Marc. Banq.	387	386			
11 %	151 60	4 920				St. Marc. Banq.	387	386			
12 %	165 50	5 174				St. Marc. Banq.	387	386			
13 %	179 40	5 428				St. Marc. Banq.	387	386			
14 % 1/4 3/4 63	193 30	5 682				St. Marc. Banq.	387	386			
15 %	207 20	5 936				St. Marc. Banq.	387	386			
16 %	221 10	6 190				St. Marc. Banq.	387	386			
17 %	235 00	6 444				St. Marc. Banq.	387	386			
18 %	248 90	6 698				St. Marc. Banq.	387	386			
19 %	262 80	6 952				St. Marc. Banq.	387	386			
20 %	276 70	7 206				St. Marc. Banq.	387	386			
21 %	290 60	7 460				St. Marc. Banq.	387	386			
22 %	304 50	7 714				St. Marc. Banq.	387	386			
23 %	318 40	7 968				St. Marc. Banq.	387	386			
24 %	332 30	8 222				St. Marc. Banq.	387	386			
25 %	346 20	8 476				St. Marc. Banq.	387	386			
26 %	360 10	8 730				St. Marc. Banq.	387	386			
27 %	374 00	8 984				St. Marc. Banq.	387	386			
28 %	387 90	9 238				St. Marc. Banq.	387	386			
29 %	401 80	9 492				St. Marc. Banq.	387	386			
30 %	415 70	9 746				St. Marc. Banq.	387	386			
31 %	429 60	10 000				St. Marc. Banq.	387	386			
32 %	443 50	10 254				St. Marc. Banq.	387	386			
33 %	457 40	10 508				St. Marc. Banq.	387	386			
34 %	471 30	10 762				St. Marc. Banq.	387	386			
35 %	485 20	11 016				St. Marc. Banq.	387	386			
36 %	499 10	11 270				St. Marc. Banq.	387	386			
37 %	513 00	11 524				St. Marc. Banq.	387	386			
38 %	526 90	11 778				St. Marc. Banq.	387	386			
39 %	540 80	12 032				St. Marc. Banq.	387	386			
40 %	554 70	12 286				St. Marc. Banq.	387	386			
41 %	568 60	12 540				St. Marc. Banq.	387	386			
42 %	582 50	12 794				St. Marc. Banq.	387	386			
43 %	596 40	13 048				St. Marc. Banq.	387	386			
44 %	610 30	13 302				St. Marc. Banq.	387	386			
45 %	624 20	13 556				St. Marc. Banq.	387	386			
46 %	638 10	13 810				St. Marc. Banq.	387	386			
47 %	652 00	14 064				St. Marc. Banq.	387	386			
48 %	665 90	14 318				St. Marc. Banq.	387	386			
49 %	679 80	14 572				St. Marc. Banq.	387	386			
50 %	693 70	14 826				St. Marc. Banq.	387	386			
51 %	707 60	15 080				St. Marc. Banq.	387	386			
52 %	721 50	15 334				St. Marc. Banq.	387	386			
53 %	735 40	15 588				St. Marc. Banq.	387	386			
54 %	749 30	15 842				St. Marc. Banq.	387	386			
55 %	763 20	16 096				St. Marc. Banq.	387	386			
56 %	777 10	16 350				St. Marc. Banq.	387	386			
57 %	791 00	16 604				St. Marc. Banq.	387	386			
58 %	804 90	16 858				St. Marc. Banq.	387	386			
59 %	818 80	17 112				St. Marc. Banq.	387	386			
60 %	832 70	17 366				St. Marc. Banq.	387	386			
61 %	846 60	17 620				St. Marc. Banq.	387	386			
62 %	860 50	17 874				St. Marc. Banq.	387	386			
63 %	874 40	18 128				St. Marc. Banq.	387	386			
64 %	888 30	18 382				St. Marc. Banq.	387	386			
65 %	902 20	18 636				St. Marc. Banq.	387	386			
66 %	916 10	18 890				St. Marc. Banq.	387	386			
67 %	930 00	19 144				St. Marc. Banq.	387	386			
68 %	943 90	19 398				St. Marc. Banq.	387	386			
69 %	957 80	19 652				St. Marc. Banq.	387	386			
70 %	971 70	19 906				St. Marc. Banq.	387	386			
71 %	985 60	20 160				St. Marc. Banq.	387	386			
72 %	999 50	20 414				St. Marc. Banq.	387	386			
73 %	1013 40	20 668				St. Marc. Banq.	387	386			
74 %	1027 30	20 922				St. Marc. Banq.	387	386			
75 %	1041 20	21 176				St. Marc. Banq.	387	386			
76 %	1055 10	21 430				St. Marc. Banq.	387	386			
77 %	1069 00	21 684				St. Marc. Banq.	387	386			
78 %	1082 90	21 938				St. Marc. Banq.	387	386			
79 %	1096 80	22 192				St. Marc. Banq.	387	386			
80 %	1110 70	22 446				St. Marc. Banq.	387	386			
81 %	1124 60	22 700				St. Marc. Banq.	387	386			
82 %	1138 50	22 954				St. Marc. Banq.	387	386			
83 %	1152 40	23 208				St. Marc. Banq.	387	386			
84 %	1166 30	23 462				St. Marc. Banq.	387	386			
85 %	1180 20	23 716				St. Marc. Banq.	387	386			
86 %	1194 10	23 970				St. Marc. Banq.	387	386			
87 %	1208 00	24 224				St. Marc. Banq.	387	386			
88 %	1221 90	24 478				St. Marc. Banq.	387	386			
89 %	1235 80	24 732				St. Marc. Banq.	387	386			
90 %	1249 70	24 986				St. Marc. Banq.	387	386			
91 %	1263 60	25 240				St. Marc. Banq.	387	386			
92 %	1277 50	25 494				St. Marc. Banq.	387	386			
93 %	1291 40	25 748				St. Marc. Banq.	387	386			
94 %	1305 30	26 002				St. Marc. Banq.	387	386			
95 %	1319 20	26 256				St. Marc. Banq.	387	386			
96 %	1333 10	26 510				St. Marc. Banq.	387	386			
97 %	1347 00	26 764				St. Marc. Banq.	387	386			
98 %	1360 90	27 018				St. Marc. Banq.	387	386			
99 %	1374 80	27 272				St. Marc. Banq.	387	386			
100 %	1388 70	27 526				St. Marc. Banq.	387	386			
101 %	1402 60	27 780				St. Marc. Banq.	387	386			
102 %	1416 50	28 034				St. Marc. Banq.	387	386			
103 %	1430 40	28 288				St. Marc. Banq.	387	386			
104 %	1444 30	28 542				St. Marc. Banq.	387	386			
105 %	1458 20	28 796				St. Marc. Banq.	387	386			
106 %	1472 10	29 050				St. Marc. Banq.	387	386			
107 %	1486 00	29 304				St. Marc. Banq.	387	386			
108 %	1500 90	29 558				St. Marc. Banq.	387	386			
109 %	1514 80	29 812				St. Marc. Banq.	387	386			
110 %	1528 70	30 066				St. Marc. Banq.	387	386			
111 %	1542 60	30 320				St. Marc. Banq.	387	386			
112 %	1556 50	30 574				St. Marc. Banq.	387	386			
113 %	1570 40	30 828				St. Marc. Banq.	387	386			
114 %	1584 30	31 082				St. Marc. Banq.	387	386			
115 %	1598 20	31 336				St. Marc. Banq.	387	386			
116 %	1612 10	31 590				St. Marc. Banq.	387	386			
117 %	1626 00	31 844				St. Marc. Banq.	387	386			
118 %	1639 90	32 098				St. Marc. Banq.	387	386			
119 %	1653 80	32 352				St. Marc. Banq.	387	386			
120 %	1667 70	32 606				St. Marc. Banq.	387	386			
121 %	1681 60	32 860				St. Marc. Banq.	387	386			
122 %	1695 50	33 114				St. Marc. Banq.	387	386			
123 %	1709 40	33 368				St. Marc. Banq.	387	386			
124 %	1723 30	33 622				St. Marc. Banq.	387	386			
125 %	1737 20	33 876				St. Marc. Banq.	387	386			
126 %	1751 10	34 130				St. Marc. Banq.	387	386			
127 %	1765 00	34 384				St. Marc. Banq.	387	386			
128 %	1778 90	34 638				St. Marc. Banq.	387	386			
129 %	1792 80	34 892				St. Marc. Banq.	387	386			
130 %	1806 70	35 146				St. Marc. Banq.	387	386			
131 %	1820 60	35 400				St. Marc. Banq.	387	386			
132 %	1834 50	35 654				St. Marc. Banq.	387	386			
133 %	1848 40	35 908				St. Marc. Banq.	387	386			
134 %	1862 30	36 162				St. Marc. Banq.	387	386			
135 %	1876 20	36 416				St. Marc. Banq.	387	386			
136 %	1890 10	36 670				St. Marc. Banq.	387	386			
137 %	1904 00	36 924				St. Marc. Banq.	387	386			
138 %	1917 90	37 178				St. Marc. Banq.	387	386			
139 %	1931 80	37 432				St. Marc. Banq.	387	386			
140 %	1945 70	37 686				St. Marc. Banq.	387	386			
141 %	1959 60	37 940				St. Marc. Banq.	387	386			
142 %	1973 50	38 194				St. Marc. Banq.	387	386			
143 %	1987 40	38 448				St. Marc. Banq.	387	386			
144 %	2001 30	38 702				St. Marc. Banq.	387	386			
145 %	2015 20										

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - ESPAGNE : la coordination démocratique se prononce contre le projet gouvernemental.
- 4-5. ASIE
  - LOIN DES CAPITALES : à Calcutta, la révolution germe sous Victoria.
  - CHINE : l'autorité du premier ministre ne paraît pas contestée par les autres dirigeants.
- 6-7. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : « Chrétiens et musulmans », par Salah Eddin Bitar. — La réunion tripartite de Chamonix n'a donné aucun résultat.
- 7. AMERIQUES
  - Moscou et la campagne présidentielle américaine.
- 8. AFRIQUE
  - La préparation des élections municipales.
- 9-11. POLITIQUE
  - Deux U.E.R. sont détachées de l'université d'Amiens.
- 14. RELIGION
  - Les travaux du comité central du Conseil œcuménique des Eglises.
- 15. SOCIÉTÉ
  - Moon va s'installer en Europe.
- 15. SCIENCES
  - La clôture du congrès de préhistoire à Nice.
- 16. FAITS DIVERS
  - La clôture du congrès de préhistoire à Nice.
- 16. JUSTICE
  - Des hôtels disparaissent : les sous-étages.
- 17. LA REGION PARISIENNE
  - Des hôtels disparaissent : les sous-étages.
- 19. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - L'activité des chaudières soviétiques dans la Manche.
  - Protection : le gendarme informatique.

**LE MONDE DE L'ECONOMIE**  
PAGES 21 A 26

- Fonds monétaire international : le rapport annuel souligne la vulnérabilité de la situation financière du tiers-monde.
- La hausse des taux d'intérêt en France est-elle limitée ?
- Programme commun et rôle du marché.

- 27 à 31. LE XXVII<sup>e</sup> SIBOR (Salon international de la communication et de l'organisation de bureau)
- 32. SPORTS
  - MOTOCYCLISME : le Bol d'Or du Mans.
  - ATHLETISME : le meeting du Stade français.
- 33 à 35. ARTS ET SPECTACLES
  - MUSIQUE : triomphe de l'opéra au concours de Chertres.
  - CINEMA : images clandestines du Chili.
- 44 à 46. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
  - CONFLITS ET REVENDICATIONS : la grève continue à La Hague.

**LIRE EGAGEMENT**  
RADIO-TELEVISION (33)  
Annonces classées (38 à 44) : Aujourd'hui (19) ; Carrefour (20) ; « Journaux officiels » (19) ; Médicaments (19) ; Mots croisés (19) ; Sources (47).

**PRIX SPECIAUX  
PENDANT TRAVAUX**

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements,

**PRIX EXCEPTIONNELS  
SUR DE TRES NOMBREUX  
TISSUS D'AMEUBLEMENT**  
VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, TAPISSERIES, SATINS, ETC.

**NOUVELLES COLLECTIONS  
TISSUS "COUTURE"**  
AUTOMNE-HIVER 1976-77

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

REÇUE PAR M. RAYMOND BARRE

## L'UNAF est prête à discuter d'une réforme profonde de la Sécurité sociale

Le premier ministre a reçu, ce lundi 20 septembre au matin, une délégation de l'Union nationale des associations familiales, conduite par son président, M. Roger Burel. Évoquant les mesures de redressement financier qui vont être annoncées cette semaine, le président de l'UNAF a déclaré :

« Le premier ministre annoncera un certain nombre de mesures économiques et sociales qui seront certainement saines : nous nous y attendons tous. Mais il verra à ce que les plus vulnérables aux effets de l'inflation (familles nombreuses, mères de famille seules avec enfants à charge, personnes âgées) ne soient pas les premiers atteints par les mesures attendues. »

Au cours de la conversation, l'UNAF a exposé son désir de voir se développer une politique familiale globale, telle que le président de la République l'a annoncée le 12 juin dernier lors du trentième anniversaire de l'UNAF. Elle a exprimé le souhait que cette politique « se développe dans la concertation ». Sur ce point, le comité consultatif de la famille (qui n'a pas siégé régulièrement ces dernières semaines) va se réunir normalement, et la délégation a reçu l'assurance d'être consultée sur tous les problèmes relatifs à la vie de la famille avant qu'il sera nécessaire de le faire.

Le ministre du travail, M. Christian Bonillac, assistait à l'entretien. Lorsqu'il a été question de la Sécurité sociale, la délégation de l'UNAF a souligné qu'à son avis on ne pouvait redresser la situation par des mesures conjoncturelles et qu'il faudrait recourir à des mesures en cause profonde et à des mesures structurelles. L'UNAF n'est pas opposée à un tel débat. Elle souhaite y être associée, et aussi bien du côté des ministres que du côté du travail elle a reçu l'assurance qu'elle serait consultée lorsque des mesures seront préparées.

## < Augmenter inlassablement les cotisations serait une solution impossible > déclare le ministre du travail

Dans une déclaration faite dimanche 19 septembre à TF1, M. Christian Bonillac, ministre du travail, indique qu'« augmenter, année après année, les cotisations de Sécurité sociale serait une solution impossible au problème que pose un déficit qui pourrait, en 1977, se situer entre 13 et 16 milliards de francs ».

« La vraie solution, a poursuivi le ministre, consiste à réfléchir sérieusement aux mesures qu'il faut prendre pour maîtriser ce système. C'est l'affaire de tous les Français et elle nécessite l'adhésion de tous les Français. Pour obtenir cette adhésion, il faut que les Français soient informés, les uns par les autres, les autres par les médias, les uns par les autres, les autres par les médias, les uns par les autres, les autres par les médias... »

À propos des « difficultés de trésorerie » de la Sécurité sociale

en 1976 — 4 milliards de francs à trouver. — M. Christian Bonillac a précisé qu'il proposera « aux cotisations administratives, faire face aux charges immédiates ».

Interrogé sur les « charges induites », supportées par la Sécurité sociale au lieu de l'être par l'Etat, M. Christian Bonillac a noté que la différence entre les charges supportées par l'Etat et celles supportées par la Sécurité sociale était inférieure à 1 % et que « le vrai problème [révisé] pas là ».

Les déclarations du ministre du travail, qui n'exclut pas une augmentation modérée des cotisations mais entend engager surtout la lutte en faveur d'une maîtrise des dépenses, laissent supposer que le prochain conseil des ministres ne règlera pas au fond le problème de la Sécurité sociale. Seules des mesures partielles seraient prises pour les années 1976 et 1977. Un relèvement éventuel des cotisations en 1977 serait examiné plus tard, dans les « tout prochains mois ».

## M. GISCARD D'ESTAING A LA TÉLÉVISION LE 29 SEPTEMBRE

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué que le président de la République « s'adresserait aux Français mercredi 29 septembre, à la télévision, sur le thème : la politique générale de la France ».

M. Lecat a précisé que M. Giscard d'Estaing ne traiterait pas seulement de la lutte contre l'inflation.

## LA SPÉCULATION REPREND CONTRE LA LIVRE STERLING

La spéculation persistante vis-à-vis de la livre sterling s'est cristallisée lundi matin par une vague de nouvelles ventes spéculatives, qui ont eu pour effet, dans les premières heures de la matinée de faire tomber le cours de 4,73 à 4,718 dollar, ce qui correspondait à Paris à un cours de 4,48 francs pour 1 livre sterling. C'est en faveur du deutschemark que les opérateurs se dégageaient de leurs positions en sterling.

À Francfort, le cours de la devise américaine a encore reculé, pour s'établir en fin de matinée un peu au-dessus de 2,47 DM. À Paris, le dollar est à peu près au même niveau que vendredi, aux environs de 4,80 francs, mais on enregistrerait une nouvelle avance du deutschemark, qui était coté 1,975 francs.

Sur le marché de l'or, on notait une certaine détente après la forte hausse enregistrée à Londres vendredi après-midi, où l'once avait été cotée 119,50 dollars, ce qui représentait pour la journée un gain de 5,50 dollars. Les cours du soufre, mines transitoires s'élevaient entre 114 et 115 dollars.

## M. JEAN BARATTE DEVIENT PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DES AUTOMOBILES PEUGEOT

M. Jean Baratte, directeur général et membre du directoire de la société des Automobiles Peugeot, a été nommé, ce lundi 20 septembre, par le conseil de surveillance de la société, président du directoire de l'entreprise. Il remplace M. Francis Rougier, décédé le 4 juillet 1976.

La nomination de M. Baratte, chargé au sein du directoire des questions administratives, financières, était attendue. Il assurait déjà depuis trois mois l'essentiel des tâches précédemment assumées par M. Rougier. Le conseil de surveillance a également « complété » le directoire, composé de M. Baratte et de M. Xavier Karcher, en faisant rentrer deux nouveaux membres : M. Jean Boullier, directeur commercial, et M. François Perrin-Pelleier, directeur des participations industrielles.

(Né le 18 août 1920 à Nantilly-sur-Seine, M. Jean Baratte est docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Entré à la société des Automobiles Peugeot en 1941, en qualité de directeur adjoint, puis, en 1973, membre du directoire et directeur général adjoint. Il est depuis 1975 directeur général des Automobiles Peugeot et, depuis 1974, administrateur de la société des usines Chausson.)

## NOUVELLES BRÈVES

- Le maréchal Dmitri Oustine, ministre soviétique de la défense, regagnera Moscou dimanche 19 septembre, à l'issue d'une visite en Pologne au cours de laquelle il a assisté aux manœuvres des forces du pacte de Varsovie à Bousier 76. M. Oustine a été décoré de la croix de Grunwald, la plus haute distinction militaire polonaise. — (A.F.P.)
- L'ambassade du Maroc à Paris dément formellement une information diffusée par l'agence espagnole Pyresa, selon laquelle le roi Hassan II serait « très malade ». Cette information, recueillie à El-Afrou, au Sahara occidental, a été reproduite en première page, samedi 18 septembre, par le quotidien madrilène *Arriba*, organe du « Mouvement » franquiste.
- La Société protectrice des animaux (S.P.A.) s'insurge dans un communiqué, des nouvelles mesures de lutte contre la rage résultant du décret du 4 septembre. Elle estime, notamment, que les dispositions prévoyant l'euthanasie des chiens errants dans les quarante-huit heures et des chats sur le champ de sauterie, sont injustifiées. Elle recommande aux propriétaires de doter leurs bêtes de colliers d'identification, d'une médaille de la S.P.A. et de les faire vacciner.

## APRÈS LES ÉLECTIONS EN SUÈDE

M. PONTILLON (P.S.) : l'expansion capitaliste exclut la transformation des structures sociales.

M. JEAN-CLAUDE COLLI (rad.) : la social-démocratie n'a pas été condamnée.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du parti socialiste, responsable des relations internationales, a déclaré, lundi 20 septembre :

« Nous raisonnons l'après des socialistes-démocrates suédois comme une défaite sérieuse. Sérieuse pour l'avenir de la Suède, sérieuse pour le socialisme européen. (...) Les classes moyennes ont déserté le parti ouvrier pour voter conservateur. Cet échec porte enseignement. Il démontre qu'il n'est pas possible, durablement, de séparer le pouvoir politique du pouvoir économique et que l'expansion capitaliste exclut la transformation en profondeur des structures sociales. Depuis vingt ans, le maintien des structures capitalistes de la société suédoise fait obstacle au développement entrepris par le parti social-démocrate de la démocratie industrielle et de l'égalisation des chances. »

## M. SCHUMANN : pas de « danse du scalp ».

M. Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères, sénateur apparenté U.D.R., a déclaré, lundi 20 septembre :

« Je n'ai jamais souhaité qu'un « modèle » étranger fût importé en France. Je n'en suis que plus sûr pour refuser aujourd'hui d'entrer dans la « danse du scalp » autour d'Olof Palme, un des connaissances les plus avisés de notre langue et de notre culture qu'il a su être donné de rencontrer comme ministre des affaires étrangères. »

La vraie leçon de son échec est claire : personne n'échappe à l'ère du pouvoir ; il s'y a donc pas à la longue de démocratie authentique sans une alternative dont les deux branches soient également compatibles avec les institutions approuvées par le peuple. Cette condition fondamentale est remplie en Suède. Elle a bien de la chance. »

## LA FONDATION BRIGITTE-BARDOU CESSE D'EXISTER

La Fondation Brigitte-Bardot, consacrée à la protection des animaux et de la nature, cesse d'exister, annonce la comédienne dans un texte rendu public ce lundi 20 septembre.

« La complexité et la multiplicité des problèmes concernant la défense des animaux, l'abondance des manifestations de générosité des Français qui ont répondu à mon cri d'alarme, font que, paradoxalement, la Fondation Brigitte-Bardot cesse d'exister. En effet, dans mon esprit, ce devait être la réunion de toutes les bonnes volontés en faveur d'un but unique. Or l'abondance du courrier reçu, l'ampleur des problèmes posés, nécessitent une véritable gestion et une structure administrative qui ne peuvent être assurées par des bénévoles, et je ne puis pas que l'argent reçu serve à payer des bureaux. »

[Créée le 16 juin dernier, la Fondation Brigitte-Bardot avait pour objet de rassembler toutes les formes d'abus ou d'oppression dont sont victimes les animaux. Ses premières campagnes devaient commencer dans quelques jours, dirigées notamment contre l'utilisation de la fourrure pour les manteaux et contre le massacre des bêtes phoques.]

● La Société protectrice des animaux (S.P.A.) s'insurge dans un communiqué, des nouvelles mesures de lutte contre la rage résultant du décret du 4 septembre. Elle estime, notamment, que les dispositions prévoyant l'euthanasie des chiens errants dans les quarante-huit heures et des chats sur le champ de sauterie, sont injustifiées. Elle recommande aux propriétaires de doter leurs bêtes de colliers d'identification, d'une médaille de la S.P.A. et de les faire vacciner.

## A Malte LES RÉSULTATS PARTIELS DES ÉLECTIONS LAISSENT PRÉVOIR UN SUCCÈS TRAVAILLISTE

La Valette (U.P.I.). — Les résultats de dix sur treize circonscriptions de Malte indiquent que les travaillistes de M. Dom Mintoff paraissent devoir se maintenir au pouvoir face aux nationalistes de M. Borg Olivier.

En fin de matinée, lundi 20 septembre, dix circonscriptions comptaient 27 sièges (sur 53 % des voix) et les nationalistes 23 (avec 47 % des voix). Deux des circonscriptions restantes votent nationaliste par tradition, et la dernière est marginale.

Le numéro du « Monde » daté 19-20 septembre 1976 a été tiré à 524 642 exemplaires.

(Publicité)

## DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, destinée à la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.
- B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de traduction et de l'interprétation d'entreprise.
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examen chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitent de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite n° 1601 sur la préparation et les démarches de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 33, rue Coligny, 92230 Paris-Levallois. Tél. : 276-81-33 (enseignement privé à distance).

## COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA « OLIVOLI » produit naturel de l'Olive fraîche Garantie extraite par PREMIERE PRESSION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration

**SAVON A L'HUILE D'OLIVE**  
Végétal, naturel, parfumé aux senteurs de Provence

## OLIVES DE PROVENCE

Vertes ou noires en saumure fabrication artisanale Franco de port à partir de 5 kg Demandes docum. gratuite n° 9 à la Sté PROVENCALE OLEICOLE 13300 SALON-DE-PROVENCE

**Le procès du Dr Stern\***  
Mardi 21, mercredi 22 et jeudi 23 septembre dans

**LE QUOTIDIEN  
DU MEDECIN**

Les grands moments d'un procès « exemplaire » intenté à un médecin soviétique coupable d'être juif

« Le Quotidien du Médecin » 10, rue Saint-Antoine Paris IVe, 278 33 21 (en vente par abonnement)

\*A paraître cette semaine chez Gallimard : « Un procès ordinaire en U.R.S.S. » (transcription de l'enregistrement du procès du Dr Mikhail Stern à Vinnitsa) ;

## A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

**HP-25**  
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements-fonctions trig, log, deg, rad, grad, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications, 980 F ttc

**HP-21**  
5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad, 480 F ttc

**HP-22**  
calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - y, x, %, droite de tendance - amortissements, annuités, 780 F ttc

**la Règle à Calcul**  
65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris  
Tél. : 033 02 63 03 34 61  
1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

**HEWLETT PACKARD**

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale  
d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle **850 F**  
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

150